QUARANTIÈME ANNÉE – N° 12044

– MARDI 18 OCTOBRE 1983

Le président du Mozambique en visite officielle à Paris

LIRE PAGE 3 UNE INTERVIEW DE M. SAMORA MACHEL



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 46

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La négociation sur les euromissiles dans l'impasse

Le « consensus » français

A l'heure où nos voisins étalent sur la place publique les désaccords et états d'âme que provoque la prochaine installation des missiles américains sur leur sol, la situation de la France apparaît plus singulière que jamais en Europe.

En apparence, et tout en prenant ouvertement position sur une décision atlantique dans laquelle notre pays n'était pas impliqué à l'origine, M. Mitterrand a non seulement maintenu le consensus observé ces dernières années par les principales forces politiques sur la politique de défense, il l'a même élargi.

Sous de Gaulle, la politique de détente avec l'Est heurtait la *droite traditionnelle, tandis que* la gauche était allergique à la force nucléaire. Bien qu'atténuée, cette situation s'était *maintenue jusqu'aux toutes* dernières années du mandat de M. Giscard d'Estaing, et ce n'est qu'aujourd'hui qu'est constatée une quasi-unanimité sur le sujet : on ne s'étonne même plus de voir Mme Simone Veil approuver sans restriction les discours de M. Mitterrand en Belgique, MM. Chirac, Pons et Gaudin complimenter le président pour son attitude « très ferme ». Même « l'Humanité » se garde *bien, ce lundi, de critiquer* le gouvernement et réserve ses attaques à la droite.

Il est vrai que ce consensus en soi remarquable reste un consensus « en creux », non exempt d'arrière-pensées. Le P.C. ne peut évidemment se rallier sincèrement — et il l'a déjà fait savoir — à une politique qui heurte de front ses amis soviétiques. Au sein du parti socialiste, le CERES rejoint les partisans *traditionnels de l'alliance* franco-russe dans les autres formations pour mettre en garde contre une attitude trop proche *des thèses américaines*. La C.F.D.T. vient de passer un accord avec les contestataires du Codene (le seul mouvement français qui ressemble, en beaucoup plus petit, aux organisations pacifistes chez les voisins européens) pour manifester contre les missiles. Sans doute cette alliance repose-t-elle sur une ambiguïté (en réclamant la « destruction » des SS-20 soviétiques, la C.F.D.T. reprend à son compte les positions de M. Mitterrand... et même l'option zéro de M. Reagan), mais l'entreprise montre un souci de capter les aspirations pacifistes encore vivaces dans les courants traditionnels de la gauche.

A droite, il faut relever *l'« écart » auquel s'est livré* M. Pinton en contestant la politique française de dissuasion, mais plus encore l'attitude particulière de M. Barre, le seul dirigeant de l'opposition qui ait jugé défavorablement le discours de M. Mitterrand au Bundestag en *janvier et qui* accuse, à mots plus ou moins couverts, le gouvernement — et l'opposition — d'en « faire trop » sur les euromissiles.

Non pas que l'ancien premier ministre critique la décision de l'OTAN, mais il semble avoir préféré, tout comme M. Giscard d'Estaing, *un soutien plus* discret n'excluant pas la poursuite du dialogue et des échanges avec Moscou ; et le seul point sur lequel il a appuyé le gouvernement a été la *conclusion* du contrat sur le gazoduc euro-sibérien au lendemain du coup de force en Pologne.

Autrement dit, le consensus français reste à la merci de quelques *dérapages, tant* à droite qu'à gauche. Et la fermeté de Paris dans cette affaire tient plus que jamais à l'attitude personnelle du président, une attitude dont les discours de Belgique *viennent* de confirmer la constance.

- *Échec de la rencontre Gromyko-Genscher*
- *Les manifestations pacifistes continuent en R.F.A.*

De notre correspondante

Alors que l'« automne chaud des pacifistes » a commencé en R.F.A., M. Kohl voit « peu de chances que quelque chose bouge ces jours-ci à Genève », après l'échec de ce qui était peut-être la rencontre de la dernière chance entre M. Gromyko et M. Genscher.

Vienne. — Souple dans le ton, dur *dans les positions*, tel est le bilan des entretiens qu'ont eus les ministres des affaires étrangères d'Union soviétique et de R.F.A., MM. Gromyko et Genscher, samedi 15 et dimanche 16 octobre à Vienne. Cette *« rencontre de la dernière chance »*, comme on l'appelait dans les milieux diplomatiques ouest-allemands, destinée à « débloquer » les négociations américano-soviétiques de Genève sur les euromissiles, n'a apporté aucun rapprochement des positions.

Les deux ministres se sont entretenus pendant plus de onze heures, alternativement dans les ambassades d'U.R.S.S. et de R.F.A., pour *s'exposer mutuellement « avec gravité, franchise et clarté »* les positions connues : les Etats-Unis, faute d'un accord à Genève d'ici à la mi-novembre, commenceront à déployer les Pershing-2 et les missiles de croisière en Europe selon le calendrier prévu. L'Union soviétique, faute d'un accord, insistera sur la renonciation au stationnement des euromissiles et sur l'inclusion des forces nucléaires française et britannique dans les négociations.

M. Genscher s'est refusé, à l'issue de ses entretiens, à admettre que la rencontre de Vienne a pratiquement scellé l'échec des négociations de Genève. Au contraire, il a constaté qu'à son avis *« l'U.R.S.S. n'a pas encore décidé définitivement si elle continuera ou non de négocier »* en cas de stationnement des premiers Pershing en R.F.A.

A ce sujet, le chef de la diplomatie ouest-allemande s'est trouvé en contradiction avec le communiqué publié à Sofia au terme de la réunion des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie qui précisait (*le Monde* daté 16-17 octobre) que *« l'U.R.S.S. est prête à poursuivre la négociation à condition que les Etats-Unis et leurs alliés renoncent à déployer les euromissiles à la date prévue »*.

L'agence Tass a d'ailleurs tenu à préciser dans un premier commentaire sur les entretiens de Vienne publié dès dimanche soir (alors que M. Gromyko, toujours à Vienne, se refusait à toute déclaration) que le ministre soviétique n'avait pas exclu la possibilité d'un accord à Genève, *« à condition qu'il intervienne avant le déploiement des nouveaux missiles américains en Europe. »* Le point de vue occidental, tel qu'il a été défendu par M. Genscher, est que l'OTAN, elle, avait accepté de négocier pendant que les soviétiques continuaient de mettre en place leurs nouvelles fusées. L'OTAN a pris sa *« double décision »* en 1979, a rappelé M. Genscher ; elle a donc consenti à un moratoire unilatéral de quatre ans pour essayer de trouver une solution par la négociation.

M. Genscher, légèrement optimiste, a souligné devant la presse que *« rien n'est définitif, ni irréversible »*. Pour lui, les missiles installés pourront être démantelés en cas d'accord à une date ultérieure. Le ministre a cependant admis que M. Gromyko ne l'a pas laissé dans l'incertitude, lui affirmant que *« l'U.R.S.S. prendra des mesures pour défendre sa sécurité et celle de ses alliés »*. La nature de ces *« contre-mesures »* soviétiques n'a cependant pas fait l'objet de la discussion, a indiqué M. Genscher.

WALTRAUD BARYLI.

(Lire la suite page 6.)

La victoire de l'opposition à Antony

L'analyse des résultats par bureau de vote montre que les électeurs ont sanctionné la fraude

Il est un peu plus d'une heure du matin à Antony, ce lundi 17 octobre. En cortège, bras dessus, bras dessous, M. Charles Pasqua, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, et ses deux « chers Patrick », MM. Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, et Patrick Devedjian, bientôt maire d'Antony, regagnent, *après proclamation des résultats*, le hangar, quartier général de l'opposition pour cette soirée d'élections. Une centaine de C.R.S. casqués, lance-patates prêts à servir, encadrent les élus et les protègent dans cette insolite procession sous haute protection.

Un peu en arrière, réduit aux utilités, le service d'ordre du candidat élu suit. Des dizaines de jeunes gens, blousons de cuir, certains le visage *masqué par un foulard*, défilent en scandant : *« Les Cosaques à Moscou ; Aubry, c'est fini ; Liberté pour Antony ; Aubry au Goulag »*. Une grande banderole verte *« Liberté pour les Français »*, une autre blanche *« Les fraudeurs sont punis »*, — des drapeaux tricolores et *la Marseillaise* reprise en chœur, comme un chant vengeur plutôt que vainqueur.

L'opposition a gagné la bataille d'Antony. Une sale et dure bataille, *marquée jusqu'au bout par tous les* incidents, tous les coups bas imaginables dans une campagne au couteau : faux tracts, faux journaux, faux appels téléphoniques, faux soutiens. Elle a gagné de peu — 695 voix d'avance sur 27 177 suffrages exprimés, — *mais d'une* manière incontestable, au-dessus de tout soupçon et au-delà de toute mise en cause d'un discours souvent excessif.

Elle a gagné Antony avec pratiquement le même nombre de voix qu'au second tour des municipales, *au mois de mars dernier*. Le 13 mars, la liste conduite par M. Devedjian obtenait 13 948 voix. Battue. Le 16 octobre, elle *en a* recueilli 13 936. Elue. Douze voix d'écart, en baisse d'ailleurs, pour faire la différence entre une défaite et une victoire.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 9.)

La politique salariale

Le gouvernement interviendra pour éviter tout dérapage

Le mauvais indice des prix de septembre (entre 0,7 % et 0,8 % de hausse par rapport à août) place le gouvernement dans une situation difficile pour continuer, voire accentuer, *ce qui forme l'essentiel de sa* politique de lutte contre l'inflation : le ralentissement des hausses de salaires dans le secteur public comme dans le secteur privé.

L'indice des prix de septembre *« est mauvais, c'est vrai »*, a reconnu le ministre de l'économie et des finances samedi 15 octobre devant le congrès de la fédération des Hauts-de-Seine du parti socialiste. *« Nous n'avons pas gagné la bataille des 8 % »*, a ajouté M. Delors, vingt-quatre heures seulement après que le ministère de l'économie et des finances, dont il a la charge, eut publié un communiqué curieusement optimiste affirmant que *« la poursuite de la décélération des prix »* était confirmée.

M. Delors a ajouté qu'*« on ne juge pas une politique à un indice, mais sur une tendance »*. Il n'empêche que, même en raisonnant de la sorte, les choses n'évoluent pas très favorablement. M. Pierre Mauroy déclarait en mai dernier dans une interview à l'A.F.P. qu'une hausse *des prix de 9 % serait inacceptable*. Le premier ministre ajoutait qu'il prévoyait une augmentation des prix *de 3 % au second* semestre. Or nous en sommes déjà à 2,2 ou 2,3 % pour le troisième trimestre. Même si la hausse du coût de la vie n'est plus que de 0,5 % par mois en octobre, novembre et décembre (ce qui serait un résultat inespéré), le second semestre marquerait une progression de 3,7 % à 3,8 %, nettement supérieure aux 3 % annoncés.

Ce qu'il faut bien appeler un « dérapage » — par rapport aux prévisions officielles en tout cas — va considérablement compliquer la politique salariale des pouvoirs publics.

En attendant le rendez-vous de février 1984 avec la *fonction publique*, que peut faire, que doit faire le gouvernement à l'égard du secteur privé ? Depuis la lettre envoyée en mars 1961 par M. Michel Debré au président du C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) d'alors, M. G. Villiers, conseillant fermement une limitation des hausses de salaires, les recommandations de la puissance publique au patronat n'ont pas bonne presse. Cela est si vrai que la méthode n'a jamais plus été employée.

(Lire la suite page 43.)

AVEC SON PREMIER SATELLITE ETRANGER

Ariane à l'épreuve de l'industrialisation

(LIRE EN PAGE 11 L'ARTICLE DE JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU).

LES ENJEUX DES ÉLECTIONS DU 19 OCTOBRE A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Un nouveau défi pour le « pouvoir syndical »

Au soir du 19 octobre, lorsque tomberont les premiers résultats des élections à la Sécurité sociale, rares seront ceux qui se préoccuperont de l'avenir de la protection sociale en se demandant quelles incidences aura le retour dans les conseils d'administration des caisses, d'administrateurs syndicaux élus pour six ans. Pour beaucoup de responsables syndicalistes, d'abord, mais aussi pour les représentants des milieux patronaux et politiques, l'enjeu du scrutin est d'abord syndical. De la consultation de 28,7 millions d'électeurs pour les caisses maladie et de 30,8 millions pour les caisses d'allocations familiales, on attend un « test » de représentativité, ledit test étant accentué par l'ampleur de la population concernée, comparable à celle d'une élection politique. Même si un certain nombre de syndicalistes pensent comme M. Claude Jenet (F.O.) que *« le mouvement syndical ne tient pas sa légitimité du suffrage universel »*, chaque organisation accordera la plus grande importance à son score et à son rang.

A cet égard, ces élections du 19 octobre constituent une grande première : leur collège est beaucoup plus ample que lors des précédentes élections de 1962 à la Sécurité sociale, où il n'y avait que 14 millions d'électeurs, et représente plus de deux fois celui des élections prud'homales de 1982 (13,5 millions d'inscrits chez les salariés. De surcroît, elles ne concernent pas que la population active *stricto sensu* — salariés et non salariés, secteur public et secteur privé, Français et immigrés, — mais ceux qui aux deux bouts de la chaîne, étudiants et retraités, ne sont pas encore ou ne sont plus en activité. Autant dire que les comparaisons seront délicates d'un scrutin social à un autre.

La tentation sera donc grande pour les « perdants » d'être mauvais joueurs en affirmant que seule compte, pour un syndicat ancré d'abord dans l'entreprise, l'audience recueillie auprès de la seule population active salariée que mesurent mieux les élections prud'homales et professionnelles. Mais à l'heure où le syndicalisme est plus que jamais en crise, où l'action syndicale est souvent atone ou purement défensive, une consultation de cette importance aura un effet décisif quant à l'influence que les pouvoirs publics devront reconnaître à chaque organisation sur l'ensemble de la société. Du « classement » du 19 octobre découlera l'audience dans l'opinion publique. A cet égard, le rang de chaque organisation sera lourd de conséquences : il déterminera la capacité de chacune à se faire entendre

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 17.)

AU JOUR LE JOUR — Allemagne

Il y a cinquante ans, lorsque les Allemands manifestaient, ils étaient bottés, leurs chants étaient guerriers et leurs slogans vengeurs. A l'Ouest, les bons esprits disaient qu'il ne fallait pas s'inquiéter. Les démocraties sommeillaient, ne voyant rien venir.

Aujourd'hui, les manifestants d'Allemagne ont une autre allure. Ils sont contre la guerre et courent en espadrilles. A l'Ouest, on s'affole.

Qu'elle soit brune, rouge ou verte, l'Allemagne, décidément, nous prend toujours à contre-pied.

BRUNO FRAPPAT.

TURNER AU GRAND PALAIS

La griserie du sublime

« Des portraits de rien, très ressemblants. » C'est ainsi qu'en 1814 un essayiste anglais définissait les paysages de Turner, et c'est ainsi qu'aujourd'hui voudraient les voir ceux pour lesquels ils annoncent l'avènement de l'abstraction et de la peinture pure. Une telle interprétation n'a pas plus de sens à propos de Turner qu'elle n'en a à propos de Cézanne et de Manet, qui en furent eux aussi, à des degrés divers, les bénéficiaires ou les victimes. Mais elle peut expliquer le regain d'intérêt qui s'est manifesté depuis quelques décennies à l'égard du peintre du *Déclin de l'empire carthaginois*, de la *Bataille de Trafalgar* et des sites privilégiés de l'Europe romantique.

Ce retour à Turner est évident en Angleterre, où son œuvre a fait récemment l'objet des plus savantes études et où d'imposantes manifestations ont marqué le bicentenaire de sa naissance. Mais aussi en France, où il a presque retrouvé la faveur dont l'entoura la fin du dix-neuvième siècle dans le sillage d'Edmond de Goncourt, de Gustave Moreau et de Proust, qui en fit, plus ou moins, son Elstir. Turner fut la vedette de l'exposition de la peinture romantique anglaise présentée au Petit Palais en 1972. Le Centre culturel du Marais rassemblait en 1981 l'essentiel des dessins et des aquarelles que lui inspirèrent ses voyages en France.

Et voici que vient de s'ouvrir au Grand Palais une exposition qui, malgré l'absence de quelques grandes machines difficilement transportables, tente d'évoquer toute la trajectoire de l'artiste dans la diversité d'une production surabondante et d'une personnalité très complexe, partagées entre l'attachement à une *tradition vénérée, super-sanctifiée*, si l'on peut dire, et une sorte de modernité instinctive, loyale, ingénument dévastatrice, dont il n'existe pas d'équivalent en cette première moitié du siècle sinon, peut-être, et à la dévastation près, dans l'œuvre de Corot.

Voyons notre homme. Il était gros, court, concentré, infatigable, et semble-t-il passablement dépourvu de charme, si l'on en croit Delacroix, qui n'était pas, il faut le dire, la bienveillance même.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 22.)

Le Monde

idées

Un « humaniste critique et sceptique » face aux pacifistes

Manès Sperber a reçu, dimanche 16 octobre, la plus importante distinction littéraire allemande, le Prix de la paix des éditeurs, dont le montant est de 25 000 marks (75 000 francs environ). Ce prix lui a été remis à l'occasion de la Foire du livre de Francfort pour avoir relaté dans ses œuvres *« les expériences européennes essentielles de sa génération et défendu un humanisme critique et sceptique sans renier les événements historiques »*.

Manès Sperber, qui est né en 1905, dans une communauté juive de l'ancien empire austro-hongrois aujourd'hui en territoire soviétique, a notamment publié chez Calmann-Lévy une trilogie consacrée à ses souvenirs sous le titre général *Ces temps-là*. Après avoir été l'élève d'Alfred Adler, à Vienne, il a enseigné la psychologie à Berlin de 1927 à 1933. Depuis 1934 il vit à Paris.

Nous publions ci-dessous la seconde partie du discours de remerciement, écrit par Manès Sperber et consacré au pacifisme. Ce discours a été lu par Alfred Grosser, car Manès Sperber, souffrant, n'avait pu se rendre à Francfort.

Dans la première partie, l'écrivain relatait sa jeunesse, ses expériences pacifistes, son absence de haine pour l'Allemagne (mais, a-t-il, dit, *« une désolation à ce point sans limite que la vie d'une génération entière ne parvient pas à l'épuiser »*) et tentait en ces termes une explication de la guerre : *« Depuis des millénaires, des hommes de toutes conditions essaient de fuir la répétition de ce qu'ils vivent quotidiennement, et cela n'importe où. Certes, on peut rechercher la diversité, la fuite et l'évasion dans des expériences intimes, dans l'amour et l'amitié, mais aussi dans des querelles privées ; toutefois, seule la grande aventure,* un moratoire *général* du quotidien, *peut provoquer un bouleversement total de la manière de vivre et de l'ordre qui règle, chaque jour, toute chose : incendies monstres, inondations, tremblements de terre et autres catastrophes naturelles puis, finalement, la calamité voulue par l'homme lui-même, fondée et justifiée religieusement, idéologiquement, nationalement, socialement ou tout autrement, peu importe, la calamité qui s'appelle la guerre. »*

Ne pas confondre les moyens et les fins

par MANÈS SPERBER

Mesdames et Messieurs, le pacifisme n'est nullement une apparition nouvelle en Europe. Au siècle dernier, des congrès internationaux se tenaient dans presque toutes les capitales du monde pour condamner la guerre. Les intellectuels les plus connus de l'époque y participèrent ; je n'en citerai qu'un, qui est resté mondialement célèbre, le poète français Victor Hugo. On sait en outre que l'esprit pacifiste a été prédominant au sein des mouvements marxistes des travailleurs aussi bien que de ceux des anarchistes, et cela dans tous les pays. On n'a pas oublié que la IIe Internationale a manifestement pris la direction de l'ensemble des mouvements ouvriers socialistes et qu'elle a été le précurseur politique des syndicats et d'une grande partie des coopératives. Bref, les partis ouvriers ont, jusqu'à la dernière minute, protesté contre la politique guerrière de tous les États. Des foules immenses manifestaient dans les capitales européennes contre la guerre.

Dans les *mêmes* villes, dans les *mêmes* rues, quelques jours seulement après le début des hostilités, des hommes et des femmes défilaient pour proclamer leur enthousiasme patriotique et pour fêter, à grands cris d'allégresse, les soldats marchant vers les frontières.

Dans *toute* guerre, ce qui importe, c'est de légaliser le meurtre, voire même d'ordonner le meurtre d'êtres innocents, qu'on les tue avec des armes d'estoc et de taille, ou des fusils à culasse ou à répétition, ou qu'on les extermine avec des canons, des bombes, des gaz ou des armes atomiques. En fait, il s'agit de s'interroger infatigablement : pourquoi, *dans quel dessein*, la guerre ? *Pourquoi, comment* peut-elle apparaître supportable à ces mêmes contemporains qui, pendant de nombreuses années, n'ont cessé de la dénoncer comme le plus terrible des fléaux ? Celui qui, au lieu de s'interroger sur les origines et les causes du danger de guerre, se contente de reporter son indignation passionnée sur les seuls armements — fussent-ils les plus meurtriers, — celui-là renonce, consciemment ou non, à rechercher le foyer des tensions et succombe à une tendance aujourd'hui fort répandue qui consiste à confondre les moyens et les fins.

Mesdames et Messieurs, je parle ici au cœur d'un continent dont les querelles internes ont provoqué deux guerres mondiales en vingt-cinq ans. Comme certains d'entre vous qui ont depuis 1951 reçu cette distinction, j'attache, moi aussi, la plus grande importance à notre continent, qui est plus que notre patrie au sens géographique du terme. Devenue elle-même inoffensive, l'Europe n'en reste pas moins en danger aujourd'hui plus que jamais. Oui, cette vieille Europe ne mérite pas de disparaître. Elle a cessé d'être une puissance coloniale, plus aucune conquête ne peut plus la tenter ; ce continent belliqueux pourrait enfin devenir une puissance de paix exemplaire. Reste cependant un facteur d'une importance inestimable : elle partage ce vaste continent avec un empire totalitaire dont les maîtres estimeront leur dictature menacée aussi longtemps qu'elle n'étendra pas son emprise jusqu'au littoral de l'océan Atlantique, voire à la terre tout entière.

C'est sans doute le propre du totalitarisme que de vouloir s'assujettir le monde entier, utilisant pour ce faire des parures idéologiques qui, sans doute, ont perdu avec les ans de leur magie et de leur attraction, mais que soutient maintenant avec efficacité la terrible menace de l'armement atomique. Qu'il en est bien ainsi, ceux qui, aujourd'hui, défilent dans les rues des capitales des pays démocratiques européens pour condamner l'installation *en temps utile* en Europe de moyens de défense contre le chantage, contre la menace des armes atomiques, ceux-là, *sans le vouloir*, en administrent la preuve.

Je veux, dans ce contexte, vous rappeler instamment que, pendant des siècles, tous les efforts pour rassembler les peuples européens en une fédération d'Etats ont échoué parce que *la lutte pour la suprématie* de deux peuples au moins — les Allemands et les Français — a semé la discorde. La France et l'Allemagne savent maintenant qu'elles ne peuvent en aucun cas trouver leur salut dans une hégémonie nationale sur l'Europe. Aujourd'hui, de chaque côté du Rhin, on est convaincu que seule l'entente de tous pourrait sauver l'Europe libre.

Celui qui croit et qui veut faire croire qu'une Europe désarmée, neutre, capitularde, peut garantir la paix pour tous les temps, celui-là se trompe et induit les autres en erreur. Celui qui soutient qu'il faut capituler devant cet empire menaçant qui, depuis la seconde guerre mondiale, a transformé plusieurs Etats européens en satellites, celui-là se trompe et induit les autres en erreur.

Pour un Européen de ma génération, mais aussi pour ceux qui sont nés après moi, il ne peut y avoir aucun doute : l'Europe peut se sauver et sauver en même temps ses valeurs incomparables à la condition qu'elle se constitue en une fédération au lieu d'être une pomme de discorde entre les deux superpuissances. Elle peut même devenir une grande puissance affirmant hautement qu'elle n'a ni désir de conquête ni désir de vengeance, mais qu'elle est décidée farouchement à dissuader par des armes suffisantes et lui appartenant ceux qui pourraient se sentir encouragés par ses faiblesses et leur propre hégémonisme à s'emparer de l'Europe.

Parce que, comme tant d'autres, j'ai constamment eu tendance à critiquer notre civilisation avec une sévérité impitoyable, je veux aujourd'hui d'autant plus fermement affirmer que l'Europe peut malgré tout se sauver elle-même, à la condition qu'elle ne se laisse pas entraîner à l'abandon à une époque où, précisément, avoir le courage de défendre l'humanité et la vérité implique d'abord *celui de s'affirmer soi-même.*

Quelle que soit la manière dont évoluent les rapports entre l'Amérique et la Russie, l'Europe ne réussira pas à se tenir éloignée des conflits grâce à un désarmement masochiste, mais en devenant elle-même une superpuissance aussi effrayante que chacun de ces deux géants. C'est d'une tristesse indicible, mais cependant inévitable, parce que ce monde restera encore pendant plusieurs décennies livré au danger et à la tentation du suicide. Mais nous, les vieux Européens, qui avons horreur de la guerre, voilà que nous devons malheureusement nous-mêmes devenir dangereux pour protéger la paix.

Encore deux remarques : la première concerne l'anti-américanisme de beaucoup d'Européens, leur *ingratitude agressive*, qui est bien la forme la plus méprisable de l'affirmation de soi, individuelle ou nationale.

Pour ceux qui voient dans la culture européenne plus qu'une prétention presque insupportable, pour ceux qui sont attachés par toutes leurs fibres à la richesse spirituelle de l'Europe, la différence qui existe entre ce vieux continent et l'Amérique aujourd'hui — cette ancienne colonie européenne — est très significative. Il s'agit là moins d'estimation ou de dépréciation que d'un problème d'identité. La Russie pas plus que l'Amérique ne serait devenue ce qu'elle est si l'Europe ne lui avait servi pendant de longues années de modèle, de berceau spirituel ou de repoussoir.

Celui, toutefois, qui prétend que l'Europe est aujourd'hui menacée également par l'empire soviétique et les Etats-Unis est, à mes yeux, aveuglé par une ingratitude agressive. D'un autre côté, il est vrai que l'Europe ne doit confier sa protection qu'à ses propres forces et à aucune des deux superpuissances.

Je terminerai par une profession de foi en l'avenir certes bien démodée : je suis un vieux révolutionnaire qui est resté fidèle aux espérances qu'il a dû enterrer. Oui, je crois toujours, encore, que le monde peut être changé et qu'il va aller en s'améliorant.

Ce n'est pas l'espérance d'un croyant ou d'un idéaliste utopiste, mais l'assurance d'un optimiste qui a connu le purgatoire et qui, comme beaucoup d'autres Européens ayant passé par là — à cause de cette expérience ou malgré elle, — est bien décidé à ne rien *oublier de ce qu'il* a été obligé de subir au cours des années d'apprentissage et de pérégrination.

(Traduit de l'allemand par ÉLISABETH et RENÉ WINTZEN.)

LETTRES AU Monde

Réplique à Jacques Tarnero

Invoquant juridiquement le « droit de réponse », M. Robert Faurisson nous adresse cette lettre... deux mois après l'article qui l'a provoquée.

Dans votre livraison du 18 août, M. Jacques Tarnero affirme que mes travaux sont « *pseudo-scientifiques* » et que je suis « *explicitement antisémite* ». Je proteste. Je rappelle que les travaux en question ont porté, d'une part, sur le *Journal* d'Anne Frank et, d'autre part, sur les chambres à gaz hitlériennes. Pour moi, le *Journal* d'Anne Frank est une supercherie littéraire et les prétendues chambres à gaz homicides des Allemands sont une invention de la propagande de guerre. Sur le premier point, je citerai le plus déterminé de mes adversaires : Pierre Vidal-Naquet. En 1980, il déclarait à *Regards*, hebdomadaire du centre communautaire laïc juif de Bruxelles (7 nov., p. 11) : « *J'ai dit publiquement, et je répète ici, que lorsque* (Faurisson) *montre que le* Journal *d'Anne Frank est un texte trafiqué, il n'a peut-être pas raison dans tous les détails ; il a certainement raison en gros, et une expertise du tribunal de Hambourg vient de montrer qu'effectivement ce texte avait été pour le moins remanié après la guerre puisque utilisant des stylos à bille qui n'ont fait leur apparition qu'en 1951. Ceci est net, clair et précis.* »

Sur le second point, je renvoie à un arrêt de la première chambre de la cour d'appel de Paris en date du 26 avril 1983, mentionné par *le Monde* du lendemain. Voici les passages touchant à la fois le problème des chambres à gaz, le problème des témoignages les concernant, le problème, enfin, de savoir si je suis un falsificateur, un menteur ou même un homme coupable de légèreté ou de négligence. La cour dit :

« *Les recherches de M. Faurisson ont porté sur l'existence des chambres à gaz, qui, à en croire de multiples témoignages, auraient été utilisées (...). Les accusations de légèreté formulées contre lui manquent de pertinence et ne sont pas suffisamment établies (...). La démarche logique de M. Faurisson consiste à tenter de démontrer, par une argumentation qu'il estime de nature scientifique, que l'existence des chambres à gaz, telles que décrites habituellement depuis 1945, se heurte à une impossibilité absolue qui suffirait à elle seule à invalider tous les témoignages existants, ou à tout le moins à les frapper de suspicion.* (Il n'est pas) *permis d'affirmer, eu égard à la nature des études auxquelles il s'est livré, qu'il a écarté les témoignages par légèreté ou négligence, ou délibérément choisi de les ignorer (...). En outre, personne ne peut en l'état le convaincre de mensonge lorsqu'il énumère les mutiples documents qu'il affirme avoir étudiés et les organismes auprès desquels il aurait enquêté pendant plus de quatorze ans (...). La valeur des conclusions défendues par M. Faurisson relève donc de la seule appréciation des experts, des historiens et du public.* » J'ajoute que ces lignes, dont la phrase de conclusion marque une date capitale dans le débat sur le problème des chambres à gaz et du génocide, proviennent d'un arrêt me condamnant pour « dommage à autrui » !

Léopold III et Georges Mandel

La mort de l'ex-roi de Belgique Léopold III m'incite à vous raconter une anecdocte qui pourrait trouver place dans la « petite histoire ».

Lors de la reddition de l'armée belge le 28 mai 1940, alors que l'armée allemande déferlait sur le nord de la France, Paul Reynaud, alors président du conseil, voulut sinon rassurer l'opinion publique française sur la marche des événements, du moins chercher des excuses à la débâcle de nos troupes, et demanda au commissaire général de l'information d'envoyer à tous les maires de France une lettre officielle les rassurant sur la situation, dont il rendait en grande partie responsable la reddition de Léopold III et de ses troupes.

En tant que mobilisé à ce service du ministère de l'information, je fus chargé d'en assurer l'impression et fis composer ce texte à l'Imprimerie nationale, mais les trente-cinq mille maires de France qui devaient afficher ce placard dépendaient du ministère de l'intérieur, et je fus envoyé en demander l'autorisation à Georges Mandel, alors ministre de l'intérieur.

Je me rendis donc timidement place Beauvau, expliquant mon affaire au chef de cabinet, à qui je remis une épreuve dudit placard afin qu'il le présente à son ministre.

Quelques minutes après, Georges Mandel sortit de son bureau, l'air furieux, me tendit l'épreuve en disant : « *Qu'est-ce qu'il en sait Paul Reynaud de la responsabilité de la Belgique dans la situation des armées ? Remportez-moi ça, les maires ont actuellement d'autres chats à fouetter ! Allez le dire à votre patron !* » Puis il déchira le papier et partit en haussant les épaules.

Je rentrai au ministère rendre compte de ma mission, pas très fier, et « le patron » me répondit : « *C'est peut-être mieux comme cela, car je ne vois pas comment, dans les circonstances actuelles, nous aurions pu faire parvenir ces affichettes à trente-cinq mille maires !* »

Onze jours plus tard, Paris était occupé, et c'était l'exode du gouvernement.

GUY LE PRAT
Editeur (Paris).

LU

« La Résistance polonaise et la politique en Europe », de Tadeusz Wyrwa

A contresens de l'histoire

A quoi peut servir une défaite ? Question actuelle, qui s'inscrit en filigrane du livre consacré par Tadeusz Wyrwa à la résistance polonaise pendant la seconde guerre mondiale. Pour l'auteur, un historien polonais aujourd'hui maître de recherches au C.N.R.S., il ne fait aucun doute que ce fut bien une défaite : la résistance la plus précoce, la plus *importante de toute l'Europe*, ne fut pas seulement écrasée physiquement dans l'insurrection de Varsovie, anéantie par les Allemands à la grande satisfaction de Staline. La libération sonna aussi le glas des espoirs de démocratie et d'indépendance nourris pendant l'occupation. Les principaux chefs de la résistance qui avaient pu échapper aux balles allemandes tombèrent sous celles des Soviétiques ou disparurent à jamais dans les cellules de la Loubianka à Moscou. Quant aux représentants de l'Etat polonais à Londres, et aux soldats qui avaient combattu sur tous les fronts contre les Allemands, ils se sentirent trahis (à preuve le refus des Polonais de participer au défilé de la victoire à Londres) : leur pays était livré, en toute hypocrisie, par les Occidentaux à la bonne volonté de l'« oncle Jo ».

Il est un peu dommage que l'auteur, emporté par son souci de rappeler une histoire « gênante » et donc souvent ignorée, *n'ait* pas cerné davantage son sujet : la longue introduction était sans doute nécessaire pour corriger certaines idées reçues sur la Pologne d'avant-guerre et les prémisses du pacte germano-soviétique, cause directe de la guerre. Mais pourquoi cette boulimie de citations, pas toutes nécessaires, et ces longs développements consacrés à la Résistance française, même s'ils permettent de souligner ce qui rapproche mais aussi ce qui sépare un pays « chanceux » d'un autre décidément voué à trop de « malchance » ?

Plus éloquente est l'évocation — trop brève — de certains destins individuels. Tel cet officier Pilecki : en septembre 1940, il se fait arrêter volontairement dans l'« espoir » d'être envoyé à Auschwitz *pour y organiser un* réseau de résistance, ce qu'il fait. Il s'en évade — exploit rarissime — en 1943, remet aux responsables de l'A.K. (armée de l'intérieur) un rapport sur la situation dans le camp, participe à l'insurrection de Varsovie, rejoint après la guerre le corps d'armée polonais en Italie, est renvoyé par ses supérieurs en mission en Pologne. Là, il apprend ce qu'il *en coûte de ne pas aller dans le* sens de l'histoire : arrêté, il est exécuté en 1948.

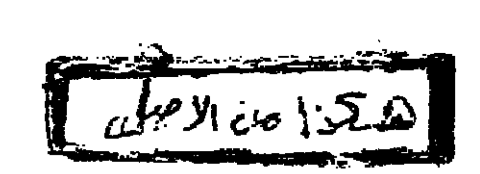
L'auteur ne cherche pas à masquer les dissensions, le manque de clairvoyance, parfois, de certains responsables du gouvernement en exil à Londres ou de l'A.K. Mais s'ils n'avaient jamais commis la moindre erreur, dans des circonstances extrêmement difficiles, les problèmes qui se posaient à eux auraient-ils été moins insolubles ? Fallait-il par exemple, à mesure que l'armée soviétique refoulait les Allemands, faire apparaître au grand jour des cadres de la résistance, pour qu'ils accueillent les libérateurs en tant que représentants de l'État légal, et d'une nation qui n'avait jamais cessé le combat ? Ne pas le faire, c'était considérer qu'à un occupant en succédait un autre, et s'enfoncer dans une lutte désormais sans espoir. Sortir de la clandestinité signifiait au contraire parier sur la bonne foi d'un « allié » qui avait déjà sur la conscience la collaboration avec Hitler jusqu'en 1941, le massacre de Katyn et le refus d'assistance *aux insurgés* de Varsovie.

C'est pourtant ce dernier pari qui fut tenté, avec pour résultat l'arrestation des principaux dirigeants de l'A.K., accusés ensuite de tous les crimes, et surtout du plus ignominieux : celui d'avoir collaboré avec les nazis. Et cela, écrit l'auteur, pas seulement pour liquider les adversaires potentiels du régime imposé par Moscou, mais pour *« briser moralement, désorienter, humilier tout un peuple »*. Au bout de cette impasse sanglante, après les deux cent cinquante mille morts de l'insurrection de Varsovie, il ne restait plus à son dernier commandant, le général Okulicki (ensuite enlevé et jugé à Moscou) qu'à dissoudre l'armée de l'intérieur, sans donner à ses survivants d'autre testament que sa foi *« en une Pologne vraiment libre et démocratique »*.

Le lecteur, naturellement, est libre de faire tous les rapprochements qu'il souhaite : l'auteur l'y encourage dans un épilogue consacré à Solidarité, qui, s'il n'apporte pas grand-chose de *neuf, rappelle à quel point les mi*litants d'aujourd'hui se sentent, à tort ou à raison, les héritiers directs de cette « Pologne combattante » dont ils ont repris le sigle.

JAN KRAUZE.

★ Tadeusz Wyrwa, *la Résistance polonaise et la politique en Europe*, éditions France-Empire, 590 pages, 92 F.



Le Monde

étranger

AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Les dirigeants marocains admettent que le référendum d'autodétermination ne pourra pas avoir lieu avant le 31 décembre

En visite privée en France depuis quelques jours, *le roi Hassan II* du Maroc se rendra mardi 18 et mercredi 19 octobre à Bruxelles, où il s'entretiendra avec le roi Baudouin. Auparavant, il aura recontré M. Mitterrand. Le souverain marocain entend surtout exposer à ses interlocuteurs la façon dont il voit l'évolution du conflit saharien après l'échec de la réunion du comité de mise en œuvre des résolutions de l'O.U.A. à Addis-Abeba, le mois dernier (*le Monde* du 24 septembre).

Dans les milieux informés marocains, on rappelle que Rabat avait *formulé des réserves sur le passage* de la résolution adoptée par le sommet d'Addis-Abeba en juin et « *exhortant* » le Maroc et le Front Polisario à négocier. On précise que le Maroc, Etat constitué, n'a pas « *à négocier avec un mouvement de libération* [le Front Polisario] *qui n'est même pas reconnu officiellement par l'O.U.A.* », car cela reviendrait implicitement à admettre qu'il est « *l'unique représentant légitime du peuple sahraoui* » – ce que conteste Rabat.

Les dirigeants marocains, qui refusent d'être pris dans l'engrenage d'une reconnaissance *de facto* de la « République arabe sahraouie démocratique », estiment avoir fait deux concessions majeures en acceptant le principe du référendum et en admettant qu'il existe au sein « *des populations du Sahara* » l'une (l'Aosario) qui est pour le rattachement au Maroc, l'autre (le Polisario) pour l'indépendance.

« *Si une négociation doit se nouer, c'est entre ces deux courants* », disent les Marocains. C'est d'ailleurs l'argumentation qu'a développée à Addis-Abeba la délégation marocaine – qui comptait un fort contingent de Sahraouis – au président du comité de mise en œuvre, le colonel Menguistu. Celui-ci, toutefois, a fait observer que la résolution mentionnait le Maroc (et non l'Aosario) et le Front Polisario. Devant le refus des Marocains de rencontrer ce dernier, il a donc ajourné les travaux de la commission *sine die*.

Les dirigeants marocains admettent qu'il est maintenant pratiquement exclu que le référendum d'autodétermination puisse se dérouler comme prévu avant le 31 décembre, mais ils insistent pour qu'il ait lieu avant le prochain sommet de l'O.U.A. à Conakry pour éviter de soumettre l'Organisation panafricaine à une nouvelle épreuve.

Dans les milieux informés marocains, on met également l'accent sur la déclaration faite par le roi à l'ONU : « *Le Maroc s'engage solennellement à être, à se considérer comme obligé et tenu par les résultats de ce référendum.* » Engagement que son fils, Sidi Mohamed, avait réitéré au sommet franco-africain de Vittel, et qui devrait effacer la mauvaise impression laissée par une précédente déclaration du souverain, selon laquelle si le résultat du référendum venait à être négatif, « *rien n'obligeait le Maroc à offrir le Sahara sur un plateau d'argent à une poignée de mercenaires* » (*le Monde* du 22 septembre).

L'Algérie acceptera-t-elle de conseiller aux dirigeants du Front Polisario – qui, pour le moment, rejettent catégoriquement cette idée – d'entamer une négociation avec l'Aosario ? C'est une question que se posent les Marocains, et ils attendent apparemment de M. Mitterrand, qui doit recevoir le président Chadli début novembre, qu'il facilite un déblocage de la situation.

PAUL BALTA.

La visite à Paris du président du Mozambique

Alors que le président Machel était reçu, ce lundi 17 octobre, à l'Elysée, où il devait avoir un entretien suivi d'un déjeuner avec M. François Mitterrand, le ministre sud-africain de la défense a annoncé que son armée avait effectué, lundi à l'aube, un raid contre un local de l'ANC (Congrès national africain interdit en Afrique du Sud) dans une banlieue résidentielle de la capitale mozambicaine. Maputo a déclaré que cette opération avait fait cinq blessés.

M. Machel, qui est arrivé à Paris lundi matin en provenance de Belgrade pour une visite « officielle de travail » de quarante-huit heures, la première qu'il effectue en France, rencontrera plusieurs membres du gouvernement, notamment Mme Cresson (commerce extérieur) et MM. Fiterman (transports), Cheysson (relations extérieures) et Nucci (coopération). Il pourrait également avoir des entretiens avec MM. Marchais et Jospin. Il doit assister, mardi matin, aux manœuvres d'une division d'infanterie à Sissonne (Aisne).

Dans l'entretien accordé à notre correspondant à Lisbonne, qu'on lira ci-dessous, le président Machel s'explique sur la volonté du Mozambique de se rapprocher des pays occidentaux, notamment des Etats-Unis, en espérant que ces derniers *« feront pression »* sur Pretoria dans le conflit qui oppose le Mozambique à la République Sud-Africaine. Il déclare, d'autre part, que son pays *« a d'excellentes relations de coopération avec la France »*.

« Nous avons d'excellentes relations de coopération avec la France » nous déclare M. Samora Machel

« On assiste depuis quelque temps à un rapprochement très visible de votre pays avec les Etats-Unis, qui viennent d'ailleurs de nommer un représentant diplomatique à Maputo. Le Mozambique multiplie, d'autre part, les contacts avec le Fonds monétaire international (F.M.I.). Est-ce un nouvel axe de la diplomatie mozambicaine ?

– Commençons par le F.M.I. Le gouvernement du Mozambique est en train d'étudier les mécanismes et de répertorier les avantages d'une éventuelle participation de notre pays à cette institution. En septembre, nous avons assisté, en tant qu'invités spéciaux, à la dernière réunion du F.M.I. D'une manière générale, nous sommes ouverts à la collaboration avec tout le monde. A une condition : que cela serve les intérêts de notre pays et de notre peuple.

» Le gouvernement américain a, d'autre part, entamé avec nous un dialogue franc et ouvert. Cela correspond au désir que nous avons maintes fois affirmé d'établir les meilleures relations avec un pays de tradition démocratique, où nous avons de grands amis. D'autre part, nous ne sous-estimons pas la technologie avancée des Etats-Unis, qui peuvent nous aider à concrétiser quelques-uns de nos projets de développement. Aussi sommes-nous favorables à l'investissement au Mozambique d'entreprises américaines.

» Nous avons déjà fait plusieurs expériences qui se sont révélées très positives.

– Ce nouveau dialogue avec les Etats-Unis peut-il influencer les relations actuellement très tendues entre le Mozambique et l'Afrique du Sud ?

– Nos négociations avec les Etats-Unis ne sont pas conditionnées par la guerre – officiellement non déclarée – que le régime raciste de l'Afrique du Sud poursuit contre nous. Nous séparons complètement les deux questions. Les Etats-Unis peuvent-ils faire pression sur les autorités de Pretoria en notre faveur ? Voilà une bonne question, qu'il faudrait poser au gouvernement américain lui-même.

– Il y a, semble-t-il, une recrudescence de la guérilla menée par la résistance nationale mozambicaine. Quel est exactement le point de la situation ?

– Notre pays subit une agression du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Pour accomplir ses objectifs, Pretoria a recruté et entraîné des bandits qui se sont infiltrés dans le territoire du Mozambique. Ils sont ravitaillés par l'Afrique du Sud, qui dirige leurs actions criminelles. Ces bandits assassins mutilent, enlèvent des Mozambicains, détruisent des écoles et des installations médicales. Ils pillent des magasins, volent le bétail de la population, incendient les champs cultivés par de pauvres et pacifiques paysans.

» C'est ça la guérilla ? C'est ça la résistance ? Comment peut-on considérer ces bandits comme étant des « résistants ». « Résistant » à l'égard de quoi ? Du progrès ? Lorsqu'ils violent des enfants et des femmes enceintes, ils résistent à quoi ? Ces bandits ne sont qu'un des bras de l'armée raciste sud-africaine. Ils visent à créer chez nous un climat d'insécurité et de terreur. Le même climat que l'armée de Pretoria cherche à créer à l'intérieur de l'Afrique du Sud. Ils veulent déstabiliser le Mozambique, afin d'empêcher notre effort de développement, notre volonté de devenir économiquement indépendant à l'égard de l'Afrique du Sud.

» Constituant un simple instrument d'agression, ces bandits n'ont aucune idéologie, aucun projet politique. Ils ne forment même pas une opposition. Ce sont des assassins commandés.

» Notre peuple et notre armée se sont engagés dans la lutte contre ces bandits. Nous ne nous arrêterons qu'au moment où ils auront été complètement éliminés.

« Nous sommes dans un état de sous-développement généralisé »

– Quelle est la raison de la tournée que vous avez entreprise sur le continent européen ?

– Nous prétendons renforcer les liens d'amitié entre nos peuples et approfondir les relations entre nos Etats. En outre, pendant la lutte de libération, nous avons bénéficié, dans certains pays, d'un large mouvement de solidarité, qui s'est développé notamment aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, où de nombreux comités de soutien ont été constitués. La Yougoslavie est un cas singulier : il s'agit d'un pays socialiste qui nous a toujours soutenu d'une façon inébranlable. Enfin, au Portugal, nous avons voulu rendre hommage au peuple qui a été notre allié dans la lutte contre le régime colonial fasciste.

– Au siège de la C.E.E., à Bruxelles, vous avez eu de longues conversations à propos de la convention de Lomé...

– En effet. Nous accompagnons depuis un certain temps les actions développées dans le cadre de la convention de Lomé. Nous avons participé, en tant qu'observateurs, à Lomé 2. Actuellement, nous participons directement et activement aux négociations sur la prochaine convention. Car, à notre avis, Lomé constitue un forum important dans le contexte du dialogue Nord-Sud.

– N'y a-t-il pas là un changement de stratégie de la part d'un pays comme le Mozambique qui se réclame du socialisme ?

– Nous avons toujours prôné et pratiqué une politique de diversification des relations de coopération, basée sur le principe de l'égalité et du respect de la souveraineté et de l'indépendance de chaque Etat. L'adhésion à Lomé s'inspire de cette volonté de diversification, qui est la meilleure garantie de notre souveraineté nationale.

– Votre pays bénéficie d'une terre extrêmement fertile mais, paradoxalement, la population manque de viande et de légumes. Comment expliquez-vous cette situation ?

– Il y a en effet une contradiction entre la richesse potentielle de nos réserves naturelles et le bas niveau de nos forces productrices. En outre, la grande majorité des Mozambicains sont analphabètes, ils appartiennent à la paysannerie, pratiquent une économie de subsistance, et utilisent des techniques rudimentaires.

» Nous manquons terriblement d'infrastructures industrielles, d'un réseau efficace de transports, de techniciens, de main-d'œuvre spécialisée, d'investissements. Nous sommes dans un état de sous-développement généralisé, légué par le colonialisme et aggravé par la crise économique mondiale, ainsi que par les agressions racistes de l'Afrique du Sud. Partant d'une situation aussi difficile, notre peuple s'est lancé dans le combat contre la famine, la misère et l'analphabétisme. Un combat très dur, où nous avons déjà enregistré des victoires, où nous avons aussi commis des erreurs. Mais le facteur décisif est la mobilisation de notre peuple, sa volonté de vaincre.

– Dans cet effort de développement, la France joue-t-elle un rôle significatif ?.

– Nous avons, depuis l'indépendance, d'excellentes relations de coopération avec la France. Des relations qui se sont progressivement étendues à de grands projets industriels et agricoles.

» En outre, nos positions suscitent de la part de la nouvelle direction politique française un accueil favorable. »

Propos recueillis par
JOSÉ REBELO

L'armée sud-africaine détruit un local de l'A.N.C. à Maputo

Un petit commando sud-africain a lancé, lundi vers 3 heures du matin, un « *raid préventif* » contre une cible de l'A.N.C., nous signale notre correspondant à Johanesburg, Patrice Claude. Selon le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense, « *l'opération s'est soldée par un succès, et les hommes du commando sont rentrés à leur base sains et saufs* ». Publié après l'annonce officielle sud-africaine, le premier communiqué des autorités de Maputo n'a fait état que « *d'une explosion ayant entraîné de graves blessures pour cinq personnes* ».

Situé à proximité du quartier général des forces armées mozambicaines et non loin de la résidence du président Samora Machel, l'objectif visé par les Sud-Africains était un double appartement au quatrième étage d'un immeuble résidentiel. Ces bureaux abritent l'A.N.C.

C'est la troisième fois en deux ans que l'armée sud-africaine frappe à Maputo. En janvier 1982, le raid de Matola avait fait une douzaine de morts, et le 23 mai 1983, trois jours après l'explosion d'une bombe à Pretoria (dix-neuf morts et deux cents blessés), l'aviation sud-africaine avait mitraillé un quartier résidentiel de la capitale censé abriter « *des bases de l'A.N.C.* ». (Le bilan fut, selon l'Afrique du Sud, de soixante-quatre morts et quarante-quatre blessés, et de six morts et trente-neuf blessés d'après Maputo.)

Le général Malan a justifié le raid de ce lundi en déclarant : « *Nous avons averti de multiples fois les pays qui abritent les terroristes de l'A.N.C., et notamment le Mozambique, qu'ils auraient à subir les conséquences de leurs actes (...) Tant qu'ils aideront cette organisation à planifier des attaques contre nous, l'armée sud-africaine y poursuivra ses opérations.* »

Le responsable de la défense sud africaine a également fait allusion à l'attentat perpétré le 10 octobre dernier contre un dépôt de carburant à 60 kilomètres au nord de Pretoria. Cet attentat, revendiqué par l'A.N.C., n'avait pas fait de victimes, mais, selon les autorités, les « *terroristes* » avaient visiblement cherché à tuer le plus grand nombre possible de personnes, civils compris. *Ce raid intervient quarante-huit heures après l'un des plus importants défilés militaires organisés à Pretoria.*

Amnesty International profite de la tournée européenne de M. Machel *pour exprimer son « inquiétude »* face à la manière dont la peine de mort (à laquelle elle rappelle son opposition inconditionnelle) « *est prononcée et appliquée* » au Mozambique « *parce qu'elle n'est pas conforme aux normes légales internationales* ». L'organisation humanitaire mentionne notamment le cas de « *sept membres présumés de la R.N.M.* » (Résistance nationale du Mozambique, rébellion armée) « *exécutés en janvier dans les villes proches de Maputo, sans même être passés en jugement devant le tribunal militaire révolutionnaire* ».

D'autre part, dans une dépêche de Maputo, l'Agence France-Presse signale que la R.N.M. a récemment lancé plusieurs attaques dans la province méridionale de Gaza, tandis que l'armée mozambicaine remportait, selon des sources officielles, plusieurs succès contre les dissidents dans la province voisine d'Inhambane.

Enfin, selon le *Herald*, quotidien de Harare, environ dix mille Mozambicains ont gagné le nord-est du Zimbabwe au cours des trois derniers mois pour fuir la sécheresse qui sévit dans la province mozambicaine de Tete.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

- REMANIEMENT MINISTÉRIEL. – Le chef de l'État a procédé, vendredi 14 octobre, à un remaniement ministériel en nommant un nouveau vice-premier ministre et en incluant deux nouveaux membres dans son cabinet, a annoncé Radio Kaboul, reçue à Islamabad. M. Sarwar Mangel, ministre de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, devient le quatrième vice-premier ministre. Son portefeuille a été attribué à M. Burhan Ghiasi. M. Mohammed Bashir Baghlani a été nommé ministre de la justice en remplacement de M. Abdul Wahab Safi, dont les nouvelles attributions n'ont pas été précisées. – (*A.F.P.*)

Algérie

- ARRESTATIONS. – L'avocat algérien Me Ali Yahia Abdennour a été arrêté à son cabinet à Alger au début du mois d'octobre apprend-on de bonne source à Paris. Agé de soixante-six ans, l'avocat, qui fut l'un des fondateurs de l'U.G.T.A. a été ministre de l'agriculture, de l'habitat et des travaux publics. Le bâtonnier d'Alger a fait une démarche auprès des autorités, mais on ignore tout des raisons de cette arrestation. De même, on nous signale l'arrestation de Mme Fatouma Ouzegane, ancienne résistante, et de son fils Faouzi. Enfin, M. Saadi Mohand, qui avait des activités dans le cadre du Mouvement culturel berbère, aurait été relâché, après avoir été interpellé par la police il y a quelques jours.

Côte-d'Ivoire

- M. HOUPHOUËT-BOIGNY DE RETOUR A ABIDJAN. – Le chef de l'Etat ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, a regagné Abidjan, vendredi matin 14 octobre, à l'issue d'un séjour privé de quatre mois et demi en Europe. Parti le 26 mai de son pays, il a effectué trois visites officielles, aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne, et a participé au sommet franco-africain de Vittel. Entre-temps, il a séjourné dans ses résidences privées de Genève et de Marnes-la-Coquette, dans la banlieue parisienne. Un arrêt de travail de trois heures avait été décidé à Abidjan pour permettre à la population d'accueillir le chef de l'Etat. – (*A.F.P., Reuter.*)

Gabon

- COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE. – Dix chefs d'Etats africains participent ce lundi 17 octobre, à Libreville, avec le président Bongo du Gabon, à la conférence constitutive de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale. Il s'agit des pays suivants : Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale, Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, Tchad et Zaïre. La création de cette communauté, semblable à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une initiative prise en 1981 par M. Bongo. – (*A.F.P., Reuter.*)

Nigéria

- RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DES GOUVERNEURS. – La Cour suprême du Nigéria a statué, samedi 15 octobre, sur le dernier résultat contesté des élections des gouverneurs des dix-neuf Etats de la fédération, en accordant le siège de l'Etat de l'Ondo à M. Adekunle Ajasin, candidat du Parti de l'unité du Nigéria (U.P.N.). Les résultats définitifs de ces élections sont les suivants : Parti national du Nigéria (N.P.N.), Parti du président Shehu Shagari : 12 sièges ; U.P.N. : 4 sièges ; Parti populaire du Nigéria (N.P.P.) : 2 sièges ; Parti de la rédemption du peuple (P.R.P.) : 1 siège. – (*A.F.P.*)

Tchad

- LE COLONEL KAMOUGUÉ, vice-président du gouvernement de coalition rebelle de M. Goukouni Oueddeï, s'est entretenu, samedi matin 15 octobre, à Paris, avec M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. M. Moussa, porte-parole des rebelles, a indiqué que cet entretien, qui a porté sur l'ensemble du problème tchadien, s'est déroulé dans de « *bonnes conditions* » et que le colonel Kamougué s'est déclaré « *très satisfait* ». D'autre part, M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération, qui a effectué une visite officielle au Gabon, du 13 au 17 octobre, a déclaré, vendredi 14 octobre, à Libreville, que « *dans la minute qui suivra* » la signature d'un accord politique entre les différentes parties tchadiennes, l'armée française se retirera du pays.

Yougoslavie

- CONDAMNATIONS D'ALBANAIS. – Sept Albanais du Kosovo ont été condamnés, vendredi 14 octobre, à Pristina, à des peines allant de trois à neuf ans de prison, pour « *activités dirigées contre le système yougoslave* ». Selon le tribunal, les sept militants nationalistes avaient constitué un « *groupe illégal (...) sous le drapeau albanais* ». Dans la soirée du même jour, deux fortes explosions ont secoué le centre de la capitale de cette province yougoslave, faisant des dégâts matériels : plusieurs attentats à l'explosif ont déjà été commis à Pristina au cours de l'année écoulée, sans faire de victimes. – (*A.F.P.*)



DIPLOMATIE

La tournée de la « commission Kissinger » a mis en relief l'isolement du Nicaragua en Amérique centrale

La commission mixte, républicaine et démocrate, constituée sous la présidence de l'ancien secrétaire d'Etat américain Henri Kissinger, en vue de proposer une politique à long terme pour les Etats-Unis en Amérique centrale, vient d'achever son voyage d'information dans la région. Elle devrait remettre son rapport au président Reagan au début de 1984. Les gouvernements de cinq des six pays de l'isthme centre-américain ont formulé des appréciations louangeuses sur la démarche américaine, rendant plus manifeste l'isolement du Nicaragua parmi ses voisins.

De notre correspondant

Mexico. — La tournée éclair effectuée par la « commission Kissinger » en Amérique centrale s'est terminée le samedi 15 octobre à Managua dans un climat de méfiance mutuelle qui contrastait avec l'ambiance des rencontres dans les autres capitales de la région.

Le commandant Daniel Ortega, coordonateur de la junte nicaraguayenne, a accusé le gouvernement des Etats-Unis de *« participer chaque jour d'une façon plus directe à la guerre d'agression »* contre son pays. Il a également déclaré que son gouvernement n'attendait pas grand chose de la visite mais qu'il continuerait à travailler à la recherche d'une solution politique.

M. Kissinger a, pour sa part, précisé qu'il ne fallait pas demander à son pays *« de choisir entre la paix et la démocratie »*. Il a, au cours de sa visite de neuf heures, à Managua, rencontré des représentants des partis d'opposition, qui se sont plaints du manque de pluralisme politique. L'ancien secrétaire d'Etat avait eu, lors de son passage au Costa-Rica, un entretien avec M. Robelo, ancien membre de la junte, aujourd'hui dirigeant de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE), dont le chef militaire est l'ex-commandant sandiniste, M. Eden Pastora (1).

La « commission Kissinger », formée l'été dernier pour aider le président Reagan à formuler une politique à long terme pour l'Amérique centrale regroupe des conservateurs et des libéraux. Elle a été accompagnée tout au long de ce voyage de six jours dans six pays par plusieurs membres du Congrès, et surtout par Mme Kirkpatrick, représentante des Etats-Unis à l'ONU, l'un des conseillers les plus écoutés, et en même temps les plus durs, de M. Reagan pour tout ce qui touche à l'Amérique centrale.

M. Kissinger a plusieurs fois rappelé que la commission ne venait en aucun cas pour négocier. Dans chacun des pays concernés, elle a eu des entretiens avec les chefs d'Etat, les principaux ministres, des hommes d'affaires, des représentants de l'Eglise et des militaires de haut rang. Ses succinctes déclarations à la presse annonçaient toutes la probable augmentation de l'aide économique américaine et reprenaient des attaques plus ou moins vives contre le Nicaragua.

A Panama, le président de la Espriela a expliqué qu'une augmentation des quotas d'importation aux Etats-Unis de produits centro-américains ou une augmentation des prix d'achat de ces produits seraient plus efficaces qu'une aide sous forme de prêts ou de dons. Aucun détail n'a filtré sur le contenu de la conversation entre M. Kissinger et le général Noriega, nouvel homme fort du pays, qui a multiplié depuis quelques semaines les déclarations de soutien à la politique de de Washington.

Sécurité et droits de l'homme

Au Costa-Rica comme au Honduras, la commission a insisté sur la nécessité de préserver les démocraties de la région. M. Kissinger a, plusieurs fois, repris à son compte les attaques formulées par les principaux dirigeants de ces pays contre le Nicaragua. A l'issue des rencontres de Tegucigalpa, il a promis qu'il recommanderait au président Reagan *« une assistance économique prioritaire pour la démocratie hondurienne »*.

Au Salvador, l'ancien secrétaire d'Etat s'est félicité du *« véritable progrès »* enregistré dans le respect des droits de l'homme. Mais la recrudescence récente des assassinats commis par les divers « escadrons de la mort » d'extrême droite l'a conduit à lancer un avertissement : *« On ne peut pas demander aux Etats-Unis de choisir entre la sécurité et les droits de l'homme. »*

Au Guatemala, la commission a été informée de la décision des autorités d'engager un processus de retour à un gouvernement civil. Les militaires lui ont également fait part de leurs besoins en armement à un moment où, en complément de leur lutte contre la guérilla dans leur propre pays, ils donnent des signes chaque jour plus clairs de leur disposition à aider l'armée salvadorienne.

Il y a eu quelques manifestations éclairs d'opposants au Guatemala, et ce malgré le contrôle sévère exercé par l'armée. Au Salvador, plusieurs dirigeants du mouvement révolutionnaire ont critiqué un voyage qui avait lieu à un moment où le recours à la force de la part des Etats-Unis est de plus en plus patent à leurs yeux. Même le président du Venezuela, le démocrate-chrétien M. Herrera, a jugé bon d'émettre certaines réserves sur la méconnaissance de la région de certains membres de la commission.

Il n'échappe, enfin, à personne que cette tournée survient alors qu'on observe une escalade des actions militaires contre la révolution sandiniste. A la veille du départ de M. Kissinger, le Pentagone a, d'ailleurs, annoncé son intention de laisser des troupes américaines pour une durée indéterminée au Honduras.

Il n'est pas impossible qu'une mission de ce genre permette aux républicains et aux démocrates américains de se mettre d'accord sur une politique à long terme en Amérique centrale. Mais elle laisse, par définition, sans réponse une importante question : que faire au jour le jour dans cette extrême tension qui détermine l'avenir ?

FRANCIS PISANI.

(1) La commission, en revanche, n'a pas eu de contact avec les représentants de l'opposition politique ou militaire aux gouvernements du Guatemala et du Salvador.

Des contacts entre Cuba et M. Eden Pastora

(De notre correspondant.)

Mexico. — Un haut fonctionnaire du parti communiste cubain a confirmé, le samedi 15 octobre à La Havane, qu'il avait eu, par deux fois, des contacts avec un représentant de M. Eden Pastora, ancien sandiniste devenu un opposant au gouvernement de Managua. Selon M. Ramiro Abreu, membre du département « Amérique » du comité central du P.C.C., M. Pastora a posé au gouvernement de Managua la question de son éventuel retour, estimant que les contradictions entre lui et ses anciens camarades étaient *« secondaires »* face à *« l'agression »* des Etats-Unis.

La seule condition à un dialogue était l'obtention d'une *« sortie favorable pour lui et ses collaborateurs »*. Les Cubains auraient alors transmis sans retard le message à leur amis nicaraguayens, qui auraient estimé les propositions de M. Pastora irrecevables. Ils lui reprochaient, en effet, de rechercher le dialogue au moment même où il développait la collaboration avec la C.I.A. et intensifiait ses attaques contre le Nicaragua.

Interrogé à son retour à Managua d'un voyage qui l'a conduit dans six pays d'Europe, dont la France, le commandant Tomas Borge, ministre de l'intérieur, a déclaré à propos d'un éventuel retour de M. Pastora : *« Les révolutionnaires ne peuvent pas avoir des relations de ce genre avec les contre-révolutionnaires et les traîtres. »* Il a affirmé que, pour lui-même et ses amis, la volonté manifestée par l'ancien « commandant Zéro » de rejoindre les rangs du sandinisme n'était *« ni sincère ni sérieuse »*. — F. P.

RÉUNIS PRÈS D'ATHÈNES

Les chefs de gouvernement socialistes d'Europe du Sud accusent les organismes économiques internationaux d'« opposer des obstacles au progrès »

De notre envoyé spécial

Vouliagmeni. — Quand, en 1975, à Latche, M. François Mitterrand, alors premier secrétaire du P.S., invitait, pour la première fois, les chefs des partis socialistes d'Espagne, de Grèce, d'Italie et du Portugal à se concerter pour harmoniser leurs orientations, cette initiative procédait d'une volonté offensive. Il s'agissait alors de définir quelle stratégie commune les socialistes de l'Europe du Sud pourraient adopter pour conquérir le pouvoir en se déterminant vis-à-vis non seulement des conservateurs, mais aussi de partis communistes particulièrement forts.

Huit ans plus tard, les socialistes sont au pouvoir pour la première fois en même temps dans chacun de ces cinq pays. Il s'agit donc pour eux, maintenant, d'essayer d'y rester. Comment faire quand la crise économique internationale impose partout l'application d'une politique d'austérité engendrant des mécontentements ? Réunis depuis samedi 15 octobre et jusqu'à lundi soir près d'Athènes, à Vouliagmeni, à l'invitation du premier ministre grec, M. Papandréou, qui célèbre, mardi, le deuxième anniversaire de son arrivée au pouvoir, les chefs de gouvernement concernés, MM. Bettino Craxi (Italie), Felipe Gonzalez (Espagne), Pierre Mauroy (France) et Mario Soares (Portugal), ont apporté une première réponse « défensive » *à cette question, en affirmant* leur convergence de vues sur la nécessité d'engager d'abord contre leurs adversaires politiques une bataille d'idées.

A la demande de la délégation française, les deux premières séances de travail ont été presque exclusivement consacrées, dimanche, à ce thème. M. Mauroy a no*tamment souligné que, paradoxale*ment, les socialistes souffrent dans l'affirmation de leurs options politiques du double échec du communisme et du libéralisme. Le premier ministre français — étant le seul à ne pas être en même temps chef de parti — était accompagné de M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire du P.S. a insisté sur le fait que, en Europe, les adversaires de la gauche préconisent aujourd'hui un néolibéralisme qui apparaît à bien des égards comme un *« archéo-conservatisme ultra-réactionnaire »*. Evoquant les faillites économiques enregistrées dans les pays d'Amérique latine ainsi qu'en Israël par les partisans du « reaganisme », M. Jospin a invité les gouvernements socialistes à faire ressortir devant l'opinion publique que *« le modèle proposé par le socialisme démocratique est finalement plus efficace et moins douloureux que le modèle du capitalisme sauvage »*.

Divergences sur l'élargissement de la C.E.E.

Les autres délégations ont repris ce discours à leur compte. Au nom de tous les premiers ministres socialistes présents, M. Papandréou a dénoncé dimanche soir *« la grande contre-attaque de la droite contre tous les pays qui ont opté pour le socialisme démocratique »* et accusé les grands organismes économiques internationaux — F.M.I., Banque mondiale, O.C.D.E. — de manifester *« un esprit conservateur »* et *« d'opposer des obstacles au progrès de ces pays »*. Les cinq chefs de gouvernement ne sont pas allés, toutefois, au-delà de cette protestation de principe, afin de ne pas gêner leurs collègues portugais et italien, qui n'exercent le pouvoir qu'au sein de coalitions.

Le caractère informel de ces entretiens autorisant toutes les initiatives, MM. Gonzales et Soares ont provoqué, dans l'après-midi, un échange de vues sur l'élargissement du Marché commun à leurs deux pays. Le premier ministre portugais, qui considère que les membres de la Communauté européenne tergiversent trop, a affirmé que, faute d'une réponse positive en 1984, son pays chercherait ailleurs *« d'autres solidarités »* (il a expliqué en privé que, dans ce cas, le Portugal se tournerait vers les Etats-Unis).

Ainsi interpellé, M. Mauroy s'est montré très circonspect. Il a simplement réaffirmé que pour la France l'élargissement de la C.E.E. au Portugal ne soulève aucun problème de principe, mais que, dans l'intérêt même de ce pays comme de l'Espagne, il convient d'abord d'améliorer le fonctionnement du Marché commun tel qu'il existe actuellement. Ce qui implique de surmonter une fois pour toutes les divergences opposant la Grande-Bretagne à ses partenaires en ce qui concerne le financement de la politique agricole commune. Sur ce point, le premier ministre français est apparu assez isolé. Son collègue italien, M. Craxi, a en effet affirmé que les difficultés communautaires ne devaient pas servir de « prétexte » pour ajourner l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. Cette discussion devait se poursuivre lundi matin. M. Soares a également invité M. Mauroy à se rendre en visite officielle au Portugal avant le prochain conseil européen, qui aura lieu du 4 au 6 décembre à Athènes.

MM. Papandréou, qui assure actuellement la présidence du conseil des ministres de la Communauté, et Mauroy, qui sera appelé à lui succéder le 1er janvier prochain, entendent justement préparer avec beaucoup de soin cette réunion particulièrement difficile. Et le premier ministre grec a d'ores et déjà pronostiqué *« beaucoup de maux de tête l'an prochain pour la présidence française »*.

ALAIN ROLLAT.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. McFarlane serait nommé à la tête du Conseil national de sécurité

De notre correspondant

Washington. — La Maison Blanche a officieusement fait savoir dimanche 16 octobre que M. Reagan aurait informé ses collaborateurs les plus proches de sa décision de nommer M. Robert McFarlane au poste de conseiller pour les affaires de sécurité nationale, en remplacement de M. William Clark.

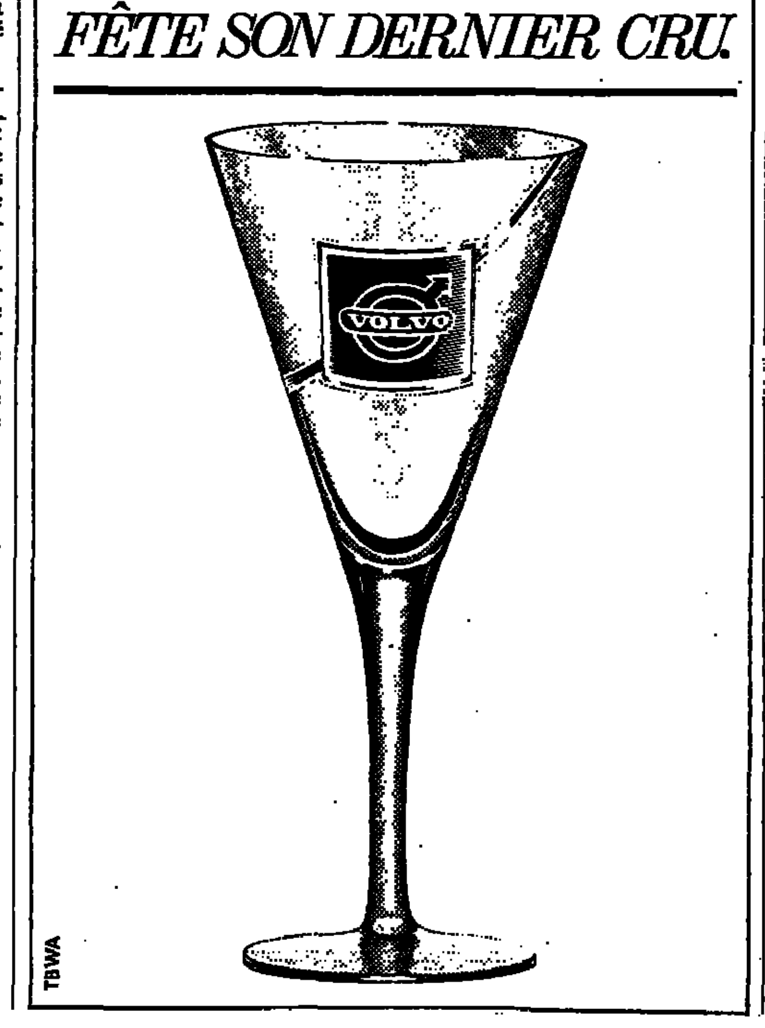
Cette indiscrétion volontaire paraît destinée à mettre un terme à trois jours de rumeurs sur les luttes d'influence dont M. Reagan a été l'objet depuis qu'il a annoncé le départ surprise de M. Clark pour le département de l'intérieur. Sitôt cette nouvelle connue, M. McFarlane, actuel envoyé spécial du président pour le Proche-Orient, et qui était l'adjoint de M. Clark, avait été cité comme successeur le plus probable.

Entre-temps, M. Weinberger, secrétaire à la défense, et M. Casey, directeur de la C.I.A., avaient plaidé contre ce choix par crainte que M. McFarlane ne bénéficie pas d'une autorité suffisante pour faire prévaloir leurs vues auprès du président — comme le faisait M. Clark, — notamment sur la nécessité d'une augmentation du budget de la défense et du maintien de la fermeté vis-à-vis de l'Union soviétique. M. Casey aurait ainsi proposé la candidature de Mme Kirkpatrick, l'ambassadeur à l'ONU qui souhaite quitter son poste et qui bénéficie de la faveur des courants les plus conservateurs de l'équipe Reagan.

Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, avait, en revanche, fait savoir qu'il *« préférait M. McFarlane à tout autre solution »*. Peu avant le départ de M. Clark, la presse s'était largement fait l'écho des tensions opposant M. Shultz à l'ancien conseiller pour la sécurité nationale, et à M. Weinberger, qui a tendance à se comporter en responsable des affaires étrangères. Si l'« indiscrétion » de la Maison Blanche était confirmée, l'influence modératrice du secrétaire d'Etat sur la conduite de la politique étrangère devrait donc s'en trouver renforcée par la nomination d'un homme réputé bon technicien, mais beaucoup plus effacé que M. Clark et que Mme Kirkpatrick.

Le président — a également fait savoir la Maison Blanche — serait résolu à accéder aux désirs de Mme Kirkpatrick de quitter l'ONU en lui confiant un poste à Washington. En tout état de cause, la demi-incertitude ne devrait plus durer très longtemps s'il est vrai, comme l'indiquait samedi le *New York Times*, que M. Reagan doit réunir mardi, après quatre jours d'intenses consultations, le Conseil national de sécurité pour décider de nouvelles initiatives américaines au Proche-Orient.

BERNARD GUETTA.



Canada

M. Robert Bourassa a été élu à la tête du parti libéral québécois

Montréal. — Sept ans après sa cuisante défaite aux élections de novembre 1976, l'ancien premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a été réélu, samedi 15 octobre, à la tête du parti libéral du Québec. A l'issue du congrès du parti, qui avait lieu dans la ville de Québec, M. Bourassa a obtenu plus de 75 % des suffrages exprimés par environ deux mille huit cents délégués. Ses deux adversaires, MM. Pierre Paradis et Daniel Johnson, ont recueilli respectivement 12,5 % et 12 % des voix.

De notre correspondant

Le 15 novembre 1976, M. Bourassa était, selon l'expression utilisée par un député de son propre parti, *« l'homme le plus détesté du Québec »*. Il venait de perdre le pouvoir au profit du P.Q. (indépendantiste) de M. René Lévesque. Il avait même perdu son siège dans une circonscription montréalaise où il avait pourtant été réélu régulièrement depuis 1966.

Celui qui avait été, de 1970 à 1976, le plus jeune premier ministre de l'histoire du Québec — il avait trente-six ans en 1970 — et qui avait remporté une victoire éclatante aux élections de 1973 — cent deux sièges sur cent dix à l'Assemblée nationale du Québec, — fut forcé de démissionner de son poste de chef du parti et préféra s'exiler quelque temps en Europe.

Aujourd'hui, M. Bourassa revient en vainqueur sur la scène politique. Presque personne ne croyait vraiment qu'un tel retour fût possible pour un homme qui avait été vilipendé aussi bien par ses adversaires que par ses amis politiques. On savait depuis longtemps qu'il travaillait en coulisses pour se refaire une virginité, après les accusations de corruption et de mollesse qui avaient été lancées contre lui au cours de son deuxième mandat à la tête du gouvernement québécois.

Faible et indécis

Ces accusations étaient-elles fondées ? M. Bourassa a épousé une demoiselle Simard, une des riches familles du Québec, qui a bâti sa fortune sur la construction navale au cours de la deuxième guerre mondiale. Les Simard auraient profité de la présence de M. Bourassa à la tête du gouvernement pour obtenir quelques juteux contrats. En fait, la famille Simard a toujours été proche du pouvoir quel qu'il fût, et M. Bourassa ne l'a sans doute pas plus avantagée que ses prédécesseurs.

M. Bourassa était-il un faible, comme on l'en a si souvent accusé ? Il reconnaît, lui-même, qu'il a cherché à obtenir la paix sociale en négociant secrètement avec certains syndicats, en particulier lors des travaux du gigantesque complexe hydro-électrique de la baie James (qui a coûté 16 milliards de dollars canadiens, soit environ 100 milliards de francs) et des Jeux olympiques de 1976 qui faillirent ne pas avoir lieu à la suite de conflits de travail. A sa décharge, il faut dire que les relations de travail au Québec ne sont pas faciles, et ses successeurs sociaux-démocrates, qui se flattent pourtant d'être proches des travailleurs, en savent quelque chose.

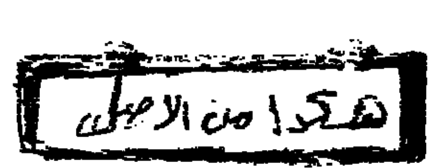
Il reste que M. Bourassa traîne un boulet. Il était au pouvoir en octobre 1970 lors de l'enlèvement, à Montréal, par le Front de libération du Québec, d'un diplomate britannique et du ministre québécois du travail, Pierre Laporte. Pierre Laporte fut finalement exécuté par ses ravisseurs. Au cours de la « crise d'octobre », M. Bourassa apparut comme un premier ministre faible et indécis, pesant de peu de poids face au chef du gouvernement fédéral, pourtant libéral comme lui, M. Pierre Elliott Trudeau.

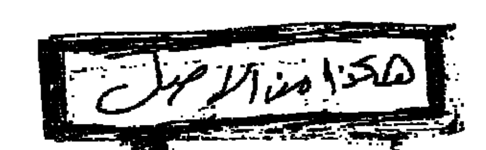
M. Bourassa a-t-il changé pour être adulé aujourd'hui après avoir été littéralement chassé du parti ? Son programme ressemble étonnamment à celui qu'il avait présenté en 1970 et — il faut le reconnaître — qu'il a en très grande partie réalisé. Il a créé les cent mille emplois annoncés et mené à bien les travaux de la baie James. Il met encore l'accent sur l'économie et promet une *« deuxième baie James »* par la construction de barrages hydro-électriques dont la production serait exportée aux Etats-Unis où la demande est forte. Il s'engage à alléger le fardeau fiscal des Québécois et à recréer la confiance des investisseurs qui, assure-t-il, ont été découragés par la politique du parti québécois et par le discours indépendantiste du gouvernement de M. René Lévesque.

Pour rassurer les investisseurs et la communauté anglophone (moins de 20 % des six millions de Québécois), il promet d'assouplir certaines dispositions de la charte de la langue française qui fait du français la seule langue officielle du Québec.

Sur le plan constitutionnel, M. Bourassa s'est prononcé en faveur d'un statut « différent » pour le Québec dans le cadre de la Fédération canadienne. Il s'est cependant gardé de préciser davantage sa pensée, estimant que le débat sur cette question était très secondaire par rapport à l'économie.

BERTRAND DE LA GRANGE.





ATHÈNES

...cialistes d'Europe du Sud
...nomiques internationaux
...cles au progrès »

...essa a été élu
...béral québécois

EUROPE

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISSILES EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La semaine pacifiste a commencé dans un calme relatif

Les pacifistes ouest-allemands ont réussi, au cours du week-end, leur « répétition générale » avant les grandes manifestations prévues pour le samedi 22 octobre, en mobilisant plusieurs dizaines de milliers de personnes à travers la R.F.A. Selon la police, les manifestations du 22 octobre à Bonn, Stuttgart, Berlin et Hambourg contre l'installation des euromissiles devraient réunir plus de deux millions de personnes.

Aucun incident grave n'a été enregistré, sauf à Bremerhaven où dimanche, après la dissolution de la manifestation, une centaine de personnes ont lancé des pavés contre les policiers. Parmi ces derniers, huit ont été blessés, dont deux grièvement. Auparavant, vingt-cinq mille personnes avaient parcouru les rues de cette ville portuaire, par laquelle transite une grande partie du matériel destiné aux deux cent cinquante mille soldats américains stationnés en R.F.A.

A Ramstein, où se trouve la plus grande base aérienne américaine, une manifestation a réuni cinq cents personnes. Ils étaient cinq mille à Heidelberg, quartier général des forces américaines en Europe, tandis qu'à Bonn environ quatre mille manifestants ont formé une chaîne humaine reliant les ambassades des Etats-Unis et d'U.R.S.S. Des manifestations ont également eu lieu à Berlin-Ouest et à Cologne. Dans la plupart des cas, les manifestants qui tentaient de bloquer les accès des casernes et installations militaires ont été déplacés un par un par des policiers le plus souvent décontractés. Selon la police, plusieurs centaines de contrôles d'identité ont été effectuées, mais il n'y a pas eu d'arrestations.

Toute la semaine va être marquée par la question pacifiste, avec ce lundi 17 octobre la journée de résistance des femmes, mardi la journée antimilitariste, mercredi celle des travailleurs, jeudi les protestations dans les écoles et les universités, vendredi le blocus du ministère de la défense à Bonn en attendant le point culminant, les rassemblements de masse de samedi. — *(A.F.P., A.P.)*

Echec de la rencontre Gromyko-Genscher

(Suite de la première page.)

M. Gensher a encore conseillé à M. Gromyko d'étudier attentivement les dernières propositions américaines et d'y répondre de manière constructive. Ces propositions prennent en considération plusieurs points soulevés par les Soviétiques et méritent une réponse, estime le ministre allemand.

L'agence Tass, dans son commentaire, a, une fois de plus, rejeté en bloc ces propositions, dans lesquelles *« il n'y a même pas le soupçon d'un désir de s'entendre sur une base équitable »*. Elle a vivement pris à partie M. Genscher pour *« s'être solidarisé avec la position des Etats-Unis qui bloquent les négociations de Genève »*. Tass reproche au ministre ouest-allemand *« d'avoir voulu justifier tout au long de ses entretiens avec M. Gromyko la politique des Américains »*.

M. Genscher a malgré tout quitté son interlocuteur soviétique avec la conviction que le dialogue germano-soviétique se poursuivra à l'avenir — même après le déploiement des euromissiles. Comme il l'a souligné devant la presse, Moscou souhaite développer la coopération avec la R.F.A. dans tous les domaines sur la base du traité de Moscou. Tass a confirmé que telle est bien l'intention des deux parties, mais a ajouté que M. Gromyko *« a indiqué que le déroulement normal de la coopération bilatérale implique le respect mutuel des intérêts de l'autre partie, avant tout dans le domaine de la sécurité »*.

La rencontre de Vienne, restée sans résultats sur le fond, aura en tous cas permis à M. Genscher de dissiper d'éventuelles illusions à Moscou — et ailleurs — sur l'influence de l'opposition d'une grande partie du S.P.D. et du mouvement pacifiste ouest-allemand au stationnement des euromissiles. M. Genscher a clairement fait comprendre à M. Gromyko que le gouvernement de Bonn dispose d'une majorité suffisante au Bundestag pour faire confirmer, le 21 novembre prochain, le calendrier prévu pour l'installation des premières fusées Pershing-2 en R.F.A.

WALTRAUD BARYLI.

BONN : LES ÉCHANGES SE POURSUIVRONT AVEC MOSCOU

(De notre correspondant.)

Bonn. — Le gouvernement ouest-allemand prend grand soin, comme l'a fait M. Genscher à Vienne, de présenter le déploiement des euromissiles comme une péripétie qui ne devrait altérer en rien les bonnes relations germano-soviétiques. Le ministre de l'économie, le comte Lambsdorff, se rendra en novembre à Moscou pour la réunion de la commission mixte sur les échanges commerciaux et technologiques. Deux hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères de Bonn seront envoyés, d'ici à la fin de l'année à Moscou, pour discuter avec leurs homologues soviétiques de questions pendantes.

M. Gromyko n'a pas déconseillé ces voyages, ce qui a été interprété par M. Genscher comme un signe que la politique soviétique restait intéressée au dialogue avec Bonn, même en période de tension Est-Ouest. C'est au fond tout ce que demandait le ministre allemand. De même, les deux ministres sont convenus de se revoir en 1984, ce qui laisse supposer qu'ils ne se sont pas quittés en mauvais termes. Le « message de bonne volonté » que M. Genscher voulait délivrer à Vienne n'a donc pas été tout à fait inutile. — A. C.

Aux Pays-Bas

DEUX SOCIALISTES QUI N'ONT PAS PEUR DES ARMES NUCLÉAIRES

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Deux intellectuels socialistes de renom ont sérieusement mis en question la politique farouchement antinucléaire du parti socialiste P.V.D.A., opposé inconditionnellement à l'installation de missiles de croisière aux Pays-Bas. Dans un article paru dans le mensuel du parti, *Socialisme et démocratie*, les auteurs vont à l'encontre du plus grand nombre des principes constituant la politique de sécurité dont le P.V.D.A. se fait le défenseur depuis au moins une décennie.

MM. Bart Tromp et Godfried Van Benthem van den Berg, dont les publications sont généralement suivies de près par le monde politique néerlandais, qualifient en particulier d'utopique et d'illusoire la volonté de débarrasser le monde des armes nucléaires.

Ils affirment en effet que c'est grâce aux armes nucléaires que les diverses puissances n'ont pas jusqu'ici osé attaquer l'adversaire et que par conséquent ni les euromissiles ni les SS-20 n'aggravent le danger d'un conflit nucléaire. C'est pourquoi d'ailleurs, selon eux, les fusées à moyenne portée sont inutiles. — R.T.S.

Suisse

MORT DE M. RITSCHARD VICE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Berne. — M. Willi Ritschard, vice-président du gouvernement helvétique et chef du département des finances, est décédé, le dimanche 16 octobre, des suites d'une crise cardiaque au cours d'une promenade dominicale dans les montagnes du canton de Soleure, d'où il était originaire.

Ancien monteur en chauffage central, M. Ritschard était l'une des personnalités politiques les plus populaires du pays, surtout en Suisse alémanique. Né le 28 septembre 1918 dans la petite localité soleuroise de Deitingen, fils d'un cordonnier socialiste, il s'était engagé très tôt dans le mouvement ouvrier. Il a assumé des responsabilités syndicales, communales et cantonales avant de se faire élire au gouvernement fédéral en décembre 1973.

D'abord chef du département des transports, des communications et de l'énergie, il avait été président de la confédération en 1978 et était ensuite devenu responsable des finances fédérales. — J.-C. B.

Pologne

LA FIN DU PLÉNUM DU COMITÉ CENTRAL

Le parti durcit encore le ton

Le plénum du comité central du parti ouvrier unifié polonais (POUP), qui s'est tenu les 14 et 15 octobre à Varsovie, était la première réunion consacrée à l'idéologie depuis vingt ans. Entre-temps, quatre grandes secousses ont ébranlé le régime, deux premiers secrétaires ont été chassés du pouvoir par des manifestations populaires, et le parti a fini par recourir à l'armée et à la police pour faire taire une société en voie d'émancipation : autant d'expériences qui n'ont pas empêché le comité central de tenir un langage à peu près identique à celui de naguère.

Le rapport introductif, présenté par M. Jozef Czyrek, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, aurait pu être tiré d'une anthologie. Il convient, a-t-il dit, de combattre les tendances *« révisionnistes, dogmatiques ou opportunistes »*, de *« définir une activité offensive sur la conscience sociale »* pour réduire un *« adversaire de classe marginal, doté d'une base sociale infime »*, mais, néanmoins, dangereux.

Concrètement, M. Czyrek a lancé un nouvel avertissement à l'Eglise, sommée de ne sortir sous aucun prétexte du domaine qui lui est imparti : la religion, la *« défense de la paix et de la sécurité de la Pologne »* et la préservation du calme intérieur. Les orateurs qui lui ont succédé ont dénoncé en des termes souvent violents les ecclésiastiques qui *« abusent »* de leurs fonctions et servent de porte-parole à l'opposition : à la veille du plénum, on avait appris que deux prêtres, dont le Père Jankowski, ami proche de M. Walesa, étaient en passe d'être inculpés pour leurs activités politiques. Le ministre des cultes, M. Adam Lopatka, dans une interview à l'agence PAP, diffusée en marge du plénum, confirmait que l'Eglise toute entière était menacée d'une attaque frontale : il faut agir, a-t-il expliqué, contre *« le réel danger »*, que représente la culture catholique *« qui tend à éliminer de la culture nationale les éléments progressistes et révolutionnaires, et vise à introduire à la place des valeurs cosmopolites opposées à l'internationalisme »*.

Autre motif de préoccupation pour le comité central : les jeunes. Ce thème revient sans cesse dans tous les discours officiels depuis près d'un an, et traduit une inquiétude réelle ; la parti n'a plus de prise sur les jeunes générations. Mais le seul remède envisagé semble un renforcement de la propagande, un redoublement d'efforts pour inculquer le marxisme-léninisme à tous les niveaux de l'enseignement.

Les jeunes et les intellectuels

Les intellectuels, les artistes, sont priés de courber le dos : sur ce front-là aussi, une lourde tâche attend le comité central. Un des orateurs a constaté avec indignation que dans les *« milieux créateurs »*, les extrémistes n'ont été *« que partiellement neutralisés et commencent même à relever la tête »*.

Quant aux ouvriers, et au respect des accords de Gdansk qu'ils ont obtenus de haute lutte, le problème ne semble plus se poser, si l'on comprend bien le général Jaruzelski : il a déclaré à l'issue du plénum que *« l'entente nationale »* était *« fondée sur une alliance de classes et non sur un accord de chacun à chacun »*. Une manière de répéter que le parti et la classe ouvrière, par définition, ne font qu'un.

Les références au *« renouveau socialiste »* n'ont certes pas été oubliées : mais il s'agissait avant tout de dénoncer la *« corruption »* et le *« bureaucratisme »* : un air connu, d'autant plus actuel qu'il est à la mode à Moscou.

Restait pour le général Jaruzelski à tirer la leçon de ce plénum (qui n'a été marqué par aucun changement de personnes) : il a *« consolidé le POUP et, par voie de conséquence, le socialisme en Pologne »*. Cette équation posée, il ne faut pas s'étonner que le rapport censé élucider les raisons des crises qui ont affecté le pays, et qui devait être publié ce lundi à Varsovie, blanchisse à peu près complètement le parti en tant que tel, et réserve ses critiques au comportement personnel de certains de ses dirigeants — aujourd'hui écartés.

JAN KRAUZE.

Grande-Bretagne

M. Tebbit est nommé ministre du commerce et de l'industrie

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a procédé, le dimanche 16 octobre, à un remaniement ministériel limité rendu nécessaire par la démission de M. Cecil Parkinson de son poste de ministre du commerce et de l'industrie. M. Norman Tebbit, l'ancien ministre de l'emploi, hérite du poste de M. Parkinson et abandonne ses anciennes responsabilités à M. Tom King, jusque-là ministre des transports. En nommant à la tête de ce département M. Nicholas Ridley, un monétariste, Mme Thatcher a voulu maintenir en sa faveur l'équilibre des forces au sein du cabinet.

La « bête noire » des syndicats

Comme M. Parkinson, M. Tebbit appartient à la garde prétorienne de Mme Thatcher et apparaît comme un de ses successeurs possibles à la tête du parti conservateur. Son caractère entier, ses prises de position radicales et ses traits ingrats lui ont valu d'être surnommé « Dracula » par les libéraux et les syndicalistes, dont il est devenu la « bête noire ». Avant d'entrer dans le gouvernement Thatcher en 1979, il s'était fait remarquer à la Chambre des communes par ses diatribes féroces contre les travaillistes. Cependant, même ses adversaires ne peuvent lui contester une franchise et une honnêteté certaines liées à un esprit très vif sinon très subtil. M. Tebbit est aussi plus pragmatique et moins intransigeant que ses déclarations à l'emporte-pièce ne le laissent croire.

Né en 1931 dans le nord-est de Londres, cet ancien pilote de ligne, élu député en 1970, est particulièrement qualifié pour son nouveau poste, puisqu'il a exercé, de 1979 à 1981, des fonctions élevées dans les deux départements de ce super-ministère du commerce et de l'industrie. En 1981, Mme Thatcher le nomme à la tête du ministère de l'emploi en remplacement de M. James Prior, jugé trop mou avec les syndicats. Il est le principal auteur de la loi de 1982 sur les syndicats, qui limite la pratique dite du *closed shop* (affiliation à un syndicat) et réduit l'immunité dont jouissaient traditionnellement les syndicats. M. Tebbit préparait le troisième volet de la réforme du droit syndical, qui vise à « démocratiser » le fonctionnement des organisations ouvrières.

(Intérim.)

PROCHE-ORIENT

Israël

Un million de travailleurs ont fait grève contre la politique d'austérité

De notre correspondant

Jérusalem. — Le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Shamir, devait annoncer ce lundi 17 octobre en début d'après-midi le nom du nouveau ministre des finances. Son choix devait se porter sur l'un des trois candidats suivants : M. Itzhak Modai, ministre de l'énergie ; Gidéon Patt, ministre de l'industrie et du commerce ; Ygal Cohen Orgad, économiste réputé et chef du groupe Likoud à la commission des finances du Parlement.

Les deux ministres appartiennent au parti libéral associé au Hérout au sein du Likoud. La nomination d'un libéral à la tête du Trésor permettrait de rétablir le dosage ministériel entre les deux principales composantes de la coalition, modifié depuis la mort en juin de l'ancien vice-premier ministre, M. Simha Erlich. M. Shamir estime, en outre, que la présence aux finances d'un libéral contribuerait à consolider la coalition. Restait aux dirigeants libéraux à s'entendre sur le nom de leur candidat, ce qui ne semblait pas tout à fait acquis lundi matin. La persistance éventuelle de dissensions au sein du parti libéral ne pouvait jouer qu'en faveur de M. Cohen Orgad.

En attendant, le principal souci du gouvernement est d'empêcher une vente massive des valeurs bancaires lorsque la Bourse de Tel-Aviv rouvrira. Un comité ministériel de cinq membres a été nommé en vue de conclure avec les banques les négociations sur la réforme boursière. Il est dirigé par le vice-premier ministre David Levy. Le gouvernement a annoncé dimanche la première bonne nouvelle économique depuis longtemps. En effet, le déficit de la balance commerciale a diminué de moitié en septembre, passant de 263 à 130 millions de dollars.

La démission de M. Aridor n'a pas démobilisé l'opposition. Près d'un million de travailleurs ont suivi, dimanche pendant deux heures, le mot d'ordre de grève générale lancé par la centrale syndicale Histadrout pour protester contre les mesures d'austérité déjà prises et surtout pour manifester leur hostilité au projet de réduction des primes de vie chère trimestrielles qui permettent d'indexer les salaires sur l'inflation. Le mouvement a paralysé toutes les administrations, les ports, les aéroports et les grandes industries du pays. Les écoles ont fermé leurs portes et les trains ont été immobilisés. La télévision et la radio ont interrompu leurs émissions. A Ashdod, bastion ouvrier, les employés du port ont prolongé leur action toute la journée. Les commerçants de la ville ont cessé le travail en signe de solidarité et manifesté sans incident en réclamant la démission du gouvernement. Partout la grève s'est déroulée dans le calme. La Histadrout enregistre avec satisfaction le succès de son mot d'ordre. Selon un membre de son comité central, le mouvement de grève de dimanche est le plus ample depuis l'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977.

M. Teddy Kollek agressé par des extrémistes religieux

M. Teddy Kollek, maire travailliste de Jérusalem a été agressé samedi par des juifs ultra-religieux au moment où il sortait d'une synagogue fréquentée par des juifs d'origine iranienne en compagnie de quelques fidèles de cette communauté.

Quelque deux cents fanatiques de la Thora venus du quartier orthodoxe du Mea Shearim, au centre de Jérusalem, attaquèrent le groupe de notables à coups de pierre, de bâton et de bouteille. Le maire, légèrement blessé, et ses amis ripostèrent avant de battre en retraite sous une pluie de projectiles et d'insultes.

Les assaillants portant caftan noir et papillottes appartiennent à la secte ultra-orthodoxe Eda Haridit. Ils prônent le respect sourcilleux de la tradition et se veulent antisionistes. A leurs yeux, le rétablissement de l'indépendance du peuple juif ne peut être que l'œuvre du Messie attendu. En conséquence, ils ne reconnaissent ni l'autorité de l'Etat d'Israël ni ses lois ni sa justice. Ils excluent toute coopération avec l'Etat *« mécréant »*, refusant d'acquitter l'impôt ou de servir dans l'armée.

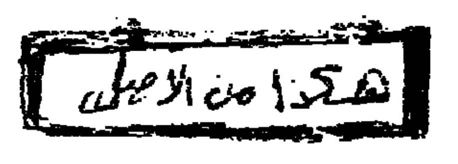
L'agitation des intégristes est aussi ancienne que l'Etat d'Israël. Ils manifestent régulièrement leur hostilité aux fouilles archéologiques, notamment celles entreprises dans la cité de David à Jérusalem-Est, sous prétexte que ces recherches risquent de violer d'antiques sépultures juives. Une complaisance certaine à leur égard des petits partis religieux appartenant à la coalition gouvernementale — dont l'Agoudat Israël, à l'origine antisioniste lui aussi — et l'impunité dont ils bénéficient le plus souvent, ont encouragé ces zélotes à la violence. En outre l'approche du scrutin municipal semble avoir attisé leur ardeur belliqueuse. Ils voient en M. Kollek un ennemi démoniaque car celui-ci plaide sans relâche au nom de la tolérance pour une cohabitation pacifique entre laïcs et religieux.

Au fil des ans, les ultra-orthodoxes sont parvenus à contrôler de nouveaux quartiers désertés par la population laïque que révulse leur intransigeance. Ils en veulent au maire d'avoir autorisé la construction d'une piscine mixte à Ramot, près d'un quartier religieux situé au nord de la ville. Ce scandaleux établissement risque, assurent-ils, de *« troubler la paix de leurs ménages »*. L'affaire prit une telle dimension que le premier ministre, M. Shamir, a dû promettre aux dirigeants nationaux d'Agoudat Israël d'œuvrer pour que la piscine sacrilège soit construite ailleurs. Depuis peu la police se montre un peu moins bienveillante envers eux. Pour mieux pénétrer le milieu intégriste, elle utilise même des indicateurs parlant yiddish et vêtus du costume traditionnel orthodoxe. Début octobre, elle a arrêté une vingtaine de militants du groupe clandestin Keshet (l'Arc). Ils avaient barbouillé de slogans et de croix gammées la tombe de Theodor Herzl, le fondateur du mouvement sioniste, et distribué des tracts qualifiant la municipalité de nazie. Un rabbin extrémiste, M. Moshe Hirsch, a été arrêté dimanche. Il avait tenté d'empêcher les policiers de transmettre à son fils une feuille de route pour l'armée.

Dans un pays où plus de la moitié des habitants ignore toute pratique religieuse, ceux qui subissent le fanatisme d'une infime minorité commencent à réagir. Le jour de l'investiture de M. Shamir, plusieurs centaines de personnes favorables à la construction de la piscine contestée manifestèrent devant la Knesset.

L'agression contre M. Kollek a suscité la réprobation quasi générale des dirigeants israéliens : *« On ne peut tolérer*, écrit le journal *Maariv*, *l'existence d'une enclave où la loi ne s'applique pas. »* Selon un porte-parole du groupe Netourei Karta (les gardiens de la cité), noyau dur de la secte, *« la punition de M. Kollek est méritée, mais c'est au ciel de s'en charger et non aux hommes »*. Certains de ses coreligionnaires ont choisi d'anticiper sur le châtiment divin.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



ASIE

Ultimes questions sur l'affaire du Boeing sud-coréen

Tandis que s'amenuisent les espoirs de retrouver la « boîte noire » du Boeing sud-coréen abattu le 1er septembre par la chasse soviétique, on attend avec intérêt le résultat de l'enquête conduite sur cette *affaire par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)*, qui doit faire l'objet au début de cette semaine d'un rapport intérimaire du secrétaire général de l'organisation, M. Yves Lambert.

Sur un point essentiel au moins, les enquêteurs de l'OACI devraient être en mesure d'apporter quelques éléments d'information : pourquoi l'appareil des Korean Airlines s'est-*il écarté de la route qu'il aurait dû* normalement suivre pour pénétrer aussi profondément dans l'espace aérien soviétique ? Trois hypothèses ont été jusqu'ici avancées à ce sujet.

Celle de la mission d'espionnage, d'abord, que continuent à soutenir les Soviétiques et qu'ils ont *développée* progressivement pour affirmer que le Boeing sud-coréen agissait en coordination non seulement avec un appareil de reconnaissance RC-135, *mais également* avec un satellite d'observation, tous les deux américains, et qu'il émettait des messages en code. Sa mission aurait été, notamment, de faire « s'éclairer » le système soviétique de surveillance aérienne dans les zones du Kamtchatka et de l'île Sakhaline. *Les États-Unis ont vigoureusement* démenti cette version des faits — *sans entraîner cependant l'entière* conviction des milieux où l'on n'ignore pas les services que certains pilotes de ligne acceptent parfois de rendre aux organismes de renseignement de leur pays ou de pays alliés. Le doute a été encouragé, à cet égard, par le retard — quatre jours après le drame — avec lequel *les* Américains ont admis qu'un de leurs avions de reconnaissance *RC-135 se trouvait dans les* parages lorsque le Boeing a dévié de sa route.

Les deux autres hypothèses sont, d'une part, celle de la défaillance mécanique (les systèmes de navigation de l'appareil auraient mal fontionné ou auraient été mal programmés), d'autre part, celle *d'un choix délibéré de l'équipage* des KAL, qui aurait dévié de sa *route pour toucher une prime proportionnelle* à l'économie de carburant. Ces deux thèses sont presque aussi difficiles à admettre l'une que l'autre, compte tenu à la fois des vérifications dont l'appareil avait été l'objet à son escale d'Anchorage et de l'énormité du risque couru, non seulement par l'équipage, mais aussi par la compagnie qui aurait accepté d'encourager ce *genre d'exercice.*

C'est en tout cas sur ce terrain *que l'OACI paraît le mieux armée* pour s'informer et, à tout le moins, éliminer telle ou telle hypothèse.

Que savaient les Américains ?

Il est plus douteux que l'organisation soit en mesure de répondre aux deux questions qui, plus d'un mois et demi après la catastrophe, restent au centre du dossier.

La première s'adresse principalement aux Américains. Quelle que *soit la raison pour laquelle le Boeing* des KAL s'est écarté de sa route, *sa pénétration* dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. a donné lieu, à un moment ou à un autre, et fût-ce tardivement, à une mise en alerte des défenses soviétiques, c'est-à-dire à une forte intensification des échanges radio et à l'envol de plusieurs intercepteurs. Comment se fait-il que l'équipage sud-coréen n'en *ait pas été prévenu*, ce qui *lui* aurait au moins donné une chance *de regagner avant qu'il ne soit trop* tard l'espace aérien international ? La réponse officielle est que ni les services américains ni leurs alliés japonais ne pouvaient être informés, en temps réel, du drame qui était en train de se jouer et dont les *dernières péripéties n'ont été connues* que beaucoup plus tard, lorsque les *messages interceptés entre la* chasse soviétique et ses bases ont pu être déchiffrés.

Si cette version n'est pas entièrement convaincante, c'est notamment en raison du témoignage apporté par deux anciens pilotes américains, publié par le *Denver Post* et reproduit le 16 septembre *par l' International Herald Tribune.* De ce témoignage, on retiendra essentiellement trois points.

Primo, les Etats-Unis maintiennent dans la zone Kamtchatka-Sakhaline un système de surveillance permanent — *« vingt-quatre heures sur vingt-quatre et trois cent soixante-cinq jours par an »* — grâce à des appareils de type RC-135 dont les équipages dépendent *directement de l'Agence nationale* de sécurité à Washington. Il est donc peu vraisemblable, *quoi qu'en* ait dit le président Reagan, que le RC-135 — dont les Etats-Unis ont affirmé qu'il avait quitté la zone une heure avant l'interception du Boeing des KAL — n'ait pas été relayé par un autre appareil du même type.

Secundo, les RC-135 sont spé*cialement équipés* pour enregistrer sans aucun retard les manœuvres *d'interception*, voire de détection, des systèmes de défense « ennemis ». Cette capacité est d'autant plus « affinée » qu'elle est la condition principale de la sécurité avec laquelle ils peuvent accomplir leur propre mission, parfois à l'extrême limite — sinon au-delà — de l'espace aérien international.

Tertio, *les* systèmes de communication fonctionnant à bord des RC-135 *permettent de transmettre « instantanément »* les informations recueillies aux plus hautes autorités américaines. Ils permettent en outre d'entrer en contact *« sur une gamme de fréquences radio extrêmement large »* avec toutes sortes d'appareils civils et militaires, de navires, de stations de contrôle au *sol, etc.*

On reste perplexe devant l'ineffi*cacité de tels systèmes — leur* silence apparent — pendant les deux heures et demie environ qui ont séparé l'entrée du Boeing des KAL dans l'espace aérien soviétique au-dessus du Kamtchatka et l'ordre de tir finalement donné au pilote du Sukhoï-15 qui l'a abattu.

Une bavure soviétique ?

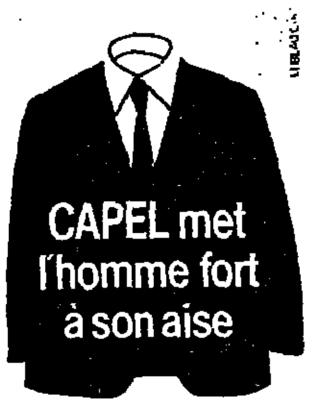
L'autre question fondamentale concerne le comportement des So*viétiques. La version des faits donnée* à Moscou — officiellement ou *officieusement* — n'a cessé de varier, ce qui jette évidemment un doute fâcheux sur chacun des éléments d'information successivement avancés. Aujourd'hui, toutefois, le problème est moins de savoir comment les Soviétiques ont pu consciemment prendre le risque — criminel — d'abattre un avion civil, en mission d'espionnage ou non (Washington a récemment admis *n'avoir aucune preuve sur ce point*), que de déterminer les raisons pour lesquelles leurs systèmes de surveillance et d'interception n'ont pas réussi, d'une part, à empêcher l'intrusion, à deux reprises et en profondeur, dans leur espace aérien d'un appareil présumé ennemi, d'autre part, ont fait abattre sans aucune précaution un avion qu'ils n'étaient pas parvenus à identifier complètement.

Grosso modo, on passe de la *thèse de la stricte application de la* protection des frontières — qui per*mettait d'accuser les États-Unis* d'avoir exposé à des fins militaires la vie de civils innocents — à celle de l'erreur, fruit de la confusion et de l'incompétence des responsables régionaux, qui auraient d'ailleurs été sanctionnés, si l'on en *croit le correspondant à Moscou du Washington Post.*

Crédible ? Tout est possible dans un pays comme l'U.R.S.S., où *les défaillances d'ordre technique* sont plus fréquentes qu'ailleurs et ont à l'occasion des conséquences qui seraient jugées inacceptables dans d'autres pays. Reste qu'il s'agit là d'un domaine ultra-sensible — celui de la protection aérienne dans une zone d'intérêt stratégique majeur, — où l'on sup*posait que la fiabilité des systèmes* soviétiques ne pouvaient sérieuse*ment être mise en question.* La thèse de l'erreur met en cause cette fiabilité et avec elle l'assurance qu'en période de crise le commandement militaire en U.R.S.S. dispose réellement de tous les moyens nécessaires à sa complète information et exerce sur ses moyens d'intervention un contrôle effectif.

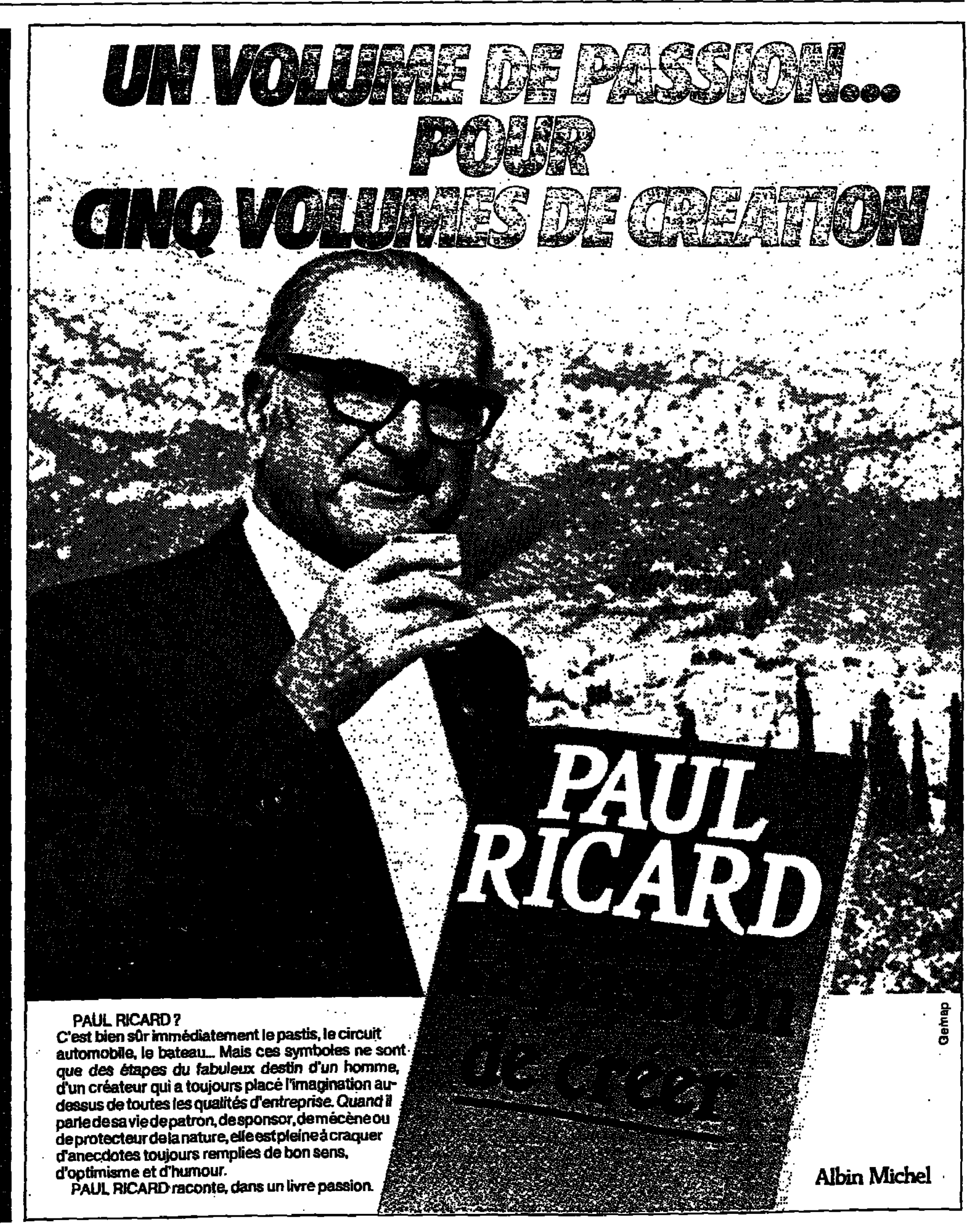
Se pose, au-delà, une question d'ordre politique. Si, en fin de compte, et *comme le suggèrent les* réflexions de diverses personnalités *soviétiques à l'étranger, il s'est agi* d'une « bavure », pour quelles raisons le pouvoir *politique* — y compris M. Andropov — a-t-il choisi de n'en rien dire et de supporter l'opprobre qui aurait pu, en bonne logique, ne toucher que des responsables subalternes ? Question de politique intérieure soviétique, qu'entoure encore *le* mystère le plus épais et qui, si elle était éclair*cie, permettrait peut-être de mieux* comprendre le comportement actuel de l'U.R.S.S. dans d'autres domaines, comme celui des négociations de Genève sur les armements nucléaires.

ALAIN JACOB.









Le Monde

politique

Coup d'arrêt à M. Barre ?

Il faut croire que M. Barre est un «connaisseur» en économie puisque, à ce titre, il bénéficie d'une bonne cote de popularité dans les sondages. De là à penser qu'il pourrait être *«porteur d'un grand dessein»* et *«sortir notre pays des difficultés qu'il connaît»*, il y a un pas que M. Bernard Pons refuse de franchir quand on le presse d'expliquer le «phénomène» Barre. Dimanche, au «Club de la *presse*» d'Europe 1, il a clairement donné le signal du déclenchement des hostilités, en prouvant s'il en était besoin que les dirigeants du R.P.R. s'inquiètent de la progression de l'ancien premier ministre.

Progression dans les sondages, mais aussi dans l'électorat du R.P.R. dont une partie prête une oreille attentive, trop attentive, aux discours de M. Barre. Certains députés du R.P.R. avouent même leur « admiration » à son égard. Il est plus qu'urgent dans ces conditions, pense le R.P.R., de rafraîchir la mémoire des militants, et de l'opinion, en rappelant, par exemple, comme l'a fait M. Bernard Pons, que le parti de M. Jacques Chirac s'est opposé à la politique économique de M. Barre, notamment à propos du budget de 1979. *« Nous avions été frappés par l'augmentation des charges fiscales et des charges sociales »* qu'il proposait, rappelle M. Pons. Et de souligner que c'est *«à dix reprises successives»* que M. Barre avait usé de l'article 49, troisième alinéa de la Constitution, pour faire adopter le budget, sans vote, passant ainsi au rouleau compresseur les velléités contestataires du R.P.R.

Pour combattre M. Barre sur le terrain économique dans *lequel il veut le cantonner*, le R.P.R. retrouve ainsi des arguments de la gauche qui parle, à son propos et à propos de l'inflation, de *« Monsieur 14 % »*.

Cette seule critique ne saurait satisfaire le R.P.R., qui, toujours par la voix de M. Pons, refuse à M. Barre toute capacité à recueillir l'héritage gaulliste.

M. Barre gaulliste ou gaullien ? Les termes sont *«galvaudés»*, remarque M. Pons. Quant aux positions adoptées par l'ancien premier ministre en politique étrangère, M. Pons a bien vaguement entendu parler de *« quelque chose »* que M. Barre aurait écrit mais n'a pas eu le temps de le dire.

On peut penser toutefois que M. Chirac, en multipliant ces derniers mois des voyages à l'étranger (il est jusqu'à mercredi en R.F.A.), cherche à acquérir une stature internationale que M. Barre s'est vu reconnaître.

Si le R.P.R. manifeste son intention de choisir M. Barre comme cible de ses attaques, il lui faut agir avec prudence pour ne pas heurter un électorat sensible à l'union et lassé de la querelle des chefs. Mais il espère sans doute être relayé, dans ses attaques, par d'autres partis de l'opposition, le P.R., ou peut-être une tendance du P.R., la plus giscardienne. Mais celle-là semble plutôt vouloir jouer le tandem Giscard-Barre en attendant de voir éventuellement se dissiper le phénomène de rejet dont a encore à souffrir l'ancien président de la République.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

AU «CLUB DE LA PRESSE» D'EUROPE 1

M. Bernard Pons (R.P.R.) : le fascisme rouge c'est le mépris du suffrage universel

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., invité du «Club de la *presse*» d'Europe 1 dimanche 16 octobre, enregistrant la hausse de la popularité de M. Barre dans les sondages, a ajouté : *« Il bénéficie de sa réputation de connaître l'économie. Ce qui m'étonne, c'est qu'il en bénéficie assez bien sans faire de propositions nouvelles. M. Barre se situe pour le moment en critiquant la gestion du gouvernement socialo-communiste, mais je vois mal, en ce qui me concerne, la politique nouvelle qu'il propose. »*

Parlant des incidents qui se sont produits lors des élections partielles, M. Pons a déclaré : *« Le fascisme, c'est le mépris du suffrage universel. Les historiens aujourd'hui admettent couramment que le fascisme est né d'une certaine forme autoritaire de socialisme. Le père du fascisme, c'était M. Benito Mussolini, qui était enseignant socialiste, et les principaux leaders fascistes en France furent Marcel Déat, député socialiste, et Jacques Doriot, qui est resté pendant longtemps député, maire communiste de Saint-Denis.*

« Le fascisme et le socialisme autoritaire ont en commun un même culte de l'Etat. Pour eux, l'Etat passe avant tout, il passe avant les individus. Et c'est la raison pour laquelle je me suis permis de dénoncer ce que j'ai appelé le fascisme rouge. »

A propos d'une éventuelle «cohabitation», M. Pons explique : *« Rien n'oblige le président de la République à partir. Néanmoins, il est bien évident que si une large majorité de l'opposition républicaine est élue aux élections législatives, le président de la République sera obligé d'appeler un premier ministre dans cette majorité législative, et ce premier ministre appliquera bien sûr une politique aux antipodes de la politique pour laquelle le président de la République a été élu. Donc, il y aura obligatoirement conflit. Qu'en sortira-t-il ? Je ne peux pas vous le dire. »*

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Gaudin (U.D.F.) : le président devra se soumettre ou se démettre

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qui était dimanche 16 octobre l'invité du Grand Jury « R.T.L.-*le Monde* », a évoqué l'éventualité d'une cohabitation entre un président de la République et une majorité à l'Assemblée nationale de sensibilités politiques différentes : *« Si nous gagnons les élections législatives de 1986, nous ne remettrons pas en cause l'élection démocratiquement acquise du président de la République* [mais] *nous voudrons appliquer le programme sur lequel nous aurons été élus. Si M. Mitterrand s'en accommode, il pourra rester (...) S'il considère que c'est insupportable pour lui, alors, il pourra démissionner, mais c'est lui qui se démettra et non nous qui lui aurons demandé de se démettre. »*

Le député (P.R.) des Bouches-du-Rhône a ajouté : *« Si nous gagnons les élections législatives, bien entendu, le président de la République sera obligé de faire appel à l'un des leaders de la nouvelle majorité U.D.F.-R.P.R. pour constituer à ce moment-là le gouvernement et, bien entendu, il se réservera le droit de dissoudre une année après de manière à essayer de donner une nouvelle chance à ses amis. Et c'est là le piège qu'on nous tend. Car, lorsque nous reviendrons à la direction des affaires de notre pays, il faudra tellement réparer de dégâts que, sans doute, des décisions brutales, difficiles et impopulaires devront être prises par nous.* (...) »

M. Gaudin a réaffirmé que l'U.D.F. *« n'est pas favorable à un accord national avec l'extrême droite »* mais que *« le vrai danger ne vient pas de ce côté-là »*. *« Il vient*, dit-il, *du côté du parti communiste, du côté de l'U.R.S.S., du côté des goulags. »*

Il a dénoncé la *« récupération »* par le gouvernement du thème de l'immigration *« pour en faire un cheval de bataille contre nous »*.

En ce qui concerne les élections européennes, M. Gaudin a marqué sa préférence pour deux listes de l'opposition, mais a envisagé la possibilité d'une *« révision »* de cette position si des *« événements graves »* de politique intérieure en démontrent la nécessité.

● *Au sein de l'U.D.F.* – Les adhérents directs de l'U.D.F., réunis en université d'automne à Hyères (Var), ont confirmé *« leur vocation de constituer au sein de l'Union pour la démocratie française et de l'opposition un ciment d'unité et une force de renouveau »*. Ils ont élu à leur présidence M. Michel Pinton et ont décidé la création d'une Amicale des parlementaires adhérents directs de l'U.D.F.

LE CONGRÈS DES FÉDÉRATIONS SOCIALISTES

L'audience du CERES, partisan d'une « autre politique », s'accroît

La plupart des fédérations du parti socialiste ont voté, samedi et dimanche, sur les motions qui seront présentées au congrès de Bourg-en-Bresse des 28, 29 et 30 octobre. Tous les résultats n'étaient pas encore connus lundi 17 octobre.

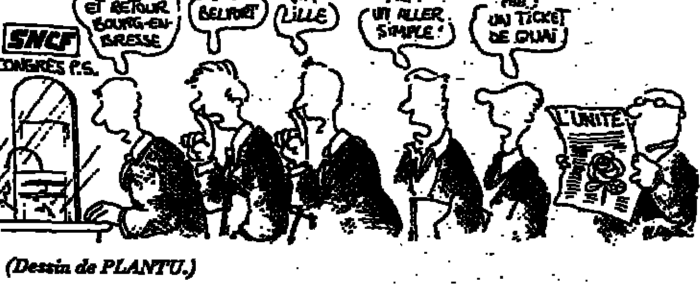
Il est acquis cependant que la motion, qui rassemble autour du premier secrétaire, M. Lionel Jospin, les amis de M. Pierre Mauroy (ex-courant B) et ceux de M. Michel Rocard (ex-courant C), largement majoritaire, totalisera environ 75 % des mandats pour le congrès. Le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement se situera aux environs de 19 %. L'interrogation sur le fait de savoir si la motion 3 (celle élaborée par des « dissidents » rocardiens de M. Alain Richard, député du Val-d'Oise), atteindra le seuil de 5 % des suffrages nécessaires pour être représentée au comité directeur et au bureau exécutif n'est pas levée.

Après son échec politique du congrès de Metz en 1979 où il était tombé à 14,4 % des suffrages après *avoir frôlé 25 % au congrès de* Nantes deux ans plus tôt, le CERES redresse la barre. Ce résultat en lui-même est satisfaisant pour ses dirigeants, *tant on leur avait promis un* score médiocre, en recul sur Metz, en raison du caractère jugé parfois provocateur de leurs prises de position. Il est vrai que, dans la dernière période, le CERES s'est efforcé d'atténuer sa critique de la politique du gouvernement tout en maintenant, sur le fond, ses thèses sur la mise en œuvre possible d'une *« autre politique »*, contradictoire avec celle de MM. Mauroy et Delors.

A Metz, le CERES avait perdu la majorité absolue dans neuf fédérations (Marne, Paris, Essonne, Meurthe-et-Moselle, Loire, Haute-Marne, Meuse, Haute-Saône et Savoie) et ne l'avait gardée que dans deux (Haut-Rhin et Territoire de Belfort). Ces deux fédérations lui restent acquises. Le CERES redevient majoritaire en Haute-Marne où, avec 51,3 %, il progresse de huit points et demi.

Le CERES progresse nettement dans les grosses fédérations telles que le Nord (+ 9,1 %), le Pas-de-Calais (+ 5 %), l'Hérault (+ 5,4 %), la Haute-Garonne (+ 8,2 %), Paris (+ 9,2 %). Seule la fédération des Bouches-du-Rhône lui reste difficile d'accès (il passe de 1,8 % à 2,1 %). Ses résultats sont en dents de scie dans la région parisienne : progrès dans les Hauts-de-Seine (+ 6,4 %), le Val-de-Marne (+ 5 %) ; reculs dans l'Essonne (– 7,9 %), la Seine-Saint-Denis (– 4,5 %), le Val-d'Oise (– 0,8 %).

Il enregistre d'autre part des pertes sensibles dans l'Aude (– 6,9 %), la Loire (– 5,9 %), l'Eure (– 4,1 %), et progresse fortement dans le Puy-de-Dôme (+ 12,9 %) et en Saône-et-Loire (+ 7 %), fédération dominée par la personnalité de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale qui, après avoir défendu des thèses proches du CERES, a signé, comme l'ensemble de l'ex-courant A, la motion préparée par M. Lionel Jospin.



(Dessin de PLANTU.)

Il est vrai qu'en 1979 le CERES avait *subi le contrecoup d'une scission intervenue en son sein à l'initiative de M. Christian Pierret*, aujourd'hui proche de M. Pierre Mauroy, qui avait obtenu 3,2 % des suffrages au niveau national. Il avait également été affecté par la multiplication des motions, ce qui n'est pas le cas cette fois puisque le CERES apparaît comme la seule véritable opposition interne. Les «dissidents» rocardiens défendent en effet une ligne de soutien au gouvernement plus accentué encore que celui du courant 1.

Les rocardiens dissidents de la motion 3, conduits par Mme Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif, MM. Alain Richard, député du Val-d'Oise, Joseph Menga, député de Seine-Maritime, et Jean-Pierre Worms, député de Saône-et-Loire, obtiennent localement quelques bons scores, là ou leurs représentants les plus connus sont bien implantés. C'est le cas dans l'Essonne *(20,07 %)*, département de Mme Lienemann, la Saône-et-Loire (15,2 %), le Val-d'Oise (24,9 %), la Seine-Maritime (15,77 %).

J. Y.-L.

Le débat sur la réforme du mode de scrutin législatif

Alors que chacun s'accorde pour considérer que la prochaine échéance décisive, celle des élections législatives, aura lieu à la date normale, c'est-à-dire en 1986, le débat s'est engagé sur une éventuelle réforme du mode de scrutin. Nous publierons, chaque jour de cette semaine, le point de vue des principales formations politiques, en commençant par celui de l'U.D.F.

POINT DE VUE

Le syndrome de la Quatrième

par JEAN-CLAUDE GAUDIN (*)

ALIMENTÉE par les indiscrétions calculées du pouvoir, la rumeur s'amplifie au fil des semaines : la gauche va modifier le mode de scrutin pour les prochaines élections législatives de 1986.

En l'absence même d'un projet législatif concret, le débat est d'ores et déjà lancé, comme si le pouvoir voulait préparer psychologiquement l'opinion publique à une opération moralement douteuse. On nous dit : *« Pour réconcilier les Français, il faut modifier le scrutin majoritaire qui conduit au combat manichéen entre la droite et la gauche. »* Un argument séduisant qui aurait d'ailleurs davantage de poids si l'idéologie de la lutte des classes n'avait pas, depuis deux ans, aggravé les divisions naturelles entre les Français.

En somme, le pouvoir essaie de poser le débat sur le terrain des grands principes, alors que, pour lui, il se pose en réalité sur le terrain des grands intérêts électoraux.

Sur le plan théorique, chacun connaît bien les avantages et les inconvénients respectifs du scrutin majoritaire et du scrutin proportionnel. Le scrutin majoritaire clarifie le débat politique (le citoyen vote consciemment pour une coalition) en même temps qu'il facilite la cohérence des majorités et la stabilité du pouvoir.

Côté inconvénients, il conduit à l'affrontement des blocs en même temps qu'il empêche la représentation des petits partis. A l'inverse, le scrutin proportionnel permet, quant à lui, cette représentation, mais il donne aux états-majors politiques et en particulier aux « groupes-charnières » la faculté de recomposer à leur guise, à tout moment – et à l'insu des électeurs, – les frontières de la majorité politique. La IVe République en a offert l'exemple affligeant avec son lancinant cortège de crises ministérielles.

Tenant compte de cet inconvénient majeur, les socialistes nous disent alors : *« Nous allons donc mélanger les deux systèmes, le système majoritaire et le système proportionnel, pour cumuler leurs avantages respectifs. »* Malheureusement, ce qui a été possible pour le scrutin municipal ne l'est pas pour le scrutin législatif national. La réforme du scrutin municipal a préservé le principe majoritaire (puisque la liste arrivé en tête obtient d'emblée la majorité des sièges) tout en permettant aux minorités de siéger au conseil municipal. Mais, transposée au plan du scrutin législatif national, la combinaison des deux systèmes aboutirait à sacrifier le principe majoritaire au profit du principe proportionnel qui deviendrait dominant. M. Duverger a montré en effet que *« moins de 17 % de proportionnelle accolés à 83 % de scrutin majoritaire suffiraient à faire disparaître les gouvernements stables »*. Ce qui est d'autant plus évident si l'on considère qu'en France les écarts de voix entre les deux camps sont généralement faibles. Ce serait donc nécessairement les députés élus à la proportionnelle qui deviendraient les « faiseurs » et les « défaiseurs » de *majorité*. Quant à la représentation de la minorité, il n'est pas nécessaire de rappeler qu'elle est d'ores et déjà assurée, dans le cadre du système *actuel*, à travers la présence dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale de députés de l'opposition.

Demain, pour faire face aux grands défis de l'avenir, la France aura plus que jamais besoin d'un gouvernement fort.

Plus que jamais les inconvénients de la proportionnelle l'emporteraient donc sur ses avantages, quelles que soient les modalités techniques sous lesquelles celle-ci serait habillée.

Souhaitable au plan local et régional, le système proportionnel n'est donc pas acceptable pour le scrutin législatif *national*.

Si, malgré cette évidence, les socialistes persistent dans leur intention, c'est parce qu'ils comptent sur cette « botte secrète » pour échapper à la sanction électorale vers laquelle ils s'acheminent, dimanche après dimanche.

S'ils parlent de plus en plus de la proportionnelle, c'est parce qu'ils ont *déjà reconnu qu'ils ne sont plus* majoritaires. Une étude publiée récemment dans les colonnes du *Monde* a d'ailleurs mis en évidence *que leur score électoral se situait* actuellement à 45 %.

Largement discréditée sur le plan moral, incapable de remonter la pente sur le plan économique, la gauche prépare le terrain pour une réforme électorale qui serait un vrai *« hold-up sur la démocratie »*. Elle veut, dans un débat parlementaire à la sauvette, changer la règle du jeu électoral, inventer une loi *« qui perd gagne »*, pour essayer de gagner sur le tapis vert une élection qu'elle risque de perdre dans les urnes. A Marseille, les socialistes ont montré qu'ils savaient faire élire le candidat recueillant le moins de voix.

Pour le scrutin législatif, le scénario envisagé relève absolument du *même esprit : on parle beaucoup* dans les allées du pouvoir d'un système mixte associant deux tiers de sièges attribués selon un scrutin *majoritaire à deux tours* avec un tiers de sièges répartis au scrutin proportionnel. Les premiers seraient élus comme les députés actuels dans le cadre de circonscriptions redécoupées. Et les seconds seraient élus dans le cadre d'un système de récupération au niveau national des voix des battus au niveau local.

A regarder de près un tel système, on constate très vite qu'il s'agirait d'une véritable escroquerie électorale.

Un exemple simple permet de le mettre en évidence : supposons que *les sièges soient répartis pour moitié* au scrutin majoritaire et pour moitié au scrutin proportionnel ; supposons d'autre part que l'un des deux camps *en présence remporte tous les sièges* au scrutin majoritaire, signe d'une volonté populaire sans équivoque. Avec le mode de scrutin à la mode *socialiste*, malgré cette victoire totale, il n'aurait pas la majorité à l'Assemblée nationale. Il n'aurait que la moitié des sièges et l'autre camp, *celui des battus, récupérerait l'autre* moitié. On peut difficilement imaginer pire « hold-up » sur la démocratie.

Si à l'heure actuelle les intentions du gouvernement sont honnêtes et claires, qu'il démente officiellement les rumeurs qui circulent sur le scénario évoqué ci-dessus.

Et qu'il s'engage à recueillir sur son projet de réforme électorale la majorité de chacune des deux Assemblées. *Ainsi donnerait-il* la preuve qu'il ne s'agit pas d'une manipulation de circonstance, d'une « opération-commando » pour la survie de la gauche.

Le mode de scrutin, c'est la clé de la liberté politique. Cette clé appartient au peuple et on ne peut pas changer la serrure à l'insu du peuple.

(*) Président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale.

M. DELORS DÉPLORE QUE LA MAJORITÉ AIT « UN PEU HONTE DE CE QUI A ÉTÉ FAIT ».

M. Jacques Delors a déploré, samedi 15 octobre, devant les militants socialistes des Hauts-de-Seine réunis pour leur congrès fédéral, que *« la majorité ait un peu honte de ce qui a été fait »*. A propos des mesures mises en œuvre par la gauche afin de construire une *« société plus juste »*, le maire de Clichy a déclaré : *« Avez-vous honte de tout cela ? Ne pouvez-vous pas le rappeler au pays ? »*

Parlant de la *« démocratie économique »*, et notamment des droits nouveaux d'expression des travailleurs, il a ajouté : *« C'est tout de même étonnant que, ni au parti socialiste, ni au parti communiste, on ne parle de ces choses-là. Qui en parle à gauche ? Qui essaie de les réaliser ? Cessez de vous battre sur la défensive ! » « Il est temps que les partis de la majorité sortent de la morosité ; qu'ils contre-proposent au besoin »*, a ajouté M. Delors, qui s'exprimait en présence du bureau fédéral des Hauts-de-Seine du P.C.F. et de M. Aubry, maire communiste sortant d'Antony.

Selon lui, la *« bataille économique est engagée dans de bonnes conditions »*. Le déficit du commerce extérieur sera inférieur à 60 milliards en 1983, a-t-il rappelé. *« Cet effort*, a-t-il dit, *n'a pas été réalisé tant par une restriction de la demande intérieure que par un effort à l'exportation. Sous un gouvernement de gauche, l'économie française se bat. On souffre, mais elle se bat. »*

Pour ce qui est de l'inflation, *« c'est plus difficile »*, a admis M. Delors : *« Nous n'avons pas gagné la bataille des 8 % mais nous gagnerons la bataille contre l'inflation. »*

Les trois raisons des difficultés actuelles en matière de prix – la hausse du dollar, le non-respect de certains engagements dans le secteur des services et les conditions climatiques – sont *« derrière nous »*, a affirmé le ministre de l'économie et des finances.

A propos de la paix et de la sécurité en Europe, M. Delors a déclaré : *« François Mitterrand vous étonnera encore en prenant des initiatives qui permettront aux peuples d'Europe d'être rassurés sur leur avenir. »*

La victoire de l'opposition à Antony

(Suite de la première page.)

	16 OCTOBRE 1983	9 OCTOBRE 1983	13 MARS 1983	6 MARS 1983
Inscrits	37095	37082	37217	37217
Abstentions	24,75 %	27,84 %	22,30 %	28,67 %
Exprimés	27177	26196	28315	25986
Un. opp. (M. Devedjian, R.P.R.)	13936 (51,27 %)	12936 (49,38 %)	13948 (49,26 %)	12179 (46,86 %)
Un. g. (M. Aubry, P.C.)	13241 (48,72 %)	11141 (42,52 %)	14367 (50,73 %)	11376 (43,77 %)
Verts (M. Prévert) (1)				2431 (9,35 %)
Div. g. (Mme Parienty)		1421 (5,42 %)		
Div. d. (M. Laugrand)		698 (2,66 %)		

(1) *Cette liste avait fusionné au second tour avec la liste d'union de la gauche conduite par M. Aubry.*

L'explication, on le voit, serait un peu courte, qui parlerait d'une progression de l'opposition, d'une dynamique du refus, ou, pour reprendre une déclaration de M. Charles Pasqua, de *« l'expression du désaveu infligé dimanche après dimanche par le corps électoral au pouvoir socialo-communiste »*.

Le constat, en réalité, est beaucoup plus simple et, au-delà, beaucoup plus cruel pour la majorité. Un certain nombre de voix, un millier environ (la liste de gauche a recueilli 13 241 suffrages ce 16 octobre au lieu de 14 367 le 13 mars) ont été perdues, corps et biens, sans bénéfice pour personne. L'explication de ce phénomène peut tenir pour partie dans un taux d'abstention un peu supérieur (24,75 % contre 22,30 %). Mais là encore elle serait un peu sommaire.

Dans la soirée, au fur et à mesure que tombaient les résultats bureau par bureau, une évidence s'imposait. La liste d'union de la gauche subissait ses pertes les plus importantes là où précisément, au mois de mars, l'opposition l'avait accusée de tricherie. Le recours présenté par M. Devedjian devant le tribunal administratif, portait, pour le second tour de mars, notamment sur quatre bureaux de vote, le 15, le 17, le 18 et le 19.

Les résultats de ce second tour d'octobre dans ces bureaux sont à cet égard significatifs. Au bureau 15, la liste conduite par M. Aubry perd d'une élection à l'autre 106 voix. Au bureau 17, 88 voix. Au bureau 18, 108 bulletins. Au bureau 19, 220 suffrages. Dans le même temps, et aux mêmes endroits, la liste d'opposition ne progressait pas, ou pratiquement pas.

De ce constat cruel, un des responsables de la campagne de M. Devedjian tirait la conclusion immédiate : *« Nous obtenons ce soir le vrai résultat du mois de mars dernier. »* Ce que, d'une autre manière, M. Patrick Devedjian qualifiait, lui, de *« victoire de la démocratie, de la République et de la loi »*. Au-delà, cette victoire, *« refus de la fraude et rejet de certaines méthodes »*, toujours selon M. Devedjian, devra être assumée. Le futur maire d'Antony s'y est engagé.

Il entend devenir *« le maire de tous les Antoniens, les réconcilier, instaurer une municipalité de tolérance après une campagne dure, pénible et dans l'espoir que chacun panse ses blessures »*. C'est bien le moins. Au terme de cette chaude soirée, et dans l'enthousiasme d'un succès difficile, M. Devedjian, s'efforçant de débrider un peu l'affaire, disait à qui voulait l'entendre sa volonté de *« gérer cette ville dans la tolérance, de ne point se livrer à la chasse aux sorcières »*, de prendre quelques mesures symboliques. Par exemple, de donner à une rue d'Antony le nom de Pierre Mendès-France.

M. Devedjian veut se montrer magnanime dans la victoire. Il le peut avec une majorité confortable (34 sièges à l'opposition, 11 sièges à la liste de la majorité conduite par M. André Aubry) (1). Et il le fit en rendant hommage au gouvernement *« dont c'est l'honneur d'avoir pris des mesures pour assurer la régularité et la sécurité de ce scrutin »*. En rendant hommage également *« aux responsables de la délégation spéciale qui avaient assumé avec rigueur et honnêteté leur rôle »*. En rendant hommage enfin *« à cette presse indépendante et libre, artisan essentiel de la victoire »*.

M. Patrick Devedjian avait le beau rôle, celui du vainqueur. Sur une estrade, en fin de soirée, tandis que ses partisans scandaient *« Aulnay, Aulnay »*, le jeune élu, oubliant un peu ses mots de réconciliation, brandissait une écharpe tricolore que lui avaient offerte les élus de Sarcelles. *« Ce témoin de la liberté, j'espère bien l'offrir bientôt à mon camarade Abrioux, candidat R.P.R. à Aulnay. J'espère bien voir une autre ville libérée. »*

M. André Aubry, maire communiste sortant et battu, n'avait pas, lui, un rôle facile. Parti assez tôt du bureau centralisateur et après avoir donné des consignes de calme à ses troupes, M. Aubry déclarera notamment : *« Nous n'avons pas ce soir obtenu la victoire. Elle nous a échappé d'un fil. Mais nous avons arraché des résultats du second tour qui sont très bons. Toute la propagande de Chirac-Devedjian sur la fraude est réduite à néant. En dépit d'une campagne haineuse, anticommuniste, calomnieuse, violente, en dépit d'irrégularités de dernière heure pour fausser le scrutin, la liste Union et écologie n'est pas loin de la victoire. »* Et il devait ajouter : *« Aujourd'hui, des électeurs de gauche déçus ne se sont pas déplacés. Nous l'avions senti : ces électeurs n'avaient aucun reproche vis-à-vis de la municipalité, mais attendaient plus de l'après-1981 (...). C'est une élection qui interpelle toute la gauche, qui doit la conduire à agir plus vigoureusement dans le sens du changement. »*

C'était là une autre explication à l'hémorragie subie dans quelques bureaux de vote.

PIERRE GEORGES.

(1) Le nouveau conseil municipal d'Antony se composera pour les cinq ans et demi à venir de la façon suivante : Union de l'opposition, 34 élus (8 R.P.R., 7 U.D.F., 19 divers droite) ; Union et Ecologie, 11 élus (5 P.C., 5 P.S., 1 écologiste).

DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE

Sans surprise

Que l'opposition l'emporte à Antony ne semble pas surprendre outre mesure les commentateurs de la presse quotidienne. Ainsi, Claude Weill, dans *le Matin*, qualifie de « normale » la victoire de la droite. Il explique par exemple qu'il est *« normal que, lorsque le climat politique est tendu à l'extrême, lorsqu'on vote dans un climat de « guéguerre » civile, sous la protection des C.R.S., cela fait le jeu d'une droite qui, aux yeux de nombreux électeurs, incarne d'abord l'ordre et la fermeté. Normal, mais pas moins inquiétant pour cela »*, conclut-il.

« Sans être très large », le succès est *« incontestable »*, juge Gérard Badel, dans *le Parisien libéré*. Pour Dominique Jamet, dans *le Quotidien de Paris*, ce sont *« la calomnie, la fasification, des manipulations de tous ordres* [qui] *ont atténué (...) la force d'un courant général qui porte l'opposition de victoire en victoire ; elles n'ont pas inversé ce courant »*. Il relève surtout le côté *« exemplaire »* de la *« reconquête »* d'Antony par M. Devedjian : *« Il aura fallu cinq ans au jeune avocat pour gagner sa cause : la rage de l'adversaire plus encore que les chiffres donne la mesure et la portée de sa victoire. »*

Les chiffres ? *L'Humanité* constate que *« la droite l'emporte »*, mais ajoute le quotidien communiste, *« la gauche progresse de 6 % »* entre les deux tours.

Alain Peyrefitte préfère parler d'un *« effondrement sans exemple dans l'histoire électorale de la France »*. Le député R.P.R. de la Seine-et-Marne explique dans *le Figaro*, sous le titre *« Série noire dans la ceinture rouge »*, qu'une *large majorité de l'opinion condamne »* un *« gouvernement qui ne gouverne plus guère qu'au nom des « obstinés du mitterrandisme »*. Et il ajoute : *« Le peuple ne s'accorde plus avec un pouvoir qui implose sous ses propres contradictions. La France ne sortira de la crise qu'en se guérissant du socialisme. Une rude leçon de choses est en train de l'en guérir. »*

Le Monde

société

M. SAVARY SOUMET SES PROPOSITIONS SUR L'ÉCOLE PRIVÉE

Le document qui avait suscité la colère des laïques

« *Texte intégral du projet Savary* » : sous ce titre, le mensuel *Laïcité* publie un texte dont on lira ci-dessous les principaux extraits. Au cabinet du ministre de l'éducation nationale, on admet qu'il s'agit d'un document de travail que l'on qualifie d'« *assez ancien* ».

Les membres du Comité pour l'appel aux laïques qui éditent *Laïcité*, et parmi lesquels figurent des militants du parti communiste internationaliste (P.C.I.), enseignants ou non, syndiqués à F.O. ou à la FEN, représentent la fraction dure du camp laïque. Ils déclarent qu'« *ils ont voulu briser le mur du silence* » et montrer, « *alors qu'on parle de négociations sur l'enseignement privé, sur quoi on allait négocier* »... Ce texte explique *a posteriori* les interventions vigoureuses des défenseurs de la laïcité et l'apparente sérénité des responsables de l'enseignement privé.

D'autres « épures » du projet Savary ont été rédigées. Un nouveau projet a été examiné, vendredi 14 octobre, au cours d'une longue réunion qui rassemblait, autour de M. Pierre Mauroy, des représentants du Comité national d'action laïque. Samedi, Mgr Honoré, archevêque de Tours et président de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, a estimé que le retard du ministre de l'éducation nationale à diffuser ses propositions sur le privé « *entretient un climat, qui n'est pas sain, de désarroi, d'incertitude, voire de suspicion* ». Il a affirmé qu'« *il n'y a jamais eu de négociation préalable, ni de la part d'un membre de l'épiscopat ni d'un quelconque émissaire mandaté, même s'il y a eu contacts et consultation* ».

Pourquoi les militants du noyau laïque le plus résolu ont-ils décidé de divulguer un texte destiné initialement à servir de « base de discussion » ? Déjà, lors du congrès du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.), en juillet dernier à Bordeaux, plusieurs d'entre eux avaient manifesté leur désaccord avec les propositions de M. Savary en décembre 1982, qui, « *outre le maintien des lois anti-laïques, vont organiser la délaïcisation de l'enseignement public par la généralisation du caractère particulier à chaque établissement* ». M. Bernard Bolzer, qui, depuis lors, a quitté la FEN pour rejoindre F.O., déclarait : « *Méfions-nous des curés déguisés en socialistes, méfions-nous de ceux qui, sous un vocabulaire nouveau, veulent travestir notre idéal de laïcité.* » Les militants du P.C.I. s'étaient signalés au rassemblement du Bourget comme des laïques très impatients, et ils avaient manifesté le 9 mai dernier à Paris.

En portant au grand jour un texte établi par le ministère de l'éducation nationale, ils espèrent faire réagir les laïques en les avertissant du danger qui à leurs yeux, les menace : voir le pouvoir exécutif tarder à mettre sur pied le « *grand service public d'éducation unifié et laïque* » promis par le candidat François Mitterrand. Ils n'ont pas, comme les animateurs du CNAL, scrupule à gêner le gouvernement.

A qui cet épisode profitera-t-il en définitive ? Le CNAL ne sera pas mécontent que d'autres que lui révèlent les raisons de son insatisfaction présente, d'autant plus que la réunion de vendredi avec le premier ministre, sur un texte modifié à sa demande, ne semble pas avoir davantage suscité son enthousiasme.

Les défenseurs de l'enseignement privé devront reconnaître, quoi qu'il arrive, que tout le monde, au sein de la majorité, ne veut pas « *la mort* », « *l'assassinat* », de l'école privée, cent fois annoncée par certains leaders de l'opposition ; ils seront conduits à souhaiter que l'opinion soit rapidement informée sur la volonté politique d'un gouvernement qui les ménage, avant que les pressions des laïques ne risquent de devenir trop efficaces.

CATHERINE ARDITTI
et CHARLES VIAL.

« L'Éducation peut être nationale sans être uniforme »

Le texte a pour objet de préciser « *les orientations et objectifs politiques généraux du gouvernement concernant les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé* » ; il veut ensuite indiquer les problèmes posés et leur degré de difficulté, enfin présenter une méthode de résolution et un calendrier.

Orientation et objectifs généraux

« *Le système éducatif français repose sur trois principes essentiels : la liberté d'enseignement, l'égalité de tous devant l'éducation, le respect des consciences.*

La liberté de l'enseignement est un principe acquis de notre démocratie qu'exprime sa Constitution. Il garantit qu'un établissement d'enseignement peut naître d'une initiative privée, dès lors qu'il respecte les lois de la République. Il contribue à l'expression du pluralisme des choix à l'égard de l'éducation.

» *L'égalité de tous devant l'éducation, c'est d'abord l'égalité des chances dans l'acquisition des connaissances et le développement des talents. Elle a commencé de naître avec la scolarité obligatoire et sa gratuité, il y a plus d'un siècle. Elle est à la base du service public d'éducation ; chaque république y a apporté sa pierre, en faisant un édifice remarquable qui s'élève avec chaque génération mais qu'il faut périodiquement rénover.*

» *Le respect des consciences est au cœur de l'acte éducatif (...), il est d'une particulière exigence pour l'éducateur, qui doit à chaque instant lui être fidèle ; cette exigence s'appelle laïcité (...).*

Ce sont les liens créés par contrat, entre une partie du secteur privé d'enseignement et l'Etat, qui ont conduit au dualisme scolaire, c'est-à-dire à l'existence de deux systèmes qui ont le devoir d'accueillir les mêmes enfants pour préparer les mêmes diplômes et qui fonctionnent selon des règles tellement différentes qu'elles transforment en choix fondamental le simple souhait légitime d'un genre d'éducation, et en concurrence aussi vive que formelle ce qui devrait être que l'expression d'une diversité des établissements.

» *Ces différences sont multiples (...)*

Notre devoir aujourd'hui est de fonder le pluralisme dans le système national d'enseignement sur des bases qui ne le dévient pas en querelle scolaire, il est d'assurer la cohérence entre les principes qui le guident et la nécessaire différenciation des établissements qui le composent.

En effet, la diversité des besoins pédagogiques des élèves, des choix d'éducation des parents, des fonctions de l'acte éducatif ne peut trouver de réponse qu'au sein d'établissements scolaires plus autonomes et plus responsables, porteurs de leur propre projet, adaptés à une population scolaire qui a droit au pluralisme des comportements comme à la tolérance des idées. Mais cette diversité des établissements doit être au service d'une mission éducative globale, dans l'égalité et la laïcité, attachée à transmettre les connaissances et les valeurs que la communauté nationale reconnaît essentielles, comme à offrir à ceux qui le souhaitent celles qui relèvent de choix individuel (...). Le développement d'activités confessionnelles ou sur un autre plan l'apprentissage de langues minoritaires procèdent d'options personnelles qui ne sauraient être imposées mais qui doivent trouver place dans le système éducatif.

» *C'est ainsi que l'éducation peut être nationale sans être uniforme, et remplir une mission diversifiée dans le respect de l'égal accès des citoyens aux établissements qui concourent au service public.*

» *Cette orientation est cohérente avec le grand mouvement de décentralisation qui transforme progressivement les rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les citoyens.*

» *L'enseignement privé sous contrat doit s'inscrire dans cette évolution ; celle-ci requiert une nouvelle définition de son statut, afin que s'établissent des liens équilibrés entre l'Etat, les collectivités publiques et les associations responsables d'établissements. Ce statut ne peut procéder que d'un cadre contractuel et décentralisé ; c'est le but de la proposition de création d'une entité juridique spécifique, l'établissement d'intérêt public, qui réunit les partenaires à un niveau qui n'est pas celui de l'établissement scolaire proprement dit mais immédiatement au-dessus de lui, là où les responsabilités de la collectivité doivent s'exprimer désormais.*

» *Qu'il s'agisse de la réduction du dualisme, de l'unité du système national d'enseignement, de la diversification des établissements, de la décentralisation des pouvoirs, du pluralisme éducatif, la finalité est la même : offrir à l'ensemble des parents d'élèves un système éducatif rénové qui réponde à leurs choix (...), et à la nation l'ouverture de formation des femmes et des hommes qui vont assurer son avenir* ».

Problèmes et difficultés

Les problèmes nés de l'évolution des rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé peuvent être situés sur « *une échelle de difficulté à trois degrés* ». La recherche d'une solution devra en tenir compte, sans oublier toutefois qu'ils sont liés. C'est donc une résolution « *graduée et négociée* » qui sera prposée aux partenaires.

● PREMIER GROUPE : « *Actes ou décisions de gestion importants, à effet immédiat, mais dont l'examen ne porte pas le débat au plan des principes généraux.*

» *Il s'agit notamment :*

– » *de l'harmonisation des ouvertures et fermetures de classes ou de sections, c'est-à-dire d'une partie du mécanisme de la carte scolaire, dans la perspective d'une meilleure organisation des opérations de rentrée et du déroulement des scolarités dans l'enseignement privé, crédits désormais limitatifs, et, en conséquence, traités en parité avec ceux de l'enseignement public (...) ;*

» – *de l'organisation des enseignements religieux dans le cadre des options choisies par les familles, quel que soit le type d'établissement ;*

» – *de la titularisation sur place par volontariat des personnels enseignants du privé, dans ses effets individuels (garanties sociales, promotion) et non dans sa gestion collective (affectation, mutation) (...).*

● DEUXIÈME GROUPE : problèmes plus difficiles, mais pour lesquels une solution de principe est possible.

» Il s'agit notamment :

– *de la procédure de nomination des chefs d'établissement (...).*

» – *de la déontologie professionnelle de l'enseignant, quel que soit son établissement d'exercice, qui doit préciser comment la liberté de conscience de l'élève est totalement respectée* (...) ainsi que les choix éducatifs des parents, et comment *sont garanties les libertés de l'enseignant* (...).

» – *des éléments du projet d'établissement prescrits par l'Etat (...) ;*

–) *des conditions de la continuité de l'équipe éducative d'un établissement, qui, en sus du principe de titularisation sur place pour les enseignants volontaires, doivent indiquer comment sont pourvus les emplois vacants avec l'accord de l'équipe éducative et comment sont respectés les droits des agents dans l'égalité d'accès aux emplois ;*

–» *de l'exercice du libre choix des familles dans le cadre d'une carte scolaire étendue et assouplie, c'est-à-dire la possibilité effective donnée à tout parent d'élève de voir satisfait son choix d'un genre d'éducation par la préférence accordée à un projet d'établissement, la possibilité effective donnée à tout établissement d'affirmer son identité et sa responsabilité dans un projet d'établissement, enfin la modification des procédures de régulation des crédits associés à la carte scolaire permettant l'exercice de cette double possibilité sans compromettre la rigueur de gestion dans les deniers publics ni l'égalité de tous devant l'école.* »

● TROISIÈME GROUPE : –« mode de rapport organique qui doit s'établir entre l'Etat, les collectivités et l'établissement, dans le cadre de la décentralisation et de la rénovation du système éducatif ; l'établissement d'intérêt public est un cadre adapté, mais dont la construction concrète reste à faire ;

–» de la nature et de l'étendue des rapports entre une organisation nationale regroupant des établissements privés, directement liée aux autorités confessionnelles ou corporatives et les pouvoirs publics ;

–» de l'indépendance et des devoirs du fonctionnaire par rapport à une autorité autre que celle de l'Etat ou de ses représentants dans son établissement d'affectation, dès lors qu'un lien existe entre cet établissement et cette autorité ;

» du statut des enseignants payés sur fonds publics et qui n'optent pas pour la titularisation, et de celui des agents enseignants et non enseignants, qui ne sont pas payés directement sur fonds publics ;

– du champ et des modalités du contrôle public dans la mise en œuvre des projets d'établissement).

Méthodes, conditions et calendrier :

● TROIS MÉTHODES : « *Trois méthodes peuvent être simultanément utilisées :*

–» *concertation nationale et mise en place après consultation au plan académique pour les problèmes du premier groupe et une partie de ceux du second ;*

–» *expérimentation sur zones et durées précises, avant mise au point de mesures réglementaires et/ou législatives, pour des problèmes du second et du troisième groupe.*

– *commissions nationales de conception et de proposition, pour l'essentiel des problèmes du troisième groupe.*

» *Il va de soi que l'adaptation d'une méthode à un problème fait elle-même l'objet d'une définition concertée.* »

● DEUX CONDITIONS « minimales » doivent être réunies : « *Accord sur la démarche globale et acceptation par les partenaires du principe de modification des textes réglementaires et/ou législatifs, lorqu'elle est nécessaire (...)* ».

● CALENDRIER PROPOSÉ :

–« *1983-1984 et 1984-1985 pour les problèmes du premier groupe et une partie de ceux du second ;*

–» *1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986 pour la résolution des problèmes nécessitant une expérimentation (lancement, bilan, extension ou généralisation) ;*

–» *de 1984 à 1986, les mesures législatives ou réglementaires et la mise en œuvre des conclusions des commissions nationales de conception et de proposition interviennent selon un programme lié au rythme de la résolution des problèmes concernés.*

Le gouvernement a mis au point pendant le week-end un texte « définitif », selon une source autorisée, sur l'enseignement privé. Ce document doit être soumis dès le début de la semaine aux différents partenaires de l'enseignement public et de l'enseignement privé. Il pourrait être publié mardi ou mercredi.

Les tergiversations de ces dernières semaines montrent bien la difficulté, voire l'impossibilité de ne mécontenter personne.

Veillée d'armes à Soissons

De notre envoyé spécial

Soissons. — Crispés, ou tout simplement indifférents, les enseignants des établissements scolaires publics de Soissons (Aisne) attendent les propositions de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, sur *l'avenir de l'école privée*. Du langage radical des instituteurs militants de «l'école sans Dieu» au discours prudent des professeurs certifiés du lycée, la paisible sous-préfecture de l'Aisne offre toute une palette de réactions aux ajournements successifs des déclarations ministérielles.

Les strates du système scolaire se sont conjuguées avec le fossé des générations pour forger différents types de «laïques». L'instituteur qui en 1959 faisait déjà signer, avec son père, les pétitions contre la loi Debré pourfend aujourd'hui avec la même vigueur les *«écoles de curés»*. En revanche, tel jeune professeur du secondaire admet le principe du financement par l'Etat de certaines dépenses des établissements privés, dont il affirme le droit à l'existence.

C'est donc prioritairement en direction des instituteurs que le comité départemental d'action laïque (C.D.A.L.) déploie ses efforts et organise la manifestation interacadémique *« pour le développement, la transformation et l'unification du système d'éducation laïque »* prévue le 20 novembre à Chauny (Aisne). M. Jean Tourolle, permanent du SNI-P.E.G.C., président du C.D.A.L. et membre du parti socialiste, assure que les troupes sont mobilisées. *« L'exaspération monte devant les tergiversations du ministre,* constate-t-il, *mais l'espoir demeure que les promesses du président de la République seront tenues. »*

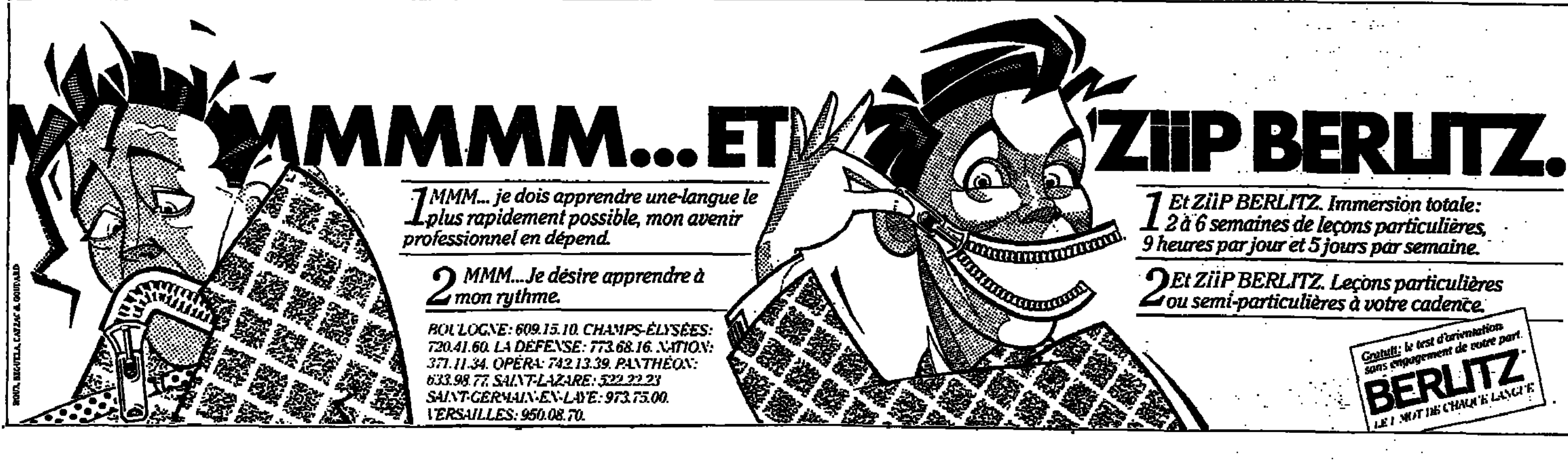
« Si tu préfères le taxi au métro... »

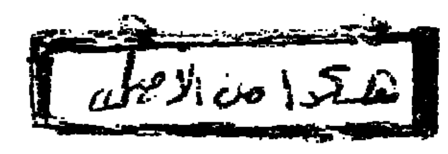
Dans ce département où l'école privée ne se fait remarquer *« ni dans la rue ni dans les résultats du bac. »*, les laïques militants l'accusent d'abord de détenir des privilèges : libre création de sections attrayantes refusées au public, sélection des élèves. On reproche, par exemple, à l'Institution de l'Enfant Jésus d'être *« l'école d'une caste »*, celle des gros propriétaires terriens du Soissonnais, et d'accueillir *« quelques Maghrébins pour se donner bonne conscience »*. Pour M. Michel Guilleume, directeur de l'école Jean-Moulin, l'argent public ne peut aller qu'à *« l'école de la tolérance »*, celle qui respecte le choix de tous les parents, mais jamais à *« l'école du dogme et de l'embrigadement religieux »*, qui doit être financée par ses seuls partisans. *« Si tu préfères le taxi au métro, paie la différence »*, résume un professeur de collège, ancien instituteur formé *« au temps où l'école normale était un sacerdoce laïc »*.

Pas la moindre trace d'agitation, en revanche, dans la salle des professeurs du lycée Gérard-de-Nerval. L'avenir de l'enseignement privé n'alimente pas les conversations, plutôt tournées vers les moyens à obtenir pour enseigner dans de meilleures conditions. Mme Nina Rebuffat, professeur en classe de B.T.S., section secrétariat, qui se range résolument dans l'opposition, estime que l'enseignement privé se nourrit des insuffisances de plus en plus flagrantes de l'école publique. Le gouvernement veut, selon elle, supprimer l'école privée pour des raisons politiques, alors qu'il ne s'agit vraiment pas d'un problème primordial. Quant à M. Alain Sautillet, membre du SGEN-C.F.D.T., il souhaite surtout que l'unification de l'enseignement soit une occasion pour l'école publique de *« s'ouvrir plus largement aux parents »* et se retrouve d'accord avec M. Jean Bobin (P.S.), son collègue, premier adjoint au maire de Soissons, pour souhaiter qu'on évite la guerre scolaire, puisque *« personne ne souhaite supprimer les subventions à l'enseignement privé »*.

Personne ? Les instituteurs du C.D.A.L. ne sont pas loin d'accuser le ministre de l'éducation nationale d'avoir oublié la promesse de la gauche d'un grand service public laïc et unifié de l'éducation. *« Ah ! si on avait pris le taureau par les cornes au lendemain du 10 mai ! »*, soupirent-ils. Ces « durs » rappellent qu'ils attendent depuis vingt-cinq ans et affirment être *« prêts pour la bagarre »*.

PHILIPPE BERNARD.





AVEC A SON BORD UN PREMIER SATELLITE ÉTRANGER

Ariane à l'épreuve de l'industrialisation

Une nouvelle fois, la base guyanaise de Kourou va connaître la fièvre. Dans la nuit du mardi 18 octobre au mercredi 19 octobre, entre 0 h 54 et 2 h 45 du matin, le septième exemplaire de la fusée européenne Ariane s'élancera vers le ciel porteur de sa précieuse cargaison : un satellite de télécommunications intercontinentales de l'organisation Intelsat. Un tir de plus, dira-t-on. C'est vrai. A cette différence, cependant, que la mise en orbite de ce satellite Intelsat-5 marque le franchissement d'une étape importante dans le développement du programme Ariane.

Pour la première fois, en effet, la fusée Ariane va lancer ce que les experts appellent dans leur jargon un *« satellite export »* : un satellite véritablement étranger qui n'est ni le fruit d'un de ces programmes européens qui, de façon presque systématique, volent sur Ariane, ni celui d'un de ces pays du Vieux Continent qui, pour des raisons analogues, s'efforcent aussi de favoriser le lanceur européen. Bien qu'ayant prouvé lors de son dernier lancement sa crédibilité, Ariane joue, une fois encore, une carte difficile. Et ce d'autant qu'il lui faut confirmer le succès du tir de juin qui faisait suite à une période noire (*le Monde* du 11 novembre 1982). Ariane doit donc absolument réussir ce septième tir pour maintenir et renforcer son image de marque. Dans le domaine des télécommunications spatiales, Intelsat fait, en effet, figure d'expert. Qu'elle accorde sa confiance à Ariane, et c'est derrière elle de nombreux pays qui accorderont la leur au lanceur européen. Que le tir échoue et l'avis d'Intelsat *deviendra* la Bible de ce qu'il faut penser dans ce domaine.

Le second changement pour Ariane tient au fait qu'elle entre dans une nouvelle ère : celle de l'industrialisation. *« La nature des problèmes,* explique M. Frédéric d'Allest, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), *a changé. Ceux qui concernaient la conception même du lanceur se sont effacés et ont fait place à des problèmes de reproductibilité. »* Il s'agit, désormais, de sortir des fusées à la chaîne. Aussi, les responsables de la société Arianespace, chargée de la promotion et de la commercialisation du lanceur, tout comme ceux du CNES et de l'Agence spatiale européenne (ESA), ont-ils lancé une étude de 100 millions de francs pour réduire *« le nombre des rebuts »*, inévitables dans tout programme de prédéveloppement, et améliorer les outillages de fabrication, éliminer les procédures de montage dangereuses et automatiser certains circuits de production.

Le succès d'Ariane en dépend, tout comme celui de la société Arianespace, qui, en dépit de la concurrence que lui font les Américains tant avec la navette spatiale qu'avec les lanceurs classiques (Delta et Atlas), présente aujourd'hui un carnet de commandes d'une valeur de 5,7 milliards de francs correspondant aux contrats effectivement signés pour le lancement de trente-trois satellites. Il s'y ajoute 2 milliards de francs supplémentaires représentant les contrats non encore signés des programmes que les Européens ont décidé de réaliser en commun au sein de l'ESA ou seuls pour satisfaire des besoins plus spécifiques.

En tout une vingtaine de lanceurs Ariane à tirer depuis Kourou, sans compter ceux, à venir, pour lesquels des clients ont versé 100 000 dollars de façon à réserver un créneau de tir. En 1984, Arianespace va devoir effectuer cinq .s dont la plupart seront exécutés avec un modèle plus puissant du lanceur européen : Ariane-3. L'année suivante, il y en aura sept, et ensuite *« il est réaliste de penser,* selon le directeur général du CNES, *que cette cadence sera conservée à plus ou moins une unité près »*. Tâche difficile que la mise en service à Kourou, dès le mois de février-mars 1985, d'une deuxième plate-forme de lancement devrait contribuer à faciliter.

Tout cela devrait conduire Arianespace à réaliser, dès 1985, un chiffre d'affaires d'un peu plus de 2 milliards de francs et de 3 milliards de francs l'année suivante. Malgré ces perspectives encourageantes, M. d'Allest reste prudent et fait remarquer que, si *« le marché des services de lancement de satellites se développe de façon formidable, il demeure encore fragile »*. Aussi est-il en faveur d'une politique où la griserie des premiers succès ne doit pas prendre le pas sur le raisonnable. C'est toute la stratégie de production du lanceur Ariane qui est en jeu et, avec elle, la commercialisation à la mi-86 d'un nouveau modèle d'Ariane, Ariane-4, grâce auquel l'Europe serait mieux placée pour tenir tête à l'Amérique et, demain, à d'éventuelles propositions des Soviétiques.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Retards...

25 000 dollars de pénalités par semaine

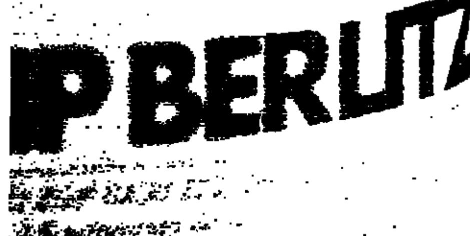
C'est avec un retard de plus d'un mois sur son calendrier initial que le septième exemplaire de la fusée Ariane partira de la base de Kourou. A plusieurs reprises, la date du tir a été reportée à la demande d'Intelsat. Différents problèmes rencontrés en orbite sur un satellite du même type que celui embarqué sur Ariane ont amené les responsables d'Intelsat et le constructeur du satellite à effectuer des contrôles et à remplacer certains équipements pour pallier une éventuelle défaillance en orbite. Les autres satellites de la série, dont deux encore doivent être lancés par Ariane en décembre de cette année et en février de l'année prochaine, ont été également modifiés.

Cette série de contretemps, sans conséquence sur la « mise en cocon » du lanceur, qui attendait sa charge utile depuis le début du mois de septembre, a cependant entraîné le maintien des équipes de lancement sur le pas de tir. C'est la raison pour laquelle Intelsat, aux termes du contrat signé par elle en février 1979, va devoir payer des pénalités. Environ 125 000 dollars par semaine de retard, ce qui est relativement peu eu égard aux clauses des contrats actuels. Mais ce n'est là qu'une base de travail, et une dicussion plus formelle devrait avoir lieu entre les différents acteurs de ce lancement pour fixer plus précisément le montant exact du « préjudice ».

ÉDITION

● *L'éditeur Pierre Belfond* se dit dans l'impossibilité d'obéir immédiatement à la décision du tribunal de Paris exigeant, à la demande de Michèle Morgan, des coupes dans le livre de son ancien mari, G. William Marshall, *la Sixième Saison.* En effet, le livre a été tiré à trente mille exemplaires, *« qui sont déjà dans le circuit de distribution Hachette »*, indique Pierre Belfond.

Le tribunal de Paris a ordonné, jeudi 13 octobre, que soient supprimés deux passages du livre (pages 548 à 551 et pages 556-557) aux termes de l'article 9 du code civil, qui veille au respect de la vie privée, et a précisé que *« l'occultation des passages en question devrait être entreprise dès la signification de la décision, sous contrôle d'un huissier »*.



DÉFENSE

M. HERNU : LA FRANCE DEVRAIT S'INSPIRER DE L'EXEMPLE DE LA MILICE SUISSE

(De notre correspondant.)

Berne. – Sur l'invitation de M. Georges-André Chevallaz, chef du département militaire fédéral, M. Charles Hernu, ministre français de la défense, a fait la semaine dernière une visite de deux jours en Suisse. Dans le sillage de M. Mitterrand, qui avait été, en avril, le premier président de la République à se rendre officiellement à Berne depuis 1910, le déplacement de M. Hernu a également permis de renouer avec une tradition. Le dernier ministre français de la défense à être venu en Suisse avait été le maréchal Pétain, qui occupait ce poste en 1937.

S'adressant à la presse, au terme de cette visite, M. Hernu s'est déclaré « *impressionné par la qualité des manœuvres terrestres et aériennes* » auxquelles il a assisté. Il a notamment été frappé par « *l'état de préparation et l'enthousiasme* » des soldats de milice, qu'il ne faut pas confondre avec les réservistes en France. « *En Suisse*, a-t-il indiqué, *on voit que la neutralité n'est pas désarmée et qu'elle entend se faire respecter.* » Sans perdre de vue les différences des expériences historiques des deux pays, il a estimé que la France pourrait s'inspirer de l'exemple de la Confédération helvétique.

Au cours de leurs entretiens, les deux ministres ont examiné les possibilités de développer les échanges et la coopération entre les deux pays. Des officiers suisses accomplissent des stages à l'Ecole supérieure de guerre en France, tandis qu'une soixantaine d'officiers de l'armée de l'air française suivent actuellement des cours en Suisse. « *Plutôt que de vendre du matériel militaire à la Suisse*, a dit M. Hernu, *nous souhaitons créer une formule de coopération technique en matière d'armement* ».

J.-C. B.

MÉDECINE

Le gouvernement propose de créer un « corps unique » pour les médecins hospitaliers

Le gouvernement vient de *rendre publics des projets de* décrets par lesquels il se *propose de réformer profondément* les carrières des quelque *quinze mille médecins hospitaliers* et leur mode de *nomination. Trois objectifs : simplifier* la situation actuelle, unifier les *multiples statuts de la fonction* publique hospitalière et réduire le rôle du système de cooptation quasi exclusif qui est la *règle depuis plusieurs décennies*, en particulier dans les centres hospitalo-universitaires.

A l'heure actuelle, les multiples statuts qui régissent les carrières des médecins des hôpitaux sont répartis – *schématiquement* – *entre la* filière des centres hospitaliers généraux (C.H.G.) et celle des centres hospitalo-universitaires (C.H.U.).

● **Dans les C.H.G.**, les médecins commencent leur carrière comme assistants puis adjoints, avant de s'inscrire sur une liste d'aptitude *pour devenir chef de service, si*, entre-temps, le secteur privé ne les a pas tentés.

● **Dans les C.H.U.**, après les *études de médecine*, puis l'internat, les praticiens deviennent, pour quatre ans, chefs de clinique-assistants, fonction dans laquelle ils ne sont pas titulaires et sont donc privés de garanties d'avenir. Si cette course d'obstacles ne les a pas découragés, ils peuvent ensuite s'inscrire sur une liste d'aptitude qui leur permettra – éventuellement – d'accéder au rang A, c'est-à-dire de devenir maîtres *de conférences agrégés, puis* professeurs. Du jour où ils ont été nommés chefs de clinique, ils sont devenus « bi-appartenants », puisqu'il exerce à la fois une fonction de soins et d'enseignement, c'est-à-dire qu'ils relèvent des administrations de la santé et de l'éducation nationale. Mais le sommet de la carrière, le rang A, n'est ouvert qu'à *un petit nombre*.

On trouve également dans les C.H.U. un corps dit de « mono-appartenants », c'est-à-dire des *praticiens de rang A, mais relevant seulement* de la santé. Existent enfin des « chefs de *travaux* », une anomalie dans le système. Il s'agit des seuls titulaires de rang B des hôpitaux, un corps créé pour les fondamentalistes, c'est-à-dire les médecins des disciplines biologiques et fondamentales, dans lesquelles se rencontraient existaient aussi des lacunes.

Un problème financier, entre autres, est à l'origine de ce maquis : il n'était pas possible de titulariser beaucoup de praticiens dans le corps de rang A, évidemment *plus* onéreux. D'autres statuts existent, créés *au fil des ans, tels que celui* des anesthésistes-réanimateurs, l'un des plus récents.

Le souci du gouvernement est de simplifier cette situation, la rationaliser, et la rendre plus juste. Ces *projets reposent sur la notion de « corps* unique » des praticiens hospitaliers. *Les jeunes médecins y accéderaient* par un concours, le « médicat », ouvert à tous ceux qui auront réussi un « internat de spécialité » (et passé un ou deux ans de « poste-internat » en C.H.U.) ou effectué sept ans de pratique extra-*hospitalière après l'internat de* médecine générale.

Après le médicat, ceux qui auront été reçus seront nommés « médecins des hôpitaux », un titre unique, quelle que soit leur orientation ultérieure. *Les premiers reçus à ce* concours se dirigeront vers les C.H.U. et les autres vers les hôpitaux généraux. Dans les C.H.U., ils devront effectuer quatre à six années de soins et d'enseignement, avant de pouvoir se présenter à l'agrégation (qu'ils pourront passer trois fois). S'ils sont reçus à ce concours, ils seront titularisés dans le corps des rang A et poursuivront leur carrière hospitalo-universitaire. S'ils échouent, ils retourneront dans les hôpitaux généraux.

Mais les auteurs des projets ont pour souci d'éviter deux types de carrière trop cloisonnés. Des passerelles seront donc ouvertes pour accéder à l'agrégation à des chercheurs en médecine (du C.N.R.S. et de l'INSERM, par exemple) et à des médecins des C.H.G. qui pourront justifier d'une expérience suffisante.

Restent deux questions en suspens. Que deviendraient les « mono-appartenants » d'une part, les « chefs de travaux », de l'autre ? Les premiers ne devraient pas, dit-on au secrétariat d'Etat à la santé, disparaître, car ils répondent à un besoin. Mais leur fonction pourrait être limitée dans le temps, sept à *huit ans par exemple, au terme des*quels ils retourneraient vers les hôpitaux généraux.

Certains chefs de travaux souhai*tent le maintien de leur corps de* rang B qui existe dans les disciplines universitaires autres que la médecine et dans lequel ils voient une garantie. D'autres y sont vigoureusement hostiles : leur principale organisation, le Syndicat national des chefs de travaux que préside le docteur Garcia (hôpital Broussais, Paris), a même déposé un préavis de grève pour le 20 octobre. Il entend s'opposer à la perpétuation de ce corps de « sous-officiers », dans lequel il ne voit qu'un système de prolétarisation.

Il existe en France à l'heure actuelle quelque onze mille médecins à plein temps dans les hôpitaux généraux et psychiatriques et environ quatre mille cinq cents dans les C.H.U. Cette réforme représente un progrès sensible pour l'ensemble de *ces praticiens, fait-on observer au* secrétariat d'État à la santé. Son coût est d'ailleurs évalué à « *200 à 300 millions de francs* ». Reste à savoir comment réagiront les intéressés. Le gouvernement leur demande une réponse d'ici au 1er novembre pour pouvoir adopter les projets en conseil des ministres.

CLAIRE BRISSET.

FAITS DIVERS

UN SUCCÈS DE LA POLICE EN CORSE

Une importante cache d'armes du F.L.N.C. est découverte

Correspondance

Bastia. – La police urbaine de Bastia a découvert, samedi 15 octobre, un important arsenal. 100 kilos d'explosifs, 850 mètres de cordeau détonnant, 6 mètres de mèche lente, un fusil mitrailleur, une quinzaine de pistolets divers, des carabines, des grenades, un obus, plusieurs postes émetteurs-récepteurs, des treillis militaires assortis de cagoules, ont été trouvés dans un box de garage dans la banlieue sud de Bastia. Ce stock appartenait à l'ex-Front de libération nationale de la Corse. Les enquêteurs ont indiqué qu'une partie des explosifs provenait du « stock de Borgo » (1 735 kilos de dynamite dérobés le 19 octobre 1981 par un commando de l'organisation dissoute).

Cette découverte est consécutive à l'interpellation de Bernard et Christian Magdeleine, des jumeaux âgés de vingt ans, et de Roch Rogliano, vingt-sept ans, arrêtés le 13 octobre à la suite de trois attentats. Leurs auteurs ont reconnu en avoir commis huit autres. Les trois jeunes gens ont rapidement revendiqué leur appartenance à l'ex-F.L.N.C. Ils ont, d'autre part, reconnu avoir été les auteurs de tentatives de racket auprès de continentaux. Ils ont été inculpés de destruction de biens, tentatives d'extorsion de fonds, association de malfaiteurs, tentative de reconstitution de mouvement dissous, et écroués.

D'autre part, l'Union du peuple corse (U.P.C.) a réuni, ce week-end à Bastia, une conférence de presse en l'absence de M. Edmond Simeoni, victime, il y a quelques jours, de troubles cardiaques. *L'U.P.C.* est sortie de sa réserve, qualifiant l'as*semblée de Corse de « foire du verbalisme »*. Elle a en outre condamné les « *coalitions contre nature* » qui ont permis, lors de la dernière session de l'assemblée, à l'opposition (R.P.R., U.D.F., bonapartistes) et à l'intergroupe des sept (quatre nationalistes et trois divers droite) d'emporter les présidences des cinq commissions permanentes de l'assemblée.

Le mouvement autonomiste s'inquiète des conséquences de ce vote qui conduit l'exécutif et son bureau, après avoir perdu la direction des agences chargées d'appliquer la politique régionale, à ne plus pouvoir contrôler le travail des commissions qui préparent celui du conseil. *L'U.P.C. estime que la si la situa*tion de blocage continue, « *la seule ressource honnête consisterait à retourner devant les électeurs* ».

DOMINIQUE ANTONI.

L'assassinat du propriétaire du Louis XIV

Mme ÉLIANE DESCOMBES EST INCULPÉE D'HOMICIDE VOLONTAIRE

Six mois après l'assassinat de M. Germain Descombes, soixante ans, propriétaire du restaurant parisien Le Louis XIV, tué de sept coups de couteau dans la nuit du 3 au 4 avril, sur le seuil de sa résidence secondaire de Fontaine-sous-Jouy (Eure), Mme Michèle Vaubaillon, juge d'instruction à Evreux, a inculpé, samedi 15 octobre, d' « *homicide volontaire* » Mme Eliane Descombes, cinquante-six ans, l'épouse du restaurateur, qui a été écrouée à Rouen.

Mme Descombes avait été inculpée le 14 avril de « *recel de malfaiteur* », l'instruction semblant avoir établi qu'elle était la complice du meurtrier de son mari. Les soupçons se portaient alors sur un propriétaire de taxi de Vernon (Eure), M. Max Fritot, vingt-huit ans, ami de Mme Descombes. Toutefois, M. Fritot disposait d'un alibi indiscutable et devait être laissé en liberté. Mme Descombes devait être remise en liberté sous contrôle judiciaire le 28 avril.

Placé une nouvelle fois sous garde à vue, le jeudi 13 octobre, M. Fritot a quitté, libre, le palais de justice d'Evreux dans la soirée du 15 octobre. De source autorisée, on indique que M. Fritot a déclaré que Mme Descombes lui aurait fait part de son intention de tuer son mari, puis lui aurait avoué l'avoir fait. Pour les avocats de Mme Descombes, Mes Guillaume Marçais et Michel Kuperfils, « *les déclarations d'un gigolo* » ne sauraient suffire à faire inculper leur cliente, dont ils ont aussitôt demandé la mise en liberté.

LES POLICIERS RECHERCHENT TOUJOURS Mme ARAN

Une semaine après la découverte, dans une baignoire de son domicile de Pessac (Gironde), du corps ligoté du docteur François-Xavier Aran, trente-sept ans, mort étouffé par son bâillon, les policiers n'ont pu encore retrouver la trace de son *épouse, née Aline Labarbe*, trente-six ans, elle-même médecin anesthésiste, qui avait disparu le même jour (*le Monde* du 14 octobre).

Le mercredi 12 octobre, l'une des deux automobiles que possédait le couple avait été retrouvée à Nevers (Nièvre). Dans le véhicule, on avait relevé des traces de sang et découvert, outre les papiers d'identité de Mme Aran, une balle de calibre 7,65 fichée dans l'une des portières. Peu après, on établissait que Mme Aran avait retiré d'une banque de Limoges (Haute-Vienne) – ville située sur le trajet Bordeaux-Nevers – une somme de 3 000 francs.

Les recherches s'orientant vers les milieux médicaux, en partie parce que les nœuds employés pour ligoter le docteur Aran étaient identiques à ceux, très particulier, qu'utilisent couramment les chirurgiens, les policiers ont longuement entendu deux témoins à Châlons-sur-Marne (Marne), durant le dernier week-end. Il s'agit du docteur Léon-Armand Winniger, un médecin précédemment installé en Guyane, et de son amie. Tous deux ont été laissés libres à l'issue de leur audition.

Or le docteur Aran et son épouse avaient décidé de s'installer définitivement dans ce pays dès la fin de cette année, le docteur Aran devant occuper le poste de chirurgien chef à l'hôpital François-Bouron de Saint-Laurent-du-Maroni. Des investigations devraient d'ailleurs être menées dans les milieux médicaux en Guyane, ont indiqué les policiers du S.R.P.J. de Bordeaux.

POLICE

Après les révélations de Serge et Beate Klarsfeld

MISSELWITZ, LA FRANCE ET LA D.S.T.

Le dossier Ernst Misselwitz n'est pas encore bouclé. Ce haut responsable de la Gestapo a-t-il été recruté, après-guerre, par la Direction de la surveillance du territoire, l'un des services du contre-espionnage français ? Ce criminel de guerre nazi a-t-il aidé *la France à traquer ses pairs ?* Après les révélations de Serge et Beate Klarsfeld dans ces colonnes, le 26 août 1983, sur l'utilisation par les services spéciaux français, à la Libération, de ce centralisateur de la lutte contre les résistants, le ministère de l'intérieur vient d'apporter quelques précisions.

Répondant le 6 octobre à une question écrite de M. Lederman, sénateur (P.C.) du Val-de-Marne, M. Gaston Defferre indique notamment : « *Misselwitz a fait l'objet d'un seul examen de situation pratiqué le 3 avril 1947 par la brigade de surveillance du territoire de Baden-Baden (...). La D.S.T. n'a eu aucun autre contact [avec Misselwitz], ce qui infirme les articles parus dans la presse pendant la semaine du 25 au 31 août 1983 quant à l'utilisation d'un tel agent par la D.S.T.* »

Cette réponse se veut sans appel. Le ministre de l'intérieur ajoute : « *Les recherches minutieuses auxquelles il a été procédé permettent d'établir qu'en aucune circonstance la Direction de la surveillance du territoire n'a recruté ou utilisé d'individus connus comme étant des criminels de guerre.* »

Ces précisions appellent deux remarques. Tout d'abord, le patron et fondateur de la D.S.T., M. Roger Wybot, contredit formellement cette assurance dans ses *Mémoires* publiés en 1975. Evoquant un certain Klein – « *agent très important de la Gestapo* », – M. Wybot écrivait : « *Nous l'avons arrêté et, en l'interrogeant, nous nous sommes aperçus qu'à travers lui, en le remettant dans le circuit, nous pourrions mettre la main sur d'autres gestapistes en fuite. Travail classique : nous avons retourné Klein. Mais auparavant, dans une longue note, j'ai demandé le feu vert au ministre. La proposition m'est revenue, analysée et approuvée (...).* » (*Roger Wybot et la bataille pour la D.S.T.*, Presses de la Cité.)

Ensuite, Serge et Beate Klarsfeld n'ont pas affirmé qu'Ernst Misselwitz avait travaillé pour la D.S.T. mais avait été utilisé par les « *services spéciaux* ». N'est-ce pas dans un rapport de la D.S.T. du 3 avril 1947 qu'il est écrit : « *En résumé, Misselwitz doit être traité avec ménagement, son action en Allemagne pouvant être très avantageuse pour nos services ?* »

Nos services ? pas ceux de la D.S.T., répond aujourd'hui le ministère de l'intérieur. Peut-être d'autres, plus spéciaux... Une *commission d'enquête*, souhaitée en août par M. Michel de La Fournière, *secrétaire national du* parti socialiste aux droits de l'homme, pourrait seule le dire.

LAURENT GREILSAMER.

Tempête dans le nord-ouest de la France

SAUVETAGE PAR HÉLICOPTÈRE AU LARGE D'OUESSANT

(De notre correspondant.)

Brest. – La marine nationale a réussi, dimanche 16 octobre, une spectaculaire opération de sauvetage de l'équipage d'un cargo en détresse, battant pavillon des Bahamas, au large d'Ouessant.

Alors que la tempête faisait rage et que le *Turtle*, de 4 300 tonnes, était ravagé par un incendie, deux hélicoptères, un Super-Frelon et un Lynx, sont parvenus, dans la nuit, à hisser avec un treuil chacun des vingt-neuf membres de l'équipage.

Le cargo désemparé a été coulé, dimanche soir, au large de l'île de Sein par des roquettes et des bombes lancées depuis un avion Super-Etendard et par des tirs au canon de 100 mm depuis l'escorteur d'escadre *Casabianca*.

***

C'est tout le quart nord-ouest de la France qui a été affecté par la tempête. Des arbres ont été arrachés par le vent et trois personnes ont été tuées. Le trafic aérien a été sérieusement perturbé.

A court de programme, un micro-ordinateur peut toujours servir de lampe de chevet.



Avec son catalogue de programmes, VICTOR peut répondre à tous vos besoins professionnels.

A quoi peut servir un ordinateur à court de programme ? L'utilisateur de VICTOR n'est pas confronté à ce genre de problème. Avec VICTOR, la micro-informatique est entrée définitivement dans l'ère professionnelle. Son abondant catalogue de programmes permet de répondre aux besoins les plus variés et garantit une utilisation professionnelle tous azimuts. Des bureaux d'études aux professions médicales en passant par les entreprises du bâtiment, l'hôtellerie, les coopératives vinicoles, il est difficile de trouver un domaine d'activité ne disposant pas avec VICTOR, d'un ou plusieurs programmes qui lui soient spécialement destinés.
Ces applications sectorielles mises à part, VICTOR permet également l'accès à des programmes de bureautique (TEXTOR), d'aide à la planification (MULTIPLAN, SUPERCALC), de gestion de fichiers (D Base II et DMS), de traitement statistique sous forme graphique, de gestion et de comptabilité. Soit au total plus de 200 applications professionnelles, permettant d'utiliser à merveille les grandes capacités de l'appareil.

Les caractéristiques de VICTOR rendent possible l'exécution de ces tâches nombreuses et complexes sans sacrifier la rapidité et la simplicité. Sa puissance mémoire et son microprocesseur 16 bits lui assurent une vitesse de traitement comparable à celle d'un mini-ordinateur. Ses nombreuses extensions lui permettent d'évoluer en parfaite adéquation avec vos besoins.

Le tout pour un rapport prix/performance imbattable : 29 900 F* H.T. pour la version de base complète (écran, console et clavier).

Qui peut contester après cela que VICTOR soit aujourd'hui la référence en matière de micro-ordinateur 16 bits ?

• Microprocesseur Intel 8088® 16 bits. • Mémoire centrale : 128 Ko en standard extensible à 896 Ko. • Mémoire de masse : 2 unités de disquettes 5 1/4" 600 Ko chacune, 2 x 1,2 Mo en version double face, disque dur 10 Mo. • Clavier séparé AZERTY ou QWERTY : 95 touches dont 7 touches de fonctions programmables. • Bloc numérique. Calculatrice intégrée. • Ecran vert antireflets : haute résolution. 800 x 400 Pts. 25 lignes de 80 caractères ou 50 lignes de 132 caractères. • Interfaces : une parallèle imprimante ou IEEE 488. Deux série V24 (RS 232) synchrone ou asynchrone. • Système d'exploitation : CP/M 86® et MS/DOS®. • Réseau local.



Plus qu'un nom: une référence.

Je désire recevoir une documentation détaillée sur le micro-ordinateur VICTOR en renvoyant ce bon à :
VICTOR Technologies, Tour Horizon, 52, Quai de Dion Bouton, 92806 Puteaux.

NOM : ______ ADRESSE : ______

FONCTION : ______

APPLICATION : ______

SOCIÉTÉ : ______ TÉLÉPHONE : ______

LM

* Prix au 31/7/1983

IXH12/smp

CARNET

Naissances

– Gilbert et Véra AOUN, née SALIBA, laissent à Hala le plaisir d'annoncer la naissance de

Lamia.

150, avenue du Prado,
13008 Marseille.

– *M. Jean-Benoît HENRIET* et Mme Jean-Benoît HENRIET, née Annick Delestre,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Claire,

à Paris, le 1er octobre 1983.

6, rue Philibert-Delorme,
75017 Paris.

– Me Dominique CHOUAMIER, avocat à la cour, et Mme, née Christine Lefebvre, juge au tribunal de commerce de Versailles, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils,

Hadrien,

le 10 octobre 1983.

31, rue Edouard-Nortier,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

– Mme Jean Bonnefous,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BONNEFOUS,
conseiller à la Cour de cassation,

survenu le 10 octobre 1983.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, le 12 octobre 1983.
Cet avis tient lieu de faire-part.
90, avenue Daumesnil,
75012 Paris.

– *Mme Philippe Bordier,*
Sophie, François et Cyrille,
Mme Charles Gombault,
M. et Mme Francis Bordier,
Frédérique, Alexandra et Caroline,
ses enfants et petits-enfants,
Marie Peyre,
ont la douleur de faire part du rappel à *Dieu de*

Mme Marcel BORDIER,
née *Germaine de Fonds-Lamothe,*

survenu, le 15 octobre 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu mercredi 19 octobre 1983, à 13 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.
96, rue de Longchamp,
92200 Neuilly.

– Mme Pierre Cabanes, née Jacqueline Weil,
Jean-Bernard et Gilles,
ses fils,
Valérie, sa petite-fille,
Mme Roland Hugues,
sa tante,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CABANES,
secrétaire général
de l'Union latine,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu en son domicile le 15 octobre 1983.

La *cérémonie religieuse sera célébrée* le mercredi 19 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue *du Roule, où l'on se réunira.*
Cet avis tient lieu de faire-part.

41, avenue de la Porte-de-Villiers,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– L'Union latine, organisation intergouvernementale à vocation culturelle *(regroupant quinze pays latins d'Europe* et d'Amérique),
a le regret de faire part du décès de son secrétaire *général,*

M. Pierre CABANES,
officier de la Légion d'honneur,

qui fut à l'origine de l'organisation.

La cérémonie religieuse sera célébrée *le mercredi 19 octobre, à 11 heures,* en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, où l'on se réunira.

– Mme Robert Henri Clavier,
M. et Mme Pierre Clavier,
M. et Mme Alain Clavier,
Mme Bernard Clavier,
M. et Mme Philippe Clavier,
M. et Mme Christian Clavier,
M. et Mme Jacques Masquelier,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de

l'ingénieur général de l'armement
***Robert Henri* René CLAVIER,**
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ancien chef de section à l'OTAN,

survenu le 11 octobre 1983 à Charleville-Mézières, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le mardi 18 octobre 1983, à *11 h 15,* en l'église Sainte-Catherine de Limeuil, en Dordogne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Rabat. Versailles. Bourron-Marlotte.
M. Jean-Pierre Dupont, *ingénieur en* chef d'agronomie honoraire, et Mme, née Carmen Cerdan, ses parents,
Mme Marie-Christine et *M. Pierre* Petit, sa sœur et son beau-frère
et leurs enfants Pierre-Axel et Nicolas, ses neveux et filleuls,
Leurs familles, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Denis, Jean-Louis DUPONT,
(lycée Gouraud à Rabat
et lycée Hoche à Versailles),
diplômé
d'études économiques générales,
docteur ès lettres,

survenu à San-Diego (Californie), le 8 octobre 1983, à l'âge de trente-sept ans.

Ses obsèques seront célébrées en l'église de Bourron-Marlotte (Seine-et-Marne), *le mercredi 19 octobre,* à 15 heures. La levée du corps aura lieu dans sa résidence familiale « Lou Lim », 19, rue Delort à Marlotte. Il sera inhumé dans le caveau de famille au cimetière de Bourron-Marlotte.
Une messe sera célébrée ultérieurement en la chapelle royale de Versailles.
9, rue Saint-Bernard,
78000 Versailles.
7, rue de Sion,
91000 Evry.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Antoinette Fourquet,
Jean Fourquet, professeur honoraire,
Maurice et Bernadette Fourquet
et leurs enfants,
Mlle Madeleine Fourquet,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Philippe FOURQUET,

leur fils, petit-fils, neveu et cousin,

enlevé à *l'affection des siens,* le 5 octobre 1983, dans sa quatorzième année, par un terrible accident.
Les obsèques ont eu lieu à Lavigny (Vosges) dans l'intimité familiale, le 14 octobre.
95, boulevard Pasteur,
94260 Fresnes.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean LOUVEL,
prêtre du diocèse de Sées (Orne), à Alençon, dans sa soixante-douzième année.

A sa demande l'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 5 octobre 1983.
Eglise et cimetière Notre-Dame d'Alençon.

– M. et Mme Laurent Lyon
et leurs enfants,
font part du décès de

Mme Cécile LYON,

le 13 octobre 1983.

Les obsèques auront lieu le 18 octobre 1983, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise (réunion à l'entrée principale).

– M. Robert Prada,
M. et Mme Jean Prada,
leurs enfants et leur petite-fille,
M. Jacques Prada,
M. et Mme Michel Prada
et leurs enfants,
M. *et* Mme André Brugerolle,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Bouffard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Raymond Jallien,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme René Prada,
leurs enfants et petits-enfants,
Ainsi que ses parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert PRADA,
née Suzanne Bouffard,

à l'âge de soixante-dix-neuf ans, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le mardi *18 octobre, à 10 heures, en l'église* Saint-Louis des Chartrons à Bordeaux.

– *M. et Mme J.-R. Singier,*
Leur fils Stéphane,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part de la mort, des suites d'un accident de la circulation, de

Stanislas SINGIER,
ancien élève H.E.C.,

le 18 septembre 1983, au Mexique, lors de son service national.
223, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.

– M. Roger Vidart, son époux,
M. et Mme Philippe Dard,
M. et Mme Alain Vidart,
M. et Mme Laurent Vidart,
M. et Mme Thomas Ferenczi,
ses enfants,
Et ses neuf petits-enfants
Guillaume et Angélique Dard,
Stéphane, Laure et Delphine Vidart,
Thibaut, Lionel et Camille Vidart,
Valentin Ferenczi,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Roger VIDART,
née *Edith Neukirch,*

survenu, le 15 octobre 1983, dans sa soixante-quatorzième année.

Le service religieux sera célébré à l'église réformée de Neuilly-sur-Seine, 18, boulevard d'Inkermann, mardi 18 octobre 1983, à 13 h 30.
L'inhumation aura lieu au cimetière de La Londe-les-Maures *(Var) dans la* stricte intimité familiale.
Ni fleurs ni couronnes.
16, rue Berteaux-Dumas,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

– *La famille de*

André COQUET,

décédé le 10 octobre 1983, remercie tous ses amis de leurs témoignages de sympathie.
Mme L. Coquet,
Résidence du Bois-d'Oingt,
69620 Le Bois-d'Oingt.
Mme Alice Coquet *et ses enfants,*
137, avenue Charles-de-Gaulle,
69300 Caluire.

Anniversaires

– Pour le dixième anniversaire de la mort de

Jean LÉVY
(de Gérardmer),

une *pensée* est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

– Le mercredi 19 octobre, à 19 heures, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (place du Louvre) sera célébrée par des prêtres amis, en présence du cardinal de Lubac, la messe solennelle de requiem à la mémoire de

Stanislas FUMET,

présidée par le Père Jacques Loewe, qui prononcera l'homélie.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– *Université Paris-II, lundi 24 octobre,* à 10 heures, salle des Conseils, M. Patrick Gibert : « Management politique : management de la puissance publique ».

DES SYNDICATS

Les enjeux des élections du 19 octobre à la Sécurité sociale

(Suite de la première page.)

Dans cette perspective, des rapprochements sont inévitables entre les différents scrutins sociaux, ne serait-ce que pour mesurer si l'impact du « pouvoir syndical » dépasse les murs du monde salarial. Dans une très large mesure, la valeur du « test » sera cependant déterminée par l'importance de la participation. Sera-t-elle supérieure à 50 % comme le laissent entendre les dernières enquêtes d'opinion (1) ? Si tel était le cas le nombre de suffrages effectivement exprimés dépasserait déjà celui des derniers scrutins prud'homaux. Aux élections prud'homales de 1979, le taux d'abstention – 36,8 % chez les salariés – avait créé la première bonne surprise, mais, trois ans plus tard, il avait progressé de 4,59 points. Une trop faible participation, le 19 octobre, inférieure à 50 %, serait la conjonction de plusieurs facteurs : le désintérêt traditionnel de certaines catégories vis-à-vis du « devoir électoral » (comme les étudiants par exemple), la faible sensibilisation à l'enjeu, le mécontentement de certaines professions de ne pas avoir leurs propres listes, enfin une certaine défiance vis-à-vis de l'ensemble des syndicats représentatifs. Alors que la principale interrogation syndicale est de savoir si F.O. ravira la seconde place à la C.F.D.T., l'effet « politique » d'un tel changement de classement sera d'autant plus considérable que la participation sera forte. Jouera ensuite l'ampleur de l'écart entre les deux syndicats rivaux.

Il serait cependant fort dommageable que l'enjeu syndical réel du scrutin soit occulté par la politisation forcenée dont il est entouré depuis quelques semaines. En 1979, mais aussi en 1982, alors que cette année-là la gauche était au pouvoir et déjà aux prises avec une crise de confiance, les élections prud'homales avaient pour l'essentiel échappé à la politisation. Les partis politiques étaient sagement restés en coulisses. Il n'en est rien pour la Sécurité sociale en 1983. Non seulement le R.P.R. a appelé – dans un communiqué commun avec la C.S.L. – à voter pour les « *anti-marxistes* », mais MM. Chirac et Barre ont joint leurs voix à celles d'organisations de médecins, de professions libérales et même du... Front national, pour soutenir F.O. la C.F.T.C. et la C.G.C., qui... n'en demandaient pas tant. Le C.N.P.F. lui-même n'a pas caché que l'objectif était de battre d'abord la C.G.T., le marxisme qui l'inspire lui donnant comme objectif « *la disparition du patronat* ». Certaines unions patronales rejettent également la C.F.D.T. F.O., dont l'article premier des statuts énonce explicitement comme but « *la disparition du salariat et du patronat* » a échappé à cet opprobre...

La gauche contre la politisation

Dans l'autre camp, celui de la gauche, on dénonce, après l'avoir souvent pratiquée, pareille politisation. Si le P.C. à travers les articles de *l'Humanité* soutient tout naturellement la C.G.T., le P.S., parti de gouvernement, demeure à l'écart, refusant d'indiquer son « bon » choix entre les trois syndicats qui, de près ou de loin, sont de sa « *famille* », la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O., même si sa presse s'est déjà chargée dans un passé récent d'opérer un certain tri en accusant la confédération de M. Bergeron de « *dérive chiraquienne* ». Cette politisation entre parfaitement dans la stratégie de l'opposition, qui veut faire de chaque scrutin national un « vote sanction » contre le pouvoir. Dès lors, elle joue sur l'image des syndicats, au risque pour ces derniers que le soutien de tel ou tel parti ou formation apparaisse comme un cadeau empoisonné.

Tant à F.O. qu'à la C.G.T., on récuse pourtant toute idée de « test politique ». « *J'observe*, a déclaré M. Krasucki à *Sud-Ouest*, *que le C.N.P.F. et les hommes politiques réactionnaires veulent ouvertement transformer ces élections en un test politique et, cherchant à affaiblir la C.G.T., visent le gouvernement.* » Dans *le Matin*, M. Maire a « *constaté* » que M. Chirac voulait « *utiliser Bergeron, Marchelli et Bornard dans son combat contre le gouvernement, qui n'est pas l'enjeu des élections. Nous regrettons d'ailleurs le silence de nos partenaires syndicaux, qui ne prennent pas leurs distances à l'égard de ces desseins politiques et se laissent utiliser* ». « *Après avoir engagé son organisation dans toutes les campagnes politiques de ces dernières années*, a répliqué M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C., *faut-il qu'il soit cynique ou amnésique pour oser une telle critique !* » Tant à F.O. qu'à la C.G.C. et à la C.F.T.C., on souligne, à juste titre, qu'aucun soutien politique n'a été sollicité. Mais même si certains appuis causent de l'embarras – comme celui du Front national, – « *on ne peut empêcher personne*, dit-on, *de se prononcer pour tel ou tel* ». Il sera toujours temps le 19 octobre au soir de détromper ceux des électeurs qui auront cru faire un vote d'opposition...

Car déterminer son vote selon l'image politique attachée à chacun des syndicats est, en l'espèce, s'exposer à bien des ambiguïtés. La C.G.T. et la C.F.D.T. auront bien quelques électeurs de droite ; il n'empêche que l'étiquette de gauche qu'on leur donne correspond à une réalité incontestable. En 1981, elles n'ont pas mis leur option en faveur de la gauche dans leur poche, tandis que F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. campaient dans leur neutralité électorale traditionnelle. Depuis, les deux premières centrales ont globalement soutenu, malgré quelques coups de colère ou désaccords, le pouvoir en place, tandis que les trois autres, malgré quelques jugements positifs et une modération certaine (la C.G.C. étant cependant plus oppositionnelle depuis janvier 1982), ne ménageaient pas leurs critiques sur certains aspects de la politique économique et sociale du gouvernement.

Mais, et c'est là où la politisation devient artificielle et tronquée, ni F.O., ni même la C.F.T.C. ne sont devenues des syndicats d'opposition. *Traditionnellement et originellement*, F.O. se défie de tout pouvoir et cultive l'anti-communisme, mais si M. Bergeron a exprimé « *solennellement* » son désaccord sur la présence de ministres communistes, il s'est gardé de toute déclaration réclamant leur départ. C'est procéder d'une analyse erronée que d'assimiler chacune de ses prises de position un peu dures, comme sur le sort des pré-retraites ou l'expression des salariés, à un acte d'opposition. La confédération de M. Bergeron n'a rigoureusement pas changé de ligne *avant et après le 10 mai 1981*. Sur ses 14 000 syndicats, une cinquantaine seulement sont dirigés par « *un R.P.R. déclaré* » (2). Disposant d'un encadrement très majoritairement socialiste, elle n'a pas franchi le Rubicon sous le gouvernement de M. Mauroy comme elle l'avait fait sous celui de M. Barre en appelant, le 24 mai 1977, à une grève nationale de 24 heures. Dans une large mesure, M. Bergeron reste, dans une confédération composite où les trotskistes, bien que minoritaires, ne sont pas les moins actifs, surtout actuellement, un élément de modération.

Une image trop accentuée d'opposition n'aurait d'ailleurs pas que des avantages électoraux immédiats pour F.O. Le jour du scrutin elle risquerait de faire hésiter une frange de son électorat socialiste notamment chez les enseignants de la FEN, qui, pour l'essentiel, auraient incliné à se reporter, en l'absence de leur fédération, entre F.O. et la C.G.T. L'« *alliance C.N.P.F.-F.O.* » pour gérer la Sécurité sociale pendant seize ans n'a pas toujours été bien reçue dans cet électorat, et les relations entre la FEN et F.O. traversent actuellement une mauvaise passe. Dans ce contexte il n'est pas exclu qu'un bon quart des enseignants de la FEN se reportent sur la C.F.D.T. De telles « défections » seraient-elles compensées par le soutien des retraités, qui, d'après le sondage du *Point* (3), sont prêts à voter dans une proportion de 44 % pour la centrale de l'avenue du Maine ? Cette image aurait également des répercussions internes d'autant plus fâcheuses que même si, comme c'est vraisemblable, M. Bergeron rempile au moins pour un an en 1984, il ne peut se permettre de voir sa succession faire l'objet de conflits ouverts entre les socialistes, les trotskistes, les anarchistes et les chiraquiens. Unité d'abord.

Si la C.G.T. se maintient autour de 35 % – elle avait fait 36,81 % aux élections prud'homales de 1982, – avec une participation supérieure à 50 %, elle se sera bien tenue. En dessous, et surtout en deçà de 32 %, ce sera la cote d'alerte. Pour limiter les dégâts, M. Henri Krasucki joue une double carte. Il s'efforce d'abord de ramener le scrutin à sa « *juste proportion* » : ni un test politique ni un véritable test syndical. Ces élections, affirmait le secrétaire général de la C.G.T. le 5 octobre dernier, « *ne sont comparables à aucun autre scrutin* », tandis que M. Warcholak s'en prenait aux « *spéculations éventuelles sur la représentativité réelle des syndicats dans les entreprises* », qui « *se mesure aux élections professionnelles* ».

Revers et déconvenue

Parfaitement consciente de son érosion continue à ces élections, la C.G.T. minimise la portée du scrutin du 19 octobre. A l'avance, elle réduit la signification d'un éventuel revers. M. Krasucki entend jouer la carte de la gestion de la Sécurité sociale en voulant démontrer que son organisation est la seule à s'opposer clairement au patronat et à empêcher ainsi un bond en arrière de la protection sociale... Cette attitude illustre parfaitement sa stratégie générale : l'ennemi, c'est le C.N.P.F.

La C.F.D.T. aborde ces élections, qu'elle a voulues, avec une somme de handicaps. Elle ne peut d'abord compter sur les suffrages d'un certain nombre de catégories qui voteront le 19 octobre alors qu'elles ne votaient pas aux prud'homales. Chez les retraités, la scission de 1964 a drainé une bonne partie des plus de cinquante ans vers la C.F.T.C. Chez les enseignants, elle ne peut compter que sur la zone d'influence de son SGEN mais pourrait bénéficier de votes d'enseignants de la FEN. L'absence à ces élections des salariés de l'agriculture jouera en sa défaveur. Et, pour les caisses-maladie, ce ne sont ni les chefs d'entreprise ni les travailleurs indépendants qui viendront en renfort. Si la centrale de M. Maire a fait au cours de la campagne de notables efforts vis-à-vis de quelques-unes de ces catégories, elle court le risque, en ayant l'air de coller à la politique gouvernementale, de faire les frais de son impopularité actuelle. Le « *langage de vérité* » est courageux mais guère électoraliste.

Même si à l'avance les dirigeants de la C.F.D.T. s'efforcent, eux aussi, de minimiser la portée d'une telle « déconvenue », le passage éventuel de la centrale derrière F.O. aurait de sérieuses conséquences. Une C.F.D.T. troisième verrait son influence affaiblie tant auprès du patronat que du gouvernement. Cette situation accentuerait le « découragement » d'un certain nombre de ses militants, déjà très isolés par rapport aux autres syndicats. Et surtout – et c'est là où ses partenaires peuvent y perdre, – cela développerait le doute existant sur la stratégie confédérale, alors que, selon l'expression d'un dirigeant, « *les militants de la C.F.D.T. ont besoin de certitudes* ». L'application du recentrage dans les entreprises aurait du plomb dans l'aile, les courants oppositionnels se verraient renforcés, le tout débouchant indéniablement sur des « *turbulences internes* ». Quel que soit le score, la direction cédétiste écarte cependant tout changement de stratégie.

Si la C.F.D.T. se donne pour objectif de retrouver son score des prud'homales de 1982 – 23,5 %, – la C.F.T.C. et la C.G.C. espèrent franchir chacune la barre des 10 %. La C.F.T.C. joue sur son image de défenseur de la famille et des libertés, au premier rang desquelles elle place celle de l'enseignement. Quant à la C.G.C., elle se positionne clairement en opposition à la politique économique et sociale du gouvernement, voulant ainsi « ratisser large » chez les mécontents. Elle devrait dans une large mesure obtenir les faveurs des professions libérales, très « montées » contre le gouvernement. Ses adversaires sont donc naturellement désignés : la C.G.T. et la C.F.D.T., « *organisations révolutionnaires pro-gouvernementales* ». « *Nous sommes décidés*, affirme M. Marchelli, *à ne pas laisser ces organisations devenir majoritaires dans les conseils d'administration. [...] Nous savons, en effet, qu'elles ne sont que les courroies de transmission des deux partis qui gouvernent aujourd'hui le pays, et aucune Française ni aucun Français ne pourrait accepter que le budget de la Sécurité sociale soit géré dans des conditions aussi lamentables que celui de la nation.* » Voilà qui est net...

Un rôle plus gestionnaire

En dépit des interprétations politiques auxquelles ce scrutin donnera inévitablement – et malheureusement – lieu, autour d'un clivage syndical gauche-droite bien artificiel, deux questions importantes se posent pour le syndicalisme. « *D'élections prud'homales en élections pour la Sécurité sociale*, disait récemment M. Jenet (F.O.), *les obligations électorales imposées par l'Etat contraignent les militants syndicaux à consacrer le plus clair de leurs activités à des tâches qui ne sont pas l'essentiel du syndicalisme.* » Mais n'est-ce pas justement à un nouveau rôle que les syndicats doivent se préparer ? L'évolution actuelle va les conduire à passer de plus en plus du dire au faire, du discours à l'acte, de la contestation à la réalisation, du rôle revendicatif à un rôle plus gestionnaire. Il en découle un renforcement de leur « pouvoir » dans la société. Y sont-ils seulement préparés ?

Car, et c'est la deuxième interrogation, le syndicalisme français – le plus faible en pourcentage de syndiqués de toute la C.E.E. – est toujours en crise, surtout au niveau de son militantisme. L'érosion de ses effectifs – qui n'est pas un mal uniquement français, les syndicats européens et américains étant confrontés au même phénomène – a frappé surtout, ces dernières années, la C.G.T., mais aussi la C.F.D.T. et la C.G.C. Le jeu complexe des confédérations ouvrières, coincées, entre, d'une part, leur volonté de ne pas mettre en difficulté le gouvernement en compromettant les chances de sa politique de redressement, et, d'autre part, leur souci de ne pas se couper de leurs militants, a accentué le malaise du syndicalisme. Ce n'est pas dans les urnes que se trouve la solution de cette crise mais dans un renouveau de la pratique et de la pensée syndicales. Une évolution plus gestionnaire y aidera-t-elle ? Les syndicats sont confrontés à des mutations importantes dans le monde salarial. Ils ont devant eux le défi des changements technologiques dans l'industrie. Ils sont concernés aussi par la décentralisation voulue par la loi, qui doit logiquement aboutir à ce que les confédérations donnent plus d'autonomie à leurs propres organisations régionales et aux fédérations.

Le scrutin du 19 octobre va donc faire apparaître de nouveau le paradoxe d'un syndicalisme ayant une bonne audience dans la population mais la syndiquant peu. Pour venir à bout de ce hiatus, les syndicats vont devoir prendre mieux en compte, contraints ou de plein gré, cet élargissement de leur champ d'intervention dans la société. S'ils veulent parallèlement se renforcer dans les entreprises ils devront se montrer plus attentifs aux réalités économiques et technologiques. A terme n'est-ce pas le syndicalisme qu'il faudra courageusement réinventer ? Une révolution culturelle...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Selon un sondage publié par *le Nouveau Journal* du 12 octobre (réalisé du 28 septembre au 8 octobre par l'institut Recherche économique et sociale, auprès d'un échantillon national de 1 857 personnes), la participation serait de 52 %.

(2) Déclaration de M. Bergeron au *Nouvel Economiste* du 8 août 1983.

(3) Sondage *IFOP-le Point* (réalisé entre le 30 août et le 6 septembre auprès de 1 952 personnes). (Voir *le Monde* du 20 septembre 1983.)







Les investissements de survie risquent de ne plus être assurés

par ALBERT MERLIN (*)

Les chiffres vont-ils avoir enfin raison du mythe ? Il semble bien qu'il n'y ait désormais plus grand monde pour ajouter foi à l'idée d'un « trésor caché » des entreprises. L'état des comptes de l'ensemble des sociétés, publiques et privées, est tout simplement calamiteux, comme chacun peut le constater au vu des statistiques officielles.

Mais si l'opinion doit être convaincue de la nécessité de restaurer les bilans, il faut être clair non seulement sur les ressources des entreprises, mais aussi sur leurs besoins d'investissements, c'est-à-dire raisonner sur le couple besoins-ressources. Pourquoi la difficulté d'ajustement est-elle particulièrement aiguë aujourd'hui ?

Il n'est évidemment pas question de traiter ici de toutes les variables qui entrent en jeu. Mais l'une d'entre elles mérite un coup de projecteur, compte tenu de son rôle central : *il s'agit de la consommation de capital fixe.*

On en parle peu. L'investissement est souvent assimilé à la décision stratégique ponctuelle, relevant du chef d'entreprise supposé agir en toute liberté. Mais cela correspond de moins en moins à la réalité : de nos jours, la plus large part des dépenses d'équipement (presque les trois quarts) répondent aux besoins de renouvellement et de modernisation indispensables à la survie de la firme. D'où le terme de consommation de capital, synonyme d'amortissement économique.

Outre sa place prépondérante dans les budgets d'investissements, cette masse présente deux caractéristiques principales :

1) elle est très peu flexible, et comme imposée à l'entreprise par l'état du marché et de la technologie : *en fait, c'est un ingrédient quasi obligatoire à insérer dans le processus de production, comme le sont les matières premières et l'énergie ;*

2) elle s'élargit sans cesse, et selon une progression qui tend à dépasser le rythme de croissance de la valeur ajoutée des entreprises.

Établi à partir des données de comptabilité nationale, le graphique ci-après montre qu'il en résulte deux conséquences majeures :

— une réduction corrélative de la part des investissements nets : c'est-à-dire ceux qui assurent l'extension *du capital... et donc de l'emploi* (présentée en francs constants, la courbe des investissements nets ferait apparaître une baisse) ;

— des difficultés croissantes pour les entreprises à financer le renouvellement de leurs équipements sur ressources internes. On observe en effet, depuis deux ans, un écart béant entre le niveau de la consommation de capital et celui de l'épargne brute des sociétés (résultats après impôts, hors amortissements). Autrement dit, une partie importante des dépenses de renouvellement est financée par recours à l'endettement : *82 milliards de francs en 1982 (247 moins 165), soit environ un tiers.* Voilà un événement passé pour ainsi dire inaperçu ; en d'autres temps, il eût été considéré comme une abomination.

A vrai dire, on peut s'étonner que ce problème vital ne se soit pas posé plus tôt. Voilà des entreprises dont les ressources subissent de plein fouet le ralentissement de la croissance économique (et de l'augmentation des charges), alors que, dans le même temps, elles doivent faire face au renouvellement de générations d'investissements installés au début de la précédente décennie, en période de forte croissance...

Une partie des dépenses de renouvellement d'équipement est financée désormais par l'emprunt

Milliards (francs courants)

250 — 200 — 150 — 100 — 50

CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE — 247

ÉPARGNE BRUTE — 165

INVESTISSEMENTS NETS — 90

1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982

Source : Comptes nationaux de 1982

Ce graphique concerne l'évolution des investissements et de l'épargne des sociétés (banques et établissements financiers exclus) tant privées que publiques.

L'épargne brute, ce sont les profits non distribués après paiement des impôts et avant dotation des amortissements. La courbe du haut se rapporte à ce qu'il est convenu d'appeler la « consommation de capital fixe » relative aux dépenses nécessaires pour le renouvellement du stock de capital (équipement) existant. Quant aux investissements nets (courbe du bas), ce sont ceux qui sont engagés pour augmenter le stock en question. L'addition des deux, consommation du capital fixe et investissements nets, donne la « formation brute du capital fixe ».

Une incompatibilité arithmétique

Il y a là une véritable incompatibilité arithmétique, à laquelle s'ajoutent les effets de la non-réévaluation des bilans, qui limite les dotations d'amortissement et contribue donc, finalement, à minorer l'épargne brute des entreprises. Toutes les conditions étaient donc réunies pour qu'apparaisse une distorsion entre la consommation de capital et les ressources propres des entreprises. Problème sans doute soluble à long terme, car le tassement des investissements nets finira bien par se répercuter sur les besoins de renouvellement. *Mais en attendant...*

En attendant, cette soif de capital, loin de se calmer, va s'exacerber. C'est le fruit de l'accélération technologique. Par exemple, tel équipement électromécanique va se trouver remplacé avant l'échéance « normale » par un matériel électronique de rendement plus élevé.

Mais il faut voir plus loin. Le jeu combiné de la technique et du ralentissement de la croissance — d'où résulte une réduction des investissements de capacité — fait que, dans la composition des budgets d'investissements (ce que l'on peut appeler le « panier de l'investisseur »), il y a de moins en moins de bâtiments, de hauts fourneaux et de mécanique lourde, et davantage d'équipements légers et complexes, relevant de l'électronique et bientôt de la robotique. Le phénomène ne concerne pas seulement les secteurs vedettes, comme celui de l'automobile, mais également des branches aussi traditionnelles que celles du verre, de la fonderie ou même des cartonneries, où l'on estime que les *mini-ordinateurs et les servomécanismes* pourraient, dans quelques années, représenter jusqu'à 20 % du coût d'investissement.

Résultat : quand on passe du bâtiment à l'électronique, la durée de vie moyenne du stock de capital se réduit. Il faut donc s'attendre, par simple effet démographique, à une nouvelle accélération des besoins de renouvellement. Au second degré.

Sortir de l'impasse

Ainsi l'on peut craindre que le financement des entreprises ne devienne tout simplement insoluble. Le renouvellement des équipements étant déjà difficilement assuré, ne parlons pas de l'investissement net ! L'accroissement du stock du capital risque de devenir marginal, puis infinitésimal.

Que faire ? Chercher à compenser cette baisse de volume en concentrant les investissements sur un nombre limité de points forts, supposés apporter le maximum d'efficacité ?

Vues de l'esprit !... D'abord, sur le plan social, cela paraît difficilement concevable. Ensuite, pour qui connaît si peu que ce soit les stratégies d'entreprise, il est manifeste *que leur réaction spontanée, devant l'incertitude actuelle, ne va pas dans le sens de la spécialisation, jugée trop dangereuse.* C'est la prudence qui prévaut. *Dans leurs calculs, elles cherchent à diviser les risques :* même lorsqu'on s'estime fort dans un secteur, on hésitera à y investir à fond, et l'on préférera souvent « répartir ses billes ».

Comment le leur reprocher ? Les entreprises sont dans leur rôle lorsqu'elles s'appuient sur le calcul économique et la prévision des risques.

Conclusion : le problème restera sans solution tant que le phénomène central — la forte croissance de la consommation de capital — n'aura pas trouvé sa contrepartie naturelle : c'est-à-dire un rehaussement corrélatif des ressources internes des entreprises.

La législation pourrait évidemment y contribuer pour une large part. Il faudra bien, un jour, en arriver à une réévaluation des bilans, avec toutes ses conséquences fiscales, avec des dotations d'amortissements qui épousent les besoins de renouvellement et intègrent les effets de la technologie et de l'inflation. De façon plus générale, il conviendrait d'accorder enfin la priorité des priorités à l'élargissement des ressources propres des entreprises. Quand l'épargne brute des sociétés ne couvre plus que 65 % de leurs seuls besoins de renouvellement, n'y a-t-il pas là matière à décréter une sorte d'« état d'urgence » ?

(*) Administrateur de la Fédération européenne des économistes d'entreprise.

Le S.M.E. et la France

(Suite de la page 15.)

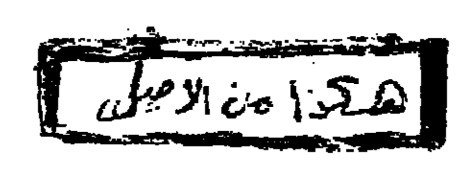
Il en serait d'autant plus ainsi qu'on n'aurait plus, comme deux ans plus tôt, la possibilité immédiate d'accompagner la réorientation de la production vers les marchés extérieurs par un nouveau tour de vis sur la dépense interne.

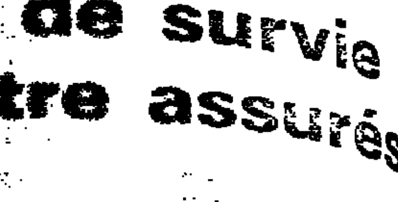
Très vite, des voix s'élèveraient alors pour imposer ce qu'elles présenteraient comme la panacée : le protectionnisme externe et la montée des contrôles internes. Ce serait alors le temps de la fermeture et le début d'un processus d'une économie repliée et de plus en plus administrée. Or s'il est aujourd'hui une chose que l'on sait, c'est qu'il est extrêmement difficile de *doser* la protection. Dans ce monde aux espaces économiques nationaux de plus en plus étroitement imbriqués (on assemble et valorise souvent ici ce qui est produit ailleurs) et aux marchés de plus en plus informés, gérer rationnellement la protection devient un exercice périlleux. Dans ce jeu *guerrier, où les points de représailles* sont presque toujours inattendus (c'est le cognac français qui paie à Hongkong pour les mesures prises sur les montres), il est plus facile de commencer que de savoir *jusqu'où aller* et comment *s'arrêter.*

A tout prendre, plutôt que de préconiser un retrait aujourd'hui lourd de sens, mieux vaut explorer avec ténacité et courage les voies d'un retour à une meilleure compétitivité de l'économie nationale. Si pourtant il devait malgré cela être nécessaire de reposer à chaud, un jour *prochain, le problème, souhaitons* qu'on sache au moins bien calculer le pourcentage de dévaluation, et si, malgré notre sentiment, on choisissait quand même de « sortir », qu'on n'oublie pas que la protection par le change n'a de sens que comme substitut du *protectionnisme commercial* et non pas comme complément.

HENRI BOURGUINAT.







Le Monde

sports

AUTOMOBILISME

Ecclestone, Murray, Piquet : le brelan Brabham gagne le championnat du monde de formule 1

Johannesburg. – Le Grand Prix d'Afrique du Sud, disputé samedi 15 octobre sur le circuit de Kyalami, près de Johannesburg, s'est terminé par le double succès de l'écurie britannique Brabham : l'Italien Riccardo Patrese a gagné le Grand Prix et le Brésilien Nelson Piquet est devenu champion du monde des pilotes devant les Français Alain Prost (Renault-Elf), René Arnoux et Patrick Tambay (Ferrari), tous trois victimes d'une panne de moteur.

La performance de l'écurie britannique et celle de McLaren et de Williams ont mis en évidence les qualités exceptionnelles des moteurs turbocompressés de la nouvelle génération. L'Autrichien Niki Lauda (McLaren) et le Finlandais Keijo Rosberg (Williams), dont les monoplaces sont équipées respectivement de « turbo » Porsche et Honda, ont également impressionné les spécialistes.

En revanche, le moteur suralimenté que Renault aurait introduit en formule 1 il y a six ans a fait son temps. Gérard Larrousse, directeur général de Renault-Sport, a annoncé que les moteurs de l'écurie française bénéficieraient en 1984 de nouveaux développements. L'écurie française a aussi été battue dans le championnat du monde des constructeurs, qui est revenu, comme en 1982, à Ferrari.

De notre envoyé spécial

Bernie Ecclestone a encore gagné. C'est le deuxième titre mondial pour son pilote Nelson Piquet et son écurie. Le petit homme, également patron de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), n'a peut-être jamais été aussi heureux de sa vie. Sa victoire le place en effet en position de force par rapport à ses grands rivaux latins, les constructeurs Renault et Ferrari, ont souvent marqué les temps forts de l'histoire tumultueuse de la formule 1. Mais le constructeur britannique a décidé de ne pas capituler devant la puissance des industriels de l'automobile. Bernie Ecclestone tient toujours son pari.

Le patron de Brabham n'est pas près, semble-t-il, d'abandonner les circuits. Le succès appelle le succès. La société allemandes B.M.W. ne s'y est pas trompée quand elle décida de passer contrat avec l'écurie britannique. Son directeur sportif Dieter Stappert estima, en 1980, que *« l'équipe dirigée par Ecclestone avec Gordon Murray et Nelson Piquet était bien celle qui devait permettre à B.M.W. d'imposer à terme ses moteurs en formule 1 »*.

Spécialisé, un temps, dans le commerce des objets d'art d'Extrême-Orient, Bernie Ecclestone a racheté en 1971 au pilote australien Jack Brabham la société Motor Racing Developments, pour une somme estimée à 2 800 000 F. Il fit ensuite main basse sur l'organisation financière des grands prix, montrant ainsi qu'il était non seulement un homme d'affaires avisé mais aussi un professionnel de la course automobile. L'ancien pilote de motocyclette et de formule 3 reconverti en chef d'entreprise ne se trompa pas quand il forma le projet d'engager un ingénieur sud-africain nommé Gordon Murray.

« Un génie »

Né il y a trente ans à Durban, le jeune homme est arrivé en Grande-Bretagne pour réaliser quelques rêves de jeunesse : faire de la compétition et trouver un employeur qui lui permette de réaliser sa passion : dessiner et créer des modèles de voiture de course.

Murray, qui est poète à ses heures et écologiste à temps plein, n'ignore aujourd'hui plus rien de son métier. *« Quand on veut gagner un grand prix, il faut avoir un bon châssis, un bon moteur, de bons pneumatiques, une bonne organisation. »* Si l'un de ces paramètres ne remplit pas son rôle, on ne gagne pas. Modeste, il ne précise pas qu'une écurie a aussi besoin d'un bon ingénieur. Sans doute le pense-t-il. Il n'ignore pas toutefois, que dans le milieu il est considéré comme un *« génie »*. La Brabham qu'il a dessinée cette année est, en tout cas, la plus belle – *« une véritable flèche »*, disent les spécialistes – et la plus efficace du « grand cirque ».

Si Ecclestone a fait le bon choix avec cet ingénieur peu orthodoxe qui traîne sur les circuits en écoutant de la musique pop, ce patron de Brabham ne s'est pas trompé non plus avec Nelson Piquet. Le pilote brésilien, qui est âgé de trente et un ans, est le fils d'un haut fonctionnaire qui eut d'abord pour ambition de devenir ingénieur. Après deux années dans une université américaine, sa passion de la mécanique l'amena au bord des circuits. Ses premiers grands prix, il les a courus à partir de 1978 pour Ensign, une écurie britannique aux moyens modestes, puis pour McLaren. Il est arrivé chez Brabham la même année où il a rencontré l'Autrichien Niki Lauda. Piquet avait alors vingt-six ans, l'âge où, en formule 1, on fait encore son apprentissage. L'Autrichien sera un excellent maître. Champion du monde une première fois en 1981, il a fini par devancer, cette année, Alain Prost de deux points au classement par points des pilotes en gagnant trois grands prix alors que le Français s'était imposé quatre fois. Cependant, il a su habilement ménager sa mécanique – comme il l'a encore montré en Afrique du Sud en cédant la victoire à Patrese mais en s'assurant de terminer, – ce qui lui a permis d'être plus souvent « dans les points », c'est-à-dire à l'une des cinq places d'honneur accréditives de points pour le classement.

La personnalité de Piquet s'accorde bien avec celle de son patron. Il observe toujours une discrétion de bon aloi et ne se répand jamais en déclarations intempestives. Il vit à Monaco entre son amie et son yacht. *« L'argent*, dit-il, *ne constitue pas la première motivation pour exercer mon métier de pilote. »* Avec Niki Lauda et Alain Prost, il serait cependant le mieux payé de la formule 1. Son contrat chez Brabham serait de 12 millions de francs par an.

Ecclestone, Murray, Piquet : trois hommes qui viennent de rappeler à la régie Renault que la formule 1, avant d'être un facteur de promotion pour un grand constructeur, est une compétition sportive, et qu'à ce jeu les Britanniques, jusqu'à ce jour, ont montré qu'ils sont les plus ingénieux.

GILLES MARTINEAU.

MORALE

La dernière épreuve du championnat du monde de formule 1, qui a été suivie par des centaines de millions de téléspectateurs dans le monde, a eu lieu à Kyalami, en Afrique du Sud. Théoriquement, le pays de l'apartheid fait l'objet d'un blocus sportif. En mai dernier, le gouvernement est intervenu pour interdire une tournée de l'équipe de France de rugby. *La Marseillaise* ne devait pas retentir en terre raciste.

Les milieux sportifs avaient déploré cet interdit qui faisait un étrange *distinguo* entre amateurs et professionnels. « Absurde », disaient-ils. Les faits leur ont donné raison : à Kyalami, le pilote français d'une voiture construite par une entreprise nationalisée prenait le départ pour le titre de champion du monde. La simple morale est un faible rempart contre le développement de la stratégie commerciale d'une firme aux visées planétaires. Heureusement que Prost a eu le bon goût d'abandonner.

A.G.

CYCLISME

Le prestige de Lemond

Vainqueur de Paris-Nice à deux reprises et « maillot vert » du Tour de France, l'Irlandais Sean Kelly a obtenu, samedi 15 octobre à Côme, son premier succès dans une classique en gagnant le Tour de Lombardie : succès d'autant plus significatif que cette épreuve, tracée sur un parcours montagneux de 253 kilomètres dans la région des lacs italiens, est réputée pour ses multiples difficultés. C'est néanmoins d'extrême justesse que Kelly a battu Greg Lemond et Arie Van Der Poel au sprint, à l'issue d'une course disputée à vive allure.

La présence de Lemond et de Van Der Poel dans le groupe de tête du Tour de Lombardie est symptomatique, car l'Américain et le Néerlandais avaient déjà joué un rôle décisif, une semaine plus tôt, au cours de Blois-Chaville, dont ils s'étaient respectivement classés quatrième et deuxième. Ces deux performances réalisées coup sur coup ont notamment permis à Lemond de confirmer son titre mondial en remportant le super-prestige, autrement dit l'officieux championnat du monde par points des routiers professionnels. Mais, surtout, elles ont démontré la valeur grandissante du jeune Californien de vingt-deux ans. D'ailleurs, au lendemain du Tour de Lombardie, Greg Lemond a enlevé le Critérium des as couru derrière entraineur... à Genève et non plus sur le circuit de Longchamp comme autrefois. Lemond semble bien parti pour succéder à Bernard Hinault ainsi que le prévoyait son directeur sportif, Cyrille Guimard.

J. A.

TENNIS

McEnroe vainqueur et sanctionné

John McEncore était trop fort pour Henri Leconte. Le numéro deux français, qui avait éliminé le Tchécoslovaque Lendl et l'Australien McNamee, s'est incliné en trois manches (6-1, 6-4, 7-5) devant le numéro un mondial en finale du championnat en salle d'Australie, le 16 octobre, à Sydney.

Au cours du match, l'Américain a pris l'arbitre à partie et a été sanctionné par une amende de 1 400 dollars pour « obscénités ». Ces 1 400 dollars portent le montant total des amendes de McEnroe pour l'année en cours à plus de 7 500 dollars, ce qui entraine automatiquement sa suspension pour quarante-deux jours, peine qui peut être ramenée à vingt et un jours s'il ne dispute pas de matches d'exhibition pendant cette période. McEnroe a fait savoir qu'il ne ferait pas appel de cette décision. Il ne devrait donc pas pouvoir jouer à Stockholm mais pourrait s'aligner à Wembley le 7 novembre.

Pendant que McEnroe purgera sa peine, Yannick Noah soignera son genou. Après avoir été éliminé par Pecci au premier tour du tournoi de Bâle, le numéro un français a dû abandonner en demi-finale du double, qu'il disputait avec Pascal Portes. Alors qu'il menait 5-2 dans la première manche devant la paire Edberg-Segarceanu, Noah a été pris de douleur au genou gauche.

JUDO

Avertissement pour les Français aux championnats du monde de Moscou

Quatre titres pour le Japon, deux pour l'U.R.S.S., deux pour l'Allemagne de l'Est : tel a été le verdict des championnats du monde à Moscou. Yamashita (+ 95 kg), Hikage (– 78 kg), Nakanishi (– 71 kg) et Saïto (toutes catégories) ont permis aux Nippons de faire aussi bien qu'à Vienne en 1975, Paris en 1979 et Mastricht il y a deux ans. Les Soviétiques se sont imposés dans les catégories les plus légères grâce à Solodouchine (– 65 kg) et Tletseri (– 60 kg). Les Allemands de l'Est, très discrets aux championnats d'Europe de Paris en mai, ont une nouvelle fois démontré avec Preschel (médaille d'or des – 95 kg) et Ultch (champions de – 86 kg) qu'ils savent concentrer leurs efforts sur les objectifs les plus importants.

Les Français, avec l'unique médaille d'argent revenue à Fabien Canu (– 86 kg), sont les grand battus de ces championnats qui ont vu quatorze pays se partager les trente-deux récompenses mises en jeu. Jamais l'éventail n'avait été aussi ouvert.

Correspondance

Moscou. – Pour la première fois depuis 1975, les judokas français n'ont pas de champion du monde : l'avertissement est net et précis à neuf mois du rendez-vous olympique. Les dirigeants du judo national n'ont pas pour habitude de chercher des faux-fuyants.

C'est à juste titre qu'ils expliquent partiellement leur échec moscovite par les absurdités d'un tirage au sort qui a conduit, dans certaines catégories, à une hécatombe de favoris, vaincus dès les obscurs combats préliminaires. Le tournoi poids lourds, par exemple, regroupait dans le même tableau le champion du monde en titre et les deux derniers champions d'Europe. En face, ne figuraient que des seconds couteaux. En toute catégorie, dimanche, on comptait dans la même moitié du même tableau deux champions olympiques, un champion d'Europe et le Japonais Saïto.

Il reste que les vraies raisons de l'échec français sont bien plus complexes. Contre toute attente, ce sont les anciens, considérés comme des valeurs sûres, qui ont flanché : Rey et Vachon, voire Parisi. Des anciens dont tous les secrets ont été décortiqués au magnétoscope par tous leurs adversaires. Qui peuvent-ils encore espérer surprendre s'ils restent sur leurs positions ? En judo plus qu'ailleurs, qui ne progresse pas régresse.

On a vu que Yamashita en personne, qui n'évolue plus, commence à être contesté. Au lieu d'essayer inlassablement d'améliorer encore leurs points forts, les Français sont-ils prêts à diversifier leurs techniques de projection, à élargir leur gamme technique ? On se souvient que Jean-Jacques Mounier, quatre fois champion d'Europe, réservait, chaque année, à ses adversaires une projection nouvelle. Jean-Luc Rougé, en fin de carrière chez les poids lourds, en avait surpris plus d'un par des techniques de léger. Thierry Rey, le droitier, essaiera-t-il un jour des projections de gaucher ? Voilà qui aurait sans doute surpris son modeste vainqueur de Moscou !

Un champion, même bardé de titres, ne peut, aujourd'hui, espérer le rester que s'il se remet sans cesse en question. Mais quand on a déjà tout gagné, ou quand on arrive en fin de carrière, peut-on encore faire cette démarche d'abord intellectuelle ? Tout le problème est là.

CHRISTIAN BINDNER.

VOILE

La Baule-Dakar : les bateaux en vedette

De notre envoyé spécial

La Baule. – La tempête qui a soufflé sur l'ouest de la France durant le week-end n'a pas permis le départ, dimanche 16 octobre, de la deuxième édition de la course à la voile La Baule-Dakar. Sans atteindre les pointes de 70 à 75 nœuds (plus de 130 km/h) enregistrées la veille et, dans la nuit, le vent de nord-ouest qui se maintenait à plus de 50 nœuds dans la matinée de dimanche rendait aléatoire le remorquage des plus grands voiliers dans l'étroit goulet de sortie du nouveau port de plaisance de La Baule-Pornichet. La décision a été prise de reporter le départ à ce lundi, 13 heures.

Le système Argos (balises et satellites) ne veillera pas sur la sécurité des concurrents de La Baule-Dakar. Cet investissement devenu indispensable dans les courses en solitaire ou en double ne s'imposait pas dans cette épreuve. En équipages, l'organisation de tours de veille permet de consacrer plus de temps aux liaisons radio et de contrôler sans relâche la bonne marche du bateau.

A défaut de ce système de localisation permanente, qui avait tant contribué à faire entrer la voile dans le domaine des épreuves sportives à grand spectacle, le suivi de la course ne devrait pas être négligé pour autant. Commanditaires obligent. Tous les bateaux sont équipés de radio BLU d'une puissance minimale de 140 watts, et les équipages seront tenus de faire connaître quotidiennement leur position.

Cet aspect rétro de La Baule-Dakar sera sans doute apprécié par tous ceux qui pensent que la voile se doit de conserver un certain mystère. Les autres se réjouiront de la décision des organisateurs d'imposer aux concurrents un slalom géant entre les îles des Açores, des Canaries et du Cap-Vert. Ces contraintes qui limiteront la possibilité pour les skippers de choisir leur route en fonction de la météorologie surtout après les Açores, auront en contrepartie le mérite de mettre encore plus en évidence les qualités propres des bateaux.

Trimaran contre catamaran

A ce titre, l'attraction attendue de la course est sans conteste le trimaran d'Eugène Riguidel, *William-Saurin* qui vient de battre, à Brest, le record de France de vitesse à la voile, avec 24,40 nœuds. Pour dompter ce multicoque géant de 26 mètres de long et 15 mètres de large, avec son mât de 27,50 mètres soutenant 320 mètres carrés de voile au près et des spinnakers de 300 à 500 mètres carrés, le skipper morbihanais disposera, cette fois, de huit hommes d'équipage.

S'il ne paye pas à nouveau un lourd tribut à la casse, *William-Saurin* devrait faire merveille sur la première moitié du parcours de plus de 3 000 milles (5 700 kilomètres). Les forts vents d'ouest qui prédominent à cette saison pourraient faire jusqu'aux Açores le jeu des trimarans, bien adaptés aux remontées contre le vent dans une mer formée. La situation sera ensuite plus favorable aux catamarans qui toucheront des vents portants à partir des Canaries.

Les conditions météorologiques très difficiles prévues pour les premiers jours plaident, en tout cas, pour les bateaux les plus fiables. Ceux avec lesquels les skippers ont eu le temps de se familiariser pour connaître parfaitement leurs moindres réactions. Parmi les trimarans, on pense à *Biotherm* de Florence Arthaud, qui aura pour équipiers Lionel Péan, le récent vainqueur de la course du *Figaro*, Patrick Maurel et Yann le Nabour, ou *Ameccarillos* de Jean-Yves Terlain, secondé par Olivier de Kersauson.

Les valeurs étalons de la course se trouvent encore parmi les catamarans qui ont fait leurs preuves dans les dernières transatlantiques : *Elf-Aquitaine*, le vainqueur de la première édition de La Baule-Dakar en 1980, qui sera mené, pour la dernière fois, par Marc Pajot, avec Halvard Mabire, Patrick Toyon et Jean Maurel pour équipiers, et *Charente-Maritime* qui s'est illustré dans la transatlantique en double, Lorient-les Bermudes-Lorient, et dont le skipper sera, cette fois, Philippe Pallu de la Barrière.

La plupart des chefs de bord sont toutefois d'accord pour laisser le titre de favori à *Get-Services* de Patrick Morvan, avec Jean Le Cam, Serge Madec et Marc Guillemot pour équipiers. Depuis ses déboires dans la transatlantique en double, le catamaran de 18 mètres de long, aux coques effilées comme des lames de rasoir, a subi quelques modifications : renforcement du carénage des bras avant, étais et haubans changés pour supporter un gréement plus important, avec une grande voile de 134 mètres carrés, safrans et mèches de gouvernail plus résistants : des modifications qui devraient lui permettre de tenir la distance, sans rien perdre de ses fabuleuses possibilités de vitesse aux vents portants.

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
NATIONALE I
(Troisième journée aller)

*Stade Français b. Challans	112-88
Tours b. *Lyon	94-90
*Monaco b. Antibes	87-76
Limoges b *Reims	111-96
*Le Mans b. Caen	106-90
*Avignon b. Villeurbanne	74-68
*Orthez b. Vichy	99-93

Classement. – 1. Stade français, Tours, 9 pts ; 3. Le Mans, Orthez, 8 pts ; 5. Limoges, Lyon, Antibes, 7 pts ; 8. Avignon, Villeurbanne Caen, Monaco, 5 pts ; 12. Vichy, Challans, Reims, 3 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(quatorzième journée)

*Bordeaux et Metz	1-1
*Sochaux et Monaco	1-1
Auxerre b. *Lille	2-1
*Nîmes et Paris	1-1
*Nantes et Lens	0-0
*Strasbourg b. Brest	1-0
*Rouen b. Laval	2-0
Toulon b. *Toulouse	3-1
*Rennes b. Bastia	4-1
*Nancy b. Saint-Etienne	2-0

Classement. – 1. Bordeaux, 22 pts ; 2. Monaco, Auxerre, 20 pts ; 4. Paris-S.-G., 19 pts ; 5. Nantes, Strasbourg, 17 pts ; 7. Rouen, 15 pts ; 8. Lens, Laval, 14 pts ; 10. Nancy, 13 pts ; 11. Toulouse, Lille, 12 pts ; 13. Sochaux, Metz, Bastia, Toulon, Brest, Saint-Etienne, Nîmes, 11 pts ; 20. Rennes, 8 pts.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division (groupe A)
(Quatrième journée)

Poule 1

Tarbes b. *Carcassonne	19-13
*Oloron b. Montauban	6- 0
*Béziers b. Hyères	26-12
*Bagnères b. Castres	17-12

Classement. – 1. Béziers, 11 pts ; 2. Bagnères, Oloron, 10 pts, etc.

Poule 2

*Grenoble b. Brive	33- 9
*Graulhet et Nice	3- 3
*La Voulte b. Angoulême	14-12
*Toulon b. Vienne	50-20

Classement. – 1. Toulon, 11 pts ; 2. Graulhet, Grenoble, 9 pts, etc.

Poule 3

*Tulle et Agen	0- 0
Le Boucau b. * PUC	18-13
Dax b. *Lourdes	12- 3
*Toulouse b. La Rochelle	11- 7

Classement. – 1. Toulouse, 11 pts ; Tulle, Dax, La Rochelle, 10 pts, etc.

Poule 4

*Montferrand b. Aire	58-12
*Bayonne b. Aurillac	22- 9
*Hagetmau b. Perpignan	15- 6
*Tyrosse b. Albi	6- 3

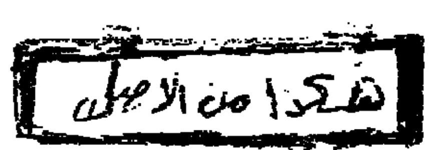
Classement. – 1. Montferrand, Tyrosse, 10 pts ; 3. Aire, Hagetmau, Bayonne, Aurillac, 8 pts, etc.

Poule 5

*Nîmes b. Bourg	17- 9
*Bègles b. Narbonne	17- 7
*Romans b. Biarritz	15-12
*Mont-de-Marsan b. Pau	9- 3

Classement. – 1. Bègles, 11 pts ; 2. Narbonne, 10 pts ; 3. Pau, 9 pts, etc.





INFORMATIONS « SERVICES »

ATHLÉTISME

Watrice sort vainqueur de la cohue des 20 kilomètres de Paris

Thierry Watrice a gagné, dimanche 16 octobre, la cinquième édition des 20 kilomètres de Paris disputée par plus de vingt-cinq mille concurrents. Il a précédé l'Ecossais Muir et le Belge Hagelsteens. La première femme : Joëlle Debrouwer ; le premier handicapé : Frédéric Dessauve.

Le jogging est une mode qui sera éphémère comme toutes les modes, avaient prédit, avec un certain dédain, les grands manitous de la course à pied lorsque les adeptes de la petite foulée avaient commencé à investir les trottoirs des villes. Les grands manitous se sont lourdement trompés. Il y avait douze mille engagés en 1979 lors de la première édition des 20 kilomètres de Paris organisée à travers la capitale par l'Association sportive et culturelle de l'armée de l'air avec le patronnage de la mairie de Paris et de la direction départementale des sports. On en compta dix-sept mille l'année suivante, vingt mille en 1981 et vingt-cinq mille l'année dernière.

Selon certains chercheurs américains, la course à pied en endurance provoquerait la sécrétion de substances dont les effets seraient comparables à certaines drogues. Autrement dit, l'athlète aurait besoin de courir comme l'éthylique a besoin de boire. Quoi qu'il en soit, cette année plus de trente mille bulletins d'engagement étaient parvenus aux organisateurs de la plus importante course pédestre française qui ont dû décider de clore les inscriptions cinq jours avant le départ pour ne pas dépasser le seuil des vingt-cinq mille au-delà duquel ils estimaient ne plus pouvoir maintenir une sécurité suffisante.

Cela n'a pas empêché un grand nombre de concurrents sans dossard de se mêler, dimanche 16 octobre, à l'énorme peloton qui s'était regroupé sur le pont d'Iéna pour prendre le départ. En dépit des efforts du service d'ordre pour canaliser les coureurs dans les meilleures conditions en éliminant au maximum les possibilités de fraude, cela n'a fait qu'accroître la cohue dans les premiers kilomètres. Cohue qui est l'essence même de cette grande épreuve populaire, mais qui a faussé la course pour les champions qui partaient en première ligne.

Les tricheurs

Alors que les Boxberger, Levisse, Ford, Pimazzoni, Hagelsteens, Cannon, Deegan, Lelut, Foster, Crabb, Kenyon et autres Bouster auraient dû avoir la chaussée dégagée dans la côte de l'avenue des Nations-Unies, puis dans l'avenue d'Iéna, ces lévriers du macadam ont dû piétiner derrière une cohorte de tricheurs qui avaient contourné les barrières à la place d'Iéna. Résultat : ils ne virent pas Thierry Watrice partir au sprint dès les premiers hectomètres. Le protégé de Michel Jazy allait, de la sorte, creuser un écart que ses poursuivants n'arrivèrent jamais à combler lorsqu'ils réalisèrent que le champion de France de cross-country (1982) et de 5 000 mètres (1983) leur avait faussé compagnie.

Agé de vingt-six ans, Watrice, qui s'était classé troisième de l'édition 1980, a ensuite eu le mérite de résister jusqu'au bout à la meute de ses poursuivants. Il a établi un nouveau record de l'épreuve en 57 mn 15 s, précédant de 6 s l'Ecossais Muir, de 25 s le Belge Hagelsteens, de 29 s l'Anglais Buckley, et de 35 s le Français Boxberger, qui avait gagné l'an passé. Ceux-ci étaient particulièrement déçus d'avoir été ainsi handicapés par les mauvaises conditions du départ. Maintenant que les courses de masse font partie du paysage urbain (1), il reste aux concurrents à se comporter plus sportivement, c'est-à-dire à ne pas entraver la progression des meilleurs.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Il existe treize courses de 20 kilomètres dans les principales villes françaises : Metz et Bordeaux (27 mars), Brest et Châteauroux (17 avril), Lyon (24 avril), Clermont-Ferrand (14 maxi), Le Touquet (27 août), Marseille (18 septembre), Roanne, Lille et Rouen (25 septembre), Toulouse et Angers (2 octobre).

LES ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Comment voter le 19 octobre ?

● **Qui vote ?**

Tous les assurés sociaux du régime général âgés de plus de seize ans au 31 mars 1983, mais non leurs « ayants droit » (femmes au foyer, enfants, etc.), votent deux fois : aux caisses d'assurances-maladie et aux caisses d'allocations familiales (mais la même carte d'électeur sert dans les deux cas).

Ne votent qu'aux caisses d'allocations familiales les militaires de carrière, les agents et retraités de la S.N.C.F., les marins du commerce et les pêcheurs, les retraités de la R.A.T.P., des clercs de notaire, de la Banque de France, de la Compagnie générale des eaux... les travailleurs indépendants (artisans, commerçants, professions libérales à l'exclusion des professionnels de santé conventionnés).

Les professionnels de santé conventionnés (médecins, dentistes, auxiliaires médicaux...) votent trois fois : deux fois comme assurés du régime général, une fois comme travailleurs indépendants ; ils reçoivent deux cartes d'électeur.

En revanche, les agriculteurs et salariés agricoles, les mineurs... et les députés et maires à plein temps, affiliés à d'autres régimes, ne votent pas du tout.

● **Où et quand vote-t-on ?**

On vote dans sa commune de résidence. Les bureaux de vote sont installés par les mairies. Toutefois, des bureaux intercommuneux existent pour le vote des travailleurs indépendants aux caisses d'allocations familiales. L'adresse du bureau de vote figure sur la carte d'électeur. Vous devez présenter votre carte d'électeur ainsi qu'une pièce d'identité munie d'une photo.

Le vote a lieu mercredi 19 octobre de 8 à 18 heures (20 heures dans les grandes villes), donc sur le temps de travail pour la majorité des électeurs. L'employeur ne peut faire de retenue sur le salutaire mais peut éventuellement demander une justification du déplacement.

● **Cas d'empêchement**

Les personnes empêchées pour des raisons valables de se déplacer le jour du scrutin, ou éloignées de leur commune par suite d'obligations « dûment constatées » peuvent voter par procuration. La personne choisie pour voter à sa place doit être inscrite dans la même commune. La procuration doit être établie devant le juge du tribunal d'instance, un officier de police judiciaire (maires et adjoints exclus) désigné par lui, ou un magistrat désigné par le premier président de la cour d'appel. Autant dire que les retardataires ont peu de chance...

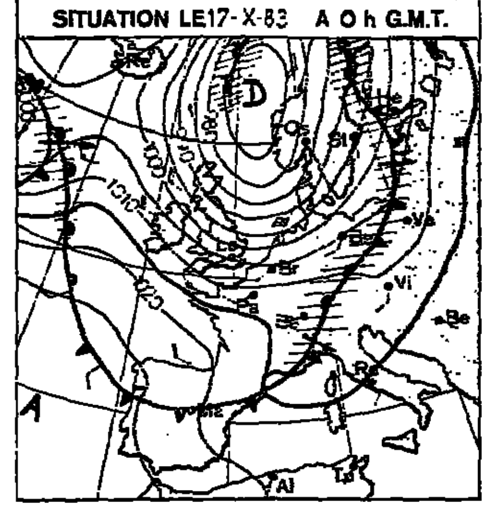
Pour les marins, la procuration peut être faite devant le commandant ou le capitaine de navire. Les pêcheurs peuvent aussi voter par correspondance.

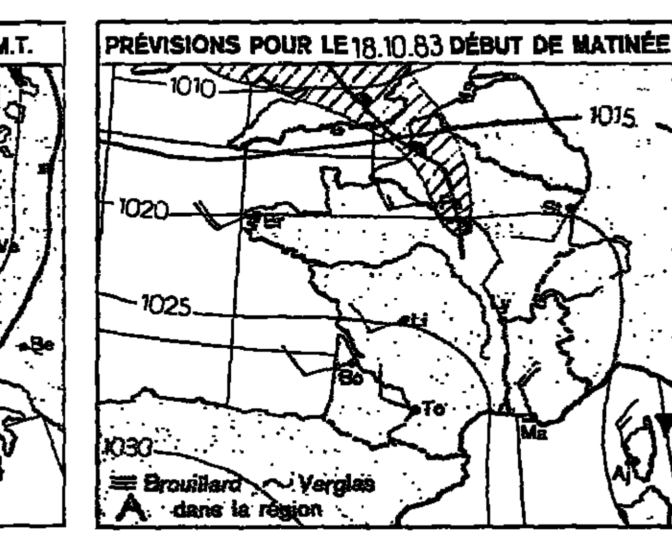
● **Comment s'inscrire sur les listes ?**

Si l'on n'a pas reçu de carte d'électeurs, il faut vérifier son inscription sur les listes électorales à la mairie de sa commune de résidence. Si par erreur l'on est pas inscrit, on peut obtenir de sa caisse primaire de Sécurité sociale, de son centre de paiement – voire de la mairie – une attestation de non-inscription par suite d'« erreur matérielle ».

Mais c'est au juge d'instance qu'il faut ensuite demander son inscription sur les listes électorales. Le ministère de la justice a indiqué aux juges (par l'intermédiaire des présidents de cour d'appel) que certains assurés, « notamment les praticiens et auxiliaires médicaux, certains assurés ayant une activité salariée et indépendante », certains fonctionnaires ou « certains salariés du secteur privé de la région parisienne (...) ne figurent pas sur les listes par suite d'erreurs de traitement... » Pour les praticiens conventionnés « oubliés » sur les listes des caisses maladie, le ministère des affaires sociales a en outre demandé aux préfets de signaler le fait aux juges d'instance. Mais ceux-ci sont souverains.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 octobre à 0 heure et le mardi 18 à minuit.

La traîne active concernant le pays après l'évacuation d'un front froid sera progressivement atténuée par l'Ouest, grâce à l'arrivée d'une dorsale mobile précédant une nouvelle perturbation.

Mardi, le matin, en marge de cette perturbation, le ciel sera très nuageux au nord d'une ligne Nantes-Paris-Charleville, et quelques bruines côtières se produiront. Les brouillards formés de l'Aquitaine au Massif Central seront vite dissipés. Quelques averses se produiront encore sur les Alpes et la Corse. En Méditerranée, le mistral soufflera et le temps sera ensoleillé. Ailleurs, le temps sera beau, mais des gelées blanches seront observées localement à l'intérieur.

Les températures minimales relevées sous abri seront de 8 à 10 degrés sur les régions méditerranéennes, 10 à 12 degrés dans la zone très nuageuse, 4 à 6 degrés ailleurs.

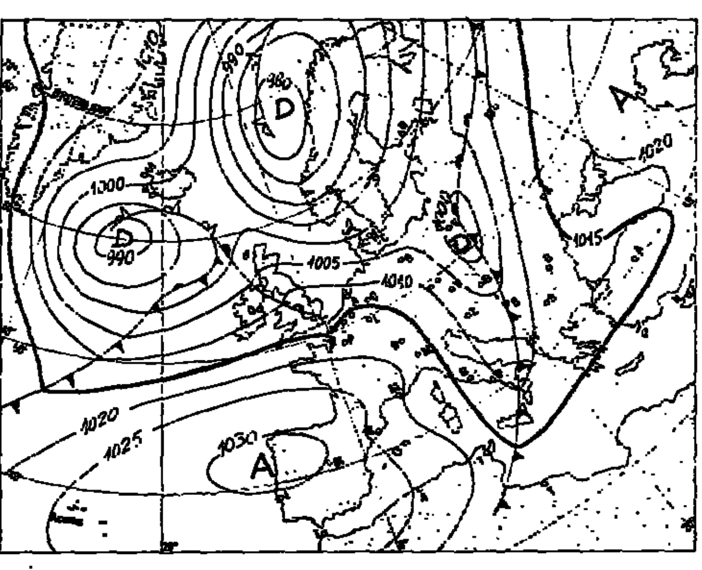
L'après-midi, le temps très nuageux à couvert gagnera les régions situées du nord de la Loire au nord-est, avec quelques pluies en soirée en Bretagne, du vent d'ouest se renforçant et des températures maximales de 12 à 14 degrés. Ailleurs, le temps sera beau. Le mistral commencera à s'atténuer. Les maxima seront de 18 degrés en Aquitaine, 20 degrés sur les régions méditerranéennes, 14 à 16 degrés sur les autres régions.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 17 octobre 1983, était, à 7 heures, de 1 013,3 millibars, soit 760 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 16 octobre au 17 octobre) : Ajaccio, 24 et 17 degrés ; Biarritz, 20 et 6 ; Bordeaux, 16 et 6 ; Bourges, 14 et 5 ; Brest, 13 et 7 ; Caen, 13 et 8 ; Cherbourg, 12 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 13 et 4 ; Grenoble, 19 et 8 ; Lille, 13 et 7 ; Lyon, 17 et 8 ; Marseille-Marignane, 23 et 12 ; Nancy, 12 et 7 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 15 ; Paris-Le Bourget, 15 et 7 ; Pau, 21 et 10 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 15 et 6 ; Strasbourg, 15 et 8 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 15 degrés ; Amsterdam, 13 et 9 ; Athènes, 23 et 12 ; Berlin, 17 et 8 ; Bonn, 14 et 7 ; Bruxelles, 13 et 7 ; Le Caire, 27 et 16 ; îles Canaries, 34 et 26 ; Copenhague, 14 et 10 ; Dakar, 31 et 25 ; Djerba, 29 et 19 ; Genève, 15 et 7 ; Jérusalem, 21 et 9 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 14 et 9 ; Luxembourg, 11 et 5 ; Madrid, 19 et 14 ; Moscou, 14 et 6 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 16 et 8 ; Palma-de-Majorque, 25 et 21 ; Rome, 24 et 18 ; Stockholm, 12 et 8 ; Tozeur, 31 et 18 ; Tunis, 28 et 17.

PRÉVISIONS POUR LE 18 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CONSOMMATION

LE DICTIONNAIRE

Ce *Dictionnaire du consommateur* de *Que choisir ?* touche à tout, ou presque. Il note ce qu'il faut savoir quand on veut acheter une boîte de crabe, un congélateur, une voiture ou un appartement ; il décortique une chaîne hi-fi ou un chauffe-eau solaire. A la maîtresse de maison, il indique comment conserver les huîtres, les noms des meilleurs thés, les avantages – et les inconvénients – du four à micro-ondes, les critères de sélection du foie gras, les différents modes de conservation des aliments, l'origine du croissant.

Ce couple veut-il acheter un appartement ? Qu'il consulte les rubriques-clés du logement sur les différents crédits et prêts d'accession à la propriété. A celles qui rêvent d'une silhouette longiligne, à ceux qui veulent perdre un estomac encombrant, il présente un tableau des graisses et calories de trente-trois aliments courants et toute la vérité sur les régimes dits « amaigrissants ». A afficher dans une cuisine, ces planches qui représentent un animal en coupe et indiquent, pour chaque type de viande, les noms des différents morceaux, leur temps de cuisson en rapport avec la tendreté et le prix.

Pratiques, ce répertoire des cartes de crédit, ce tableau des réductions S.N.C.F., ces treize pages comparatives sur la voiture : prix de revient kilométrique, consommation d'essence, pannes et fiabilité. Comment déjouer les pièges de la publicité ? Comment décoder l'étiquetage pour connaître la date de péremption d'un médicament ? Le mode de nettoyage d'un vêtement ? Où placer son argent ? Qu'attendre d'un notaire ? Qu'est exactement l'hospitalisation à domicile ? Bref, le dictionnaire de *Que choisir ?* est présent dans tous les grands secteurs qui préoccupent le consommateur d'aujourd'hui.

★ **Le *Dictionnaire du consommateur de Que choisir ?* éditions Fernand Nathan, 9, rue Méchain, 75676 Paris, Cedex 14. Tél. : 589-89-49, poste 309. Prix : 89 F.**

PUBLICATIONS

CHATS. – Une revue mensuelle consacrée aux chats vient de paraître. Sur 32 pages en noir et en couleur, elle présente le chat, race par race, avec une chronique médicale et un panorama complet du petit félidé dans l'histoire, la littérature, les arts et la science. Diffusion par abonnement (11 numéros : 145 F).

★ **« Nos chats », 68, rue Rennequin, 75017 Paris. Tél. : 574-65-29.**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 16 octobre 1983 :

UN DÉCRET

● Portant création et fixant les conditions de délivrance des diplômes supérieurs d'arts appliqués.

DES ARRÊTÉS

● Autorisant la Compagnie française pour le développement des fibres textiles à augmenter son capital social ;

● Portant approbation de la convention du 15 octobre 1982 créant le complexe dénommé Institut supérieur des productions animales.

UNE LISTE

● Des candidats déclarés titulaires du brevet de préparation militaire supérieure de l'armée de l'air (année 1983).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 19 OCTOBRE

« Paris gallo-romain », 14 h 30, place Paul Painlevé, Mme Duhesme.

« Château de Neuilly », 15 heures, 52, boulevard d'Argenson, Mme Bouquet des Chaux.

« Notre-Dame », 15 heures, portail central, M. Guillier.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Senant (Caisse nationale des monuments historiques).

« Ateliers d'un tourneur d'étain », 15 heures, métro Arts et Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« De l'Hôtel de Sens à la Place des Vosges », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Atelier d'un bronzier », 14 h 30, 30, rue Deparcieux.

« Les salons de l'Arsenal », 15 heures, 1, rue de Sully (P.-Y. Jaslet.

« De l'ancien Hôtel Dieu », 14 h 30, entrée, Parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

« Jardins de Belleville Ménilmontant », 14 h 30, métro Place des Fêtes (Paris pittoresque et insolite).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, sur la place (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le fournil de Poilane », 14 h 30, 87, rue Brancion (Mme Romann).

« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

EN BREF

AUTOMOBILE

LE PREMIER SALON DU CAIRE. – Vingt pays et plus d'une centaine de sociétés seront représentées au premier Salon de l'auto d'Egypte, qui se tiendra au Caire du 18 au 27 octobre, ont annoncé les responsables de l'organisme égyptien des expositions et des foires.

Ce salon est ouvert aux véhicules et engins de transports terrestre, maritime et aérien. Ce salon est organisé quatre mois après l'annonce de hausses substantielles des taxes douanières, qui sont passées de 150 % à près de 300 % selon les cylindrées. Cette hausse a été suivie d'une augmentation du prix de vente des voitures fabriquées en Egypte.

Cinq pays auront une participation officielle : Hongrie, Italie, Pologne, République démocratique allemande et Pays-Bas. Les quinze autres seront représentés par une ou plusieurs de leurs sociétés : France, Allemagne fédérale, Brésil, Canada, Corée du Sud, Espagne, Etats-Unis, Finlande, Italie, Japon, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie et Union soviétique. – (A.F.P.).

JEUNES

AIDES A LA CRÉATION. – La Fondation des Prêts d'honneur aux jeunes de la Fondation de France attribue chaque année une vingtaine de prêts d'honneur de 20 000 francs à des jeunes qui veulent poursuivre sur le plan professionnel, universitaire ou personnel, des travaux ou des études leur permettant de réaliser un projet spécifique, créatif ou innovant.

Renseignements sur les conditions d'admission jusqu'au 30 octobre.

★ **Fondation des prêts d'honneur aux jeunes, Fondation de France, 3, avenue Bertie-Albrecht, 75008 Paris. Tél. : 256-30-17.**

PRIX DE GRAVURE LACOURIÈRE 1983. – Ce prix, d'un montant de 30 000 F, est destiné à récompenser un jeune graveur en taille-douce de moins de trente-cinq ans, de nationalité française ou résidant en France depuis cinq ans et auteur de trois à cinq gravures non encadrées, exécutées durant les cinq dernières années. Les candidatures doivent être déposées ou adressées sous pli recommandé au secrétariat du Prix Lacourière, Bibliothèque nationale, cabinet des Estampes, 58, rue de Richelieu, 75084 Paris Cedex 02. La Fondation Lacourière, créée en 1979 sous l'égide de la Fondation de France, rend hommage au célèbre graveur et maître imprimeur Roger Lacourière.

JOURNÉES D'ÉTUDE

IRÉNOLOGIE. – La faculté d'irénologie (sciences de la paix) de l'université de la paix présente, du 15 au 25 octobre, les IVes Chantiers de la vie pour une terre nouvelle sur le thème « Gandhi ou la paix réaliste ». Pendant ces douze jours, films, débats et conférences sur la vie de Gandhi, la paix et les alternatives proposeront des actions concrètes pour établir et maintenir la paix dans le respect des droits de l'homme et des peuples.

★ **163, rue du Chevaleret, 75013 Paris. Tél. : 584-74-20.**

FROMAGES. – L'Institut d'études supérieures d'industrie et d'économie laitières consacre deux journées à l'étude des « fromages d'appellation d'origine et fromages de grande diffusion » au cours desquelles seront examinés les rapports de la qualité avec la tradition, la productivité et la promotion ainsi que le contenu du terme « appellation d'origine » en Suisse, en Italie et en France. Jeudi 20 et vendredi 21 octobre à Arc-et-Senans, en Franche-Comté.

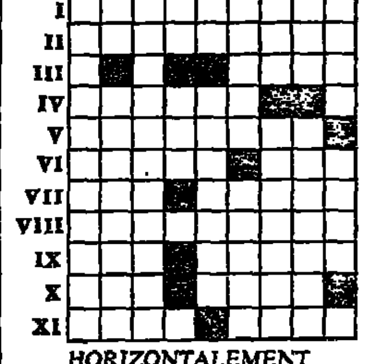
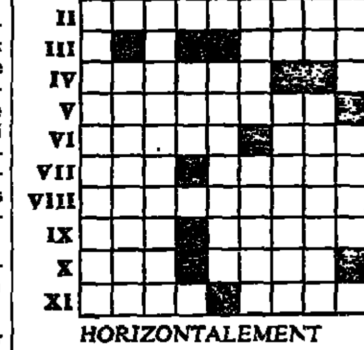
★ **Secrétariat S.E.S.I.L.-I.E.S.I.E.L., 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 707-16-45.**

TROISIÈME AGE

LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS offre aux personnes du 3e âge un spectacle de variétés, le mardi 18 octobre, à 14 h 30, salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor (Paris 5e). Les places sont à retirer à la Fédération de Paris du Secours populaire français, 3, square de Maubeuge (Paris 9e).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3560

HORIZONTALEMENT

I. N'est pas d'un entretien facile. – II. N'a donc pas les moyens de rendre. III. Possessif. – IV. Rehausse à l'extérieur ou fait redescendre à l'intérieur. – V. Activité de rêve. – VI. Allumés par prudence ou brûlés par imprudence. Service ancien. – VII. Parfois battu à cause de la poussière. Donne des idées de grandeur. – VIII. Sont battues avant d'être sautées. – IX. Producteur de pommes. Manipulent donc des couples ou des bandes. – X. Abréviation. Prend un « visage » de marbre mais n'en a pas le cœur. – XI. En France. Tranches.

VERTICALEMENT

1. Grossissent à vue d'œil. – 2. C'est innommable. Placement rentable en affaires. – 3. Résistance qui évite de chauffer. – 4. Se suivent en galopant. Français que l'on peut voir en peinture. – 5. Article. Figurent sur les cadres. – 6. Sont souvent vus avec de grosses loupes. Finit par nous échauffer les oreilles. – 7. Diffuseur de chaleur. Ambiance qui donne envie de se jeter à l'eau. – 8. Occupe une place en vue dans la presse. Subtile ou raffinée. – 9. N'a pas la bouche fraîche au réveil. On en sort généralement très éprouvé.

Solution du problème n° 3559

Horizontalement

I. Stomatologiste. – II. Ursuline. Aliéné. – III. Au ; Vétiller. – IV. Virtuosité. Es. – V. Itou. Liseron. – VI. Terrain. Rinçure. – VII. Sil. Cane. Eson. – VIII. Acné. Elu. Ise. – IX. Euh. Parlementer. – X. Al. Neume. UE. – XI. Tacite. Merci. Ta. – XII. Ocbs. Sien. Étain. – XIII. Le. Aa. Lutin. Met. – XIV. Éreinter. Décidé. – XV. Reste. Fa. Ases.

Verticalement

1. Suavité. Entôler. – 2. Truite. Au. Acéré. – 3. Os. Rorschach. Es. – 4. Mû. Turin. Lisait. – 5. Al. Alep. Ane. – 6. Tivoli. Anes. – 7. On. Sincère. Iles. – 8. Levis. Allumeur. – 9. Éternuement. – 10. Gâterie. Mer. Ida. – 11. Ili. On. Dé. Cène. – 12. Silence. Nuit. Ça. – 13. Tel. Usité. Amis. – 14. Énée. Rose. Tiède. – 15. Ers. Énervantes.

GUY BROUTY.

Le Monde

culture

NOTES

Cinéma

« Octopussy » de John Glen
Le film-objet

Le dernier-né des aventures de l'agent 007 est une surprise : filmé par John Glen en demi-sourires, voire en clins d'œil. *Octopussy* a le charme décontracté et heureux d'une bande dessinée. Même Roger Moore, d'ordinaire mollasson, s'en tire pour une fois à son avantage.

Bien que la tradition l'oblige à s'entourer de gadgets, de trucages, de cascades et d'une trame mettant éternellement aux prises agents britanniques et agents soviétiques, James Bond n'est plus, depuis longtemps, un héros d'aventure. C'est un personnage de comédie dans une histoire dont on devine toutes les actions et tous les rebondissements. L'important n'est aucunement dans le suspense, mais dans la belle *ordonnance de l'ensemble* (couleurs, musique, effets, exotisme, jolies filles), dans l'humour qui s'insère un peu partout : une poursuite mouvementée en taxi dans les rues de Calcutta, la traque de Bond en pleine jungle, les gadgets utilisés et la manière dont tout est posé, les bons comme les méchants, à l'intérieur de ce film-objet.

La séduction d'*Octopussy* est parfaitement illustrée par le vidéo-clip, brillant et drôle, qui constitue le générique du film.

CLAUDE FLÉOUTER.

Festival à Marseille

Le premier Festival international du film comique, organisé à Marseille du 7 au 13 octobre, avec d'importants appuis officiels, a joué la difficulté et l'originalité en ne présentant, *en compétition*, que des films étrangers. La France figurait, pour sa part, dans une rétrospective des œuvres de Carlo Rim et de savoureux « nanars » des années 30.

La notion de comique varie selon les pays ; on a pu constater qu'elle allait de la vulgarité provocante à la satire amère. Que retenir : *la Famille de Marathon*, du Yougoslave Slobodan Sijan et *Salutations cordiales du globe terrestre*, d'Oldrich Lipsky (Tchécoslovaquie) où l'humour noir et la science-fiction recouvrent des intentions politico-sociales ; *Faut que ça change*, d'Harvey Hart, production canadienne rappelant les fables de Franck Capra ; *Arpa-Colla*, de Nikos Perakis traitant, sur le mode ironique, des difficultés actuelles de la création cinématographique en Grèce ; ou encore *le Monarque rouge*, de Jack Gold, où l'humour britannique prend pour cible Staline à la fin de sa vie et la dictature de la terreur ? On disait aussi grand bien d'un film japonais que nous n'avons pas vu.

Ce curieux Festival ouvrait des portes sur des mondes assez déconcertants pour le « grand public ». On peut lui savoir gré de son ambition culturelle, tout en pensant que, dans l'avenir, il devra modifier sa formule, et se tenir dans une salle moins éloignée du centre de la ville.

J. S.

« Staying alive » de Sylvester Stallone
L'éducation du petit Rital

Le cheveu dans le cou, l'œil toujours bleu, le sourire de plus en plus ravageur, la hanche aussi souple, John Travolta reprend le personnage du petit Rital frimeur qui en a fait une star dans *la Fièvre du samedi soir*. Depuis, il s'est musclé sous la direction de Sylvester Stallone, qui produit et dirige *Stayling alive*. Son personnage a déménagé de Brooklyn pour Manhattan, où il espère faire carrière sur Broadway. En attendant, il court en vain les agents, donne des leçons de danse, fait le serveur dans une méga-disco, se fait courser par des jeunes filles délurées qui ne pensent pas à son âme. Il couche avec une chorus girl sans ambition et dévouée — la bonne copine, — il est fasciné par une fille inaccessible parce que riche, déjà vedette, bonne danseuse, une garce qui se joue de lui et de son caractère macho.

Quand même, elle le fait engager, et il se débrouille pour devenir son partenaire dans un tableau où son sex-appeal — il est juste vêtu d'un pagne et de jambières à franges — fait merveille. Et quand il ressort le fameux costume blanc de *la Fièvre du samedi soir*, il le porte sans la non moins fameuse chemise foncée, col relevé sur un débardeur bleu.

Le film est encore plus simpliste et plus efficace que *Flashdance*, plus luxueux — avec le ballet final dans les vapeurs sulfureuses de l'enfer — et contient quelques formules solides : *« Tout le monde se sert de tout le monde » ; « Le spectacle passe avant tout »*, qui jalonnent l'éducation du petit Rital. A la fin, malgré son triomphe, il n'a pas la tête enflée. Les fesses serrées dans ses jeans, il s'en va frimer dans la nuit de Broadway, comme aux premières images du premier film. Mais entre temps, il en a appris des choses.

C. G.

★ Voir films nouveaux.

EXPOSITIONS

La griserie du sublime

(Suite de la première page.)

Delacroix le décrit ainsi dans son *Journal* : *« Il me dit une médiocre impression : il avait l'air d'un fermier anglais, habit noir, assez grossier, gros souliers, mine dure et froide. »* Néanmoins, malgré les gros souliers, bon compagnon et capable de plaire aux grands snobs culturels de l'époque, de Beckford à Ruskin.

Né en 1775 dans un milieu de petits commerçants (son père était barbier, son grand-père maternel boucher), il n'était pas dépourvu d'une certaine culture, improvisée et parcellaire : il lisait Tite-Live, les poètes anglais, écrivait lui-même des poèmes, détestables selon ses plus *amoureux biographes*, déclarait que l'on ne peut *« produire de bons peintres sans quelque aide de la poésie »*.

Quant à son éducation artistique, elle fut exemplaire, menée avec la rigueur méthodique, la persévérance muette d'un catéchumène, d'un séminariste destiné aux plus hautes charges de son état. Il expose pour la première fois en 1790 à la Royal Academy, et y exposera religieusement toute sa vie, non sans ouvrir sa propre galerie en 1804. Elu académicien en 1802, puis professeur de perspective, il sera dans ses derniers jours vice-directeur d'une institution qui était visiblement pour lui le centre de l'univers et dont à lui seul il justifie l'existence : personne n'a mieux que Turner comblé les espérances de Reynolds fondant la Royal Academy pour doter l'Angleterre d'une peinture nationale qui pût rivaliser avec la grande tradition de la peinture européenne.

Ses maîtres, ses modèles ? Poussin, Richard Wilson, Titien, Rembrandt parfois (voir sa *Jessica* et l'étonnante aquarelle du prieuré d'Ewenny). Claude surtout et Watteau, dont il confia à un ami *« avoir plus appris que de tout autre peintre »*. Watteau ne lui a pas trop bien réussi si l'on en juge par « Comme *vous voulez » qui fait davantage penser aux « gros souliers » qu'à la divine aisance du plus beau des fils de Valenciennes.

En revanche, mises à part quelques-unes de ces erreurs de jeunesse qu'appellent toujours les ambitions prématurées (*le Déluge*), la leçon de Claude est parfaitement interprétée et le ton du paysage historique à son plus haut niveau restitué dans *la Fête des vendanges à Mâcon*, avec ses grands arbres, ses jeux de lumière, sa composition en couronne autour d'un vide central. Les vendangeuses qu'on voit danser au premier plan sont d'ailleurs des nymphes et bien malin qui retrouverait Mâcon et le Mâconnais dans un site qui évoque plutôt la colline de Richmond et qui est repris dans les deux autres grands tableaux claudiens présentés à l'exposition : *la Harpe éolienne de Thomson* et *Richmond Hill, le jour de l'anniversaire du Régent*.

Alors, pourquoi Mâcon ? C'est que Turner y est passé en 1802 lorsque la paix d'Amiens lui permit de venir pour la première fois sur le continent. Il y reviendra constamment, parcourant les côtes de la Manche, « les rivières de France », la Belgique, la Hollande, la vallée du Rhin, la Suisse et l'Italie, dressant ainsi une sorte d'inventaire du paysage européen dans ses aspects, parfois, de charme et de poésie virgilienne, le plus souvent, d'agression, de grandeur épique et de drame.

Un dialogue passionné

A tel point que l'on a pu parler à son propos de « griserie du sublime », et il est bien vrai que son imagination ne se plaît jamais tant qu'au spectacle des violences de la nature (avalanches, vagues, navires en perdition) ou à l'évocation du déclin des empires. Est-ce le fait de l'époque ? On ne peut l'affirmer. Mais, de même que l'œuvre de Giacometti, qu'il l'ait voulu ou non, rappelle irrésistiblement « le temps du mépris », il est bien difficile de ne pas situer celle de Turner par rapport aux convulsions européennes du début du siècle. *Hannibal passant les Alpes* est le chef-d'œuvre de cette manière (qui ne comporte pas que des chefs-d'œuvre, voir *la Bataille de Waterloo*) et le titre même de la composition : *Tempête de neige, Hannibal passant les Alpes* indique bien qu'il n'y a guère de place pour la peinture pure dans ce dialogue passionné de la nature et de l'histoire, de l'observation et de la vision.

Hannibal passe les Alpes, Enée rencontre la sibylle au lac Averne, Agrippine remonte le Tibre avec les cendres de Germanicus, mais cela n'empêche pas les paysans de Slough d'arracher leurs navets (nº 21) et voici une toile, *Matin de gel*, dont la probité réaliste et austère peut faire penser à Millet. C'est là un des aspects les plus curieux de l'art de Turner et à notre avis beaucoup plus stimulant que les phosphorescences des ultimes séries vénitiennes devant lesquelles le bon ton veut que l'on se pâme.

Turner donne parfois à la scène de genre un tour assez saugrenu, ainsi *dans dans cette huile de 1808 intitulée la Facture impayée, ou le dentiste reprochant à son fils sa prodigalité*. Mais il sait aussi évoquer avec beaucoup de fraîcheur et de simplicité certains aspects de la vie campagnarde (*le Marché de Wolverhampton, Une forge, le Retour de la chasse*), faire preuve de la plus exquise délicatesse lorsqu'il nous fait pénétrer dans le salon du château de Farnley, et c'est la merveille d'une petite gouache pour laquelle nous donnerions volontiers nombre de ses tempêtes et de ses prouesses atmosphériques.

Cette poésie de l'impondérable, de l'inaperçu, cette quintessence de l'élégance romantique, nous les retrouverons dans les vues de la campagne anglaise (*Fonthill Abbey, la Cathédrale de Gloucester*), dans certaines aquarelles italiennes et surtout dans l'ensemble des œuvres exécutées à Petworth, le château de son ami et protecteur, lord Egremont, dans le Sussex, où il fit de fréquents séjours à la fin des années 20.

Les sujets sont très simples : une chambre, un coin de parc, deux personnages dans un salon. Mais on n'imagine rien qui soit plus naturellement mystérieux, avec un charme romanesque qui, là, rappelle vraiment Watteau en même temps qu'il évoque l'atmosphère des comédies de Shakespeare et dans une toile de 1828 proche du cycle de Petworth, *le Concert*, les formes semblent sur le point de disparaître dans une brume rouge et dorée (*« de l'or en fusion dans une dissolution de pourpre »*, disait Concourt avec sa simplicité habituelle) d'où émergent seulement la robe et le long cou de la jeune femme assise au piano.

Cette dissolution des formes, qui apparaît d'abord dans certaines marines (*la Plage de Calais*) et dans les esquisses (*le Lac de Nemi*) dont nous ne savons d'ailleurs pas quel crédit il leur accordait, devient le trait le plus constant de la vision de Turner dans ses dernières années. *Pluie, vapeur et vitesse*, les admirables *Funérailles en mer*, la série des *Tempêtes* en effet presque détachées du réel, qui sont réunies au dernier étage de l'exposition, donnent le sentiment d'une sorte de panthéisme de l'angoisse, de l'agonie et du vertige qui montre à quel point peut être hasardeux le rapprochement que l'on a trop souvent fait entre l'art de Turner et la sensibilité impressionniste.

Si l'on voulait absolument trouver des héritiers à notre héros, c'est du côté des symbolistes qu'il faudrait chercher, lesquels n'ont pas retenu de son œuvre ses aspects les plus convaincants d'intégrité émotionnelle et picturale. La griserie du sublime, disions-nous, et il est bien possible que le sublime lui ait un peu tourné la tête. Lorsqu'on parcourt l'exposition à rebours, devant les paysages de Bonneville, la merveilleuse lumière de *la Cinquième Plaie de l'Egypte* ou devant cette toile de 1799 où déjà il note : *le Château de Kilgarran ; lever de soleil brumeux avant une journée étouffante*, on se dit que c'est peut-être ce qu'il a fait de meilleur.

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Jusqu'au 24 janvier 1984.

★ L'École du Louvre organise un cycle de conférences autour de l'exposition Turner, les mercredis, à 18 h 30 : *Turner à Venise*, par le Dr John Gage, lecturer in the History of Art, University of Cambridge, commissaire de l'exposition (le 26 octobre). *Le maniérisme de Turner*, par Mr. Andrew Wilton, assistant keeper British Museum, commissaire de l'exposition (le 9 novembre). *Turner et l'art français*, par M. Michael Kitson, directeur de l'Institut Courtauld (le 23 novembre). *Turner et la théorie du paysage romantique*, par M. Jean-Claude Lebensztejn, maître-assistant à l'université de Paris-X (le 7 décembre).

Galeries nationales du Grand-Palais, porte A, Auditorium 404. Entrée libre.

MUSÉE PICASSO
Une réponse de M. Jack Lang au Sénat

M. Jack Lang, ministre de la culture, a répondu vendredi 14 octobre au Sénat, à une question orale de M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur R.I. des Hauts-de-Seine, qui s'inquiétait de l'état d'avancement des travaux du musée Picasso, à l'hôtel Salé (*le Monde* du 15 octobre). Le ministre a confirmé que les travaux seront terminés à la fin de l'année prochaine et que le musée pourra ouvrir ses portes dans les premières semaines de 1985. Il a indiqué que la collection est toujours entreposée dans les réserves du palais de Tokyo et que certaines des œuvres ont été et seront présentées dans quelques villes de France et à l'étranger.

Enfin, M. Lang a précisé que le coût actuel de l'opération se rapproche du coût avancé en 1978, soit 30 millions de francs valeur janvier 1977. La somme totale de 58,7 millions démontre selon lui la maîtrise de l'opération sur le plan financier. Le ministre a profité de l'occasion pour s'adresser aux autorités de la Ville de Paris, qui, dit-il, laisse à l'abandon un certain nombre de bâtiments municipaux.

M. Roland Simounet, architecte du musée Picasso, nous écrit, après l'article de Frédéric Edelmann (La rumeur Picasso), pour nous préciser :

« Aucune « équipe technique » ne m'a été adjointe en renfort sur le chantier. Je m'en félicite d'ailleurs car aucun dispositif ne saurait être utile ou efficace dans le cadre d'une opération aussi singulière. Je me trouve seul — ici comme ailleurs — pour assumer la globalité de mon projet depuis longtemps visualisé. Il y a, bien sûr, avec moi une équipe renforcée de collaborateurs fidèles et mes conseils techniques. Il y a aussi, c'est très important, les entreprises attributaires des travaux, passionnées par le sujet. Elles apportent sous ma conduite leur savoir-faire.

Si les travaux marchent en effet « tambour battant » c'est que beaucoup d'ardeur, de ténacité, d'entente — avec la présence attentive des services du ministère — règnent sur le chantier, qui, il faut le savoir, demeure une sorte de défi permanent. »

MUSIQUE

« ARIODANTE » A NANCY
Un opéra pour les yeux

La création française d'« Ariodante » de Haendel, deux siècles et demi après la première apparition de l'ouvrage sur la scène du Covent Garden de Londres, a connu un succès assez vif au Grand-Théâtre de Nancy. Pour autant qu'il soit possible de tirer des conclusions d'après le volume des applaudissements du public, il semble qu'il se soit agi avant tout d'un succès de spectacle : la mise en scène, les costumes et les *décors conçus par Pier-Luigi Pizzi* pour la Piccola Scala de Milan ne sauraient en effet passer inaperçus, et, visiblement, ils ne sont pas faits pour cela.

Pour résoudre les problèmes posés par les changements de lieux, le metteur en scène a imaginé deux énormes piles de colonnes creuses, façon acajou, emboîtées l'une dans l'autre et dont les tronçons glissent de mille manières différentes, découvrant tantôt un trône, tantôt un lit, tantôt un espace vide... C'est ingénieux, solide et habilement éclairé. Les costumes s'inspirent librement de ce que devait être la vision du monde de la chevalerie au dix-huitième siècle : panaches, éléments de cuirasse, perruques, souliers vernis.

Mais Pier-Luigi Pizzi ne s'embarrasse pas outre mesure de considérations historiques : aussi, pour les brefs intermèdes dansés qui concluent chacun des trois actes, n'a-t-il pas fait appel à un chorégraphe ayant une quelconque connaissance de la danse ancienne. Il a dû dire simplement aux danseurs : *« Tournez et sautez à volonté, faites des révérences, mais gardez-vous bien d'aller en mesure. »* Le résultat est aussi risible qu'affligeant, car le rapport étroit et nécessaire entre la musique et le geste est précisément au cœur de l'esthétique baroque.

Les opéras de Haendel, comme ceux de son époque, se présentant comme une succession de concertos vocaux pour l'exécution desquels les chanteurs restent seuls en scène, Pizzi a imaginé de les accompagner toujours de serviteurs habillés en noir, censés tirer les ficelles de ces personnages artificiels et prolonger leurs états d'âme par des postures appropriées. C'est là une idée séduisante, encore que très banale et rapidement fatigante, qui fonctionnerait parfaitement si les longues traînes dont sont pourvus les chanteurs ne se plaçaient si souvent sous les pieds de leurs suiveurs. Le problème est encore plus aigu pour le perfide Polinesso, qui, chaussé de cothurnes, risque à chaque pas d'être victime de l'excédent d'étoffe de son manteau.

Reste la musique, qui n'est pas exempte de formules ni de pages moyennement inspirées mais comporte, surtout dans les deuxième et troisième actes, une bonne proportion de morceaux assez réussis pour soutenir l'intérêt et parler encore à notre sensibilité. Sous la direction de Cyril Diederich, l'Orchestre de Nancy a fait un très bel effort pour jouer scrupuleusement une partition qui ne pardonne guère les incertitudes. Pour obtenir un phrasé intéressant dans les traits, une expressivité des rythmes et des articulations (rien ne doit se jouer moins littéralement qu'une partition de cette époque), il faudrait cependant un nombre de répétitions incompatible avec l'économie d'un théâtre.

La jeune distribution réunie pour cette production appelle les mêmes remarques : ni Zehava Gal (Ariodante) ni Christine Barbaux (Ginevra), excellentes l'une comme l'autre, ne possèdent assez l'expérience du chant baroque pour donner davantage qu'une interprétation virtuose, mais un peu raide, des vocalises qui abondent dans leur rôle. En ce domaine, Henri Ledroit (Polinesso) affirme facilement sa supériorité, encore que certaines notes de ce rôle paraissent un peu tendues pour lui. Peut-être est-ce purement accidentel, de même pour Gregory Reinhart (le roi, dont la voix donnait l'impression de bouger dangereusement.

A ces réserves près, qui sont presque de pure forme, il faut souligner les efforts du Grand-Théâtre de Nancy pour sortir des sentiers battus, et remarquer que le public suit, ce qui, pour une entreprise de spectacles, reste l'essentiel.

GÉRARD CONDÉ.

« En haut des marches » de Paul Vecchiali
La Némésis qui pleure

Elle est venue à Toulon, en 1963, un revolver dans son sac à main, pour se venger de la famille de son mari, qui l'avait dénoncé comme collaborateur (il fut abattu) et lui avait pris sa maison. En parcourant les rues, le port, elle a revu son passé par bribes, elle s'est projetée dans son avenir proche d'après le meurtre. Elle, c'est Danielle Darrieux, l'âme d'un film dans lequel, comme souvent chez Vecchiali, l'amour dirige les actes humains. Il l'a dédié à sa mère morte et a fait de Darrieux le médium de son affection brisée.

Si les événements historiques (occupation, libération) interviennent dans les souvenirs, c'est, toujours, d'un point de vue subjectif. Françoise, la Némésis, explore sa conscience pour justifier son acte devant une autre génération. Il n'y a pas de débat politique à ouvrir sur cette tragédie intime où se mêlent hier, aujourd'hui et demain. Film de femmes et d'actrices chères à Vecchiali, *En haut des marches* raconte comment on peut survivre à une jeunesse difficile, à la guerre, à la perte des êtres chers. Darrieux traverse en transe la ville de son bonheur perdu, évoque ses fantômes, chante divinement, joue de tout son instinct prodigieux, et abandonne Némésis dans une bouleversante crise de larmes, eau lustrale du cœur enfin délivré.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les exclusivités.

NOTES

Théâtre

De l'hyper-Foreman

Portée par Yann Colette, comédien sur mesure, *la Robe de chambre de Georges Bataille* sert de prétexte, et de titre, à la dernière des trois productions de Richard Foreman, cofinancées par la Théâtre de Gennevilliers et le Festival d'automne. Le metteur en scène new-yorkais (parisien à mi-temps) a utilisé à peu près les mêmes décors d'une année sur l'autre et semble être arrivé, là, au bout d'un certain chemin. Il pousse au paroxysme son « théâtre ontologique », ce cirque dont le M. Loyal attitré est une femme, la sienne, Kate Manheim. Questions : cette actrice aussi inspirée pour jouer que pour traduire en français les textes de son compagnon n'aurait-elle pas intérêt à se faire diriger maintenant par d'autres ? Et l'écrivain prolixe Foreman, de même, ne devrait-il pas confier à d'autres metteurs en scène le soin de monter, de traiter les pièces qu'il « *compose* » ?

Pour ce qui est de Bataille, Foreman, ayant évacué les références à l'érotisme, dit n'avoir retenu qu'une leçon : savoir se débarrasser des choses, jeter et jeter encore, mêmes les idées. Pourtant il ne supprime aucune de ses angoisses de prédilection, en rajoute côté humour, inondant le spectacle de sa lucidité obsessionnelle et de lumière à son accoutumée. A nouveau, il a jalonné la scène de ficelles, de filières, de filins rambardes ; à nouveau, il met en route un mouvement brownien. Remuements, actions et agitations s'accumulent, se catapultent à travers un trop plein d'accessoires hystérico-symboliques. Une sorte de danse, réglée au rythme rituel de sons repiqués, trafiqués par l'auteur. Les personnages — pantins en rade dans un hôtel-prison — sont accostés par des extraterrestres à gueules d'arrière grands-pères cacochymes, leurs radios déversent des nouvelles vieilles de la veille, leurs chevaux ont la forme d'hippopotames. C'est de l'hyper-Foreman. Un ouvrage aux finitions soignées.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ *Théâtre de Gennevilliers, 20 h. 30.*

Musique

La première « Madame Butterfly » à l'Opéra de Paris

Après le four mémorable du 17 février 1904 à la Scala de Milan, Puccini remania trois fois *Madame Butterfly*, qui trouva son aboutissement après les représentations de l'Opéra-Comique en 1906.

M. Bogianckino, suivant l'exemple de la Fenice de Venise en mars de l'année dernière, a voulu présenter à Paris la toute première version en même temps que la définitive pour montrer le travail du compositeur sur son œuvre : suppression d'une demi-heure de musique (essentiellement, des japonaiseries pittoresques au premier acte avec quelques allégements dans les suivants), adjonction de la célèbre romance de ténor « Addio, fiorito asil », modifications heureuses de certains passages orchestraux, et substitution du consul à la femme de Pinkerton pour réclamer son enfant à Butterfly, ce qui affaiblit l'effet dramatique de l'affrontement entre les deux femmes, même s'il n'était pas très soutenu musicalement (1).

Pourtant, l'impact dramatique reste très semblable, maintenant que l'œuvre a triomphé. Les deux représentations de l'Opéra diffèrent par la distribution (en particulier, une Butterfly un peu mûre, Hélène Garetti, à la voix saine, moins riche, mais plus émouvante que celle de Raina Kabaïvanska) et le chef, Miguel Gomez Martinez, dont la direction sensible ne brille cependant pas par la poésie ni par la distinction. Décors et mise en scène sont les mêmes.

J.L.

(1) On trouvera toutes ces variantes dans *l'Avant-Scène Opéra* (nº 56, 166 p., 50 F) avec une étude minutieuse de Fedele d'Amico.

■ Le chef d'orchestre allemand Gerd Albrecht étant souffrant, le concert qu'il devait donner salle Pleyel avec l'Orchestre national de France à Paris, le 16 octobre, est annulé. Les billets seront remboursés. Le prochain concert de la série « Prestige de la musique » est reporté au 20 décembre avec un récital de la soprano Edith Mathis.

■ La comédienne Annie Girardot, qui a été victime d'une chute de trapèze durant une représentation le 8 octobre, ne reprendra son spectacle « Marguerite et les autres » que le samedi 22 octobre (Théâtre Montparnasse).

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SHAKESPEARE AU LYCÉE – Lycée Buffon (307-85-80), 20 h 30.
COMÉDIENS CHERCHENT PUBLIC – Dejazet (887-97-34), 20 h 30.
CABARET DADA – Huchette (326-38-99) ; 22 h 45.
LES ATTENTIONS PARTICULIÈRES – Lycée Technique (307-85-80), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Moïse.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Estivants.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Léo Ferré.
BEAUBOURG (277-12-33), Débats : *18 h 30 : Les coulisses de l'image* ; 21 h : Pour Arthur Adamov ; Cinéma-Vidéo : 16 h : Je te prends, tu me prends en photo ; 19 h : Mission Tenere ; De 12 h à 22 h : Environnement vidéo de Claude Torey : Zénon ; Danse : 20 h 30 : Dana Reitz, Malcolm Goldstein (Field papers).
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Concert : Orcheste de Radio Stuttgart, Karl Munchinger (Schumann, Schubert, Beethoven.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Pour Dam.

Les autres salles

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : La vie anonyme ; 18 h 30 : Le ·ébrin.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Cocteau-Marais.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : e Gardien de tombeau.
BOUFFES - PARISIENS (296-·-24). 21 h : les Trois Jeanne.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-·-41). 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Cenlit.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : l'Echo du silence ; 22 h : Va ma Terre quelle belle idée.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la leçon - Abracadabracula.
LUCERNAIRE (544-57-34), I : ·h 30 : Cajamarca ou le supplice de ·izarre ; 20 h 30 : l'Entonnoir ; 22 h 30 Bobby Lapointe ; II. 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Visages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30 : la Putain ·éraire ; 19 h 45 : Mozartement vôtre ; 2 h 15 : Baudelaire du mal.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 Le roi se meurt.
MARIGNY, salle Gabriel (2·-20-74), 21 h : les Sales Mômes.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), ·0 h 30 : l'Entourloupe.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 Extravagant Mister Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) 20 h 30 : Prosper Mérimée.
POCHE - MONTPARNASSE (548-92-97) 20 h 15 : la Dernière Bande ; 21 h 15 : Restaurant de nuit.
RENAISSANCE (208-18-50) 21 h : Théâtre de Bouvard.
TAI TH. D'ESSAI (27·0-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos.
THÉÂTRE D'EDGAR (·22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 2· h : Nous, on fait où on nous dit de fai·
THÉÂTRE A.-BOURVIL (·73-47-84), 21 h : les Dames de fer ; · h : Y'en a marr... ez vous ?

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : L'orchestre ; 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.
THÉATRE DE LA PLAINE (842-32-25). 20 h 30 : le Dîner bourgeois.
THÉATRE 13 (588-16-30), 21 h : l'Emo d'amour.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BLANCS - MANTEAUX (887-15-84), 22 h 30 : Fouillis.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : l'Orchestre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.
DEUX ANES (606-10-26), 21 h : L'impôt et les os.

Le music-hall

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 22 h : M. Benin.
ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : J. Gréco.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Chopelia.

Les concerts

SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez (Bach).
RADIO-FRANCE, *Auditorium 105*, 20 h 30 : G. Sollscher.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : solistes de l'Orchestre national de France (Tcherepnine, Petit, Moss...).
ÉGLISE DES BILLETTES, 20 h 30 : J. Parrenin, W. Pasrot (Corlli, Haendel, Telemann).
FIAP, 20 h 30 : A. Massao (Villa-Lobos).
MUSÉE GUIMET, 20 h 30 : J. Bhattacharya.
ATHÉNÉE, 20 h 30 : M. Zimmermann.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, Grand Théâtre, 20 h 30 : D'N'Kaoua (Schubert).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Academy of Ancient Music, dir. : Ch. Hogwood (Vivaldi, Haendel).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. Saury.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Magnum Band (Haïti).
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : A. Sanders.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Max Roach.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Herr, W. Engstfeld, I. Eckinger, L. Lowe.
TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Ch. Escoudé, B. Ferré, B. Reinhardt.
28, RUE DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : *Joue contre joue* (concours d'orchestre).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

Danse

CENTRE G.-POMPIDOU (274-42-19), 20 h 30 : Dana Reitz.

FESTIVAL DE L'ILE-DE-FRANCE (723-40-84)

DOURDAN, église Saint-Germain (492-90-90), 20 h 30 : Deller Consort (Byrd, Dowland).

Lundi 17 octobre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

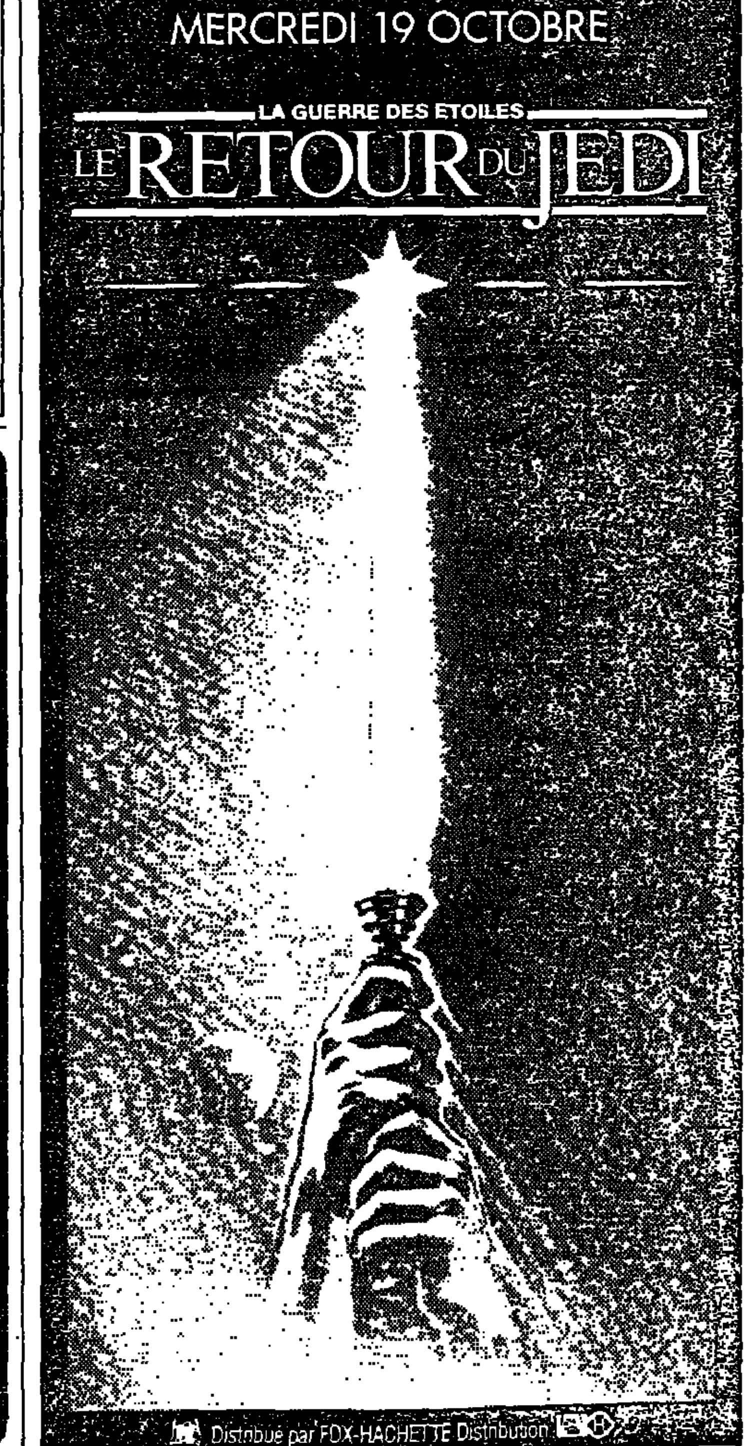
BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Lame de fond, de V. Minnelli ; 19 h, 5e festival de Biarritz-film ibérique et latino-américain : la Ville des pirates, de R. Ruiz.

Les exclusivités

L'AMI DE VINCENT (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; *Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46)* ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-57) ; Fauvette, 13e *(331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43)* ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aus., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Berlitz, *2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e* (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare *Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e* (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55)).
LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Olympic Entrepôt 14e (545-35-38) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f., Impérial, 2e (742-72-52) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BENVENUTA (Fr.-Belg.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LES BRANCHÉS A SAINT-TROPEZ (Fr.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : *Impérial*, 2e (742-72-52).
CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
CHRONOPOLIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA CRIME (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).
DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LE DESTIN DE JULIETTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
EVIL DEAD (A.) (*) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
LE FAUCON (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).
LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Montparnasse Pathé*, 14e (320-12-06).
FLASHDANCE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; *Paramount Odéon, 6e* (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, (236-83-93) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (651-99-75).
FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
FRANCES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (sp.).
FURYO (Jap., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-20-12) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LE GUERRIER DE L'ESPACE (A., v.f.) : Tourelles, 20e (364-51-98).
HANNA K. (Fr.-A.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX, (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).
L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (325-95-94) ; St-Lambert, 15e (352-91-68) (H. sp.).
HONKY TONKMAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LIBERTY BELLE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Saint André des Arts, 6e (326-48-18).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
OCTOPUSSY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; *Paramount Maillot, 17e (758-24-24)* ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
ŒIL POUR ŒIL (A., *v.f.*) : Arcades, 2e (233-54-58).
OUTSIDERS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e *(633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08)*. – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Images, 18e (522-47-94).
PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
POUSSIÈRE D'EMPIRE (*Franco-Vietnamien*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; St-Séverin, 5e (354-50-91) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-60-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).
RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).
LA SCARLATINE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).
SUPERMAN III (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) (H. sp.) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) (H. sp.).
TONNERRE DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Arcades, 2e (233-54-58).
TOOTSIE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-10-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
UNDERGROUND USA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
UNE PIERRE DANS LA BOUCHE (Fr.) : Colisée, 8e (359-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).



MERCREDI

SPECTACLES

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

VIVE LA SOCIALE *(Fr.) : Forum Orient* Express, 1er (233-63-65) ; Logos I, 5e (354-26-42) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ZELIG (A.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Para*mount Marivaux*, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) (version angl. non s/titrée) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e *(742-56-31)* ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BOURREAU DES CŒURS, film français de Christian Gion ; Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; *U.G.C. Gare de Lyon, 12e* (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, *15e* (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

BRULER LES PLANCHES, film français de Gabriel Garran ; Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

CHANEL SOLITAIRE, film français de Georges Kaczender : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

EN HAUT DES MARCHES, film français de Paul Vecchiali : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE GEANT, film allemand de Michaël Klier ; v.o. : Studio 43, 9e (770-63-40).

ROSI ET LA GRANDE VILLE, film allemand de Gloria Behrens ; v.o. : Le Marais, 4e (278-47-86).

LES MOTS POUR LE DIRE, film français de José Pinheiro : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *U.G.C.*-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Convention, *15e (828-20-64) ; 14 Juillet*-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

STAYING ALIVE, film américain de Sylvester Stallone ; v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 18e (241-77-99) ; Wepler, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).
ALIEN (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
L'AFRICAIN (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46) ; *Grand Pavois*, 15e (554-46-85).
BARRY LINDON (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) *(**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)* ; Septième Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : (H.sp.) *Denfert, 14e (321-41-01)*.
CROSSFINGER (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : (H. sp.) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
DÉLIVRANCE (A., *v.f.*) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H. sp.), 17e (622-44-21).
LE DÉMON DANS L'ILE (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
DODES CADEN (Jap., *v.o.*) : Saint-Lambert, 15e (552-91-68).
L'ÉCRAN MAGIQUE (It, v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) (H.sp.).
LES ENCHAINÉS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial 13e (707-28-04).
EVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
L'EXTRAVAGANT Mr RUGGLES (A., v.o.) Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
FLESH (A, v.o.) (**) : Movies (H. sp.), 1er (260-43-99).
GERTRUD (Dan., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Olympic Entrepôt, *14e* (545-35-38) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (H.sp.) (321-41-01).
L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61) ; Boîte à films (H. sp.), 17e (622-44-21).
L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
L'HOMME QUI RÉTRÉCIT (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).
L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.), (première et deuxième partie) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LE LOUP-GAROU DE LONDRES (A., v.o.) (*) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Miramar, 14e (320-89-52).
MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
MÉTAL HURLANT (A., *v.o.*) : Rialto, 19e (607-87-61).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
NEW YORK, NEW YORK (vers. intégr.) : Calypso, 17e (380-30-11).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
L'ŒIL DU TIGRE (A., v.f.) : Max Linder, 9e (770-60-04) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
PETER IBBETSON (A., v.o.) : Studio Logos II, 5e (354-42-34) ; Acacias, 17e (764-97-83).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
PLAYTIME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) (H.sp.).
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
PROMENADE AVEC L'AMOUR ET LA MORT (A., v.o.) : Contrescarpe (325-78-37).
QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
ROCKY I (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (320-30-19).
THE SERVANT (A., v.o.) : Logos III, 5e (326-84-65) Mac Mahon, 17e (380-24-81).
UN SI DOUX VISAGE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

Les festivals

REVOIR WOODY ALLEN (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07), Tout ce que vous avez toujours... (**).
MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07), Une nuit à Casablanca.
RÉTROSPECTIVE CARL Th. DREYER (v.o.), Sudio des Ursulines, 5e (354-39-19), 15 h 30, 22 h 30 : la passion de Jeanne d'Arc ; Eglise de campagne ; 18 h 30, 20 h 30 : Gertrud.
MAXIME GORKI (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80), 16 h 30, 20 h : Les Tziganes montent au ciel ; 18 h : En gagnant mon pain ; 18 h, 22 h : Mes universités.
MIZOGUCHI (v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), La Vie d'O haru, femme galante.
LE THÉATRE D'ANTOINE VITEZ : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) : H. sp.
KUROZAWA (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Rashomon.
I. BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 17 h 20 : Rêves de femmes.
PREMIERS FILMS (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 19 h : Mamma Roma ; 20 h 45 : le shérif est en prison ; 22 h 20 : Breaking Glass.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), Jeune et Innocent.
AMERICAN MEMORIES *(v.o.) : Action* La Fayette, 9e (878-80-50), Sauvez le tigre.
R. BRESSON ; Studio 43, 9e (770-63-40) : 18 h, 20 h ; Mouchette ; Au hasard Baltazar.
J.-P. MOCKY, Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), 18 h : la Tête contre les murs ; 20 h : la Bourse ou la vie ; 16 h, 22 h : les Compagnons de la marguerite.
ROBERT WISE (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94), le Coup de l'escalier.
LES GRANDES HEURES DE LA *COMÉDIE AMÉRICAINE* *(v.o.)* : Olympic, 14e (545-35-38), Sylvia Scarlett.
UN SALUT A DANIELLE DARRIEUX, Studio 43, 9e (770-63-40), 22 h : La crise est finie.
CHEFS-D'ŒUVRE DU CINÉMA MUET, La Péniche, 16e (527-77-55), 20 h à 24 h.

COMMUNICATION

Lundi 17 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Film : les Diables de Guadalcanal.
Film américain de N. Ray (1951), avec J. Wayne, R. Ryan, D. Taylor, W. Harrigan, J. Carter, J.-C. Flippen (redif.).
Pendant la guerre du Pacifique, le commandant d'une escadrille américaine de bombardement s'attire l'hostilité de son adjoint par son comportement trop autoritaire. Nicholas Ray perdu corps et biens dans un film d'aventures bellicistes, au service de John Wayne. Heureusement, ce ne fut qu'un accident de parcours.
22 h 15 Contre-enquête.
Le magazine de faits divers d'A. Hoang.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : le Garçon d'appartement.
De G. Lauzier, mise en scène D. Auteuil, réa. A. Boudet.
Comment s'installer de force chez une fille qui ne veut pas de vous, quand on est un garçon opportuniste et obstiné ? Une pièce bourrée de poncifs, que le talent de D. Auteuil et le tonus des acteurs ne parviennent pas à sauver de la vulgarité.
22 h Plaisir du théâtre.
Magazine de P. Laville, réal. P. Bureau.
« Retour au pays natal », le théâtre en Martinique ; Trois Argentins à Paris (J. Savary, A. Arias et Copi) ; Cami sous la douche ; Jouer Beckett ; L'extravagant Monsieur Wilde...
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Film (cycle Yves Montand) : la Menace.
Film français d'A. Corneau (1977), avec Y. Montand, C. Laure, M. Dubois, J.-F. Balmer, M. Eyraud, R. Muni (redif.).
Un transporteur routier rompt avec sa maîtresse, riche propriétaire du Médoc, qui se suicide. La jeune femme qu'il aime étant soupçonnée d'avoir tué l'autre, il élabore, pour l'innocenter, un plan qui va devenir un engrenage fatal. Exercice de style à la manière des romans noirs américains façon Hammett et Chandler. L'action et les comportements priment tout.
22 h 30 Journal.
22 h 55 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
La course La Baule-Dakar.
23 h 40 Prélude à la nuit.
Variation « Moïse », de Paganini, par J.-J. Kantorov, violon, et J. Rouvier, piano.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Dessin animé : Ulysse 31.
17 h 30 Albrecht Dürer.
18 h Magazine : Sépia.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Informations.
19 h 10 Série : Saturnin et Cie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

20 h, « Les Vertiges », de L. Ganzl (1re partie). Avec J. Gastaldi, A. Bertin, J. Boguigni...
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Luther et les grands écrits réformateurs, avec M. Lienhart.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Jazz.
20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) : *Concerto pour quatre violons obligés, Concerto pour deux violes et violoncelle*, de Vivaldi, *cantate Dolce pur d'amor l'affanno*, de Haendel, *Concerto pour quatre violons obligés et violoncelle*, de Vivaldi par l'Academy of Ancient Music, dir. C. Hogwood.
22 h 30, Fréquence de nuit.

Mardi 18 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

17 h 30 Série : Le paradis des chefs.
18 h Ton amour et ma jeunesse.
18 h 20 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 45 Jeu : Marions-les.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Téléthèque : Hauteclaire.
D'après Barbey d'Aurevilly. Avec M. Darc, P. Frankeur, C. Joanno, M. Piccoli...
Sous la Restauration, à Nerville, dans le Cotentin, le docteur Norty conte à une assemblée l'histoire du village et celle d'Hauteclaire, l'escrimeuse à la beauté éclatante.
22 h 10 Café-théâtre : On n'est pas des pigeons.
Mise en scène : B. Laurent, spectacle du Théâtre du Corbeau.
Une comédie « ornithologique », une lutte entre corbeaux et pigeons.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Film : Beau-Père.
Film français de B. Blier (1981), avec P. Dewaere, A. Besse, M. Ronet, N. Garcia, N. Baye, M. Risch, C. Mnich.
Après la mort de sa mère, une fille de quatorze ans veut connaître l'amour avec le compagnon de celle-ci, son « beau-père » d'occasion. Jeu roublard du réalisateur entre une situation scabreuse et l'exaltation sentimentale. Plus qu'Ariel Besse en adolescente moderne, on s'attache à Patrick Dewaere et Maurice Ronet, tous deux disparus depuis.
22 h 45 Magazine : Lire c'est vivre, de P. Dumayet.
« Le Rouge et le Noir », de Stendhal.
23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 La dernière séance : soirée James Stewart.
Émission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui. 20 h 40, Dessin animé : Bugs Bunny ; 22 h 30, Tex Avery et réclames de l'époque.
20 h 50 Premier film : la Flèche brisée.
Film américain de D. Daves (1949), avec J. Steward, J. Chandler, D. Paget, B. Ruysdael, W. Geer, J. Mac Kenzie (redif.).
En 1870, en Arizona, un Blanc, chercheur d'or, qui a découvert la loyauté des Indiens, cherche à établir la paix entre l'armée américaine et le chef apache Cochise. Basé sur des documents d'époque et tourné par un réalisateur qui connaissait et estimait les Indiens, ce premier western anti-raciste eut une grande importance pour l'évolution du genre.
22 h 50 Journal.
23 h 10 Deuxième film : Winchester 73.
Film américain d'A. Mann (1950), avec J. Steward, S. Winters, D. Durea, S. Mac Nally, M. Mitchell, R. Hudson.
Une carabine, gagnée à un concours de tir par un homme qui veut assouvir une vengeance, est volée à son premier propriétaire, puis passe de main en main, en portant malheur.
L'atmosphère du Far West recréée avec exactitude, à partir d'une arme perfectionnée. Vérité humaine des personnages, réflexion sur la violence, style épuré d'Anthony Mann.
0 h 45 Prélude à la nuit.
Ich Schwebe, de Strauss, sur un poème de Henckell, par Udo Reinemann, baryton, et David Selig, pianiste.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

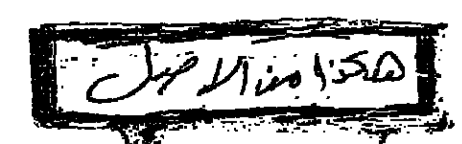
17 h 6 Hier au cinéma : Volpone, film de M. Tourneur.
18 h 55 Informations
19 h 10 Série : Saturin et Cie.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

9 h 7, La matinée des autres : Revenir à Sanaa (Yémen).
10 h 45, A bâtons rompus avec Daniel Cordier.
11 h 2 Musique à l'œuvre : La *IXe Symphonie* de Beethoven (la genèse de l'œuvre).
12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Musique à l'œuvre : Beethoven (et à 17 h 32 et 21 h 15).
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Riche et légère », de F. Delay.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : à Saint-Fargeau ; 15 h 20, Rubrique internationale ; 16 h 30, Micromag ; 17 h, Raison d'être.
18 h 30, Feuilleton : L'hôtel saint-Pol.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Temps et devenir (vers une dynamique de la complexité).
20 h, Dialogues : Légimité des violence dans les luttes de libération ?, avec J. Ziegler, J. Chonchol.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 45, Le journal de musique.
9 h 2, Le matin des musiciens : les musiciens franco-allemands, œuvres de Ockeghem, Desprez, Dufay, Brumel, Agricola, Ligeti.
12 h, Archives lyriques : E. Velière, ténor et C. Supervia, mezzo.
12 h 35, Jazz : l'accordéon-jazz.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, D'une oreille l'autre : Barber, Schubert, Moussorgski, Mozart.
17 h 5, Repères contemporains C. Chavez, T. Takemitsu, F. Guerrero.
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Studio-concert : « Pots de suspension », de Bousch, « Shape of things », e Rollin, « Hevel 4 », de Goldmann, « Houles », de Lavier, par le Trio Deslogères.
20 h, Jazz : les irréfutables.
20 h 30, Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : *Concerto pour piano et orchestre nº 3*, de Beethoven, *Symphonie nº 6*, de Bruckner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. R. Reuter, sol. P. Roesel, piano.
22 h 30, Fréquence de nuit : Tchaïkovski.
23 h 10, Jazz-Club.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Soderhu

SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
CABINET DE CONSEIL EN RECRUTEMENT ET GESTION DE PERSONNEL CADRES

Nous sommes le leader mondial *dans le domaine des coursiers des airs internationaux*, employant 7000 personnes et opérant dans 90 pays. A la *suite de notre rapide expansion*, notre Filiale Française de 300 personnes *recherche pour son Siège à ROISSY un*

jeune directeur du personnel

200.000 F +voiture

BILINGUE FRANCAIS-ANGLAIS

qui aura ac[illegible]ide expérience de 3 à 5 ans de la Fonction «Personnel» [illegible]te international et plus particulièrement de la forma[illegible] carrières et des relations avec les partenaires [illegible]
Co[illegible] et dynamique.
Cr[illegible]ez imp[illegible]t appliquer vos idées innovatrices.
Vo[illegible]mment la langue anglaise car celle-ci est notre outil de [illegible]
Fi[illegible]rsonnalité s'inscrira dans notre ambiance jeune et de[illegible]

(Réf. 281)

Nous sommes une **PME *dynamique fabriquant et vendant des instruments de précision électroniques*** appartenant à un Groupe de plusieurs sociétés diversifiées.
Notre C.A. 130 millions de Francs est en développement constant et *nous sommes le numero 1 dans notre domaine*.
Nous recherchons **pour notre Siège et Usine situés en Région Parisienne** 2 collaborateurs de haut niveau

directeur des fabrications

300.000 F +/-

Rattaché au Président, il supervisera notre Usine de 100 personnes. Il *coordonnera les différents ateliers de montage, cablage et contrôle* électronique et organisera les approvisionnements en fonction des prévisions de vente.
Il aura un souci permanent du respect de la qualité, des délais et de la *rentabilité ainsi que de l'animation et de la motivation des hommes.*
Toutes ces actions se feront en liaison étroite avec le bureau d'études, la direction commerciale et le service après-vente.
Nous recherchons un **INGENIEUR ELECTRONICIEN** ayant une expérience confirmée de la gestion des hommes dans le contexte d'une fabrication similaire.

(Réf. 282)

directeur commercial

350.000 F +/-

En relation étroite avec le Président et après une periode d'observation il proposera une politique commerciale et une reorganisation du réseau qu'il devra mettre en place en tenant compte de la technicité du produit et de la personnalité des vendeurs.
Il dirigera un réseau de vente d'environ 80 VRP qui visitent une clientèle essentiellement constituee de detaillants et interviendra lui-même dans certaines affaires importantes telles que centrales d'achat, etc.
Il aura à créer un service marketing et a développer le secteur industrie et exportation.
Nous recherchons un **homme de terrain**, de formation de préférence ingénieur ayant déjà exercé durant plusieurs années des responsabilités commerciales à haut niveau et rompu aux techniques d'animation et de négociation dans un contexte similaire.

(Réf. 283)

Une fiche d'information sera envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

***Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo en précisant la référence du poste choisi* à SODERHU - 22, rue Saint Augustin - 75002 PARIS**

Soderhu

MEMBRE DE SYNTEC

LE GROUPE GERLAND

2,2 milliards de CA en 1983 - 4 400 personnes
Une croissance soutenue depuis 10 ans de performances saluées par toute la presse économique.



GERLAND CHIMIE-PETROLE

120 millions de CA - 160 personnes
Une division produisant des spécialités chimiques industrielles.

Directeur administratif et comptable

Le poste s'inscrit d'abord *dans un cadre géographique dont il faut tenir compte* :
PARIS : Direction générale et commerciale de la Division où vos services sont basés.
LE NORD (région de Douai) : l'usine d'où parvient la quasi totalité des éléments de la comptabilité analytique.
LYON : Siège du Groupe : consolidation, informatique.

Il y a ensuite dans les fonctions, deux pôles très précis d'intérêt professionnel :
- la comptabilité et l'administration des ventes d'une unité petite et d'une structure un peu complexe qui nécessitent une parfaite fiabilité et une grande pratique des techniques comptables (niveau DECS minimum) : vous dirigez une équipe très compétente de 10 personnes mais, soyons clairs, dans les moments de presse, vous sauriez vous-même passer les écritures.
- la gestion de la Division : budget, plan, analyse financière, contrôle de gestion et secrétariat général, relations avec le siège : vous êtes un *partenaire de réflexion pour la Direction.*

Comment vous imaginons-nous ? Une formation type grande Ecole de Commerce, une expérience convaincante de chef comptable dans l'*industrie, le goût du dialogue et l'ouverture aux faits et aux personnes.*
Vous trouverez chez nous accueil et optimisme : nous avons des projets, venez nous aider à les réaliser.

Merci d'adresser votre dossier sous référence DAC 1079M à



11 Rue des Pyramides
75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

JOURCES

FILIALE FRANCAISE IMPORTATRICE DE TRACTEURS ET DE MACHINES AGRICOLES
C.A. 1,5 Milliard
recherche

DIRECTEURS de SUCCURSALES

De formation commerciale, les candidats devront impérativement avoir une expérience dans la vente de matériel agricole.

Avoir déjà assuré la direction d'une succursale ou d'une concession *sera un atout majeur.*

Après une première phase de création et de mise en place, qui exigera un esprit poussé de créativité et un sens de l'organisation, les fonctions essentielles consisteront à diriger et animer une équipe d'une vingtaine de personnes, commerciaux, techniques et administratifs.

La rémunération proposée aux candidats sera fonction de leur expérience et de leur profil.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo sous référence 80769 à CONTESSE *PUBLICITE* 20 Avenue de *l'Opéra 75040* Paris Cedex 01, qui transmettra.

Directeur Financier

PARIS-NORD **300.000 F +**

Une société française de machines-outils leader en son domaine, dans le cadre du plan national de développement de ce secteur (*C.A. : 220 millions de Francs, dont plus de 45 % à l'export, effectif 600 personnes*), recherche pour son siège son Directeur Financier.
Dépendant directement du Directoire dont il sera le conseil au plan de la politique financière de la société et de ses filiales, il en dirigera et en contrôlera les activités en matière de gestion financière, de trésorerie, de comptabilité et de fiscalité. Il fournira aux différents départements l'assistance technique et statistique necessaire et conduira les opérations d'audit au sein des différents établissements tant en France qu'à l'étranger. Il rendra compte au directoire de la situation permanente de l'entreprise en établissant et en appréciant toutes études, surveillance des coûts et analyses des rapports périodiques d'exploitation qu'il fera établir.
Ce poste de grande compétence et responsabilité ne peut convenir qu'à un diplôme de l'enseignement supérieur, 35 ans minimum, ayant complété sa formation par le DECS ou une école de gestion. Il justifiera de plusieurs années d'une expérience analogue acquise en secteur industriel à vocation internationale ainsi que celle de l'usage de systèmes informatisés. Cette fonction implique la maîtrise de l'anglais, la pratique des procédures financières internationales ainsi que l'acceptation de missions fréquentes mais de courte durée tant dans les établissements en France que dans les filiales étrangères.

Conexhom
Conseil en Recrutement

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 8179 M à :
François ROUSSEAU - CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer
92508 RUEIL-MALMAISON CEDEX, qui garantit la plus totale discrétion.

Organisation et Publicité

Société Internationale de
TOURISME ET VOYAGES
recherche urgent

UN DIRECTEUR POUR L'AGENCE DE PARIS

Il devra dynamiser son équipe de collaborateurs, élargir la *clientèle, développer de nouveaux services, créer de nouveaux points de vente.*

Il sera doté d'un sens commercial élevé, rigoureux et entreprenant, expérimenté dans la vente de services (5 ans minimum). La pratique de l'espagnol sera très appréciée. Rémunération élevée, perspectives intéressantes, offertes à candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo, salaire actuel à
B.M. - INST. FORHEM,
8, avenue Georges-Clemenceau, 9130000 MASSY
qui transmettra.

FRANCE TERRE D'ASILE

Association engagée dans la promotion du droit d'asile et coordonnant le dispositif national des centres d'hébergement pour l'accueil des réfugiés (5.000 lits)
recherche

DIRECTEUR (TRICE)

Formation supérieure et expérience. Travail d'impulsion de négociations, de coordination (dans les domaines juridique et social), de gestion (fonds publics - 50 salariés). Fréquentes interventions auprès de l'administration à tous les niveaux.
Rémunération annuelle de départ 174.000 F.

Adresser lettre manuscrite et c.v. avec photo à :
FRANCE TERRE D'ASILE
29, rue Saint-Amand, 75015 PARIS.

TRANSFORMATION DE MATIERES PLASTIQUES DIJON

Directeur industriel

Cette PME de 400 personnes, produisant en série des articles obtenus par transformation de *matières plastiques, possède un fort potentiel de croissance et une direction marketing* performante. Le PDG et l'équipe jeune et active, qui ont pris en charge son développement, recherchent le Directeur industriel qui adaptera l'outil de production aux ambitions commerciales de *l'entreprise. Ce dernier supervisera* les Etudes et Méthodes et devra concevoir et mettre en place de nouvelles techniques et moyens de fabrication. Sa gestion de la production s'appuiera sur l'élévation de la technicité du personnel, *l'amélioration des circuits d'information et l'instauration* d'un véritable esprit qualité. Le poste convient à un ingénieur Arts et Métiers ou equivalent, souhaitant valoriser son expérience des Etudes et Méthodes, et sa pratique de la gestion de production dans une *société en évolution... Merci d'adresser lettre manuscrite*, C.V. et prétentions sous réf. 4026/M à Guy PELLAE **Sélé-CEGOS** Rhône-Alpes 2, rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS



Futur directeur technique

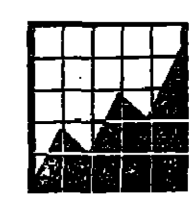
Vivre dans le Berry

Filiale d'un Groupe français important notre Société, au coeur du Berry, produit et commercialise avec succès de la robinetterie de branchements d'eau.
L'évolution de nos structures nous amène à rechercher un jeune ingénieur généraliste.
Sa fonction est riche et variée. Dans un premier temps, il participe à la mise en place, en liaison avec un conseil extérieur, d'une gestion de production efficace. Ensuite et progressivement, il assiste le Directeur d'établissement en assurant des missions ponctuelles et à terme il se voit confier la Direction technique.
Ce programme peut interesser un jeune ingénieur (A.M., I.D.N., E.N.S.M...), ayant si possible complété sa formation technique par un cycle en gestion (I.A.E., I.C.G...), bénéficiant d'une première expérience vécue soit en entreprise soit en conseil (organisation et/ou gestion de production) et désireux de concilier un certain mode de vie avec une carrière orientée vers des responsabilités techniques et humaines.
La rémunération prendra en compte l'expérience acquise.
Nous remercions les ingénieurs intéressés d'adresser leur candidature sous réf. FC 1074M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

JOURCES



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre Société, filiale d'un important groupe français de niveau international, produisant **des matériaux du second oeuvre** vous propose le poste de :

directeur régional

Nous sommes d'autant plus intéressés :

SI votre expérience du Bâtiment s'est développée dans un secteur proche du nôtre,

SI vous avez été en charge durant 5 ans minimum d'*une stratégie commerciale et de la gestion de son budget*,

SI vous êtes à même d'animer une petite équipe de délégués commerciaux,

SI votre formation sur un plan technique vous permet d'aborder, y compris au plus haut niveau, les prescripteurs.

Région considérée EST-BOURGOGNE.



nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients

4, rue Amiral Courbet 75116 Paris / réf. 80848



Directeur général — 350.000 F

Composants mécaniques - *Un groupe de dimension internationale*, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'appareils de contrôle des fluides industriels, recherche le directeur général de sa filiale française de distribution (85 personnes). Basé en proche banlieue ouest de Paris, il rendra compte au directeur général Europe et assumera, après une période d'adaptation, l'ensemble des responsabilités inhérentes à sa fonction : commercial France et export, finances, administration et personnel... Ce poste s'adresse à un cadre dirigeant âgé de 34 ans minimum, diplômé d'une école d'ingénieurs option mécanique (ou équivalent) et familiarisé à la gestion. Il doit également pouvoir justifier d'une expérience réussie de direction commerciale et/ou générale, développée en France, au sein d'une unité autonome comportant de 50 à 100 personnes environ et tournée vers la distribution de composants mécaniques (type robinetterie industrielle...). L'habitude du reporting en vigueur dans les groupes anglo-saxons constituerait un atout supplémentaire. La pratique courante de l'anglais est indispensable. *La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 350.000 francs sera assortie d'une voiture de fonction.*
Ecrire à J.M. JACLOT. Réf. A/R 9029M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Directeur commercial et marketing — Alsace

Une entreprise industrielle concevant et réalisant des biens d'équipement lourds et évolués qui sont commercialisés dans le monde entier, recherche son directeur commercial et marketing. Rendant compte à la direction générale il sera responsable des services marketing, vente, administration des ventes, montage extérieur et après-vente. Il veillera à l'organisation la plus efficace de ses moyens en fonction de l'évolution des produits, des marchés, de la concurrence, etc... *Il dirigera ses équipes avec le souci du respect des objectifs quantitatifs et qualitatifs.* Il conseillera la direction sur les orientations à long terme contribuant ainsi à la définition de la politique de l'entreprise. Le candidat recherché, âgé de 38 ans au moins est diplômé d'une grande école d'ingénieurs et peut justifier d'une expérience antérieure acquise nécessairement dans des biens d'équipement commercialisés en France et à l'exportation. La pratique de l'anglais est indispensable. Le niveau de rémunération offert pourra *dépasser 350.000 francs annuels pour un candidat de valeur.*
Ecrire à F. WILLIGSECKER. Rét. B/8040M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

PME des HAUTES ALPES (C.A. 180 millions)

INDUSTRIELS DE LA MEUNERIE

dotés d'un outils de production particulièrement performant, nous renforçons notre structure en créant le poste de

Directeur commercial

Collaborateur *immédiat de* la DIRECTION GENERALE, il assumera avec autonomie une large mission impliquant son étroite participation à la définition de la politique commerciale, la recherche et les propositions d'amélioration des actions à mener, l'organisation et l'animation sur le terrain de l'équipe de représentants.
Ce poste, basé au Siège de la Société à **40 kms au SUD de GAP**, sera confié à un **DIPLOME d'une ECOLE SUPERIEURE de COMMERCE** ou équivalent, possédant une première *expérience* professionnelle significative.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême
69006 LYON, sous réf. **008 M.**

Cabinet Gatier

média-system

Nous sommes une Société de l'Ouest de la France
170 personnes - 60 millions C.A.
axée sur la fabrication de produits d'emballages nouveaux.
Nous offrons poste de

DIRECTEUR GENERAL

pour remplacer notre Directeur actuel appelé à de plus larges fonctions.

Il prendra en charge l'Entreprise, définira en commun les orientations et objectifs, les fera appliquer sur le terrain, gèrera et dynamisera l'ensemble.
Ce poste s'adresse à un homme de 32 ans minimum H.E.C. - INSEAD - ou équivalent, ayant eu des responsabilités élevées, dans une entreprise de transformation de moyenne importance.
Il doit être autonome avec de l'ambition, être animateur, dans une optique de développement.



Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions s/réf. 2004 à
Mme A. GARRET
11, rue Mauvoisins 44200 NANTES
Discrétion assurée.

UN DES PREMIERS LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS A IMPLANTATION INTERNATIONALE
crée dans le cadre de son expansion à l'export le poste de

Directeur de filiale

Il s'agit de la reprise complète et autonome d'un outil de production et de distribution selon la politique et les normes d'organisation de la maison mère. Basé, dans une grande ville de l'ITALIE, le candidat maîtrisant parfaitement cette langue aura une première expérience de l'industrie pharmaceutique et une formation médico-pharmaceutique ou commerciale supérieure. Nous accueillerons un collaborateur jeune, habitué aux contacts diversifiés et disponible pour des déplacements ponctuels, mais fréquents. La connaissance de l'anglais sera un atout important pour la poursuite d'une carrière internationale.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême
69006 LYON, sous réf. **400 M.**

Cabinet Gatier

média-system

TRÈS IMPORTANT GROUPE AUDIO-VISUEL INTERNATIONAL

recherche pour

SON UNITÉ CENTRALE DE GESTION
Banlieue Sud de PARIS

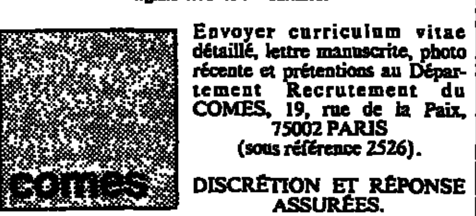
DIRECTEUR COMPTABILITÉ CLIENTS

Il devra prendre en main une très importante équipe de professionnels (60 personnes) assurant la comptabilité clients (risque clients compris) d'une dizaine de sociétés du groupe commercialisant des produits audio-visuels.

Pour être candidat il faut avoir une très bonne formation générale et comptable de base (E.S.C. ou Sciences Po. Eco-Fi + D.E.C.S.), être rompu à toutes les techniques modernes de comptabilité, notamment en matière de comptabilité clients, et posséder une très solide expérience de la conduite d'une importante équipe de collaborateurs.

TRÈS BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR.

Anglais vivement souhaité.



Envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS
(sous référence 2526).

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Directeur technique Agro-alimentaire

Responsable de l'exploitation au sein de notre Société (200 000KF - 150 personnes) fabricant de produits destinés à l'univers agro-alimentaire et leader incontesté sur son marché, voilà en quelques mots qui nous sommes et le poste que nous vous proposons.

Suivre la fabrication, assurer la maintenance de l'ensemble industriel, adapter et optimiser le process en fonction de l'évolution de nos marchés, opérer les achats de nos matériels, étudier et réaliser nos investissements techniques seront les dominantes de votre mission.

Vous êtes ingénieur AM ou de formation équivalente, la trentaine, avec de 3 à 5 ans d'expérience comme responsable production, travaux neufs ou maintenance, de préférence dans l'agro-alimentaire et plus particulièrement en huilerie. (Vous connaissez bien aussi la chaudronnerie, la mécanique et l'électronique).

Nous vous voulons homme d'usine mais aussi homme de réflexion pour participer aux décisions de notre Direction Générale à laquelle vous êtes fortement associé. Le poste est basé dans la région Ouest.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 2822M, 1 rue de Berri-75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

X - Supaéro

Il y a bien une vingtaine d'années que vous êtes sorti de ces grandes écoles et depuis l'industrie aéronautique est votre milieu. Que ce soit du côté de l'administration, dans le corps des ingénieurs de l'air, ou chez les constructeurs. Vous y avez développé votre technicité, mais aussi vos capacités de management.

L'opportunité s'offre à vous de prendre un poste de direction très intéressant vous conduisant dans quelques années à une Direction Générale et comportant, dès maintenant, des responsabilités de gestion et un intéressement aux résultats. Vous comprendrez que par mesure de discrétion, nous ne puissions vous en dire plus sur la société qui nous a chargés de l'assister dans cette recherche. Soyez assuré que parallèlement *elle n'aura pas connaissance de votre candidature avant que* nous ne vous ayons rencontré et obtenu votre autorisation de lui parler de l'intérêt que vous aurez manifesté pour elle.

Prenez contact, sous référence 8373 LM, avec notre Cabinet.

CLEAS

6, place de la Républicaine Dominicaine
75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MAIRIE DE JUVISY-SUR-ORGE
recherche
pour son Centre de Loisirs

UN DIRECTEUR

Motivé et intéressé par les enfants d'âge scolaire, titulaire du B.A.F.D. - BASE.

Adresser candidature et C.V. détaillé à
M. le maire de Juvisy-sur-Orge
B.P. 56
91265 JUVISY-SUR-ORGE CEDEX.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

SUD DE LA LOIRE — **F 240.000 ±**

Est recherché par une société industrielle française, filiale d'un groupe multinational, C.A. F 140 millions, effectif 400 personnes.

Membre du comité de direction, il doit être capable grâce à des compétences étendues et à une personnalité marquée de donner ses points de vue, d'apporter des critiques d'une façon constructive et de proposer des solutions dans le but d'améliorer de façon performante la gestion de la société.

Relevant de la direction générale de la société, il supervise le service comptable, l'informatique ; élabore les budgets, en assure le suivi avec analyses et explications des écarts dans le cadre d'un état mensuel anglo-saxon ; établit les prévisions et assure la gestion de la trésorerie, entretient les relations avec les banques ; s'assure de la mise en place et du respect des procédures de contrôle interne ; assure tous les aspects légaux, les déclarations sociales et fiscales.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 35 ans minimum, pratiquant l'anglais, diplômé d'études supérieures en finance, comptabilité, ayant déjà acquis une solide expérience en milieu industriel dans un poste à responsabilité avec utilisation de la comptabilité anglo-saxonne et de moyens informatiques.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (retournée) et prétentions sous référence 20.160-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé, 75008 Paris



---

secrétaire général
proche banlieue Ouest

PME de 250 personnes, nos services s'adressent aux entreprises sur un marché porteur (+ 30% par an).

Notre futur Secrétaire Général aura en charge la supervision des services administratifs :
- gestion du personnel,
- informatique,
- finances (politique de prix et banques),
- comptabilité (facturation clients),
- contrôle de gestion (tableaux de bord).

De formation supérieure, plus de 30 ans, des connaissances approfondies en comptabilité et informatique seraient appréciées.

La forte expansion de l'entreprise au sein d'un Groupe national favorisera une évolution attrayante de la rémunération et de la carrière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9580-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising — NEW YORK — PARIS

Groupe français multinational
recherche

DIRECTEUR CHANTIER

Lieu : Corée du Sud.
Formation : ingénieur A.M. ou équivalent.
Age minimum : 35 ans.
Anglais courant.
Expérience : Direction grand chantier industriel avec montage-tuyauterie.
Rémunération motivante.
Envoyer C.V. + photo s/réf. 3701 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 Paris qui trans.

M.J.C. Paris

recherche

DIRECTEUR (TRICE)

bon (ne) gestionnaire

minimum 3 ans expér. dans poste similaire milieu associatif.

Disponibilité immédiate. Envoyer lettre de candidature manuscrite, c.v., et prétentions à M. le Président M.J.C. Point-du-Jour, 1, rue du Général-Malleterre, 75016 Paris.

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Expert Comptable ou Mémorialiste Libreville 450.000F+

Audit International

Notre savoir faire en audit n'est plus à démontrer puisque nous sommes n° 1 au Gabon. Notre clientèle est faite de sociétés de 1er plan et de multinationales. Pour faire face à notre développement, nous recherchons un **"collaborateur manager"** de haut niveau, capable de mener à terme des missions variées et de haute technicité; ses études et son expérience devront donc être adaptées. Nous lui donnerons bien-sûr les moyens nécessaires en autonomie et formation. Les avantages matériels : logement, frais de mission, retour en France chaque année pour 2 mois, sont importants. La perspective de carrière au sein de notre Groupe l'est aussi. Réf. 31319 GL.

Merci d'envoyer votre CV à notre Conseil chargé de ce recrutement, dans la discrétion la plus totale. 15, Rue du Louvre PARIS 1er. Tél. : 233.09.27



MSL international
9 Signaustrasse, CH-8008 ZURICH - Tél. 01/69 49 90.

Ingénieur en brevets *Suisse*

Notre mandant est le plus important groupe industriel de sa branche en Suisse. Situé à la frontière linguistique, il occupe plus de 10.000 personnes.

Un poste est à pourvoir au sein du département brevets et licences. La vocation internationale du groupe, la diversité de sa R & D (microtechnique) ainsi que le niveau technologique de ses produits demandent des spécialistes en propriété industrielle expérimentés et dynamiques.

Nous aimerions entrer en contact avec des ingénieurs en brevets de haut niveau dans les secteurs électronique, mécanique ou physique. Bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais. - Ecrire à Hans-H. Baumann, MSL (Suisse) SA, 8008 Zurich. - Réf. 6757-S.

Discrétion totale assurée.

FIDUCIAIRE TAHITIENNE D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour

POLYNÉSIE FRANÇAISE

– POUR CABINET COMPTABLE :

- **UN EXPERT-COMPTABLE MÉMORIALISTE**
- **UN ASSISTANT CONFIRMÉ**
  Minimum DECS Formation universitaire.

– POUR ENTREPRISE INDUSTRIELLE :

- **UN CHEF COMPTABLE**
  Niveau DECS ou BTS minimum, expérience Direction Service Comptable, connaissance informatique nécessaire.
- **UN ANALYSTE PROGRAMMEUR CHEF DE PROJET**
  Expérience informatique de gestion.

CONTRAT D'EXPATRIÉ MINIMUM 2 ANS

Envoyer curriculum vitae détaillé et photo à :
RÉGIE PRESSE - Sous n° 274.516 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
qui transmettra.

GROUPE



Ingénieur système Mini 6

Participez à des développements importants dans notre filiale au Gabon

Votre formation supérieure et votre expérience de 2 ans minimum vous ont permis d'acquérir les compétences suivantes :
- MFS MOD 400
- DTF - DFE - FTF.
Nous apprécierons la connaissance des bases de données TOTAL et DSS Mod 400.

SG2, groupe français implanté dans 19 pays étrangers, leader dans le domaine de l'ingénierie informatique, vous propose de rejoindre sa dynamique filiale Gabon informatique (20 % de progression du CA en 82).

Votre mission d'assistance technique des services études vous permettra de mettre en oeuvre vos qualités d'organisation, d'autonomie et de contact humain.

L'importance de notre groupe vous garantit les moyens de compléter en permanence vos connaissances afin de rester à la pointe de la technique et une rémunération intéressante alliée aux nombreux avantages habituels de l'expatriation (logement, véhicule, primes...).

Jacques Thomas, responsable de ce recrutement, sera à Paris du 18 au 21 Octobre.
Adressez-lui dès maintenant votre dossier (CV, lettre et prétentions) à SG2, 12-14 Avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris ou contactez-le au 524.52.22 poste 1278.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes

média-system

Nous recherchons :
pour l'un de nos Contrats en
EXTRÊME-ORIENT

INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL CONDUCTEURS DE TRAVAUX

LES CANDIDATS devront :
posséder une expérience sur un Chantier de Centrale Nucléaire.

Tél. : (1) 577-37-17
ou adresser C.V. + prétentions à :
PRESTICER E.T.T. - 42, rue du Théâtre,
75015 PARIS.

IMPORTANTE FONDERIE D'ACIER, recherche pour diffusion de ses produits de haute technicité auprès des cimenteries, un

responsable commercial pour les Etats-Unis

(référence CC 114)

– Soit un ingénieur ayant une forte attirance pour exercer une activité commerciale
– Soit un diplomé d'une école supérieure de commerce, attiré par la commercialisation d'un produit technologique.

Il est indispensable de parler couramment Anglais et de connaître suffisamment bien les Etats - Unis. Poste créatif et permettant une très brillante évolution.

ingénieur commercial basé dans le Nord

(référence CTC 204)

pour clientèle société de chemin de fer.
Anglais courant, nombreux déplacements, réelles perspectives de carrière.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la référence à : **PROFILS** *Immeuble périsud - 5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTROUGE ou téléphoner : (93) 81. 37. 00.*

PROFILS

DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales



COMPAGNIE SAUPIQUET

Le groupe SAUPIQUET, leader en France sur les marchés de conserves de poissons, occupe également les toutes premières places pour la production de conserves de légumes et de plats cuisinés. Il commercialise en France et à l'exportation des marques à forte notoriété telles que SAUPIQUET et CASSEGRAIN. Aujourd'hui, le groupe est engagé dans un programme ambitieux de modernisation de son outil industriel, d'innovation en matière de produits et d'animation du développement social. Ces évolutions essentielles conduisent à *intégrer deux nouveaux directeurs d'usine à fort potentiel qui succèderont aux responsables actuels appelés à d'autres fonctions.*

Directeur usine légumes 270.000 F

Région nord - Sa mission sera d'assurer les contrats d'approvisionnement en matières premières d'une usine de 250 personnes (hors périodes saisonnières) et de gérer les flux de production selon un programme prévisionnel. Il optimisera et régulera les programmes en fonction des contraintes propres à toute activité agricole selon la nature et la quantité des productions à transformer. Il animera en direct une équipe de 6 cadres chefs de service et veillera au développement de la qualité du climat social. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (ingénieur agro ou universitaire), ayant une expérience confirmée dans la gestion de production et l'animation d'une équipe, acquise dans le cadre d'une réelle délégation de pouvoirs et dans le secteur agro-alimentaire (produits frais-conserverie, etc). Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 270.000 francs, pourra être supérieur en fonction des compétences acquises. Ecrire à J.B. FOURNIER. Réf. A/1238M

Directeur usine poisson 220.000 F

Ouest atlantique - Cette usine de 170 personnes, spécialisée dans des productions à forte croissance et dans l'innovation, a bénéficié d'investissements importants en vue de recevoir la fabrication de nouveaux produits. Le futur directeur aura une mission d'amélioration constante de la productivité et de la qualité en intervenant notamment sur les process de fabrication des produits déjà lancés ou à lancer. En relation avec l'équipe marketing et le service développement, il aura donc à créer et à innover. Il assurera également la gestion de la production et la gestion sociale. *Ce poste convient à un ingénieur âgé de 33 ans minimum,* de formation supérieure (agro ou universitaire), ayant déjà animé des équipes de production si possible dans le secteur agro-alimentaire. Le *salaire annuel de départ, de l'ordre de 220.000 francs, pourra être supérieur en* fonction des compétences acquises. Ecrire à J.B. FOURNIER. Réf. A/1239M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMOIRE DE SYNTEC

La Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes recherche

DIRECTEUR (TRICE)

Pour sa future maison de retraite médicalisée (Marcel-Paul à Sainte-Geneviève-des-Bois. Essonne)

Écrire F.N.D.I.R.P.
10, rue Leroux, 75116 Paris.

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE MONTBELIARD

recrute

SON DIRECTEUR

Ce poste est soumis aux règles en vigueur dans la profession en fonction de la tutelle du Ministère et de la ville de Montbéliard et selon les conventions collectives SYNDEAC.

Les candidatures sont à adr. à M. le Président du C.A.C.
12, rue du Collège
25204 Montbéliard
AVANT LE 10 NOVEMBRE.

Nous prions instamment nos *annonceurs d'avoir* l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

INFORMATICIENS
Afrique Francophone

Une très importante société de service public (effectif 1.700 pers.), équipée en matériels IBM 370/115 Système DOS/VSE 192 K Multipartition et IBM 4331 J11 Système DOS/VSE 1024 K Multipartition, *recherche pour son siège situé au bord* de la mer dans une grande ville universitaire d'Afrique Noire.

un responsable des études et de la maintenance informatique

Dépend du Chef de la Division Informatique et dirige 4 Chefs de Projet, *des analystes et des programmeurs.* Formation Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire. 5 à 10 ans d'expérience.
380.000 FF +. réf. 232/35 M

un chef de projet

Responsabilité de la conception, de l'avancement et de la mise en place d'un projet informatique. Formation Ingénieur, Maîtrise, DUT. 3 à 5 ans d'expérience comme analyste dans un service Etudes. 320.000 FF +. réf. 232/36M

Logement - Congés 2 mois/10 mois - retraite cadres.

Adresser CV détaillé en précisant la référence à



22, rue St-Augustin 75002 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Première entreprise française dans son secteur (5000 personnes), notre établissement de **LYON** accroît ses activités de prestations de services techniques pour des secteurs industriels très avancés.
Le marché est prometteur et nous disposons de sérieuses références en France et à l'étranger. Nous recherchons un

Ingénieur chargé de la stratégie commerciale

responsable de l'analyse des marchés et de la définition des objectifs et des moyens de notre développement.

Âgé d'environ 35 ans, le candidat souhaité est un ingénieur diplômé ayant complété, si possible, sa formation par un 3ᵉ cycle de marketing ou de management et possédant une bonne expérience de la commercialisation de produits ou de services industriels.

Sa réussite dans ces fonctions lui assurera de réelles perspectives d'évolution professionnelle au sein de l'établissement ou dans d'autres unités.

La connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 25467 M à HAVAS CONTACT - 49, rue du Président-E.-Herriot - 69002 LYON, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

GRENOBLE

Le Département Tubes et Dispositifs à Image de THOMSON-CSF recherche pour son **LABORATOIRE DE RECHERCHE**

JEUNE INGÉNIEUR
ECP, ENSAM,...

Dans le cadre du développement de **composants destinés à la détection infrarouge,** il participera avec son équipe à la mise en œuvre de technologies nouvelles alliant la micro-mécanique, l'optique, la cryogénie.

Le poste nécessite une personnalité affirmée, des talents de créativité et d'innovation.

Envoyer dossier de candidature, photo et prétentions au Service du Personnel - THOMSON-CSF TDI - BP 55 - 38120 ST-EGREVE.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

Leader européen dans une branche agro alimentaire, 2 milliards de chiffre d'affaires, notre client, recherche un :

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE

Il s'agit d'une opportunité de carrière intéressante pour un jeune cadre ayant une expérience de 5 à 6 années, avec le maximum d'ouverture sur les aspects comptabilité générale, comptabilité analytique et fiscaux.

Collaborant directement avec le Directeur Comptable niveau Groupe, il pourra être amené à suivre le plan comptable d'établissements industriels et de plusieurs filiales implantées dans les pays de la C.E.E. ajustement au plan comptable de ces pays, présentation des bilans, relations avec les administrations, etc...

Les moyens informatiques mis en œuvre pour gérer cet ensemble sont puissants et permettent de contrôler les activités et de présenter les résultats dans la forme requise pour la gestion de chaque unité.

Les candidats valables se reconnaîtront dans le profil ci-après :
- 30 ans.
- Formation comptable supérieure : DECS, diplôme d'expertise *comptable confortée* par une *expérience* acquise dans un cabinet comptable ou dans une entreprise performante, etc...
- Rigueur, ouverture d'esprit, curiosité intellectuelle, sont des qualités indispensables.
- Pratique de la gestion comptable sur documents informatisés, possibilité éventuelle d'en faire évoluer la présentation, et la vitesse de traitement, etc... lors de la rédaction d'un nouveau cahier des charges.

Situation évolutive avec larges perspectives d'avenir. La rémunération prévue correspond aux compétences élevées qui sont souhaitées.

Le candidat retenu devra habiter ou venir habiter à proximité *d'une ville située à 100 kms au nord de Paris.* Adresser, sous référence 136, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à :

promonor

PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE qui traitera *chaque dossier avec le plus grand soin.*
Discrétion absolue et réponse assurée.



PAYS DE LOIRE — *GLAENZER SPICER*

1.800 personnes - filiale groupe international important, leader dans notre domaine (secteur auto) et fabriquant du matériel de haute technicité, nous recherchons

INGENIEUR CHEF D'UNITE

Les unités de production que nous venons de mettre en place sont suffisamment importantes *en effectif et autonomes dans le management* pour exiger à leur tête la présence d'un vrai « Patron ».

Si vous êtes ingénieur, de formation mécanique avec 5 à 10 ans d'expérience en production et qu'une telle fonction vous intéresse, écrivez-nous sous la référence 566/M.
Rémunération 200/250.000 F.

De réelles et très intéressantes possibilités d'évolution sont ouvertes dans le groupe.

Adresser CV. détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à J.M. LEGRAND.

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL - 3, Bd René Levasseur
72000 LE MANS.

COFAP

LE MANS · ANGERS · LIMOGES



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer) (et départements d'Outre-Mer)

Le BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
une agence spécialisée des NATIONS UNIES,
cherche, dans le cadre de son
PROGRAMME DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES TECHNIQUES POUR L'AFRIQUE,

UN EXPERT EN PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES

pour entreprendre des recherches et aider les pays africains dans leurs politiques d'emploi et de planification des ressources humaines.

L'expert devrait posséder une haute formation universitaire, de préférence en Economie du Développement, ainsi qu'une expérience de la planification des Ressources humaines, de préférence en Afrique. Le français sera la langue de travail, une très bonne connaissance de l'anglais est également requise, et la connaissance du portugais souhaitée. L'expert sera basé à Addis-Abeba (Ethiopie), et fera de nombreux déplacements en Afrique subsaharienne. La durée de l'engagement sera de douze mois, avec possibilité de prolongation.

Les candidats sont priés d'envoyer un c.v. complet et détaillé au :

Bureau International du Travail
205, boulevard Saint-Germain,
75007 *PARIS* France.

avec la référence LM/PECTA/983.

deputy project manager

ARABIE SAOUDITE

Nous sommes une Société d'Ingéniérie Française, filiale d'un Grand Groupe National. Nous recherchons un cadre, de formation Ingénieur Génie Civil diplômé ou Architecte, pour assurer la surveillance des travaux de la construction de 2600 villas à LA MECQUE - (Durée prévue : 32 à 34 mois).

Le poste est en rattachement de l'ingénieur en Chef. Il est impératif :
- — d'avoir une expérience de plus de 12 années dans des activités similaires,
- — d'être de religion musulmane,
- — de parler anglais couramment.

Nombreux avantages liés au statut d'expatrié.

Merci d'adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 66.54/ST/545 à ADEQUATION, 62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

MOTOROLA

Nous sommes l'un des principaux fabricants de composants électroniques dans le monde. Notre quartier-général européen se trouve à Genève.

Notre Centre de design avancé européen à Genève a entrepris le développement de circuits intégrés à très grande échelle de systèmes figurant parmi les plus complexes dans le domaine des télécommunications, du grand public et de l'automobile, en utilisant les techniques MOS et bipolaires les plus avancées.

Nous recherchons plusieurs

Ingénieurs de conception en circuits intégrés MOS et bipolaires

et

Ingénieurs système

ayant une expérience confirmée en traitement des signaux (analogue ou digital) ou en conception de circuits intégrés à grande échelle (microprocesseurs). Des connaissances en anglais sont souhaitables.

Les diplômés universitaires qui ont acquis des connaissances de base dans l'un des domaines ci-dessus peuvent également se présenter, car nous assurerons leur perfectionnement.

Si vous possédez les qualifications requises, n'hésitez pas à prendre contact ou à soumettre vos offres de service, accompagnées d'un curriculum vitae à

MOTOROLA (Suisse) S.A.
Service du Personnel
16, chemin de la Voie-Creuse, 1211 Genève 20
☎ 004122 / 99 14 97



MOTOROLA (Suisse) S.A.
Semiconductor Group

La Régie Autonome
des Transports de la Ville de Marseille



recrute

LE RESPONSABLE DE LA CELLULE ÉTUDES ET CONFECTION D'HORAIRES

DE SON RÉSEAU ROUTIER.

Il sera chargé à la tête d'une équipe de 10 personnes qu'il encadrera :
- Du relevé, du dépouillement et du traitement statistique de données.
- Des enquêtes de trafics.
- De la confection des horaires.

Il aura également pour mission l'amélioration des méthodes et la mise en place de nouvelles procédures.

Le candidat devra posséder une solide formation supérieure générale et justifier d'une importante expérience en B.E.

Il alliera à ses qualités d'homme d'études un sens très poussé du domaine « opérationnel ».

La rémunération de base est fixée à :
136.000 F brut annuel.

Envoyer C.V détaillé + photo à :
R.T.M., Gestion du Personnel,
10/12, avenue Clot-Bey, 13008 MARSEILLE.

I.N.R.S.

NANCY

recherche

INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE

responsable de l'analyse des données pour renforcer son service d'épidémiologie.

Ses fonctions consisteront à élaborer, en concertation avec les autres chercheurs de ce service, les stratégies de réalisation et d'exploitation d'enquêtes épidémiologiques en milieu du travail.

Ce poste pourrait convenir à un candidat titulaire d'une thèse de 3ᵉ cycle de mathématiques appliquées (ou de niveau équivalent), des compétences en biologie (maîtrise en biologie humaine, par exemple) seraient souhaitables.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + prétentions + photo à M. BARTOLI,



12, place de la Croix-de-Bourgogne - 54000 NANCY



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



atlantic

La grande marque pour bien chauffer

GROUPE INDUSTRIEL EN CONSTANTE PROGRESSION
700 personnes — 350 Millions de C.A.
Dans le cadre de son expansion, le Groupe ATLANTIC complète sa gamme par le lancement de **NOUVEAUX PRODUITS** et recrute pour son unité de production de **La Roche-sur-Yon (Vendée)** :

Jeunes Ingénieurs

Débutants ou ayant une première expérience.

Après une période de formation et d'adaptation assurée par nos soins, ces ingénieurs se verront confier la responsabilité d'un des postes suivants :

Ingénieur études et développement — *Formation type Centrale, A.M*

Sous l'autorité du Responsable des études, il participera au développement des produits nouveaux. De bonnes connaissances en physique, thermique, électronique seraient appréciées.

Ingénieur fabrication — *Formation Electronique*

Au sein d'une unité de production, il sera chargé de l'animation d'une petite équipe ainsi que du développement du produit. Ce poste implique une bonne maîtrise de l'électronique.

Ingénieur fabrication — *Formation Mécanique, type A.M*

Sous l'autorité du Chef d'unité, il animera une équipe de 100 personnes, réalisant une production de grande série fortement automatisée.

Adressez lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/réf.10021 à
DIRECTION DU PERSONNEL — ATLANTIC —87 X — 85002 LA-ROCHE-SUR-YON Cedex

Publivat



LA SEYNE-SUR-MER
recherche son

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Responsable de l'organisation de l'informatique dans l'Entreprise il aura, en liaison avec la Direction Générale, à définir les actions à entreprendre à court terme et à long terme dans tous les domaines concernés (Ingénierie, Planification, Gestion, Production, etc.).

Diplômé d'une Grande Ecole vous avez acquis en tant que Chef de Projet ou Responsable des Etudes une réelle compétence dans la réalisation de programmes informatiques importants.

Vous avez complété cette première expérience par la conduite d'actions concrètes d'organisations exploitant ces techniques.
La connaissance de l'environnement IBM (MVS, IMS) serait pour vous un atout supplémentaire.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 1710 M à



BAILLY CONSEIL
16, rue de Monceau
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Vivre en Rhône-Alpes une informatique internationale

Société internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière, installée en région Rhône-Alpes, recrute pour son centre de recherche comprenant plus de 120 ingénieurs et techniciens et disposant de **quatre VAX dont deux 780, 120 terminaux et de nombreux équipements graphiques.**

Docteur ingénieur

chargé de la mise au point finale de modèles mathématiques et de leur réalisation dans des programmes complexes destinés à tous nos centres étrangers.
Un doctorat, un ou deux ans d'expérience dans un centre de calcul scientifique et une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires. Un vif intérêt pour la recherche et ses développements est souhaité. (réf. 332).

Ingénieur

chargé de développer des programmes complexes de traitement d'informations scientifiques au sein d'une équipe dont il devrait rapidement prendre la responsabilité.
Un diplôme d'ingénieur et une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires, une expérience de deux ou trois ans est indispensable de préférence dans le domaine **des bases de données relationnelles.** (réf. 333).

Ces postes sont à pourvoir dans un environnement intellectuel stimulant et dans un groupe où vous pourrez évoluer en fonction de vos compétences et de vos goûts.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi sur l'enveloppe, à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon qui transmettra.

TELIC
Alcatel
Groupe C.G.E.

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). 1 MMF de CA - 2.600 *personnes.*

Nous développons un important projet informatique *et bureautique autour d'un puissant réseau d'ordinateurs* dotés des logiciels les plus performants de la 4ème génération en matière de bases de données relationnelles, de progiciels associés et d'outils d'aide à la décision.

Dans ce cadre, nous recherchons :

INGENIEUR INFORMATICIEN SYSTEME

Au sein d'une équipe de cinq ingénieurs et techniciens, il assurera le *développement des différentes adaptations et évolutions du réseau* d'ordinateurs VAX et des machines UNIX associées qui constituent le système d'information de l'entreprise et de ses établissements.

Il aura également pour mission d'optimiser les performances des différentes applications.

Vous êtes INGENIEUR INFORMATICIEN et vous possédez une première expérience professionnelle de 3/4 ans, de préférence sur VAX-VMS.

Vous souhaitez développer votre action au sein d'une entreprise leader dans le domaine de la communication, TELIC vous permettra d'acquérir la maîtrise des dernières évolutions technologiques relatives aux systèmes d'information et aux logiciels associés.

La connaissance d'UNIX et des bases de données relationnelles serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature à Bernard CAMMAS
Directeur du Personnel - TELIC-ALCATEL - 206, route de Colmas
BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

unisabi

Leader de l'alimentation préparée pour animaux familiers, filiale d'un groupe international.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de 970 personnes, dont 230 cadres répartis dans 3 usines récentes et hautement automatisées, installées à proximité d'Orléans (siège), Blois, Strasbourg.

CHEF DE PROJETS

200.000 F +

VOTRE MISSION :
Avec le responsable des études, ce chef de projet aura pour mission de participer à la définition de la stratégie de développement et aura pour priorité sa mise en œuvre.

ENVIRONNEMENT TECHNIQUE :
- 2 IBM 4341 (MVS, CICS, TSO, SGDB, INFOCENTRE)

VOUS AVEZ :
- une formation supérieure
- *une expérience de 3 à 5 ans sur des projets d'envergure et innovateurs*
- la maîtrise du temps réel et des bases de données
- une bonne connaissance de l'anglais.

VOUS TROUVEREZ :
- un environnement applicatif et technique passionnant, en continuelle évolution.
- une pratique systématique de la délégation des responsabilités en harmonie avec un système de gestion décentralisé.
- des possibilités de développement *individuel fondées sur :*
  - la formation considérée comme une des priorités de l'entreprise
  - *des opportunités de progression basées sur vos résultats*

Vous voulez réaliser vos ambitions dans un environnement informatique avancé.

Ecrivez nous, C.V. et photo à : UNISABI - SA - Département du Personnel (NC)
B.P. 7 - 45550 SAINT DENIS DE L'HOTEL

CANIGOU - PAL - FROLIC - LOYAL - KITEKAT - RONRON - WHISKAS

CHEF D'ATELIER

La direction départementale de l'équipement recrute un chef d'atelier sous réserve des résultats du concours interne et inter parcs. Pour tous renseignements s'adresser à monsieur le chef du parc départemental. *188, avenue de la Libération.* 86000 Poitiers.
Téléphone : 16 (49) 58-03-17 ou 58-01-79.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC RECHERCHE POUR ORLEANS

INGÉNIEUR

avec quelques années expér., ayant I.A.E. ou équivalent, pour *promotion et financement de l'innovation.*
Ecr. s/nº 8999 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ville de plus de 50.000 habitants. Est de la France, recherche pour direction de son service information, journaliste expérimenté(e), *références exigées.* Ce poste est à pourvoir immédiatement. Rémunération : 100.000 F et plus.
Ecr. s/nº 7.000 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pour participer à la mise en place de laboratoire de recher*che dans un institut* Algérien de formation d'ingénieurs,
RECHERCHE
Docteurs de troisième cycle ou Docteurs Ingénieurs dans les disciplines suivantes :
GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE, GÉNIE MÉCANIQUE, GÉNIE ÉLECTRIQUE, CHIMIE, GÉNIE CHIMIQUE.
Les candidatures doivent être adressées à
DECO-I.N.P.L./A.L.G., Parc de *Saurupt, 54042 NANCY, Cedex.*

REALISATIONS ET PROJETS ETRANGERS :

CHARGE DES FILIALES DE PRODUCTION.

Poursuivant sa politique de pénétration a l'export, la Direction de cette importante Industrie Alimentaire desire s'adjoindre un collaborateur charge des implantations - faites et a faire -, d'ateliers de production a l'etranger.

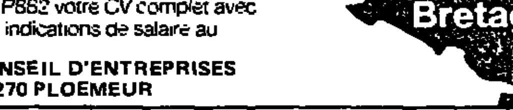
Là ou de nouvelles opportunites s'ouvriront, il etudiera sur place la faisabilite du projet, puis en realisera le lancement effectif tant sur la plan technique qu humain.

Auprès de celles qui tournent déja, il assurera des missions ponctuelles d'évaluation portant, notamment, sur la permanence de la qualité des produits et de l'outil

Ce poste convient a un homme mûr et battant, de formation superieure (si possible metiers de la viande), disponible pour des deplacements de un a six mois et parfaitement bilingue (anglais), ou mieux trilingue (espagnol).

En échange d'une totale discretion, merci d'envoyer sous identification P882 votre CV complet avec références, photo, indications de salaire au

en Bretagne



CEIP CONSEIL D'ENTREPRISES
56270 PLOEMEUR

Dominique LELIGOIS
BP. 1522
37015 TOURS Cedex

CONSEIL

PAYS DE LOIRE

Ingénieur électronicien

si vous connaissez bien l'automatisme

180 000 F +

Vous présentez les *incontestables* qualités qu'attend un important organisme de Tours, lequel a pour vocation d'assurer assistance et formation auprès des entreprises régionales. Ses interventions reconnues comme particulièrement efficaces lui valent une expansion régulière *depuis* 1972, *date de sa création.* Formation donc pour vous, du moins dans un premier temps. Nul besoin d'être un pro, *il suffit que vous vous sentiez suffisamment* pédagogue et donc très relationnel. Ensuite, vous réaffirmerez vos compétences sur votre propre terrain, puisque vous prendrez la responsabilité département Electro-Automatisme. Et comme vous saurez vous montrer particulièrement brillant, c'est vous qui serez chargé de la création d'un nouveau labo d'études et de conseil.

Si ce poste vous intéresse, nous vous remercions de prendre contact avec notre conseil en lui adressant votre dossier de candidature s/réf. 83/37/34.

CSNCR — Desselin

CLERMONT-FERRAND
ENTREPRISE INDUSTRIELLE
Transformation du Papier
recherche

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Mission confiée :
- **organisation et planning des travaux,**
- **organisation du travail d'atelier,**
- **suivi délai,**
- **gestion du stock.**

Profil souhaité :
- avec une formation supérieure (I.U.T., E.S.C. ARTS ET METIERS) en gestion.
- Sens de l'organisation et du contact.
- Très disponible et ouvert, il a le sens du service.

Merci d'adresser C.V. + photo et prétentions aux Consultants de FR qui traiteront **confidentiellement** votre candidature sous référence RT 727

FR 24, rue Blatin 63000 CLERMONT-FD CONSULTANTS — **Recrutement Formation Gestion du personnel**

CSNCR

Prendre la *DIRECTION* du *DEPARTEMENT* ENERGIE d'une PME des HAUTES ALPES

Tournés vers la vente de matériels thermiques (régulation, pompes à chaleur, solaire...) auprès des installateurs chauffagistes des *ALPES* de *HAUTE PROVENCE* et des HAUTES ALPES, nous voulons développer fortement notre département *énergie. Nous confierons cette mission à un*

Ingénieur chargé d'affaires

possédant une expérience significative de **technico-*commercial*** ou de **technicien du thermique.** Relevant directement du DIRECTEUR GENERAL, à la tête d'une petite équipe de commerciaux, techniciens et administratifs, il sera responsable du développement de son département dont il fixera les stratégies, négociera les objectifs annuels et suivra leur réalisation. Ce poste clé, basé au siège de la Société à 40 kms au SUD de GAP, nécessite un goût prononcé pour l'autonomie et l'action.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrême
69006 LYON, sous réf. **006 M.**

Cabinet Gatier

media-system

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





LA CAISSE RÉGIONALE
DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
DE LOT-ET-GARONNE

recherche

– des **PROGRAMMEURS**
– des **PROGRAMMEURS ANALYSTES**

(femme ou hommes libérés de leurs obligations militaires)

Pour son centre informatique équipé d'un 3083 E sous MVS et d'un 4.341 LO 2 sous DOS/VSE 4.341 LO 2

Expérience souhaitée PAC 700, COBOL, CICS, DL/1 sous MVS

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

CREDIT AGRICOLE MUTUEL
Service du personnel
B.P. 249 - 47006 AGEN CEDEX.

Burroughs

recherche pour renforcer la Division Etudes et Développement en son Usine de VILLERS ECALLES, prés de ROUEN

INGENIEURS INFORMATICIENS

DEBUTANTS ET EXPERIMENTES
en logiciel de base pour terminaux et en logiciel temps réel pour périphériques.

INGENIEURS EXPERIMENTES EN TELECOMMUNICATIONS

Capable d'étudier, de réaliser et de qualifier des protocoles de communication sur terminaux.

INGENIEURS ELECTROMECANICIENS

ayant de bonnes connaissances en microméconique et électromagnétisme pour participer à l'étude de terminaux, blocs imprimants, mécanique de traitements de documents ou à leur qualification.

INGENIEURS DE SUPPORT TECHNIQUE

dans toutes les disciplines ci-dessus, y compris leur aspect matériel.

Pour tous ces postes :
UNE BONNE PARTIQUE DE LA LANGUE ANGLAISE EST NECESSAIRE.

Pour faire acte de candidature envoyer CV, photo et prétentions à
BURROUGHS - Me LAHON - B.P. N°5
VILLERS-ECALLES - 76360 BARENTIN.

Burroughs : un partenaire...des services...

Bourgogne - Franche-Comté
Centre
Aquitaine

trois agences d'une grande société de Bâtiment recherchent leur

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

DOMINANTE DU POSTE : LA COMPTABILITE

Monter un bilan, posséder de solides connaissances fiscales et être capable d'ouverture sur l'informatique, nécessitent une sérieuse formation de base (DECS ou équivalent).

Ces missions devront inclure la prise en charge des fonctions administratives, paie, personnel et assurance.

Une expérience de 4 à 5 ans dans ce type de fonction et dans le secteur du Bâtiment seront des atouts déterminants dans la sélection.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite en précisant la région d'affectation choisie ainsi que la rémunération actuelle sous réf. 80789 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra -
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Délégué régional

Sud-Ouest/Midi-Pyrénées

Société phytosanitaire en pleine expansion recherche un délégué régional pour le Sud-Ouest/Midi-Pyrénées.
Vous serez responsable du développement et de l'animation des points de vente (négoces, coops et grossistes).
Négociateur à haut niveau, **âgé de 30 ans minimum, de formation ingénieur agri-agro, Sup. de Co ou équivalent, vous devrez posséder une solide expérience de la vente (5 ans minimum).**
Votre sens des responsabilités ainsi que le goût des contacts doivent vous assurer la capacité d'une certaine autonomie de décision.
Position cadre, rémunération très motivante (fixe + intéressement, frais de déplacements).
Connaissance du secteur souhaitée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2687/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(reponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

Développez l'informatique Hewlett-Packard dans votre région.

Hewlett-Packard France, 2350 personnes, 3ème exportateur français de matériel informatique avec une croissance de 40 % de son chiffre d'affaires poursuit son fort développement et recherche un

Ingénieur commercial

expérimenté

Besançon

Vous avez une expérience de la vente d'au moins 3 ans chez un grand constructeur d'informatique de gestion.
Vous connaissez parfaitement le marché informatique de la région Bourgogne, Franche-Comté... Elargissez votre horizon et rejoignez-nous au plus vite.
Selon votre profil, vous êtes susceptible d'être nommé rapidement responsable de l'agence commerciale.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 113 M à Didier Gabin,
Hewlett-Packard France,
Service Recrutement,
Parc d'Activités du Bois Briard,
Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

HEWLETT PACKARD

média-system



ELECTRONIQUE AUTOMOBILE

recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Dans le cadre de l'expansion de notre unité industrielle et de notre service «études et applications», nous recherchons un ingénieur diplômé en électronique ayant acquis à travers une première expérience des connaissances dans la conception des circuits électroniques et dans le domaine des microprocesseurs.
Une première expérience de l'électronique automobile serait appréciée, car basé à Paris, il sera chargé de la liaison technique entre nos clients constructeurs automobiles et nos services études.
Le candidat que nous retiendrons devra :
- faire preuve de disponibilité
- pouvoir agir en grande autonomie et prendre des responsabilités
- s'intégrer rapidement au sein de notre équipe
- pratiquer couramment la langue anglaise.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Christian LEROLLE
8, boulevard Détriché - 49000 ANGERS

Un des premiers groupes français de prévoyance, réputé pour sa réussite et son dynamisme, recrute

UN CHEF DE SERVICE

NOUS :
— **nos activités :** de l'assurance au tourisme social, elles sont très largement diversifiées,
— **Nos techniques :** développées dans des secteurs de pointe (informatique, communication,...) sont des plus performantes,
— **nos projets :** ils sont ambitieux et motivants.

VOUS :
— **votre formation :** HEC, ESSEC, IEP Paris ou équivalent.
— **vos qualités :** vous avez des aptitudes réelles à la communication, à l'animation, à l'organisation,
— **vous êtes ambitieux et imaginatifs,** vous acceptez le principe de la mobilité géographique.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire.
Possibilités intéressantes d'évolution de carrière au sein du groupe.
Rémunération annuelle à partir de 170.000 F et + selon expérience.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 9050
VALENS CONSEIL BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.



recherche pour sa principale unité de production (biscuits & snacks), située dans la région de **COMPIEGNE**, un

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Sous la responsabilité du Directeur technique, il étudie et réalise les installations nouvelles, suit et coordonne leur montage et leur mise en route.

Ce poste conviendrait à un **jeune ingénieur (A & M, ICAM, ECAM,...)** présentant de préférence une première expérience en Bureau d'Etudes ou en production.

Le développement de notre implantation en France (3 usines, 500 personnes), ouvre à terme de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant la rémunération actuelle sous réf. 420 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Établissement d'enseignement libre Ouest de la France, 1.700 élèves.

RECHERCHE COMPTABLE

Chargé dans un premier temps de la centralisation comptable, le candidat prendra la responsabilité de l'ensemble des opérations en collaboration avec le centre de gestion. La possibilité d'évolution dans la carrière pouvant conduire à la responsabilité d'un service : autorité, autonomie, sérieux et sens des responsabilités sont les principales qualités recherchées.

Ecr. s/n° 7.009 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Importante société nationale

Recherche pour son laboratoire d'anti-corps monoclonaux un

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Niveau DUT ou B.T.S.
Expérience souhaitée : cultures cellulaires et techniques de purification des protéines.

Adresser les C.V. à :
Centre de Marcoule
ORIS/LAPAM
B.P. 171
30206. Bagnols-sur-Cèze.



La Société DOC FRANÇOIS
Filiale des DOCKS de FRANCE

Implantée
dans le grand Sud-Ouest

recrute

DES JEUNES CADRES

issus des Grandes Ecoles Commerciales et d'Ingénieurs et déjà forts d'une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans.

Dans le but de développer ou, de renforcer 3 axes essentiels qui sont :
- la Diversification,
- le Marketing,
- la Logistique.

Les postes seront basés en banlieue bordelaise mais la mobilité géographique sera indispensable pour envisager des développements de carrière ultérieurs.

Les candidats intéressés voudront bien envoyer un curriculum vitae manuscrit avec photo et prétentions à :

SOCIÉTÉ DOC FRANÇOIS
Division Affaires Sociales - 55, rue Bourbaki,
B.P. 32 - 33401 TALENCE CEDEX.

Cette Société fortement exportatrice (75 % du C.A.), spécialisée dans les arts de la table, est intégrée dans un groupe important et diversifié. Elle recherche un :

responsable export

grande bretagne - irlande

Rattaché au Directeur Commercial, il aura pour mission de :
- proposer la politique et la structure de vente sur son secteur en fonction des objectifs définis,
- développer une clientèle de grossistes, centrales d'achat, grands magasins, chaine d'hôtels et restaurants, limonadiers, catering, ...
- participer à l'élaboration de nouvelles gammes de produits.

Nous souhaitons rencontrer un homme de terrain, âgé de 27 ans au moins, justifiant :
- d'une expérience de vente de 3 ans minimum, si possible sur le marché anglais ou dans les arts de la table et similaires,
- d'une maîtrise de langue anglaise.

Ce poste basé à ORLÉANS, offre des possibilités d'évolution sur le marché anglais pour un candidat motivé capable d'évoluer et de suivre le développement de son secteur.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. + Photo, référence V 43 M à

MIND
105, rue La Boétie
75008 Paris

International Management Selection

COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE
Région de TOURS
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Débutant ou première expérience professionnelle pour maintenir et développer *informatique de gestion industrielle.*

Envoyer dossier (c.v. + photo) à

C.E.A. - C.E.R. Bureau du Personnel

B.P. N° 16
37260 MONTS

IMPORTANTE
SOCIETE INDUSTRIELLE
située à 100 km Ouest de Paris
(filiale d'un groupe multinational)

recherche

UN INGENIEUR

(ARTS & METIERS - E.N.I. ou équivalent).

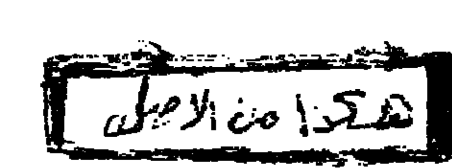
La fonction sera rattachée au Directeur Technique et s'exercera au sein de 2 unités de production (600 *personnes environ*).

Dans un premier temps le titulaire du poste assistera le Directeur Technique dans les domaines suivants :
— projets d'investissements,
— études des nouveaux équipements,
— mise en route de la C.A.O.,
— fabrication des outillages,
— métallurgie des alliages légers.

Dans un second temps, il pourra être amené à remplacer l'actuel Directeur Technique.

Le candidat disposera de quelques années d'expérience professionnelle en milieu industriel et devra maîtriser parfaitement l'anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 8494 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE INDUSTRIELLE DE BANQUE

Nous sommes au rang des premières banques privées françaises.
Notre développement national et international repose sur notre capacité à innover.
Conscients d'évoluer dans un secteur en pleine mutation, nous encourageons la créativité à tous les niveaux de la hiérarchie. Nous recherchons pour nous-mêmes et notre filiale de conseil en gestion de trésorerie, quatre cadres évolutifs :

1 Responsable de clientèle grandes entreprises

- Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce,
- Vous avez 5 à 7 ans d'expérience d'exploitation bancaire ou de gestion de trésorerie en entreprise.

Une étroite collaboration avec nos responsables produits vous permettra de devenir un interlocuteur écouté des entreprises. (réf. 1556M)

1 Responsable du traitement des opérations avec l'étranger

- Vous avez une expérience bancaire de 4 à 5 ans, vous parlez couramment l'anglais.
- Vous avez des aptitudes à animer et à organiser.

Chez nous, vous aurez l'opportunité de faire évoluer les modes de traitement vers des techniques de pointe et d'acquérir une maîtrise parfaite de l'ensemble des opérations sur l'étranger. (réf. 1558M)

1 Chargé de clientèle privée

- Vous avez acquis une solide expérience bancaire,
- Votre goût pour la clientèle privée est affirmé.

Cette activité, très autonome chez nous, ouvrira de bonnes perspectives d'évolution à un tempérament entreprenant et créatif. (réf. 1557M)

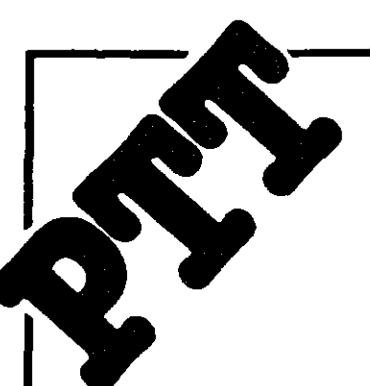
1 Consultant

- Vous êtes débutant ou vous pouvez justifier d'une à deux années d'expérience,

Au sein de notre filiale Valgos Conseil Finance Gestion, nous vous proposons d'acquérir une formation très approfondie sur les techniques de gestion de trésorerie que vous valoriserez en tant que conseil. (réf. 1559M)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à C. FARCOT
Direction du Personnel
SOCIETE INDUSTRIELLE DE BANQUE
79 rue Monceau - 75008 Paris

SOURCES



UN SERVICE PUBLIC QUI ÉVOLUE AVEC SON TEMPS

Le Ministère des PTT recrute par concours national le 1er et 2 Décembre 1983 pour la Poste et les Télécommunications

300 INSPECTEURS ÉLÈVES
DES SERVICES ADMINISTRATIFS

30 ans maximum - Licence ou diplôme équivalent (H ou F)

FONCTIONS : des responsabilités de cadres dans des secteurs d'activité en pleine évolution : commercial, études économiques, gestion, organisation...

POSSIBILITÉS DE CARRIÈRE : *Inspecteur principal ou Administrateur à la Poste ou aux Télécommunications.*

EMPLOIS SITUÉS en Ile-de-France, Haute et Basse Normandie, Nord/Pas-de-Calais, Picardie, Champagne/Ardennes.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS jusqu'au 28 Octobre 1983 auprès de la Direction Départementale des Postes de votre résidence.

bleu

Chef de Produit Interferon

Filiale du Groupe américain Schering-Plough,
le poste que nous proposons, directement rattaché au Directeur Marketing, ne peut intéresser qu'un candidat à l'âme de pionnier capable d'avoir une approche totalement originale pour la mise sur le marché de notre Interferon alpha-2.

Bénéficiant du support de la Division Recherche du Groupe, le Chef de Produit sera responsable de la conception et de la réalisation d'un plan d'action qui exigera, en tout premier lieu, l'établissement de contacts médicaux parmi les spécialistes européens en oncologie. Il aura par ailleurs la responsabilité de former une équipe capable d'apporter aux médecins une information scientifique au plus haut niveau et d'établir une liaison efficace avec nos responsables de la recherche.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat doué d'une forte personnalité, médecin de préférence, et s'exprimant couramment en anglais. Une expérience préalable dans l'industrie pharmaceutique et une connaissance des services hospitaliers utilisant des produits anti-cancéreux sont souhaitables.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous réf. LM 8347, à :

Laboratoire UNILABO
Département Recrutement



92, rue Baudin
92307 LEVALLOIS-PERRET

HAVAS CONTACT



VOUS CHERCHEREZ UN EMPLOI EN 1984 ? NOUS VOUS LE PROPOSONS MAINTENANT.

1984 sera pour vous un grand tournant, car vous rechercherez votre premier emploi : soit parce que vous accomplissez actuellement votre Service National et que vous serez libéré en cours d'année 84 ; soit parce que, dégagé des obligations du Service National, vous terminez vos études l'an prochain.

Grâce à une formule originale d'insertion des jeunes diplômé(e)s, IBM France peut vous offrir, à la date de votre disponibilité, des postes :

INGÉNIEURS/MAITRISES MATHÉMATIQUES INFORMATIQUE.

pour ses activités d'assistance technique sur les **Logiciels** utilisés par les clients de nos grands et moyens **Ordinateurs.**

Une formation approfondie sur nos produits est assurée dès l'accueil.

L'évolution rapide des techniques de **l'Informatique** vous ouvre de larges *possibilités de carrière.*

Dès à présent, vous pouvez donc nous contacter : IBM France (référence CHP/I) Recrutement Inspection 16, rue des Colonnes du Trône - 75012 Paris.

Une réponse rapide et une discrétion absolue vous sont garanties.

MASH

Message à un
CHEF DE PRODUITS
175.000 F +

Vous souhaitez entrer dans une société multinationale, une des marques les plus connues et les plus prestigieuses du monde dans le secteur

alimentaire - boisson.

Intégré à l'équipe marketing, vous aurez la mission exaltante de développer *une gamme de produits nouveaux* qui seront une déclinaison autour du produit leader. Nos budgets doivent vous permettre de donner le meilleur de vous-même.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous êtes de formation commerciale supérieure et si, au cours de 3 à 5 années d'expérience dans une société performante —peut-être de boissons—, vous êtes devenu un professionnel reconnu du marketing de produits de grande consommation. Bien sûr, vous maîtrisez toutes les techniques des études et de la communication, vos cibles sont le grand public et la distribution. *Vous êtes capable de travailler en anglais avec rapidité et sang froid,* vous refusez la morosité et la médiocrité, vous recherchez un travail exigeant.

Pour un premier contact confidentiel, notre conseil recevra votre C.V. sous référence M/157/C.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

ubp

Notre Maison existe depuis 75 ans et déploie son activité dans la région parisienne.

Elle dispense un service personnalisé à une clientèle de qualité. Elle accompagne les entreprises qui lui font confiance dans les phases successives de leur croissance.

Pour ce faire, elle met à la disposition des particuliers et des entreprises petites et moyennes de la région parisienne, un réseau de cinquante agences qui allient l'efficacité à la qualité du service.

En vue d'atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés, nous cherchons à nous adjoindre la collaboration de plusieurs,

CADRES DE BANQUE EXPERIMENTES

Des candidats (classe V à VII) ayant une bonne expérience de l'exploitation bancaire, s'intégreront très rapidement au sein d'une équipe dynamique. Ils sont appelés à assumer à brève échéance des responsabilités importantes dans le réseau, à la direction d'une agence ou d'un groupe d'agences.

Si vous souhaitez participer à notre expansion, veuillez adresser une lettre manuscrite, un curriculum-vitae, photo et prétentions à M. J. SCHMITT, *Direction des Relations Humaines, UNION DE BANQUES* A PARIS 22, Place de la Madeleine 75008 Paris. Discrétion totale assurée.

LE CREDIT NATIONAL

recherche pour son
DEPARTEMENT DES ETUDES.

INGENIEUR ECONOMISTE

- Diplômé d'une école d'ingénieurs *et possédant une formation* économique (Sciences Eco, Sciences Po...)
- Ayant si possible des connaissances solides en statistiques, économétrie, informatique
- Débutant ou ayant de préférence une expérience professionnelle de quelques années dans le domaine économique.

Il lui sera confié des études approfondies - de caractère économique, statistique, financier - sur les entreprises, en utilisant notamment les travaux de la centrale des bilans.

ECONOMISTE SECTORIEL

Il possède :
- une maîtrise en sciences économiques associée au diplôme de Sciences Po ou à celui d'une grande école de commerce ;
- de préférence une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine des études *économiques acquise* dans une entreprise ou dans une banque.
- de bonnes capacités de rédaction.

Il sera chargé de suivre l'évolution des branches professionnelles et de réaliser de courtes notes de synthèse ainsi que des études approfondies.

Prière d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo (retournée) au CREDIT NATIONAL - Service du Personnel et des Relations Sociales
45, rue Saint Dominique - 75700 PARIS.

G.I.A. Groupe ex-ORTF

Dans le cadre du développement de l'AUDIOVISUEL français, G.I.A., informatique du Groupe ex-ORTF, équipé de matériels puissants et variés : IBM 3033/N (plus de 180 terminaux), prochainement DPS 8, Minis : IBM 8100 - R 2000 - Mini 6 - Matra 6000 - Solar 16, recherche

Chef de salle

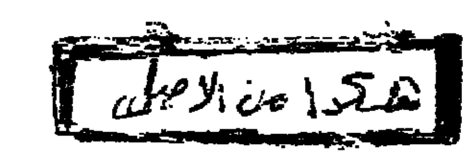
- Niveau baccalauréat + 2 ans. *Plusieurs années d'expérience* dans cette fonction ou comme pupitreur - leader ou comme préparateur.
- Connaissance des matériels IBM avec MVS et son environnement IMS/TSO/JES 2/VTAM et BULL avec GCOS 3-8/DM IV/TSS.
- Connaissance souhaitée d'un langage de programmation.
- Travail en équipes 2 × 8.
- Encadrement de pupitreurs et d'opérateurs.
- Lieu de travail : périphérie Paris-Sud.
- Plan de formation complémentaire personnalisé assuré.
- Avantages sociaux d'un grand Groupe.
- Salaire de 120.000 à 160.000 F selon expérience.

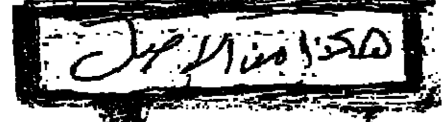
Merci d'adresser CV manuscrit et photo à Europe Informatique Sélection, 12 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris.

Europe Informatique Sélection



média-system





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INTERNATIONALE A PARIS

recherche

DEUX CADRES

qui auront pour mission, au sein de la

Direction du Crédit

de participer :

- à la mise en place et au suivi administratif de dossiers complexes de crédits internationaux ;
- à l'élaboration et la mise en œuvre de systèmes de « reporting » destinés à la Direction Générale de la Banque ;
- au développement des méthodes de contrôle des engagements du crédit.

Les candidats justifieront :

Pour le premier poste (cl. VII ou VI) :

- de 6 à 8 ans d'expérience bancaire dans le domaine du crédit, dont 3 ans au moins en tant que responsable d'un service opérationnel.

Pour le second poste (niveau cl. V) :

- de 4 à 6 ans d'expérience bancaire, dont 3 ans au moins en montage et gestion des crédits internationaux.

Pour les deux postes, les candidats démontreront :

- une grande pratique des Conventions de crédit international, de leurs aspects juridiques, et en particulier des sûretés ;
- une solide maîtrise de la langue anglaise ;
- l'habitude du maniement des instruments informatiques ;
- un esprit organisé et la volonté d'exercer un rôle actif au sein d'une organisation en développement.

La rémunération offerte sera en rapport avec la qualité des candidats retenus.

Les candidatures et C.V. sont à adresser sous le n° 7.013, « *Le Monde* » - *Service* Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09



Responsable études — Banlieue nord-est

Industrie mécanique - Exerçant son activité dans le domaine ferroviaire, cette société (chiffre d'affaires de 225 millions de francs - effectif 800 personnes), filiale d'un groupe américain important recherche son futur responsable études. Dépendant du directeur technique, il dirigera à terme une vingtaine de *personnes, il aura pour mission essentielle d'établir, en relation avec la clientèle* nationale et internationale, les cahiers des charges, de conduire les recherches et applications liées aux produits nouveaux, ainsi que l'étude des spécifications. Il mènera à bien la conception des appareils de série et sera à même de prendre en charge la conception d'ensembles techniques particuliers. Ce poste évolutif intéresse un ingénieur diplômé, âgé de plus de 30 ans, disposant d'une expérience minima de 5 années dans le domaine des études, en mécanique, automatique et/ou pneumatique. La fréquence des déplacements (de l'ordre de 25 %) implique disponibilité et très bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2452M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable des méthodes — Banlieue nord-est

Industrie mécanique - Exerçant son activité dans le domaine ferroviaire, *cette société (chiffre d'affaires de 225 millions de francs - effectif 800 personnes)*, filiale d'un groupe américain important recherche son responsable des méthodes. Dépendant de la direction générale et animant une quarantaine de personnes, il aura la responsabilité des méthodes-fabrication (industrialisation - création de gammes - études outillages...), des méthodes centrales (détermination des prix standards, études d'investissements et implantation), des prix de revient (amélioration des coûts - cercles de qualité - analyse de la valeur). Ce poste, à vocation évolutive, intéresse un ingénieur mécanicien diplômé, âgé de plus de 30 ans, dont l'expérience industrielle minima de 5 années à des responsabilités comparables trouverait là son épanouissement. La pratique de la langue anglaise est nécessaire dans cette fonction aux contacts variés et la rémunération saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2453M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
CENTRE DE PARIS
recherche

CHEF DE GROUPE COMPTABLE

Pour assister progressivement le Chef de Service pour l'ensemble de ses responsabilités.

Titulaire DECS ou niveau équivalent, le candidat pourra justifier de 4 à 5 ans d'expérience professionnelle.

- Salaire annuel 140.000 F.
- Avantages sociaux.

Envoyer lettre + curriculum vitae + photo à :
RÉGIE PRESSE
sous n° T042.658 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



Chef service entretien et travaux neufs — 240.000 F

Industrie alimentaire - Une société de 1.700 personnes faisant partie de l'un des plus puissants groupes mondiaux de l'industrie alimentaire, recherche, pour son unité parisienne de production (300 personnes - banlieue Sud) spécialisée dans la fabrication de produits frais de haut de gamme, le chef de son service entretien et travaux neufs. Répondant au directeur d'usine, et en *relation étroite avec le chef de fabrication, il animera un service d'une trentaine* de personnes (des électro-mécaniciens pour l'essentiel) et mettra en place une véritable gestion prévisionnelle de la maintenance des machines et des investissements en travaux neufs. Responsable d'un budget de 18 millions de francs, il devra optimiser l'achat et la gestion des pièces de rechange et développer *la sécurité technique de l'établissement. Ce poste conviendrait* à un ingénieur (A & M, INSA...) âgé de 32 ans au moins, ayant acquis l'expérience *de cette fonction dans une entreprise d'une technicité similaire :* électro-mécanique, conditionnement, régulation, froid... La rémunération annuelle, fonction de l'expérience et des compétences du candidat, sera de l'ordre de 240.000 francs. Écrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2460M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Jeune informaticien haut potentiel — Paris

Cette compagnie commerciale (chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs - *effectif de 120 personnes) destinée au négoce international, recherche pour* son siège social situé aux Champs-Elysées, un jeune informaticien de haut niveau. En relation étroite avec le directeur informatique, et animant une petite équipe, il conduira le développement, la mise en place d'applications très variées (négoce-change-marchés à terme...) et sera responsable de l'organisation du travail, du respect des plannings et de la documentation. L'environnement technique (IBM, 38-20 terminaux-applications temps réel-connection de micros) et le contexte général motiveront un jeune informaticien diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur-ESC-MIAGE...) qui disposerait d'une première expérience réussie de 2 à 3 années dans la maîtrise d'œuvre de projets d'informatique de gestion. La rémunération tiendra compte de l'expérience et *du potentiel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE.* Réf. A/2451M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint à Secrétaire Général

Spécialisé Comptabilité et Informatique

250 000 F +

Nous sommes un Etablissement financier (60 personnes) spécialisé dans le Crédit Bail Mobilier, rattaché à un groupe financier de premier plan. Pour renforcer un état-major très léger, nous recherchons un Cadre qui sera l'Adjoint de notre Secrétaire Général et qui *travaillera également en liaison directe avec notre Directeur Général.* De compétences assez polyvalentes, il doit cependant être axé en priorité sur la Comptabilité et l'Informatique. Ce poste de haut niveau, intéresse un candidat diplômé d'une grande école commerciale, âgé d'au moins 35 ans, ayant une expérience confirmée en Comptabilité et Informatique, de préférence dans la branche Crédit-Bail, sinon dans une Banque ou un Etablissement financier. Le poste exige une forte implication personnelle, un caractère à la fois diplomate et affirmé. Réelles possibilités de carrière pour celui qui aura fait la preuve de sa compétence. Lieu de travail : PARIS 8ème. Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, sous réf. 11687/M à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Cédex.



Publival Membre de SYNTEC



Jeune ingénieur chef de fabrication — Banlieue est

Un important constructeur européen de systèmes de freinage pour véhicules automobiles, employant plus de dix mille personnes et membre d'un puissant groupe industriel international recherche pour son usine française, son chef de fabrication. Rapportant au directeur technique, il aura la responsabilité humaine et technique du département fabrication, représentant une soixantaine de personnes. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur en mécanique, possédant de solides connaissances notamment en pneumatique, hydraulique et si possible électronique. *Une bonne pratique de l'allemand est nécessaire.* La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. *Le poste est situé en grande banlieue Est.* Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2442M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et réalisateur :
- *de réseaux de transmission de données :*
1er fournisseur mondial de réseaux publics : Transpac...
- *de grands systèmes télématiques : annuaire électronique...*
- *de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.*

Une implantation nationale et internationale : 1200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche dans le cadre de son expansion

INGENIEURS LOGICIEL EXPERIMENTES ou DEBUTANTS

FORMATION GRANDES ECOLES

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités dans les domaines suivants :
- réseaux de transmission de données par paquets,
- commutation de messages,
- systèmes télématiques,
- systèmes temps réel.

Envoyer C.V. et prétentions
SESA, 30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX.
Préciser réf. sur enveloppe : **80 LM**



ROLAND OLIVIER CONSEIL (ROC)

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES
ET CONSEIL EN GESTION
recherche

2 INGÉNIEURS ÉCONOMISTES

ayant bonne expérience missions à l'étranger pour occuper postes de :

- RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS (Ponts et Chaussées + formation économique complémentaire).
- CHARGÉ D'ÉTUDES PROJETS (ENSAE ou équivalent).

Base Paris avec déplacements.

Envoyez C.V. et prétentions s/réf. 3692 à Sweerts. Publicité, 9, rue du Delta, 75009 Paris, qui transmettra.

L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

recherche

CADRE DE SERVICE D'IMPRIMERIE

- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.
- Salaire annuel brut de début : 99.000 F à 110.000 F.
- Déroulement de carrière jusqu'à : 154.000 F.

Envoyer C.V. détaillé sous double enveloppe, la seconde portant la mention « CANDIDATURE » à :

U.R.S.S.A.F.
Division du Personnel
3, rue Franklin,
93518 MONTREUIL Cedex.

PHILIPS

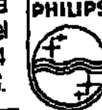
chef de projet

pour la mise en place d'un système informatique de **GESTION DE PRODUCTION** au sein d'une unité développement des produits du secteur professionnel.

Vous avez une formation d'ingénieur en informatique ou électronique. Vos 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel vous ont permis d'acquérir une solide compétence en gestion de production.

Des possibilités d'évolution très intéressantes vous seront ouvertes à moyen terme tant à Paris qu'en Province.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 101 à PHILIPS D.I.T. Service du Personnel 50, rue Roger Salengro Peripole 114 94126 FONTENAY S/BOIS.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Renforce de 3 spécialistes ses équipes de l'ORGANISATION et de l'INFORMATIQUE, lesquelles ont pour fonction la mise en place et le développement d'outils informatiques performants destinés à la gestion des RESSOURCES HUMAINES.

UN ORGANISATEUR réf. DP 1

Sa mission principale sera de participer directement à l'élaboration du PLAN BUREAUTIQUE. *En outre il sera chargé d'études d'Organisation Administrative et apportera son concours à la mise en œuvre des solutions matérielles.*
Au cours de ses 5 dernières années d'activité, il a acquis une solide connaissance du milieu administratif et développé des qualités de méthode et de facilité dans ses contacts.

UN RESPONSABLE D'APPLICATIONS réf. DP 2

Il sera chargé de la mise en œuvre de projets sur mini ordinateurs et/ou gros systèmes.
De formation supérieure (Ingénieur-Maitrise), il possèdera une expérience de 2 ans minimum si possible dans la fonction Personnel.

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR réf. DP 3

Il sera responsable du développement d'applications de gestion sur gros systèmes en COBOL. De formation supérieure (DUT ou équivalent), il aura au moins 3 ans d'expérience.

Ces trois postes sont basés à Paris.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et prétentions en précisant la référence du poste concerné à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS.

bleu

Un des plus importants cabinets d'audit internationaux recherche pour son bureau de Paris des

AUDITEURS CONFIRMES

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Ils recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Les candidats devront être diplômés d'une grande école commerciale **(HEC, ESSEC, ESCP, SC-PO / Eco Fi)** avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à **BCA** - A l'attention de P. Narain - 18, place Henri Bergson - 75008 Paris.

Correspondant de 



Desselin



UN ENVIRONNEMENT SCIENTIFIQUE DE PREMIER PLAN

Nous sommes une société d'ingénierie nucléaire et de techniques de pointe, filiale d'une importante société industrielle et nous recherchons pour renforcer nos équipes des

Jeunes Ingénieurs

ECP, ENSAE, ENSTA, ESE, ENSEEIHT, ENSAM

Mettez en application vos connaissances dans des domaines très variés :

- ECHANGEURS DE CHALEUR
- CIRCUITS
- AUTOMATISMES
- ELECTROTECHNIQUE
- MECANIQUE
- CALCUL DE STRUCTURE.

Dans un contexte attractif :

- Une informatique scientifique et de gestion évoluée.
- Une formation complémentaire : stages spécifiques (techniques, scientifiques).

Vous aurez pour mission de mettre en œuvre les acquis technologiques les plus récents pour la conception et la réalisation de chaudières nucléaires.

Notre Société (800 personnes) et sa maison mère (5 000 personnes) vous ouvrent les portes d'une carrière largement évolutive.

La dimension européenne de nos activités nécessite de la part du candidat un esprit ouvert et disponible.

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson. A terme, des postes en province ou à l'étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emploi Formation, 20 avenue Edouard Herriot 92350 Le Plessis-Robinson.

média-system



recherche pour son Unité Parisienne de PANTIN des :

Inspecteurs régionaux des ventes indirectes

qui seront chargés d'animer un réseau de Revendeurs dans leurs actions de recrutement, de formation, et de conseil en gestion (stocks, promotion des ventes, finances...).

Les candidats à ces postes seront âgés de 25 ans environ, posséderont une formation supérieure : Grandes Ecoles de *Commerce option Marketing et* Finances et également une expérience professionnelle de vente de deux ans minimum si possible dans la bureautique.

L'espoir de gain minimum sera de 104.400 F par an.

Merci d'envoyer vos candidatures (CV + lettre + photo) à Monsieur P. ARMBRUST, 35 rue Victor Hugo 93500 PANTIN. Tél. 843.93.53.

Canon

média-system

HEC - ESSEC ou ESCAE + DECS

Débutant ou 2 ans d'expérience en cabinet d'audit par exemple...
Pour être

AUDITEUR

d'un puissant groupe international implanté dans plus de 60 pays.

Votre mission sera :
- l'estimation des en-cours,
- la réalisation d'audits de procédures,
- l'établissement de diagnostics complets d'entreprises en terme de gestion.

Pour cela, il vous faudra accepter d'être mobile, parler anglais et si possible espagnol.
La taille de l'entreprise vous ouvre à terme de larges possibilités de développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à *Média-System*, sous la réf. 6813, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Correspondant

INFORMATIQUE et STATISTIQUES

Organisme de prévoyance **PARIS 8è** recherche le **Responsable** du service chargé de la fonction de correspondant informatique et statistiques.
Il devra être diplômé d'Enseignement Supérieur, avoir des connaissances en informatique de gestion, en organisation et en statistiques.
Il possèdera une expérience minimum de 2 ans dans une fonction similaire.
Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions, sous référence 8005 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE
Banlieue Nord de Paris

recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

Il est demandé une bonne base comptable - niveau DECS - ainsi qu'une expérience de 3 à 4 ans de la fonction dans un milieu industriel.
Placé sous l'autorité du Directeur de Division son rôle essentiel sera :
- Supervision de la comptabilité générale.
- Préparation du budget.
- Mise en place de la comptabilité analytique et son suivi.
- Tenue du tableau de bord de la direction.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 67404 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
AYANT COMPÉTENCE PARTICULIÈRE EN INFORMATIQUE ET GESTION FINANCIÈRE

recherche
pour mission d'Audit
et de Commissariat aux comptes

COLLABORATEURS CONFIRMÉS

- Formation supérieure.
- Niveau DECS.
- 1 à 3 ans d'expérience.

Envoyer photo, c.v. et prétentions :
à E. et O.
25, rue Jacques-Dulud,
92200 NEUILLY, qui transmettra.

Réviseur comptable

DECS ou équivalent

DAF FRANCE S.A. au capital de 33 000 000 F
C.A. en 1982 : 650 000 000 F H.T.

recherche pour son service contrôle et méthodes, et plus particulièrement dans le cadre de l'assistance de son réseau et du contrôle de ses affiliations, un **réviseur comptable (DECS ou équivalent). Déplacements en province fréquents.**

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions à **DAF FRANCE** - Service du Personnel - **SURVILLIERS** - B.P. 4 - 95470 FOSSES.

DAF FRANCE



MEDIA PA

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
COMPTABLE ET FINANCIÈRE
ET DE FORMATION

Liée à un cabinet d'expertise comptable

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

ayant une formation ou expérience niveau D.C.E.S.
intéressée (e) par :
- La formation ;
- La conception et la rédaction d'articles ;
- Des missions ponctuelles d'expertise et de conseil.

Une formation préalable à l'animation est envisagée si nécessaire.
Une expérience dans le domaine bancaire serait appréciée mais non indispensable.

Zone d'intervention :
France métropolitaine, principalement région parisienne.

La rémunération sera en rapport avec la formation et l'expérience.

Écrire sous nº 8.990 *le Monde Publicité*,
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS



ALLEN-BRADLEY

Division **AUTOMATES PROGRAMMABLES**

Pour poursuivre la diffusion de sa gamme d'automates programmables, réseaux industriels, stations de contrôle-commande, composants électromécaniques pour l'industrie

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation technique - Expérience 3 ans ou débutant à fort potentiel

AGENT TECHNICO-ADMINISTRATIF

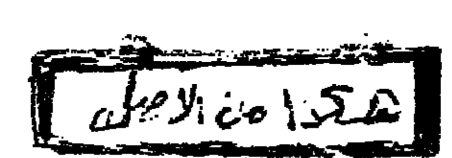
Adjoint au responsable des composants électromécaniques, suivi commercial et administratif

AGENT RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

Responsable des stocks de rechange, documentation, échanges standard, administration, suivi de la facturation après-vente.

Pour tous ces postes, anglais courant exigé.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
Allen-Bradley S.A. (M) — Tour Pariferic — 6, rue Emile-Reynaud
93306 Aubervilliers Cedex.






OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PA

Trésorier — 220.000 F

Filiale d'un très important groupe français, notre société (chiffre d'affaires d'un milliard de francs) à vocation nationale et internationale, recherche pour sa direction financière au siège à Paris le responsable de son service trésorerie. Après s'être familiarisé avec les spécificités et procédures du groupe, il sera chargé de suivre et gérer, en centralisant les informations, l'évolution de la trésorerie des établissements et filiales de la société, notamment par la mise en place de procédures informatisées. Il participera aux négociations avec les banques et contrôlera l'application des conditions. Il gérera l'ensemble des éléments déterminant l'évolution de la trésorerie. Il définira les méthodes de gestion de trésorerie, et en suivra l'application avec pour objectif une gestion optimale à court terme. Il supervisera l'élaboration des prévisions et en assurera le suivi avec analyse des écarts. Il assurera un rôle d'animation et d'assistance auprès des établissements et filiales. Il contrôlera enfin le risque clients et la gestion de leurs comptes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, sciences politiques ou équivalence...) possédant de sérieuses connaissances en comptabilité, en informatique et en trésorerie d'entreprise. Il devra justifier d'une expérience de plusieurs années en qualité de trésorier ou assistant trésorier dans une grande entreprise ou une banque. La rémunération annuelle, de l'ordre de 220.000 francs, tiendra compte de l'expérience offerte. Écrire à J. MOUNIER. Réf. A/2459M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC





Important Goupe Industriel Français (6000 personnes) de dimension internationale, leader de l'industrie électrochimique et de la conversion d'énergie, numéro 1 français pour les piles grand public, recherche pour les services techniques de son Département Accumulateurs

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il aura au sein d'une équipe technique performante, à concevoir, à adapter, à mettre au point des appareils électroniques de grande et moyenne série destinés à l'éclairage de secours et à la sécurité (coffrets d'énergie, blocs de sécurité, etc...).

Une première expérience en étude et développement électronique serait appréciée.

Adressez votre candidature ss réf. A.12.23 M
SAFT - Direction des Ressources Humaines
119, rue du Président Wilson - 92300 LEVALLOIS PERRET.



COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(350 personnes - C.A. de 150 millions de Francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optronique, recrute

cadre II

Quelques années d'expérience.

Formation juridique et financière, responsable petit service de gestion financière des contrats.
- Facturation - révisions de prix-acomptes
- Tenue du carnet de commandes et statistiques de ventes
- Prévisions de recettes de trésorerie
- Administration import-export.

Adresser candidature (CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI
Chef du Personnel CILAS - Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS

Pour compléter son équipe informatique

OLYMPIA FRANCE S.A.

recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRME

pour développement applications temps réel et Batch sur IBM 38 GAP III.

Lieu de travail : **CLAMART.**

Salaire motivant en fonction capacité.

Avantages sociaux.

Merci d'adresser C.V. manuscrit et photo à :

M. MILLET
OLYMPIA FRANCE S.A.
10, avenue Réaumur
92142 CLAMART CEDEX



SITB
GENIE INFORMATIQUE

L'une des premières SSCI françaises, 500 personnes, 30 ans d'expérience, C.A. 150 MF, renforce sa Direction Commerciale, Marketing et Développement en créant 2 postes

INGENIEURS D'AFFAIRES en informatique

Directement rattachés au patron du développement, ils seront chargés de promouvoir les services SITB auprès des Banques et des Grandes Entreprises.
Une capacité d'écoute et de négociation alliée à un esprit créatif leur permettra d'engager la SITB sur des activités nouvelles. Ils bénéficieront pour cela de la collaboration des départements Conseil/Organisation, Etudes et Technique.
Ces postes de haut niveau conviendraient à des diplômés d'études supérieures d'environ 35 ans ayant plusieurs années d'expérience en SSCI et/ou chez un constructeur.
Une rémunération particulièrement motivante est prévue.

Adresser dossier de candidature sous référence IA 103 M à Mme Peronnin
SITB, 38, rue des Jeûneurs 75002 Paris.

Nos ingénieurs commerciaux sont ambitieux : si vous l'êtes cette offre vous concerne.

Jeunes diplômé(e)s d'écoles d'ingénieurs et de commerce, vous êtes à la recherche de votre première situation

Bien choisir votre métier, votre branche d'activité est une affaire désormais déterminante pour votre réussite professionnelle, votre réussite tout court.
L'informatique est promise à un développement continu.
Si vous êtes ambitieux, devenez ingénieur commercial IBM.

Le métier d'ingénieur commercial

L'ingénieur commercial représente la Compagnie auprès des Grandes Administrations et Entreprises.
Il a la responsabilité commerciale d'une zone géographique ou d'une branche d'activité économique.
Il établit des contacts au niveau le plus élevé et propose nos produits et services susceptibles d'améliorer la gestion d'une entreprise.
Sa mission est vaste : suivi de la clientèle, recherche de nouveaux clients, vente de produits et services, suivi des paiements.

Pour vous préparer à l'exercice de ce métier, nous vous assurons une formation normalement rémunérée pendant un an, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale.

Nous sommes prêts à vous confier rapidement d'importantes responsabilités, si au-delà de votre diplôme, vous présentez les qualités requises pour le poste.

Ce que nous attendons de nos futurs ingénieurs commerciaux

Votre motivation pour une activité de vente doit être forte. Nous recherchons des femmes et des hommes présentant les qualités suivantes :
- Aptitude à communiquer à haut niveau.
- Ambition, énergie au-dessus de la moyenne.
- Sens de la méthode, esprit de synthèse.
- Sens de la négociation et aptitude à convaincre.
- Imagination dans la recherche de nouveaux clients et dans la préparation d'un projet informatique.

Nous vous demandons de répondre aux conditions suivantes :
- Avoir de bonnes connaissances de l'Anglais.
- Accepter le principe de la mobilité géographique : nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.
- Etre dégagés des obligations du Service national.

Processus de recrutement

Que vous soyez débutant, ou que vous ayez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, adressez votre lettre de candidature à notre Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo, 75001 Paris en mentionnant la référence ICM-18/10. Après examen de leur dossier, les candidats répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.



le bon départ.

MASH

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION
PARIS recherche

CHEF de SERVICE PHOTOCOMPOSITION

En prise directe avec la Direction Générale et en équipe avec ses adjoints, il devra prendre en main un service d'une trentaine de personnes, chargé de réaliser plusieurs groupes de publications professionnelles.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation générale *suivie d'une expérience concrète suffisamment* longue pour avoir acquis la maîtrise des techniques modernes de photocomposition *et surtout de l'organisation du travail* dans un contexte complexe et mouvant, de la conduite, avec fermeté *et souplesse, d'une équipe de collaborateurs et des relations* avec les interlocuteurs professionnels habituels : collègues *chefs de service et clients.*



Env. c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous réf. 2524)

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES

AÉROPORT DE PARIS
recherche
pour son bureau d'études à ORLY

UN INGÉNIEUR

DIPLOMÉ SPÉCIALISÉ EN INFORMATIQUE TEMPS RÉEL (MÊME DÉBUTANT)

qui sera chargé de la conception d'architectures, de systèmes divers (contrôles-commandes, péage, contrôle de procédés en local et à distance).

- Anglais souhaité.
- Déplacements à l'étranger éventuels.

Adresser lettre manuscrite, C.V. à :
AÉROPORT DE PARIS
Monsieur CARRIÈRE
291, boulevard Raspail, 75014 PARIS.
Téléphone : 320-15-00.

Grande banque française à vocation internationale recherche un

Traducteur H/F bilingue anglais-français

La forte personnalité que nous recherchons est de nationalité anglo-saxonne et pourra à partir de son domicile collaborer avec la Banque à la rédaction de nos contrats... Comprendre le langage bancaire est donc indispensable. Il sera rémunéré sous forme d'honoraires.

Pour un premier contact, merci d'adresser vos références sous n°1555M à

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

BISCUITS BELIN EVRY (91)

ASSISTANT à la Direction Production HF

- **Vos principales missions :**
  - études de dossiers administratifs et économiques
  - préparation et suivi des décisions
  - participation aux réunions : notes, comptes rendus, synthèses, etc...
- **Votre formation :**
  - BTS / DUT de préférence à orientation économique
  - sténos française et anglaise
  - parfaitement bilingue anglais

  Une première expérience dans ce type de poste est indispensable.
- **Votre personnalité :**
  - qualités relationnelles indéniables
  - goût des chiffres et des matières économiques.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + photo + prétentions) sous référence AA678 - Patrick KACZMAREK - Biscuits BELIN
B.P. 93 - 91015 EVRY Cedex.

Automates programmables

Grâce à notre forte notoriété dans les automatismes industriels, qui représentent 80 % de notre CA, nous avons lancé, il y a trois ans, une nouvelle ligne de produits : les automates programmables. Pour accroître notre développement, nous recherchons notre

Ingénieur chef des ventes France

180 000 +

qui aura pour mission de définir, avec le Directeur Commercial dont il dépend, la politique de ce département et de contrôler l'activité de six technico-commerciaux. Il suit personnellement les grands clients que sont les industries mécaniques, électriques, laitières...

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de 30 ans environ, Sup'Elec, Arts et métiers, etc..., connaissant les automates programmables ou l'électronique système.

Vous savez associer autorité et allant dans la filiale d'un groupe européen. L'allemand est indispensable. Le poste, évolutif, est basé en banlieue.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 9596 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

SOCIÉTÉ MULTIDISCIPLINAIRE DE CONSEIL

recherche

pour interventions en MOYENNES et GRANDES ENTREPRISES plusieurs :

CONSULTANTS - 250/280.000 F

Les candidats âgés de 30-32 ans, ayant une formation supérieure du type H.E.C., E.S.C. auront une expérience professionnelle de 5 ans au moins en entreprise et/ou dans un cabinet de conseil, dans le domaine du

DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Ils seront amenés à réaliser des missions de diagnostic et des interventions au sein de la fonction marketing et commerciale des entreprises. Ils seront familiarisés aux techniques de structures commerciales, systèmes de rémunération, systèmes de dynamique commerciale, formation-action, tableaux de bords commerciaux, marketing opérationnel.

Le succès des interventions réalisées permettra une évolution rapide des niveaux de rémunération.

Ecrire avec C.V. sous référence DT à ORAconsult, 8, rue Bellini, 75782 PARIS CEDEX 16.

Benson : nous avons créé l'informatique graphique.
Constructeur français, notre réussite est mondialement reconnue (Centres de Recherche et de Production en France et Californie, filiales européennes).

LA QUALITÉ, UNE VOLONTÉ, UNE FORCE

pour un Ingénieur en production

De l'entrée des composants à la recette industrielle, vous êtes le garant de la fiabilité du cycle de production, dans le cadre de la politique définie avec l'Assurance de Qualité centrale. Sur deux plans :
– humain auprès de toute l'organisation et des fournisseurs, avec vos équipes de contrôle – technique en définissant tous les moyens et équipements de tests.

En participant pleinement à notre rénommée technologique, vous devenez l'ingénieur complet après la première expérience mécanique et électronique que vous avez développé en industrialisation ou en production.

benson

Écrivez au Service du Personnel
ss réf. 1008 M
Z.I. des Petites Haies
1, rue Jean Lemoine
94015 CRÉTEIL.

HAVAS CONTACT

LE CENTRE DE CALCUL VECTORIEL POUR LA RECHERCHE

recrute

ADJOINT AU RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Sur les matériels CRAY-1, IBM 4341 et BULL DPS 8 fonctionnant sous les systèmes COS, VM et MULTICS.

Le candidat devra :
- posséder des connaissances dans l'un ou plusieurs de ces systèmes
- avoir une bonne expérience en matière de télécommunication
- faire preuve de qualités humaines et sociales pour animer des équipes d'exploitation

Emploi stable.

Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions à C.C.V.R.
ECOLE POLYTECHNIQUE - 91128 PALAISEAU CEDEX.

Ne pas téléphoner

INTERTECHNIQUE

IN 50 - IN 500 - IN 5000

Dans le cadre de l'expansion de ses activités informatiques,

recherche :

Pour son service « Grandes Affaires » du département informatique :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(SUPELEC, ISEN, ENSEEIHT, etc.) (Réf. DI-54).

OPTION INFORMATIQUE

– Pour assurer les fonctions de chef de projets s'adressant à de grands utilisateurs.

– Expérience de 5 ans au moins dans le dépouillement des appels d'offres et dans la conduite des projets informatiques liés à l'équipement de clients se dotant de réseaux de mini-ordinateurs et de moyens informatiques de gestion.

– Qualités de coordination entre services techniques et commerciaux indispensables.

Niveau de rémunération motivant qui tiendra compte de l'expérience des candidats.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

HELIOS STRECO DURANDO

Un des premiers Cabinets français d'Audit et de Conseil, membre d'Arthur Young International recherche pour PARIS

Chefs de mission

Nous leur proposons :
- le cadre de travail d'un Cabinet en expansion,
- des missions variées de contrôle et de conseil,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilité pouvant conduire à l'association,
- une formation de haut niveau au moyen d'un cycle de séminaires.

Nous leur demandons :
- une formation supérieure Grande Ecole de Commerce ou Maîtrise ainsi qu'un ou plusieurs certificats supérieurs,
- une expérience en expertise comptable de 3 à 5 ans.

Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.

Adressez C.V., photo et lettre sous la référence LM/15 à

HELIOS-STRECO DURANDO — Michèle BEUCHER
7, rue de Chaillot — 75116 PARIS

MEDIA PA

PARIS

Cap Gemini Sogeti

recherche

pour son Service Audit

AUDITEUR INTERNE

PROFIL :

Ce poste intéresse un candidat ayant une formation supérieure :
HEC - ESSEC - ESCP - niveau expertise comptable ou équivalent.
Une expérience d'environ 5 ans dans un Cabinet d'Audit, particulièrement dans un service d'Audit informatique.

Anglais courant indispensable.

MISSION :

Outre l'audit financier exercé dans les filiales, les interventions de l'audit interne couvrent le contrôle des procédures et des systèmes informatiques du Groupe.

Basé à Paris, il dépendra de la Direction Financière du Groupe, et devra être disponible pour effectuer des déplacements de courte durée en Europe et aux U.S.A.

CAP SOGETI SELECTION

Adresser CV + prétentions + photo à Any BOULADE sous la réf. HMA 10.
83-85 boulevard Vincent Auriol 75013 Paris.

média-system

Pour continuer à travailler ensemble...

JEUNES HEC, ESSEC, ESCP, IEP, ESC...

NOUS NOUS CONNAISSONS DÉJA... Nous avons en effet contribué à votre formation théorique par certaines de nos publications :
— Memento comptable (Francis Lefebvre)
— Audit et contrôle des comptes (Publi-Union)
— Bulletin comptable et financier (Francis Lefebvre)

Devenez

AUDITEUR FINANCIER

expert-comptable stagiaire

NOUS SOMMES AVANT TOUT L'UN DES GRANDS CABINETS D'AUDIT implantés en France, en mesure de vous permettre d'acquérir une formation au sein d'équipes réputées sur le plan technique et de choisir plus tard votre carrière, entre la profession libérale et l'entreprise.

Notre groupe intervient dans l'ensemble des secteurs professionnels. Audit, commissariat aux comptes, expertises et études financières et économiques, organisation, informatique et formation, représentent les principales composantes de cette intervention.

BEFEC–MULQUIN & ASSOCIÉS
Associé français
de
Binder Dijker Otte & Co
Groupe international d'auditeurs
12, rue Margueritte - 75017 PARIS

Chef de produit

Chef de produit avec la responsabilité complète de plusieurs lignes, au sein de la filiale française (100 000KF) d'une multinationale implantée dans 64 pays, (15 000 personnes) leader mondial dans le domaine des produits de bureau, c'est la fonction que nous voulons vous confier.

Concevoir et mettre en oeuvre les plans marketing de vos produits, gérer les produits existants, appuyer la force de vente sur le terrain, s'assurer de la bonne perception de vos produits, bâtir des recommandations concrètes à partir de vos analyses et développer de nouveaux produits, voilà ce que seront les axes principaux de votre action.

Diplômé d'Ecole de Commerce, parlant anglais, vous avez environ 30 ans et une première expérience marketing réussie. Ouvert de tempérament, méthodique, organisé, créatif et novateur, vous savez exprimer votre dynamisme et vos idées qui vous font vous investir pleinement et vous donne la capacité de convaincre.
Le poste est basé à Rueil Malmaison.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 2832M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.





Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

HENKEL FRANCE
filiale d'un Groupe Chimique Européen
développe son **SERVICE ACHATS**

ACHETEUR DÉBUTANT

EMBALLAGES INDUSTRIELS

Vous êtes un jeune diplômé ayant une formation ESCP-ESSEC, etc.. ou d'ingénieur chimiste + I.A.E. et souhaitez orienter votre carrière vers la fonction "Achats".

Après une formation, vous assurerez la responsabilité de nos achats "emballages industriels".

Ce poste vous permettra à terme d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein du Service Achats (matières premières, etc.) ou de la société.

La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Henkel France
2 milliards de F.

Écrivez sous référence M 163
Direction des Relations Humaines, BP 111,
94258 GENTILLY CEDEX.

HAVAS CONTACT

EXPERTISE et COMMISSARIAT
Société E.C. Paris recherche

AUDITEURS

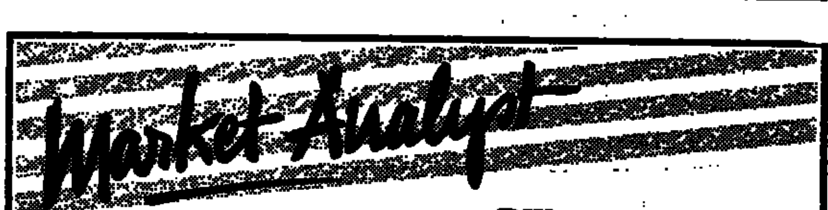
- D.E.C.S.
- Formation supérieure (grandes écoles, universités).
- Anglais apprécié.

Lettre manuscrite, c.v., photo, prétentions.
FIDUCIAIRE CONTINENTALE
19, rue Clément-Marot, 75008 PARIS.

BANQUE PRIVÉE 9e
RECRUTE POUR GESTION DE SA CLIENTÈLE D'ENTREPRISE
CADRE COMMERCIAL
CLASSE 4 OU 5
LE POSTE NÉCESSITE ;

– Un très bon contact humain ;
– Une solide formation technique ;
– Plusieurs années d'expérience dans la fonction ;
– Possibilités de prompotion ;

POUR CANDIDAT DYNAMIQUE
Adresser c.v. avec photo (retournée)
n° 24.031 PUBLIMAXY, 21, rue Feydeau,
75002 PARIS qui transmettra.



Bilingue anglais

CORDIS CORPORATION, leader international dans la fabrication et la commercialisation de produits médicaux de haute technologie a réalisé en 1983 un C.A. de 160 M. de $. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons, pour notre Siège Social Européen situé en banlieue Sud de Paris, un **Market Analyst**.

Fonction :
- analyse et recommandations quant aux retombées économiques de différentes stratégies et ce, en fonction des tendances prévisionnelles du marché,
- contrôle des prévisions, analyse des ventes, développement et coordination d'approches marketing, suivi de la gestion des stocks,
- analyse de l'impact des nouveaux produits de la politique des prix, de l'évolution industrielle et de la concurrence.

Profil :
- expérience réussie de 3 à 5 ans minimum dans un domaine équivalent,
- connaissance et pratique de l'outil « statistique » appliqué au marketing (micro-informatisation et « time-sharing »),
- formation MBA marketing ou équivalent, bilingue anglais.

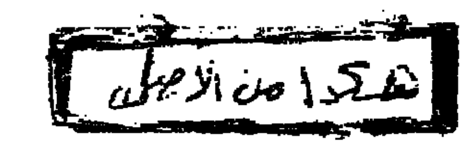
Nous offrons de multiples avantages à tout candidat prêt à assumer ce rôle important dans un environnement évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à

cordis

Madame Hayoun.
Cordis International Corporation
160, avenue Charles-de-Gaulle
91420 MORANGIS

MEDIA PA



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

legrand

Leader, européen de l'appareillage électrique d'installation.
CA 3 milliards de francs dont 30 % à l'étranger, 12000 personnes.

Un poste d'avenir pour un HEC, ESSEC... Chef de marché produits grand public

Au sein de la Direction des ventes, sa mission sera d'analyser les résultats, de proposer la politique commerciale dans la ligne de produits, d'élaborer les actions promotionnelles, d'animer le réseau spécialisé...
La résidence est à Limoges, le poste nécessite de fréquents déplacements.
Vous avez environ 5 ans d'expérience de la grande distribution (vente et marketing) y compris dans des secteurs différents du nôtre, votre compétence et votre savoir-faire nous intéressent.

Notre conseil traitera les candidatures avec discrétion, merci de lui manifester votre intérêt en écrivant sous réf. 23 M 196 au CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

média-system

BANQUE DE CREDIT GENERAL MOTORS

Société affiliée au premier constructeur mondial de véhicules et spécialiste du CREDIT AUTOMOBILE

recherche pour sa Direction Générale à PARIS 15ème

SON CHEF COMPTABLE

Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Ce poste conviendra à un très bon technicien de la comptabilité générale et de la fiscalité.

Titulaire du DECS ou équivalent, âgé de 30 ans minimum, ayant déjà acquis une solide expérience professionnelle et familiarisé avec l'outil informatique.

Sous l'autorité du Directeur comptable financier, il animera, assistera, coordonnera le travail d'une équipe d'une trentaine de personnes.

Il sera particulièrement responsable de l'établissement du bilan, du compte d'exploitation, du reporting, des déclarations fiscales et bancaires.

Poste de confiance, possibilité d'évolution

Adresser C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à
Melle HIVET - B.C.G.M. - 5, Square Max Hymans 75015 PARIS.

Le Directeur du Contrôle de Gestion d'un groupe industriel de taille internationale, réalisant plus de 10 milliards de CA dans l'entreprise générale et l'ingénierie recherche :

Jeune Contrôleur de gestion

pour lui confier les missions suivantes :
• Suivi des budgets du siège social. • Coordination et suivi des budgets au niveau du groupe. • Participation active à la coordination de l'informatique de gestion et à son évolution.
Ce poste s'adresse, soit à des diplômés d'école d'ingénieurs complétée par une *formation de gestion, soit à des diplômés d'une école de gestion.*
Débutants ou avec 2 ou 3 ans d'expérience.
L'anglais est nécessaire, l'espagnol constituera un atout supplémentaire.
L'activité du groupe au plan international ainsi que sa diversification assure de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 6807 (à mentionner sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

ESSO S.A.F. poste à La Défense — ESSO REP poste à Bordeaux-Bègles

Ingénieurs

Grandes Ecoles (X, ECP, Supelec, Mines...)

Vous avez **3 à 5 ans d'expérience** dans le domaine informatique et méthodes de gestion.
Vos connaissances comptables seraient appréciées mais pourront être acquises dans les deux postes offerts.
Des perspectives de carrière pourront s'ouvrir à vous au sein du groupe ESSO.

Esso

Merci d'adresser CV et prétentions à
Madame Gallois Service effectifs - recrutement
ESSO SAF, Cédex 02, 92093 Paris-La-Défense.

média-system



GENERAL FOODS FRANCE

AUDITEUR INTERNE

- *Vous avez complété votre DECS et un certificat supérieur d'expertise comptable par une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'Audit International.*
- *Votre goût pour cette activité, votre facilité à communiquer en anglais comme en français, votre attrait à terme pour d'autres fonctions financières font de vous un candidat tout désigné pour prendre rapidement en charge les différents aspects de cette fonction.*

Si un salaire motivant et d'excellentes perspectives de développement professionnel vous incitent à rejoindre la filiale d'une multinationale installée à Rueil, adresser votre CV (avec mention de votre salaire actuel) à Philippe VAZ - G.F.F.
B.P. 309 - 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX

COFAP

Nous sommes un établissement privé de crédit et de caution pour le financement des investissements d'entreprises. Nous créons le poste de

responsable de l'inspection.

Basé à Paris, vous assurez l'inspection des écritures et des procédures comptables et concevez leur amélioration en liaison *notamment avec l'informatique.*

A 33 ans minimum, vous avez acquis de solides compétences comptables et informatiques dans un environnement *bancaire ou analogue.*

Les possibilités d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4410 LM).

le chef de projet qui va créer notre service informatique.

Une affaire de services (Paris), associée à l'audiovisuel, s'étend progressivement sur l'ensemble du territoire et *veut faire de l'informatique son outil de fonctionnement.*

Votre mission est de réaliser à base de minis et d'un réseau de terminaux un système de gestion en temps réel pour répondre aux besoins des utilisateurs régionaux.

Ingénieur de formation, vous avez déjà vécu, en entreprise ou chez un conseil, l'informatisation de petites unités autour de minis (une expérience sur HP 3000 est la bienvenue) et, après 5 ans, vous vous sentez de taille à piloter une informatique naissante sans ménager votre peine.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4421 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**

venez vous préparer à devenir responsable informatique 230 000 F +

Une banque privée (Paris), dont les dépôts dépassent 2 600 MF, vient de se lancer, avec l'aide de ses partenaires, dans la refonte de ses systèmes d'information autour de 43XX et d'un réseau de terminaux financiers.

Vous assistez le responsable du centre informatique de Rueil (92), commencez par fiabiliser l'outil de production en forte montée en charge puis vous tournez vers les études, vous préparant ainsi à lui succéder à terme.

Ingénieur de formation, vous avez acquis en sept ans dans une banque, ou chez un conseil, une bonne compétence bancaire et technique sur IBM/MVS et conduit des actions d'organisation aux études comme à l'exploitation.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4424 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**



un ingénieur-conseil en organisation-informatique.

Notre groupe est de taille européenne (CA 9 500 MF, 12 000 p.) et ses activités s'exercent principalement dans l'agro-alimentaire. La Direction Organisation, Informatique et Bureautique de la holding (Paris) joue le rôle de conseil auprès des filiales : audit, schéma directeur, assistance...

Dans cette direction, votre première mission de longue haleine est de piloter la refonte de l'ensemble des systèmes d'information d'une filiale (installée en banlieue Sud), aux activités complexes, en liaison avec son informatique interne qui met en place des minis distribués.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, vous avez complété votre formation par l'IAE, le CPA ou l'ICG... et acquis, en 7 ans, une compétence de chef de projet comme une pratique de l'organisation dans une entreprise industrielle ou commerciale ou chez un conseil.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4422 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Gibert Jeune
recherche un

CHEF DE COMPTABILITÉ

Mission :
- animer une équipe de 10 personnes.
- Assurer la comptabilité des 7 sociétés du groupe.

Profil :
- *Excellent professionnel, apportant les preuves de ses qualités d'organisation.*
- Bonne pratique de l'informatique (le service comptable dispose d'un Cii DPS 6).

Ecrire avec C.V., photo
M. JOUVIN
4, Place Saint-Michel
75006 PARIS

bleu

recruter à haut niveau

Bâtiment - Travaux Publics 250 / 300 000

Paris. L'un des premiers groupes français du Bâtiment et des Travaux Publics, intervenant en *France et à l'étranger, recherche le Responsable du recrutement de ses Cadres supérieurs.*

Sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines et en liaison avec les responsables hiérarchiques des différentes divisions, il devra assurer de façon efficace le recrutement des cadres supérieurs du Groupe en ayant pour objectif essentiel de recruter les meilleurs : détermination des profils, choix des méthodes de recrutement, sélection des candidats, gestion des dossiers...

Par ailleurs, homme de contact et de marketing, il devra, en vue du recrutement, promouvoir l'image du Groupe et entretenir des relations avec l'extérieur (écoles, associations, organismes professionnels...) afin d'attirer en permanence les futurs talents dont ce Groupe a besoin pour se développer.

Ce poste convient à un homme de formation supérieure, dynamique, entreprenant et compétent, possédant un sens psychologique certain et une expérience réussie dans le recrutement des cadres de haut niveau acquise en cabinet ou en entreprise. La connaissance du BTP serait un atout.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 13091/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

En raison des perturbations de courrier liées aux grèves des tris postaux, il est recommandé également de téléphoner au (1) 657. 13. 00. poste 2967.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

STÉ D'INGÉNIERIE PÉDAGOGIQUE
en expansion
spécialisée en E.A.O.
et en informatique

recherche

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF FINANCIER

Grandes Ecoles de Commerce ou DECS, quelques années d'expérience souhaitées.

Poste évolutif vers des fonctions de direction.

Ecrire avec C.V. à :
EDUVISION, 75, rue de Courcelles, PARIS-8e.

IMPORTANTE ENTREPRISE *FRANCO-ALLEMANDE*
(Technique de levage)

recherche
pour Paris

TECHNICO-CCIAL

Dynamique, 25 ans environ, parlant parfait. l'allemand.

Si cette annonce vous concerne adresser votre C.V. à : DERAS, B.P. 200, 3, rue de l'Armée, 75749, PARIS Cedex 15.

Pour le leader de la distribution pharmaceutique
un dynamisme à la hauteur de ces chiffres -

INGENIEUR INFORMATICIEN

Pour vous motiver, des responsabilités qui vous amènent à progresser

Après votre formation **Grande Ecole,** vous avez connu une expérience d'au moins un an dans la réalisation d'applications sur mini-ordinateurs. (DIGITAL de préférence).
Nous vous proposons aujourd'hui de participer au développement :
• d'une application sophistiquée de gestion de stocks dans nos différents points de vente (PDP 11)
• d'un réseau national de communication reliant les applications des points de vente à celles du siège (IBM).

Merci de faire parvenir votre *CV accompagné d'une lettre manuscrite à :* OCP Répartition, Direction des Affaires Sociales, Service Recrutement, 24, rue des Ardennes 75019 PARIS.

OCP RÉPARTITION

OFFRES D'EMPLOIS

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

L'audit-France

Olivetti, premier constructeur européen de matériel et d'équipement Bureautique et Informatique, recherche son **RESPONSABLE AUDIT-FRANCE.**

De formation supérieure, ayant une expérience d'au moins 2 ans en Cabinet, il sera chargé d'animer le Service Audit Interne.

Dépendant du Directeur Administratif et Financier il assurera les relations avec le Service correspondant de la maison mère en Italie et notre cabinet externe. Il proposera et veillera à la réalisation du plan d'Audit Annuel.

Ce poste implique quelques déplacements en province.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature ou de téléphoner au 266.91.44 à JF. BERNARD:

OLIVETTI FRANCE - D.P.R.H.
89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, maîtrise de gestion, etc...) possédant une première expérience professionnelle.

Groupe financier

Leader du financement automobile et véhicule industriel

- *Vous propose d'intégrer son équipe de cadres commerciaux.*
- *7 postes à pourvoir sur toute la France.*
- *Après formation vous pourrez accéder au poste d'*

Inspecteur régional

Responsable commercial, crédit MAN et gestionnaire.
L'importance du Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière exigeant une mobilité géographique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 8629 (à mentionnée sur l'envoi) à Média-System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

BMW

UN ORGANISATEUR

Dans le cadre de son expansion rapide BMW France, filiale de BMW AG recherche un homme d'étude et de terrain.
Après recensement des besoins, il mettra en œuvre les projets qu'il suivra jusqu'à leur complète réalisation en matière de techniques de bureau performantes (bureautique), de modification ou d'implantation de locaux.
En outre il centralisera la gestion du programme des définitions de fonctions, des procédures internes, du parc de voitures.
Nous recherchons un homme de communication sachant convaincre, entraîner l'adhésion de ses interlocuteurs et ayant déjà acquis une première expérience dans ce domaine.
Connaissance de l'allemand ou de l'anglais nécessaire.
Adressez votre lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :

BMW France
J.F. Guthmann Direction du Personnel
3, avenue Ampère - 78390 Bois d'Arcy

SOCIETE DE RECHERCHE APPLIQUEE A L'INDUSTRIE
(600 personnes dont 250 Ingénieurs et Cadres)
Leader dans la mise en œuvre de technologies de pointe et spécialiste de l'Innovation Industrielle recherche son

RESPONSABLE DE LA FONCTION PERSONNEL

- Il assure toutes les attributions de la fonction (Gestion des Ressources Humaines, Relations avec les Partenaires Sociaux, Paie et Gestion Administrative, etc...) en bonne coordination avec les Responsables des Divisions Techniques, Ateliers et Services Fonctionnels.
- Il est l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale pour étudier et mettre en œuvre la politique sociale.
- Il anime le Service du Personnel et développe les moyens informatiques nécessaires à son action.

Nous recherchons un professionnel expérimenté (40 ans minimum dont au moins 10 ans dans l'industrie) **souhaitant prendre de réelles responsabilités dans un environnement intellectuel et humain exceptionnel.**

Ce poste est à pourvoir en Région Parisienne Ouest.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 3450, à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Juriste conseiller formateur

Nous sommes la première banque de données juridiques opérationnelle en France. Nous recrutons maintenant pour répondre à notre fort développement. Nos clients, professions libérales, juristes des entreprises et des administrations, nous interrogent à partir de leurs terminaux pour leurs recherches documentaires juridiques et fiscales.

Près de notre direction, vous êtes responsable d'un portefeuille de clients que vous formez et assistez à la pratique courante de ce nouvel outil. Par votre action stimulante et permanente, vous saurez les convaincre d'en développer l'utilisation.

Juriste et/ou fiscaliste de formation supérieure, vous avez des qualités d'animateur et de pédagogue. 5 ans environ de pratique vous ont donné de la «bouteille» et le sens du dialogue efficace avec vos clients.

Basé à Paris, ce poste implique des déplacements sur toute la France.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 2836 M.,1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom — Membre de Syntec

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales *gestion des comptes* Clients de Société
recherche

jeunes cadres contrôleurs

chargés de courtes missions d'audit
Formation comptable niveau D.E.C.S. Expérience Cabinet Comptable appréciée.
Evolution rapide du poste vers des fonctions de gestionnaire (Financement de Sociétés, responsabilité d'un Service d'une vingtaine de personnes).

Envoyer Curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 2288/O à :
A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS *(qui transmettra).*

Banque Privée de Dépôts, Paris 8e

Filiale d'un Groupe important
recherche

Responsable de son Service Juridique

Maîtrise de droit privé ou équivalent, minimum 5 ans d'expérience en milieu bancaire.

Env. lettre manuscrite + CV à Service du Personnel BP 156.08, 75363 Paris Cedex.



220.000 F. +

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche à PARIS son

Responsable des services financiers

Après une formation d'Ecole Supérieure de Commerce, de préférence complétée par un DECS, vous avez acquis au minimum 5 ans d'expérience d'Audit ou de Responsable Opérationnel au sein d'une Division Financière d'une entreprise multinationale.

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, vous encadrerez une équipe de 6 personnes et prendrez en charge :
- la supervision du Contrôle de Gestion (Budgets et *Reporting*)
- la coordination des activités comptables.

Vous possédez une bonne maîtrise de l'outil informatique (IBM34) et une connaissance approfondie de l'anglais.

Veuillez adresser, votre candidature ss réf.80952 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

---

banque

BANQUE NATIONALE, PARIS 8e
recherche

CAMBISTE
CHANGE AU COMPTANT

ayant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.
Anglais lu, parlé, écrit.
Allemand souhaité.

Perspectives d'évolution au sein d'une équipe.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo, sous réf. 188-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Pour agence parisienne située en banlieue Sud
Société d'équipements techniques du bâtiment, génie climatique, économies d'énergie, énergies nouvelles, faisant partie d'un groupe puissant recherche :

UNE ATTACHÉE COMMERCIALE SÉDENTAIRE

ROLE : — développer une prospection commerciale par téléphone ;
— seconder le directeur d'agence.

QUALITÉS : — *Aptitude à la communication ;*
— Initiative personnelle ;
— Dynamisme ;
— *Disponibilité ;*

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

SEITHA
274, cours Émile-Zola
B.P. 5046
69601 Villeurbanne CU Cedex

Importante société commerce international matières premières alimentation *animale* Paris, recherche

EMPLOYÉ EXÉCUTION J.H.

(25 ans environ)
Libéré O.M. Anglais courant. Pratique documents bancaires, travail administratif. Sérieuses références morales exigées.
Adresser lettre et C.V. s/nº 415 à DAG, 65, rue de Rivoli, 75001 PARIS qui tr.

Association chargée de prévenir l'inadaptation des jeunes
recrute

1 TRAVAILLEUR SOCIAL
Les actions menées se déroulent d'un bar (sans alcool) et aussi par un travail de rue.

Formation et expérience *souhaitées : application* de la C.C. de l'enfance inadaptée ; véhicule personnel indispensable.

Envoyer C.V. et lettre candidature à :
Association « Amitiés Jeunesse »
36, *rue des Plantes*
91200 ATHIS-MONS.

Ville de Montreuil (93)
recrute

ANIMATEURS (TRICES) CULTURELS (LES)

Cycle DEFA. Expérience nécessaire.
Salaire brut : 6.194,50 F.

Adresser C.V., copies diplômes et références à M. le Maire *93105 Montreuil Cedex.*

Centre de Formation
recherche
PROFESSEURS D'ESPAGNOL *ET D'ANGLAIS*
— Langue maternelle.
— Expérience de l'enseignement aux adultes.
Tél. : mardi 18/10 entre 10 h *et 12 h au 522-47-52.*

Société proche banlieue

recherche d'urgence

● **UN INGÉNIEUR**
POUR ÉTUDES DE MAINTENANCE *ÉQUIPEMENTS* AÉRONAUTIQUES

Connaissances électroniques et *notions microprocesseur souhaitées*

● **UN A.T.P. ou A.T. 3**
POUR CONCEPTION ET MISE AU POINT MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES

Adr. C.V., photo et prétentions sous nº T 042.682 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Ville de CHILLY-MAZARIN (91)
Téléphone : 909-10-13
recherche
pour service du Personnel :

ATTACHÉ COMMUNAL

H. ou F.
Logement pour utilité de service, commission de recrutement : 14-11-83.
Env. candidature + C.V. à M. le maire immédiatement.

Courtage d'assurances
FAUGÈRE ET JUTHEAU
recherche pour son service

PRODUCTION

UN ASSISTANT

pour chargé de Clientèle industrielle

Celui-ci aura une expérience professionnelle dans l'assu*rance de 5 ans minimum* acquise de préférence dans le courtage.
Cette expérience des contacts avec les clients industriels et *des négociations* avec les Compagnies portera essentiellement sur la branche « accidents et risques divers »

Déplacements de courte durée
Anglais souhaité.
Formation juridique ou ENAs appréciée.

Envoyer lettre manuscrite C.V. photo et prétentions à
F. et J. Service du Personnel
13, rue de la Ville-l'Evêque
75008 PARIS.

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

HARD - SOFT
pour réalisations sur microprocesseurs et mini-ordinateurs.
Spécialisation : informatique, *automatisme électronique.*
Ecrire ou téléphoner à
78-80, avenue Galliéni
Tour Galliéni 1
93174 BAGNOLET Cedex
Tél. 360-13-54 - 55-56.

STE Nº 1 DE L'EDITION
recherche VRP
+ de 25 ans.
Bonne présentation.
Bonne culture générale
OFFRONS :
gains importants
promotion
(pas de porte-à-porte).
Téléphoner à Mme VOIRON au 538-68-66.

GROUPE VICTOIRE ABEILLE PAIX VIE

recherche

ANIMATEURS DE FORMATION COMMERCIALE

EN ASSURANCES DE PERSONNES.
— Niveau bac minimum ;
— connaissances juridiques et fiscales appréciées ;
— expérience requise de la pédagogie et de l'animation des groupes ;
— Résidence Paris (déplacements en province à prévoir) ;
Envoyer CV manuscrit détaillé à ABEILLE PAIX VIE
Direction commerciale
69, rue de la Victoire Paris 9e

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

— Option : informatique, automatique, électronique.
— Débutants à 3 ans d'expérience.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB, s/réf. 5.317, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS qui transmettra.

FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ NORD-AMÉRICAINE
spécialisée dans le machinisme agricole, recherche un :

SPÉCIALISTE PRODUITS ET PLANIFICATION VENTES

présentant le profil décrit ci-après :
— Formation supérieure (ing. agronome si possible).
— Expérience professionnelle de 3 à 4 ans acquise dans un poste à tendance commerciale et appartenant au machinisme agricole.
— Très bonne maîtrise de l'anglais et connaissance de l'allemand souhaitée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo s/réf. 80.863, 20, av. de l'opéra, PARIS-1er.

Importante Société
PROMOTION et GESTION IMMOBILIÈRES
proximité LA DÉFENSE

recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE
et CONTROLE DE GESTION

Bonne expérience professionnelle comptable, audit, gestion de trésorerie. Formation D.E.C.S. de préférence.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 8.043 à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

ASSISTANT mi-temps. — Formation en sciences humaines. Études lien social en entreprises industrielles.
Téléphone : 346-90-58.

Lycée sous contrat
recherche

PROFESSEURS MATHS, SC. NAT.

Expérimentés pour classe terminale scientifique.
Env. C.V., 16 avenue Maurice 93250 VILLEMONBLE.

Laboratoire C.N.R.S.
recrute

T.S. ÉLECTRONICIEN TITUL. DUT ou B.T.S.

pour travaux avec physiciens.
Ecr. av. C.V. et prét. Responsable administration, bât. 104, 91406 Orsay.

Société de travaux publics de dimension internationale
recherche

L'ADJOINT DE SON CHEF DU PERSONNEL

Formation supérieure souhaitée (B.T.S., D.U.T. de gestion du personnel ou équivalent).
Motivation pour l'informatique de gestion.
Une expérience de l'administration du personnel serait appréciée.

Contacter le Service du personnel au 604-91-40 ou envoyer C.V. à FREYSSINET INTERNATIONAL, 66, route de la Reine, 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

secrétaires

Banque Privée de Dépôts, Paris 8e

Filiale d'un Groupe important
recherche

Secrétaire de Direction

Bilingue Français Anglais, ayant de bonnes connaissances en droit des Sociétés.

Env. lettre manuscrite + CV à Service du Personnel BP 156.08, 75363 Paris Cedex.

Importante société *internationale*
CONSTRUCTION MATÉRIEL TRAVAUX PUBLICS

recherche

ASSISTANTE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

PARFAITEMENT
TRILINGUE
ALLEMAND - ANGLAIS

Lieu de travail : région parisienne

Envoyer C.V. et prétentions sous la réf. 8.079 à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, rue Marengo, 75001 PARIS qui transmettra.

Société de Marketing PARIS-13e, recherche

DACTYLO

Avec références
Téléphoner au 584-11-15.

Important groupe français de produits de luxe recherche pour son PRÉSIDENT

SECRÉTAIRE

parfaite bilingue anglais avec sténo française et anglaise impérativement. Ayant déjà assuré le secrétariat d'un directeur général ou d'un P.D.G.
Ce poste conviendrait à une candidate disponible très rapidement, d'une trentaine d'années environ ayant un très bon niveau culturel et une excellente présentation. Libre pour déplacements occasionnels de courte durée.

Envoyer C.V. et photo à

G.K. International
Conseil en recrutement
39, Champs-Elysées, Paris-8e.

CABINET BEAU DE LOMENIE
Conseil en propriété *industrielle*
55, r. d'Amsterdam, PARIS-8e
recherche

STÉNO-DACTYLO ANGLAISE

Impérativement de langue maternelle anglaise. Ayant bonnes connaiss. du français.
Adresser candidature au Service du Personnel.

représentation offres

P.M.I. SITUÉE AU NORD-EST DE LA FRANCE, SPÉCIALISÉE DANS LA CONSTRUCTION DE MATÉRIEL DU SOL
recherche son

ANIMATEUR COMMERCIAL FRANCE

justifiant d'une solide expérience *dans* la vente de matériel agricole.
Nombreux déplacements.
Écr. av. c.v. et ph. au nº 274.581 M,
Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

automobiles ventes

de 5 à 7 C.V.

R5 automatique 1979 gris mét. 60.000 Km entièrement révisée freins et amort. neufs. Radio K7. 23.000 Frs Tél : 720-68-03 *(heures de bureau)*

Vds FIAT 128, rouge, Janv. 82, 11.000 km. Px 16.000 F. Tél. bur. 825-24-20 *p. 59, dom. 721-38-19.*

de 8 à 11 C.V.

Jeep Renault
Laredo année 1983.
28.000 km. Prix : 80.000 F.
Téléphone : 012-43-57.

divers

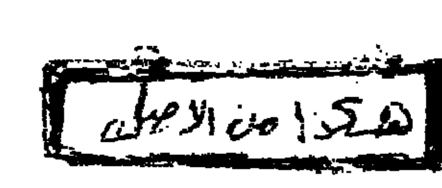
HONDA
216, Av. JEAN LOLIVE
(N.3) - 93500 PANTIN
840.69.87
SUPERCAR'S

deux-roues

MOTO 125 cm3

1.Z. : 5.800 km, état neuf (nov. 1982)
Équipée top-case, 2 sacoches, manchons, pare-brise, 2 rétroviseurs, anti-vol.
3.800 F sans débat.

Jean-Luc MASQUELIER
10 h./19 h. : 246-75-25.
19 h./10 h. : 252-41-52.



formation professionnelle formation professionnelle

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
UNIVERSITÉ DE PARIS-X NANTERRE

CONCEPTEUR MÉDIATIQUE

Stage longue durée : novembre 83 – juin 84 (800 H)

OBJECTIF : *Formation de chefs de projet ayant pour fonction la conception et la réalisation de produits de communication interactifs.*

DÉBOUCHÉS :
- Enseignement assisté par ordinateur (E.A.O.).
- Communication télématique – Vidéotex
- Documentation interactive.

CONTENU :
- **Méthodologie :** Pédagogie par objectifs – technologie de l'éducation – Design pédagogique.
- **Nouvelles technologies :** E.A.O. – Médiatique. Écriture télématique. Image intéractive.
- Réalisation avec tuteur d'un produit interactif. Stage pratique en entreprise.

UNIVERSITÉ PARIS-X NANTERRE
200, avenue de la République, 92001 NANTERRE
Téléphone : 725-92-34 postes 864-865-866.



Une carrière dans
l'INFORMATIQUE DE GESTION

Le groupe BTE va former des

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

SPECIALISATION EN GESTION DE PRODUCTION
Stage agréé par le Ministère du Travail sous le contrôle de l'A.F.P.A.
Durée : 30 semaines
dont - Travaux pratiques à mi-temps sur IBM 4331 (COBOL, DOS/VSE, CICS, DL1)
- Stage en entreprise.
Public : Demandeurs d'emploi. **Niveau requis :** BAC + 3 ou équivalent.
Adresser votre CV à BTE - Stages « Analystes-Programmeurs » - 72, rue Jean Bonal 92250 LA GARENNE COLOMBES - Téléphone 780.72.65

QUID de votre job demain ? ?

Etes-vous en sécurité dans votre job ?
Carrière et Développement vous apprend à assurer votre avenir professionnel face à la crise économique.
Carrière et Développement vous offre des séminaires spécialisés animés par des professionnels du diagnostic dynamique.
Appelez Madame Lefebvre au (1) 887.03.68
Carrière et Développement
Association Loi 1901
52, Bd de Sébastopol
75003 Paris

enseignement

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

propose *toute l'année* des actions ponctuelles (logiciels-formation) à :

ELECTRONICIENS-micro

(Hard *micro-Système* micro automatismes)
118 R. de Crimée 75019 PARIS

propositions diverses

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées. etc.

Pour information, écrire CIDEM 5, sq. Mondovi. 78 Le Chesnay

Les emplois offerts à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés. Demandez une *documentation sur la revue* spécialisée MIGRATIONS (L M) B.P. 291.09 PARIS

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée *FRANCE CARRIÈRES (C 16)* B.P. 402-09 PARIS

traduction demande

Traductions technique et commercial, Angl., Franç., Espag. Téléphone : 252-74-40, tous les jours de 10 h. à 17 h.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE (37 ans, études supérieures de gestion, expér. part. sect. hôtelier)
POUVANT PROUVER ses polyvalences, son adaptabilité et ses capacités *à communiquer et à manager*
PROPOSE son EXPÉR. *des grands complexes et* sa CONNAISSANCE DES PAYS ARABES
Etudiera ttes offres sér. FRANCE ou ÉTRANGER
Trémolières 04860 PIERREVERT

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
354-81-32 après 18 heures.

DUT + maîtrise électronique Cherche emploi temps partiel, préf. temps partiel, connais. microproces. Tél. : 558-33-04.

Assistante directeur administratif personnel, 10 ans expérience, polyvalente, dynamique, efficace, esprit d'équipe Cherche poste stable Paris ou proximité.
Ecr. s/n° 8.986 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 45 a. Dat. Et. Sces (physio. anim.) cherche emploi ds labo ou autre sect. Et. tte propos. Prêt à recycl.
Ecr. s/n° 8.984, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JF., 26 ans. bilingue anglais, licence relations sociales, C.E.L.S.A., 2 ans expérience *(recrutement, formation, législation, administration du personnel)* – rech. poste évolutif, service personnel ou Cabinet conseil – Région parisienne. *Ecr. s/n° 2.169 le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Homme. Doctorats Sciences politiques (Relations internationales, ethnologie et psycho-pathologie trilingue (dont. Arabe). Etudierait toute proposition. Tél. : 587-38-73.

RESPONSABLE ADM. COMPTABILITÉ ET FINANCIER
32 ans, Sc. Po. + E.S.S.E.C. *Anglais, Arabe, Espagnol* 3 ans Moyen-Orient – cherche poste similaire à l'Expatriation dans groupe performant + possibilité évolution carrière.
Ecr. s/n° 2.088, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

URBANISTE, 35 *ans* – I.S.U.A. de BRUXELLES – 10 ans d'expériences, chargé d'Etudes en D.D.E. – Recherche emploi France ou Etranger.
Ecr. s/n° 8.896 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉT. TRILINGUE cadre, licenciée anglais et allemand, expér. traduction en France et Allemagne – cherche poste *MI-TEMPS.*
Ecr. s/n° 2.175, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 22 ans – cherche emploi SERVEUR RESTAURANT ou SERVEUR LIMONADIER. Entre 8 h et 12 h au 508-85-11.

DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

VOUS SOUHAITEZ DÉVELOPPER VOS VENTES, VOTRE C.A.

JE PEUX Y CONTRIBUER

En Algérie depuis 1973, j'ai réalisé à ce jour dans le cadre d'un bureau T.C., 500 M. de vente de biens d'équipements.

Pour convenances personnelles, cherche employeurs, *soit entreprise, soit groupement d'entreprises* régionales souhaitant ouvrir son bureau de liaison à Alger.

Ecrire s/n° 8.997, le Monde Pub,
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens – 75009 PARIS.

IMPORTANT BUDGET INFORMATIQUE A RÉDUIRE ET/OU OPTIMISER

RECHERCHÉ PAR

DIRECTEUR INFORMATIQUE ET ORGANISATION

HEC - MBA 20 ANS D'EXPÉRIENCE

Très axé sur la réduction des coûts informatique et l'augmentation de la productivité associée à des *réalisations de pointe.*

Ecrire s/n° 2.173 *le Monde* Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS

CADRE FINANCIER HAUT NIVEAU

Spécialiste contrôle de gestion industriel Financement Export (COFACE, BFCE)
Rech. : *DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCE.* ou CONTROLE de GESTION
LIBRE RAPIDEMENT
Ecr. s/n° 2.145, *le Monde Publicité*
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens – 75009 PARIS ou Tél. : 206-14-42

Etudiante allemande (23) parlant assez couramment français ch. place au pair ds famille. fév. et mars 84. *Réponse* s./n° S 709 à : RUNTE KG Blumenster. 7 D6000 Frankfurt.

Commis de cuisine – cherche emploi toutes régions. Téléphone (8) 778-33-41.

J.H. bonne présentation BTS *commerce* international, trilingue Arabe, Anglais (Cambridge) 3 ans d'expérience, étudie ttes propositions France-étranger, disponible immédiatement.
Ecrire sous le n° T 042.655 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., DOUBLE FORMATION : psychologue et prof. de danse Cher vacation. – 258-41-89.

ADMINISTRATIF, FINANCIER, COMPTABLE – Hom. 28 ans, expérience P.M.E. cherche poste SECRÉTARIAT GÉNÉRAL, DIRECTION administrative, financière comptable, attaché direction générale. *Références professionnelles et* morales. Paris et région parisienne. Ecr. s./réf. 20.887 s./enveloppe JEAN REGNIER PUBLICITÉ, 39, r. de l'Arcade. Paris-8e, qui transmettra.

J.F. 27 ans, expér., rech. emploi stable de secrét. ou *commercial.* – T. 997-70-52.

AUDACE ET MAITRISE Homme 43 ans, libre de tous engagements, motivé essentiellement *par de vrais revenus* minimum 30 000 F mensuel, expérience 7 ans commercial. Téléphone : 307-70-31

ADJOINT A.D.G. ou P.D.G.
H. 40 ans, apportant :
- Une formation supérieure complète (Droit, Sc. Po.).
- Une expérience de directeur P.M.E. de services, + 50 pers. (transport), + 150 pers. (assistance).
- *Une connaissance* pluridisciplinaire, gestion des affaires, commercial, direction de sociétés.
- Excellent négociateur, esprit de synthèse, créatif et organisateur.
- *Anglais + Espagnol.* Connais. allemand + italien.

Recherche : *poste actif* d'adjoint à D.G. ou P.-D.G. Direction P.M.E. ou filiale. Ecr. s/n° 6.545, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire, excellentes références et présentation, sténodactylo courante, dactylo anglaise, disponible – cherche poste stable 1er, 2e, 8e, 9e, 16e, 17e, Neuilly – Tél. 758-63-74.

Ancien chef d'entreprise *Sc. Po. conseil PME, 56 ans* expér. variée, sens contact rech. poste. Étudierait tte offre. BADEL 877-47-45.

J.F. 20 ans, BT tourisme option accueil, bilingue espagnol + anglais (sténodactylo), très bonne présentation cherche emploi stable dans : agence de voyages, hôtel ; salons, expositions, congrès, grandes entreprises, etc. Libre immédiatement.
Ecrire sous le n° 042.575 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

NUIT ET W.-E.
CADRE tr. bon niv., 47 ans
- Formation ingénieur + gestion.
- *Expérience direction*
ch. poste à resp. nuit et w.-e.
Ecrire sous le n° 011.726 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 40 ans, exp. négociation vente et gestion, responsable organisation salon, 1 cl. avec *services officiels français, sens* des responsabilités et le goût des contacts humains. Recherche poste à responsabilités à un échelon élevé.
Etudierait ttes propositions.
Ecrire sous le n° T 042.680 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMMERCE INTERNATIONAL 35 ANS
- Formation sup. ccial et technique ;
- Exp. en Europe, Afrique et Amérique latine ;
- Excellent négociateur ;
- Parlant Anglais et Espagnol.

Rech. DIRECTION FILIALE Poste à responsabilités ccIales en Espagne.
Ecrire sous le n° T 042.605 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. expérimentée ch. emploi stable dans restauration, accepterait restaurant d'entreprise, sachant faire la cuisine.
Ecr. s/n° 8.544 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements vente

4e arrdt

ILE-SAINT-LOUIS QUAI DE BOURBON
Appartement de grande classe 185 m². *Except., réceptions* 2 chbres, 2 bns, garage, serv.. DORESSAY, Tél. 624-93-33.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3, 4, 5 pces, et DUPLEX.
Vis. témoin ts les jours, 14/19 heures, sauf mercredi et dimanche.

LUXEMBOURG beau studio tout confort plein Sud 400.000 F. – 329-40-00.

6e arrdt

SÈVRES-BABYLONE 140 m² Beau 5 p. refait nf. s/cour-jard. 633-29-17 – 577-38-38.

7e arrdt

BELLECHASSE. 180 m². 6/7 p. Chbres s/arbres. Bel imm. 633-29-17 – 577-38-38.

SÈVRES-BABYLONE
DUPLEX SUR JARDIN
120 m² séjour 2 chambres TERRASSE 60 m², box GARBI 567-22-88

9e arrdt

RUE RODIER, 3 PCES
dans très bon imm., 5e ét. sans ascenseur. 580.000 F.
DEMICHELI
873-50-22 et 47-71.

10e arrdt

RÉPUBLIQUE P. de T.
4e étage ascenseur, neuf, chauffage central individuel TRÈS CALME ET CLAIR
3/4 P. 550.000 F
cuisine à rénover SOGEPAR 208-08-40.

11e arrdt

VOLTAIRE. 110 m². 354-42-70
ATELIER ARTISTE
+ 2 pces. Verrière, charme.

12e arrdt

12e splendide duplex récept. 40 m² + 2 chbres + 2 terrasses Sud. 8e et 9e ét. Prix total 1.050.000 F. urgt *Téléphone : 337-88-58.*

13e arrdt

GOBELINS
2-3 p., tt cft, balc., 80 m² environ, imm. récent pierre de taille, standing. 735.000 F.
LERMS 535-14-40.

14e arrdt

Me PLAISANCE
Livré janvier 84, vue dégagée, plein Sud, du 3 au 6 pces, dont un duplex, terrasse. A partir de 835.000 F. Tél. 225-32-25.

MONTPARNASSE
NEUF, 2 P., 47 m² sur jardin. *640.000 F. Tél. 225-32-25.*

R. GDE CHAUMIÈRE
Studio, travaux. 354-95-10.

15e arrdt

GARE MONTPARNASSE
Vd Direct Appt 2 p., 47 m² Imm. briques 3e ét. 440.000 F
Tous les jours de 9 à 12 h.
TÉL : 533-65-58.

BIR-HAKEIM. 96 m². Living + 2/3 chbres. – Belles loggias 833-29-17 – 577-38-38.

MONTPARNASSE
2 studios tt cft. 170.000 F. et 200.000 F. Tél. 329-40-00.

16e arrdt

MUETTE, DUPLEX
petit living + 2 chambres, tt confort, matin : 567-47-47.

16e ÉTOILE RARE
Récent. Gd living + chbre. 1.025.000 F. 265-32-09.

17e arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS
Me MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2, 4, 5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE REHABILITATION
Vis. lundi, mardi, de 14 à 18 h.

CARDINET
Idéal placement STUDIO 155.000 F. Tél. 225-32-25.

18e arrdt

PROPRIÉTAIRE VOUS DÉSIREZ VENDRE
1 logement avec ou sans cft
Adressez-vous à un spécialiste
IMMO MARCADET
88, rue Marcadet – 75018 Paris
Estimation gratuite, publicité à nos frais, réalisation rapide
252-01-82.

Sortie Me Marcadet 2 pièces, tout cft, urgent 199.000 F. Immo Marcadet 252-01-82

A rénover, rue Mercadet pt 3 p; cuis. W.-C. 259.000 F. Immo Marcadet 252-01-82.

92 Hauts-de-Seine

LEVALLOIS
Me LOUISE-MICHEL
TRÈS BEAU 2 PCES
3e étage, état impeccable. Chauff. individuel. 380.000 F. PARIMMO. 755-96-75.

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE
50 M BOIS VINCENNES, RER 3e et dernier étage. TRÈS BELLE RÉSIDENCE, séjour dble 3 chbres. 106 m² + parking
DEMICHELI
Tél. 873-50-22 et 47-71.

CRETEIL, 200 m. métro
studettes, studios 2 pces.
A PART. DE 190.000 F.
Location-vente possible
PRÊTS CONVENTIONNÉS POSSIBLES
habitables octobre 83.
Les ARCADES, angle avenue général-de-Gaulle/rue Euler.
Tous les jours sauf mardi et *mercredi. Tél. : 339-87-12* ou SINVIM : 500-72-00.

Province

PERPIGNAN, appt 115 m², cft., air, soleil, bon emplacement, 450.000 F. Tél. h. repas (15-68) 50-30-70.

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e. 566-00-75 *Paie comptant,* 15e, 7e arrdts APPARTEMENTS grandes surfaces et IMMEUBLES.

SAINT-PIERRE
RECHERCHE
TRÈS BEAUX APPTS CENTRE et OUEST PARIS
563-11-08
28, R. DE WASHINGTON-8e

Recherche 1 à 3 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

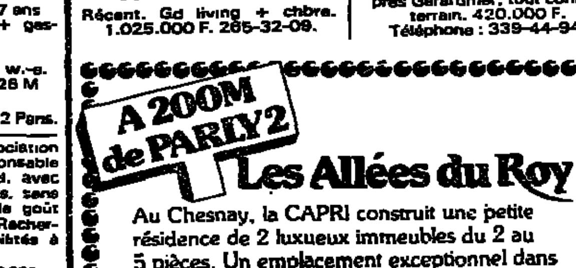
Claude ACHARD
Conseil immobilier à Neuilly 624-53-46.
recherche URGENCE
pour clientèle suivie appartements hôtels particuliers et bureaux : NEUILLY, 16e et 17e.

Collaborateur journal recherche appartement 4 pièces à Bourg-la-Reine. 450.000 F. Tél. au 255-93-54 après 20 heures.

ETUDE RIVE GAUCHE
122, bd Raspail – Paris-6e
Téléphone : 222-70-63
Rech. URGENT pour clientèle Appartements : 5e, 6e, 7e.

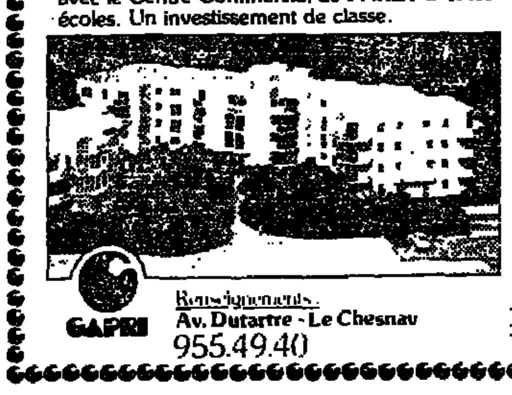
chalets

A SAISIR
magnifique chalet Vosges près Gérardmer, tout confort terrain. 420.000 F.
Téléphone : 339-44-94.



Les Allées du Roy

Au Chesnay, la CAPRI construit une petite résidence de 2 luxueux immeubles du 2 au 5 pièces. Un emplacement exceptionnel dans un domaine de 5 ha plantés. Des prestations de grand standing, vaste séjour, balcon ou jardin privatif. Des commodités toutes proches avec le Centre Commercial de PARLY 2 et les écoles. Un investissement de classe.



Renseignements :
Av. Dutartre - Le Chesnay
955.49.40

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICE DES LOCATAIRES *296-58-46.*

Me MONGE 2 P. tout cft, clair, s. d'eau. 2.800 F. c.c. Téléphone : 329-40-00

Région parisienne

Près de Dreux, 85 km de Paris. PAVILLON F6, style fermette, tout confort (chauff. élec.), cuisine équipée : grand sous-sol (garage 3 voitures). Loyer : 3.000 F mensuel. Tél. (37) 48-98-62 après 19 h. et week-end.

VILLAS A LOUER
récentes et anciennes de caractère, toutes banlieues. R.E.R. PX INTERES. 504-56-29.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8 av. Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates. APPARTS HOTELS PARTIC. et BUREAUX
562-78-99 LOCATION ou ACHAT

Jne interne des hôpitaux de Paris, recherche, studio ou 2 pces 2 000 F max. charge comprises. Sud Paris. Tél. après 19 h. 988-73-01

Nous recherchons en location auprès propriétaires particuliers des appartements toutes catégories et villas Paris proche banlieue. Ceux-ci étant destinés à loger des cadres supérieurs et employés d'UNE IMPORTANTE ADMINISTRATION. 504-01-34 (p. 12).

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES Durée 3 et 6 ans. 283-57-02

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés *ou Ambassades. 285-11-08.*

Magistrat ch. 2 p. ou studio, 6e arrondissement ou limitrophe Téléphone : (16-76) 46-26-70

Région parisienne

Jeune *fille sérieuse* cherche chambre chez particulier, 4 jours par semaine. Versailles. Tél. : 041-24-49 après 19 h.

immeubles

ACHÈTE IMMEUBLE LIBRE même avec gros travx Paris-banl. 590-86-06 de 7 à 21 h.

hôtels particuliers

PARC DES PRINCES. Hôtel part. 280 *m²* environ gar., Petit *jardin.* 3.200.000 F. *603-84-40.*

Nous cherchons immeuble ou hôtel particulier de
2.000 à 6.000 m²
habitables à réhabiliter ou à démolir, situé : Av. Foch, bd Maillot, *bd Maurice-Barrès,* av. Victor-Hugo ou bd Suchet.
Propositions à faire à M. Mahallawi architecte au (1) 634-22-37.

AUTEUIL construct. récente hab. + prof., 725 m², R + 4., *s/sol,* garage, jardin d'hiver 6.300.000 F. COTIMO 567-42-70

pavillons

NOGENT-SUR-MARNE
Quartier résidentiel
EXCELLENT PAVILLON
Séjour, 40 m², 4/5 chbres Bains + salle d'eau, jardin d'hiver. AFFAIRE EXCEPTIONNELLE. A SAISIR
DEMICHELI
Tél. 873-50-22 et 47-71.

villas

NOGENT-sur-MARNE
400 m RER et BOIS
Très bonne maison bourgeoise s/650 m² ter., Sej. + 4/5 CH.
DEMICHELI
873-50-22 et 47-71.

30 km Paris Est, prox. gare R.E.R. centre ville, villa tt conft, 250 m² hab. sur 1 ha. terrain planté, piscine, gde terrasse. Tél. 007-57-71.

fermettes

LA CLOSERIE
85 km Paris direct autoroute Sud Nemours. Splendide corps de ferme en fer à cheval entièrement aménagée. Cachet rare. habitable de suite. Pierres apparentes, tuiles pays. Cuisine rustique 30 m², four à pain, grand séj. 60 m² cheminée, 3 chbres cathédrale, bain, wc, chauffage central, cave voutée. En retour magnifique grange *200 m² ancien préau.*
AFFAIRE RECOMMANDÉE
Px total 529.000 F. tg crédit Caisse d'Epargne.
LES PEUPLIERS DORDIVES
tél. 16 (38) 92-70-01 et après 20 h 16 (38) 96-22-29.

propriétés

MOULIN ANCIEN
RÉNOVÉ 45' PARIS SUD-OUEST
R.E.R. à 8 kms
300 m² HABITABLES
+ nombreuses dépendances
2 HA DE TRÈS BEAU TERRAIN BORDÉ PAR L'ORGE
AFFAIRE TOUT A FAIT EXCEPTIONNELLE
DEMICHELI
Tél. : 873-50-22 et 47-71.

Le Mans (centre ville)
Belle Maison Bourgeoise
9 pièces, grand garage, tout *confort, idéal pour profession libérale.* 1.000.000 à débattre. Tél. : (16-43) 24-53-93.

Maison à vendre. Alençon (Orne) Maison particulière près du centre 8 pièces tout confort, garage, jardin 1500 m². Prix intéressant. Agence immobilière François Céric. 14, rue du Bercail. Alençon Tél. : 16 (33) 26-02-55 26-06-57.

viagers

Étude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

F. CRUZ 266-19-00
8, R. LA BOETIE, 8e
Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

Pensez retraite au soleil. Achetez un viager, catalogue gratuit. Etude LODEL, 50, av. J.-Médecin, Nice (93) 37-25-24.

Buttes-Chaumont, rare, gd *pav. 1953. Récept., 3 chbres,* jard., gar. 400.000 F + 5.400. Occupé 76-79. 320-77-47.

38.000 cpt + 800 F p. m., gd stud. tt cft, imm. corr. pr. R. Lepic. Occ. 72-75. Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00.

128.000 + 1.150 F. Occ. hme 80 ans. Gd 2 p. tt cft, bel imm. briq., pr. me Télégraphe. Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 300 F PAR MOIS
CIDES - 723-82-10.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8e 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex secrétariat tous services
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

EMBASSY-SERVICE
Téléphone : 562-82-14
RECH. 150 m² A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés démarches et tous services. Permanence téléphonique
355-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F.
Constitution rapide de Sté
G.S.M.P., 54, r. de Crimée, 19e
Tél. 607-62-00 TELEX.

Domiciliations : 8e-2e.
SECRETARIAT. TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
R.M., R.C., TTES DÉMARCHES TÉLEX. SECRÉTARIAT
AGECO - 294-95-28.

8e, COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. 359-20-20.

SIÈGE SOCIÉTÉ
Domiciliation R.C. - R.M.
Secrétariat, bureaux neufs SODEC. Tél. 341-81-81
150, av. Daumesnil, Paris-12e.

SIÈGE SOCIAL
de 100 F à 200 F H.T.
TOUTES DÉMARCHES 10e, 12e
Téléphone : 340-24-54.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e à partir de 80 F. ts services. Constitution sté. 763-47-14.

locaux commerciaux

Ventes

CHOISY-LE-ROI
direct. pptaire à vendre ou à louer immeubles constr. récente R. + 3 bureaux 560 m² aménagés + R + 3 locaux 800 m² (quai de decharg. ateliers, archives, stockage, labo.) Mte-ch., pompe essence, l'ensemble s/1.500 m², 2 accès dont 1 gros tonnage. Prix de vente 2 500.000 F. ou 180 F. le m² en location divis possible. Tel. : 765-73-78.

fonds de commerce

Ventes

GARE EST RESTAURANT
Belle affaire. Bien agencé. 5.500 F./jour. Logement 2 pièces avec 450.000 F. SIMRA 355-08-40.

économie

AFFAIRES

Pour sauver Manhurin

MATRA VA RECEVOIR 450 MILLIONS DE FRANCS DE PRÊTS PARTICIPATIFS

Les principes du montage financier qui accompagne le plan de restructuration de Manhurin ont été définitivement mis au point samedi 15 octobre (*le Monde* du 15 octobre).

Les banques vont consolider une partie de leurs créances sur Manurhin et transformer certaines de ses dettes à court terme en prêts participatifs à long terme, pour un montant total de 490 millions de francs.

Matra, actionnaire à 33,6 % de Manurhin, accepte de consolider des avances et prêts consentis à Manurhin pour un montant de 140 millions de francs.

Une augmentation de capital de Manurhin interviendra – après une réduction préalable. Matra y souscrira pour un minimum de 235 millions de francs. Selon que les petits actionnaires actuels souscriront ou *non à cette augmentation* de capital, la participation de Matra dans Manurhin varierait, à l'issue de ces opérations, de 70 à 80 %.

Enfin, Matra va recevoir de l'Etat 450 millions de francs de prêts participatifs, *qui serviront au financement* de l'opération Manurhin.

● **Olida va fermer son usine de Levallois.** – Le groupe Olida-Caby présentera, le 21 octobre, au comité central d'entreprise un plan de restructuration prévoyant la fermeture de l'usine de Levallois, doyenne du groupe Olida, puisqu'elle fut créée en 1897, où sont employées sept cent quarante personnes. Le groupe Olida-Caby (4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires, huit mille cinq cents salariés dans dix-neuf usines) a enregistré une perte consolidée de 58,3 millions de francs au premier semestre 1983, contre 14,6 millions pour la même période de 1982.

INFORMATIQUE

Honeywell et Nippon Electric vont coopérer plus étroitement sur les nouvelles générations d'ordinateurs

Les groupes américain Honeywell et japonais Nippon Electric devraient annoncer prochainement la signature d'un accord de coopération sur le développement des nouvelles générations d'ordinateurs.

A l'origine NEC était licencié *d'Honeywell*. Mais la firme japonaise a développé peu à peu ses propres matériels, notamment la série Akos. Depuis des années Honeywell – dont la gamme d'ordinateurs est incompatible avec les I.B.M. – connaît des difficultés pour demeurer dans la *« course à la puissance »*, imposée par I.B.M. et les constructeurs de *« compatibles »*. Difficultés techniques, mais aussi financières, car le coût de développement d'une nouvelle gamme dépasse les possibilités d'un groupe comme Honeywell.

NEC, en revanche, semble avoir surmonté les problèmes techniques. La société japonaise a mis au point un ordinateur (le Système 1000) qui serait en fait le successeur des D.P.S. 8 d'Honeywell. L'accord technique entre les deux sociétés prévoirait une sorte de répartition des tâches : NEC se chargerait de développer le « hardware » des futurs, moyens et grands systèmes, Honeywell se concentrant sur les logiciels. Cet accord assurerait ainsi aux utilisateurs actuels de grands ordinateurs Honeywell (les D.P.S 8) une sorte de garantie de la pérénité de leurs investissements.

Bull a été informé des négociations *entre* NEC et Honeywell. Pour la société française, cet accord ne change pas grand chose sur le fond. Si ce n'est qu'elle s'adressera de plus en plus à NEC pour le haut de gamme de son parc d'origine Honeywell, plutôt qu'au groupe américain.

Celui-ci va donc peu à peu « décrocher » de la grande informatique, l'accord avec NEC lui permettant une retraite en bon ordre tout en préservant son parc installé, source de revenus. Honeywell va pouvoir concentrer ses moyens sur la « communication d'entreprise », la « mini » et la micro, les réseaux et la téléphonie privée (où l'accord avec le suédois Ericsson vient d'être confirmé).

Par ailleurs, C.I.I.-Honeywell-Bull va procéder, d'ici la fin de l'année, à une augmentation de capital. Son montant sera de 1,3 milliard ou de1,6 milliard de francs selon que Honeywell, qui détient 19,9 % de C.I.I.-H.B. y participera ou non. Le groupe américain n'a pas fait connaître formellement sa réponse, mais il semble acquis qu'il ne réinjectera pas les 300 millions de francs correspondant à sa quote-part. Ce qui ramènerait sa participation à un peu moins de 10 % (1). Ceci avait été plus ou moins implicitement prévu lors de la renégociation des accords entre la France et le groupe américain et ne remettrait pas en cause la coopération commerciale et technique entre Bull et Honeywell.

J.M. Q.

(1) Dans la filiale internationale, C.I.I.-H.B./N.V., qui ne procédera pas *à une augmentation de capital, le taux* de participation de Honeywell demeurerait à 19,9 %.

Montres à quartz

LA FRANCE DEMANDE L'APPLICATION DE LA CLAUSE DE SAUVEGARDE

La France va demander aux instances communautaires l'autorisation de faire jouer la clause de sauvegarde pour protéger son industrie horlogère menacée par les importations de montres à quartz en provenance non seulement de Hongkong mais aussi du Japon.

Malgré les mesures restrictives vis-à-vis des produits vendus par les fabricants de la colonie britannique, prises à l'automne 1982, reconduites en 1983 et récemment condamnées par le GATT, les importations de montres et de mouvements ont fortement augmenté (près de 21 % en volume au cours des cinq premiers mois s'agissant des montres provenant de Hongkong et de 28 % pour les montres japonaises).

Si la France obtenait satisfaction auprès de la C.E.E., l'on peut se de*mander toutefois quelle position* adopterait Matra Horlogerie (M.H.) liée par des accords d'approvisionnements en modules électroniques avec le groupe nippon Hattori (marque Seiko).

● **De nouvelles barrières douanières pour le compact disc ?** – Les autorités de Bruxelles devaient demander lundi 17 octobre aux dix pays membres leur appui pour doubler les droits de douane frappant les importations de lecteurs de disques à laser (compact disc) en provenance du Sud-Est asiatique, actuellement fixés à 9,5 %.

Réunis dans la capitale belge, les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. décideront du bien-fondé d'appliquer une telle mesure réclamée depuis plusieurs mois par les *Pays-Bas afin de permettre au* groupe Philips, créateur du procédé, de développer son marché en Europe.

FISCALITÉ

LES FRANÇAIS ET LEURS IMPOTS

Autour des hauts revenus

L'article de M. Jean-Jacques Dupeyroux paru dans « le Monde de l'économie » du 4 octobre, sous le *titre « Les Français et leurs impôts »* nous a valu la réaction de plusieurs lecteurs à propos d'erreurs qui figuraient dans le tableau du calcul des impôts intitulé « Couple, deux enfants, un salaire ».

Dans le cadre d'un salaire annuel brut de 500 000 F en 1983, l'impôt payé sur le revenu de 1982 a été de 102 767 F au lieu de 100 180 F. Dans le cas d'un salaire annuel brut de 800 000 F en 1983, l'impôt payé sur le revenu de 1982 a été de 273 071 F au lieu de 217 732 F.

Les calculs ont été faits à partir des montants annuels de salaire brut *figurant en haut du tableau, avec une* hypothèse de croissance de ces salaires bruts de 9,75 % entre 1982 et 1983. Pour l'emprunt obligatoire payé en 1983 sur l'impôt de 1982 (revenus de 1981), on a considéré, pour les facilités de calcul, que le revenu de 1981 était le même que celui de 1982. Cette convention n'a guère d'incidence sur le calcul final.

Ces erreurs étant rétablies, le taux d'imposition socio-fiscal *tel qu'il est* calculé dans le second tableau (cotisations patronales plus cotisations salariales plus impôts rapportés au coût salarial) s'établit ainsi :

SALAIRE ANNUEL BRUT (Franc)	TAUX D'IMPOSITION SOCIO-FISCAL (%)
SMIC	40,5
100 000	41,9
200 000	40,9
300 000	42,7
400 000	44,
500 000	44,15
800 000	51,7

Cela modifie-t-il le raisonnement de M. Dupeyroux ? Plusieurs de nos correspondants l'affirment, dès lors que le taux d'imposition varie de plus de 10 points, et non pas seulement de 6. L'auteur, comme on le verra dans l'article, maintien sa position.

Certains de nos lecteurs, enfin, contestent l'idée de retenir les cotisations patronales dans le calcul de la pression fiscale individuelle. C'est là un point qui ne fait pas l'unanimité selon que l'on considère les cotisations patronales comme faisant partie ou non du salaire indirect.

Une lettre du président du CERC

M. Robert Blot, président du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts), nous a adressé la lettre suivante :

« J'ai lu avec intérêt, dans *le Monde* du 4 octobre 1983, l'article de M. J.-J. Dupeyroux, intitulé « Les Français et leurs impôts ». La thèse que développe son auteur s'appuie sur un tableau « Couple, *deux enfants, un salaire* », *qui porte*, en haut et à gauche, la mention « Source : CERC ». Or ce tableau n'est pas extrait d'un document publié par le CERC et régulièrement approuvé, comme il est de règle, par le conseil de cet organisme. Il ne peut donc pas être assorti des mots : « Source : CERC ». En fait, ce tableau a été établi, à la demande de l'auteur de l'article, et pour son information personnelle, à partir d'un logiciel dont disposait le CERC. M. Dupeyroux a déterminé les montants de revenus et la situation familiale dans les exemples choisis. Il se trouve que le logiciel utilisé, de configuration récente, n'avait pu être encore testé dans la tranche des hauts revenus et comportait une erreur non détectée. »

[M. Blot sait parfaitement que j'ai demandé de la façon la plus expresse si les chiffres litigieux pouvaient être publiés et s'ils devaient, en ce cas, être accompagnés de la mention « source CERC »... – J.-J. D.]

La réponse de M. Dupeyroux

Certaines réactions suscitées par mon article « Les Français et leurs impôts » (*le Monde* daté 4 octobre 1983) rendent nécessaires quelques précisions ou correctifs.

J'en rappelle d'abord la proposition de base : le salaire réel payé par une entreprise pour un emploi déterminé correspond au coût de cet emploi pour ladite entreprise, donc à la somme du salaire brut et des coti*sations ou charges patronales* directement afférentes à ce dernier (1). On notera d'ailleurs que la comptabilité nationale intègre les cotisations patronales dans la rémunération du travail.

Pour prendre l'exacte mesure de l'importance des impositions directes, fiscale et sociale, subies par un salarié, c'est donc à cette rémunération globale qu'il faut confronter ce qui lui reste après déduction de toutes les charges sociales, patronales et salariales, et règlement de l'impôt sur le revenu, impôt dû sur le revenu perçu l'année précédente dans le *système fançais*.

1. S'agissant de cet impôt, les chiffres fournis dans le premier tableau joint à l'article ont paru anormalement bas à quelques lecteurs. Sans doute aurait-il fallu préciser que compte a été tenu de l'évolution des salaires : SMIC mis à part, il a été supposé que, de 1982 à 1983, les salaires nominaux ont augmenté en moyenne de 9,75 %. Exemple : l'impôt sur le revenu acquitté en 1983 par un cadre bénéficiant d'un salaire 1983 de 500 000 F a été calculé sur la base d'un salaire 1982 de 455 581 F, etc. Il est clair que toute hypothèse sur cette évolution comporte une part d'arbitraire irréductible.

2. Pour la gamme de salaires allant du SMIC à 500 000 F, quelques coquilles dans les tableaux appellent des correctifs infimes. En rapportant ce qui reste aux intéressés du montant de leur rémunération globale, on fait apparaître les taux d'imposition socio-fiscale suivants :

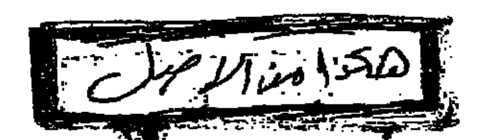
SALAIRE BRUT (francs)	TAUX D'IMPOSITION (%)
SMIC	40,5
100 000	41,9
200 000	40,9
300 000	42,7
400 000	44
500 000	44,15

Ainsi, pour un éventail de revenus salariaux de 1 à 10, la ponction ne varie que de 40,5 à 44 % ; elle est pratiquement identique pour le smicard et pour le cadre gagnant 200 000 F par an, soit 16 666 F par mois.

3. En revanche, contrairement à ce qui a été indiqué dans mon article, *à partir d'une information* inexacte, l'impôt sur le revenu 1982 dû par le bénéficiaire d'un salaire 1983 de 800 000 F serait – sur la base des hypothèses retenues – de 273 071 F et non 217 732 F. Le taux de prélèvements avoisinerait alors 51,2 %, chiffre sensiblement plus élevé que celui que j'avais indiqué.

Lorsque les revenus salariaux atteignent des niveaux extrêmement élevés, la progressivité de l'impôt sur le revenu finit par avoir raison de la dégressivité actuelle des cotisations sociales... Mais à quels niveaux !

(1) Sur cette analyse classique et les démonstrations auxquelles elle a donné lieu, voir notre ouvrage *Droit de la sécurité sociale*, Dalloz, 8e édition, no 111 et suivants, et références bibliographiques.



AGRICULTURE

MESURES D'ÉCONOMIE POUR LE BUDGET AGRICOLE

La Commission européenne décidera après le conseil des ministres

Luxembourg (Communautés européennes). – *Les difficultés de l'Europe verte vont être abordées par les ministres de l'agriculture des Dix qui se retrouvent, lundi 17 et mardi 18 octobre, à Luxembourg. La Commission européenne les a, à sa manière, invités à le faire : vendredi dernier, elle a délibéré des mesures à prendre pour éviter que, compte tenu de l'inflation des dépenses, les paiements effectués d'ici à la fin de l'année, par le Fonds européen agricole, n'excèdent les ressources disponibles. Mais elle a reporté toute décision à mercredi, par conséquent après la réunion du conseil des ministres de l'agriculture.*

La semaine passée, à Athènes, la Commission avait décidé de suspendre pendant dix jours le paiement d'un certain nombre d'avances normalement faites aux agences nationales d'intervention et dont l'objet, pour l'essentiel, est d'accorder des facilités de trésorerie aux négociants qui exportent, aux transformateurs de produits agricoles ou à d'autres intermédiaires. Ne pas verser ces avances revient à différer un paiement en suspendant le préfinancement et non pas à remettre en cause les opérations.

Avertissement américain

La précaution budgétaire ainsi prise, pour avoir un sens, devrait être prorogée jusqu'à la fin de l'année. C'est probablement ce que décidera la Commission mercredi. Mais il faudrait davantage pour combler le « trou » budgétaire qui est estimé à 600 millions d'ECU, soit 4 milliards de francs. La Commission envisage donc d'autres mesures d'économies parmi lesquelles une réduction des aides accordées pour écouler comme aliments du bétail la poudre de lait écrémé excédentaire.

Pendant que la Communauté se débat dans ses difficultés de trésorerie, les Etats-Unis exercent une pression très vive pour la dissuader d'adopter deux mesures qui figurent dans les propositions de la Commission sur la réforme de la PAC. Il s'agit d'une part, d'une éventuelle restriction aux importations de produits de substitution des céréales (P.S.C.), d'autre part, de l'application d'une taxe sur les huiles et graisses produites ou importées dans la C.E.E. M. Amstutz, le secrétaire adjoint à l'agriculture qui terminait une tournée de sensibilisation des capitales européennes sur ce thème, a souligné vendredi « *l'importance cruciale* » que son administration attachait à cette affaire, et indiqué qu'en cas de décision unilatérale de la Communauté, Washington serait amené à prendre des mesures de rétorsion. M. Amstutz n'a cependant pas fermé la porte au dialogue. S'agissant des P.S.C., tel le gluten de maïs dont les livraisons à la Communauté ont progressé de manière spectaculaire au cours des dernières années, on retire l'impression de ces commentaires que les Etats-Unis, même s'ils réaffirment qu'ils ont droit à un libre accès absolu au marché communautaire, pourraient envisager, comme compromis, un arrangement aboutissant à la stabilisation de leurs exportations vers la C.E.E.

A propos de la taxe sur les huiles et les graisses, M. Amstutz a expliqué que telle qu'elle était actuellement proposée (7,5 ECU par 100 kilogrammes) la taxe n'aurait probablement pas d'effet restrictif significatif sur les exportations américaines. Mais qu'il en serait tout autrement si par la suite la Communauté décidait de l'augmenter. Pour cette raison, les Etats-Unis sont hostiles au principe même de l'instauration d'une taxe.

De notre correspondant

PH. L.

● **« *Les chemins de la faim* », un dossier de *Croissance des jeunes nations*.** – A l'occasion de la Journée mondiale pour l'alimentation, le 16 octobre, et de la Journée du tiers-monde à l'école, le 24 octobre, la revue *Croissance des jeunes nations* (163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris, Cedex 17) a publié un numéro spécial (20 F) dressant le bilan de la situation mondiale et dans certains pays en développement, analysant la politique agricole des plus gros producteurs mondiaux, et présentant l'opinion sur ce sujet de MM. Pisani (C.E.E.), Saouma (FAO), Yudelman (Banque mondiale). En complément de ce dossier, *Croissance* publie une pochette avec carte détaillée des « *pays de la faim* ».

CHIRAC : « Désinvolture » ROCARD : « Imbécillité »

Prenant la parole lors du comice agricole d'Ussel (Corrèze), samedi 15 octobre, M. Jacques Chirac a déclaré que « *jamais depuis cent ans, c'est-à-dire depuis la création du ministère de l'agriculture par Gambetta, les agriculteurs n'ont n'ont été traités avec une telle désinvolture par le pouvoir en place* ». Estimant que « *le projet de budget pour 1984 était le plus mauvais des vingt-cinq dernières années* », M. Chirac a demandé aussi aux agriculteurs « *d'être très vigilants face à la banalisation du Crédit agricole* ». Se référant à la F.N.S.E.A. et à son président M. François Guillaume, il a indiqué *que* « *le train fiscal* » prévu par le projet de loi de finances « *imposait aux agriculteurs une réforme bâclée au mépris de toute concertation* ».

Le réquisitoire de l'ancien premier ministre et ancien ministre de l'agriculture portait encore sur le revenu agricole, les « *victimes de calamités payées de bonnes paroles* », l'absence d'initiatives pour réduire les coûts de production, la réforme de la politique agricole commune. « *De toute évidence,* a conclu M. Chirac, *l'agriculture n'est plus une priorité pour le pouvoir actuel.* »

Interrogé par R.M.C., M. Rocard a répondu : « *Dire cela comme cela, et je cherche mon mot, mais je n'en trouve pas d'autres, ce n'est que de l'imbécillité.* » M. Rocard a regretté que M. Chirac « *oublie dans l'opposition qu'il a été au gouvernement et que cela oblige à la fois à un peu de réserve et à un peu de sens des responsabilités* ». Selon M. Rocard, les statistiques montrant une forte augmentation des exportations agro-alimentaires « *sont la seule raison controversable qui démontre* », [à M. Chirac] « *qu'il vient de dire une bêtise* ».

CONJONCTURE

La politique salariale

(Suite de la première page.)

M. Mauroy peut-il pour autant rester silencieux ? D'après nos informations, le premier ministre, qui a reçu du président de la République – à l'occasion du dernier réaménagement technique du gouvernement – l'assurance de demeurer à l'Hôtel Matignon assez longtemps encore, est très décidé à *faire preuve de la plus grande fermeté.* M. Mauroy aurait l'intention d'intervenir pour que les négociations salariales ne traduisent pas, elles aussi, de dérapages. Simplement, la directive officielle – qui ne serait rendue publique qu'après les élections aux caisses de sécurité sociale pour éviter de provoquer des réactions trop vives de la part des syndicats – s'adresserait comme l'année dernière aux ministres et aux responsables des entreprises nationales. Mais le secteur privé serait informé des intentions gouvernementales.

Il n'empêche que le problème central – maintien ou non du pouvoir d'achat des salaires en 1984 – ne se pose pas du tout de la même façon dans le secteur public et dans le secteur privé, le premier raisonnant en moyenne d'une année sur l'autre, le second en glissement du début de l'année à l'autre. La recommandation donnée par M. Mauroy risque donc d'apparaître trop contraignante pour le public et trop vague pour le privé.

La politique des salaires que voudrait mettre en œuvre le gouvernement risque de se heurter à d'autant plus de résistances que le budget de 1984 prévoit déjà de réels sacrifices fiscaux pour de nombreux contribuables, pour les cadres notamment. D'une certaine façon, la rigueur fiscale pourrait entraver la rigueur salariale.

MONNAIES ET CHANGES

BAISSE DU DOLLAR

Le dollar a fléchi, lundi 17 octobre, sur les places financières européennes à la suite de la publication vendredi des statistiques concernant l'évolution de la masse monétaire américaine.

Son cours est ainsi revenu de 2,6150 à 2,60 DM environ à Francfort et de 7,99 à 7,945 F à *Paris*. Le cours du DM par rapport au franc n'a pratiquement pas varié à 3,056 F.

SOCIAL

LA CHAPELLE-DARBLAY : UNE TENTATIVE DE REPRISE DU TRAVAIL DONNE LIEU A DES INCIDENTS

Sur requête du tribunal de grande instance de Rouen, l'ensemble du personnel des papeteries de La Chapelle-Darblay, dans la banlieue de Rouen, avait été appelé à reprendre le travail, ce lundi matin 17 octobre. A Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) – le plus important des deux établissements du groupe – une vingtaine de cadres, accompagnés d'un huissier et de non-grévistes, avaient pu gagner sans heurts les ateliers. Vers 8 heures cependant, coup de théâtre : à proximité de la machine 3, qui était en fonctionnement, M. Philippe Belloncle, secrétaire C.G.T. du comité d'établissement, invitait l'huissier de justice à quitter l'entreprise. Ce dernier, n'obtempérant pas, fut poussé *manu militari* jusqu'aux grilles de l'établissement. Atelier par atelier, les non-grévistes furent ensuite sommés de sortir de l'usine. Dès 9 heures, celle-ci était de nouveau occupée.

Par ailleurs, à Grand-Couronne (Seine-Maritime), un commando d'une dizaine d'hommes masqués, armés, selon la C.G.T., de gourdins et de bombes lacrymogènes, avait délogé, vers 2 heures du matin, le piquet de grève, fort d'une trentaine de cégétistes, installé dans les locaux du comité d'entreprise. Près de deux cents personnes, en majorité des membres de l'encadrement, la plupart venues à bord de deux autocars, avaient aussitôt repris le contrôle des ateliers, mais la situation restait très tendue.

● **La capacité française de raffinage aura diminué de 16 % en un an au 1er janvier 1984.** – La capacité de raffinage disponible en France, évaluée par l'union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP) ne sera plus, au début de l'an prochain, que de 118,4 millions de tonnes, soit 16 % de moins qu'en janvier 1983 (141 millions de tonnes) et 30 % de moins qu'en janvier 1981. La diminution prévue d'ici à janvier prochain est liée aux fermetures programmées des raffineries de Gargenville (Elf) et de Bordeaux (Esso) ainsi qu'à celle d'un certain nombre d'unités au sein de raffineries restant opérationnelles.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	7,9390	7,9410	+ 175	+ 230	+ 355	+ 415	+ 1030	+ 1170
$ can.	6,4492	6,4524	+ 140	+ 205	+ 305	+ 370	+ 875	+ 1015
Yen (100)	3,4154	3,4177	+ 155	+ 200	+ 325	+ 365	+ 995	+ 1075
DM	3,0562	3,0578	+ 175	+ 205	+ 340	+ 370	+ 980	+ 1050
Florin	2,7268	2,7284	+ 140	+ 175	+ 275	+ 315	+ 825	+ 895
F.B. (100)	15,0161	15,0241	+ 405	+ 575	+ 715	+ 925	+ 1850	+ 2275
F.S.	3,7772	3,7796	+ 285	+ 320	+ 540	+ 580	+ 1500	+ 1590
L (1 000)	5,0275	5,0300	– 255	– 195	– 480	– 405	– 1430	– 1300
£	11,9164	11,9250	+ 290	+ 390	+ 575	+ 695	+ 1705	+ 1945

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 11/16	9 5/16	9 11/16	9 5/16	9 11/16	9 7/16	9 13/16
DM	5 3/16	5 9/16	5 3/8	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 11/16	6 1/16
Florin	5 7/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/4	6	6 3/8
F.B. (100)	7 1/2	8	8 1/4	8 3/4	9	9 1/2	9 1/2	10
F.S.	1 3/8	2 1/8	3 7/16	3 13/16	3 7/16	3 13/16	4 1/8	4 1/2
L (1 000)	16	17	16 3/4	17 1/2	17 1/2	18 1/4	18 1/4	18 3/4
£	8 7/8	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 5/16	9 11/16
F. franç.	12 1/8	12 1/4	12 1/2	12 3/4	13 3/8	13 5/8	15 7/8	16 1/8

ÉNERGIE

LA GUERRE DES PRIX DU CARBURANT EN BELGIQUE

Une station-service bruxelloise offre de l'essence « gratuite »

Bruxelles. – Journée folle pour beaucoup d'automobilistes bruxellois. *Jeudi dernier, la Libre Belgique* annonçait sur toute la largeur de sa première page une « *Saint Nicolas* » pour les propriétaires de voitures. Depuis quelques jours, en effet, les compagnies pétrolières concurrentes se sont engagées dans une guerre féroce en abaissant d'heure en heure leurs prix de vente.

La manchette réjouissante du grand journal de Bruxelles était encore bien au-dessous de la vérité. Avec la vitesse d'un éclair, la nouvelle s'est répandue dans la capitale jeudi matin : une station de Bruxelles distribuait l'essence « *gratuitement* ». L'information était presque vraie. Une série de pompes du quartier très bourgeois de Woluwe-Saint-Pierre ne faisaient payer que le montant de la T.V.A. et des autres taxes officielles. Autrement dit, les clients ont payé l'essence 14 francs le litre au lieu du prix officiel de 34,50 francs.

De notre correspondant

Comme on le pense, la ruée sur cette essence gratuite a été considérable. Bientôt, il fallait attendre trois heures pour accéder aux pompes. En fin de journée, quelque 45 000 litres avaient été distribués « gratuitement », tandis que la société responsable annonçait son intention de continuer et d'étendre encore cette action.

Cette bataille trouve son origine dans une initiative de la société Mobil. Ayant automatisé la plupart de *ses stations, Mobil a estimé* être en mesure de vendre partout son carburant 30 centimes moins cher par litre que les autres marques. Celles-ci, cependant, ont rapidement réagi en abaissant leurs propres tarifs. De réduction en réduction, les pompistes belges en *sont bientôt venus à offrir* des rabais allant jusqu'à 7 francs par litre.

La compagnie Secam, qui a toujours pratiqué des tarifs plus avantageux que les autres, a toutefois voulu en finir avec ces ristournes « *mesquines* ». Elle a donc résolu de déclencher « *la guerre totale* » en offrant de l'essence « gratuite ». Sur le plan légal, la situation est complexe. Les ventes à perte sont bien entendu interdites. Mais toutes les stations Mobil à travers le pays n'accordaient pas les *mêmes ristournes*. Il est donc difficile de prouver que la rentabilité globale de l'entreprise n'aurait pas été sauvegardée. La question se pose aussi de savoir si une action temporaire compromet un bilan normal sur l'ensemble de l'année. *Certains* experts soutiennent même que si une multinationale fait des bénéfices sur l'ensemble de ses activités, personne ne saurait lui interdire de recourir ici ou là à des procédures « promotionnelles ».

Le ministre belge de l'économie se trouve donc en face d'une situation très peu claire. De façon paradoxale, les plus importantes sociétés pétrolières, qui disposent d'un réseau très étendu, sont aussi incapables que les petits indépendants *d'accorder longtemps d'importantes* ristournes sur le prix de l'essence.

A l'heure actuelle, personne ne sait encore comment ce problème va être résolu. Une réaction assez générale dans les milieux pétroliers est cependant que le ministère de l'éco*nomie devra en venir à imiter* l'exemple français en déterminant un rabais maximum autorisé sur le prix de vente de l'essence, au niveau des pompistes. Encore une telle décision ne changera-t-elle rien au fait que depuis un an la consommation *de carburant par les automobilistes* a diminué de 15 %, et que les compagnies trouveront sans doute d'autres moyens de combat en vue de maintenir leur part du marché.

JEAN WETZ.

Paradoxe

La sagesse en matière de consommation énergétique frôle parfois le paradoxe. Ainsi la société Elf France, l'un des premiers producteurs et distributeurs de carburant de l'Hexagone, vient de signer avec l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie un contrat prévoyant une réduction de 1 % sur trois ans de la consommation de gazole de sa flotte de camions tracteurs et de véhicules industriels : *3 millions de francs, en partie financés* par l'AFME, seront dépensés pour ce programme, qui prévoit, outre une formation du *personnel à la gestion énergétique* et à la conduite économique, la mise en place sur tout ou partie des cent soixante-cinq véhicules de matériel de mesure, de contrôle et d'économie d'énergie et la modernisation du parc par renouvellement anticipé.

A l'heure où les groupes pétroliers se battent pour préserver, autant que faire se peut, la part du pétrole dans le bilan énergétique français, ce contrat, sans doute exemplaire, n'en apparaît pas moins singulier. Le mariage de la carpe et du lapin. Imagine-t-on Suchard signer avec l'ordre des dentistes un accord pour réduire la *consommation de sucreries de ses* propres employés ?

Le troisième Salon international des techniques et énergies du futur accueillera une importante délégation japonaise

M. Pierre Mauroy inaugurera le 18 octobre le SITEF 83, au parc des expositions de Toulouse, qui se tient du 18 au 23 octobre. Ce *troisième* Salon international des techniques et énergies du futur regroupera trois cent cinquante *exposants*, dont quatre-vingts étrangers, sur 10 000 mètres carrés de stands.

De notre correspondant

Toulouse. – En 1981, pour sa première année de lancement, le Salon avait accueilli plus de vingt-six mille professionnels et neuf mille curieux. L'espace, l'aviation, l'électronique, seront bien sûr présents au Salon. D'autres secteurs aussi : les biotechnologies, où l'on pourra découvrir les derniers procédés de lyophilisation des aliments présentés par le Canada, la pharmacologie, les industries de transformation ou encore les nouveaux matériaux et le cadre de vie. *L'énergie sera bien sûr en bonne* place. On parlera surtout d'économies, le solaire et autres énergies renouvelables étant presque condamnés à ne faire que de la figuration.

Le SITEF 83, qui intervient dans un contexte économique déprimé, pourra s'enorgueillir de la présence *massive et remarquée d'une délégation* japonaise. Une vingtaine d'industriels, membres de l'Association japonaise pour les technologies industrielles, qui n'a exposé qu'une fois à San-Francisco, présenteront les grands projets nationaux ainsi que des réalisations du secteur privé brevetées par le ministère du commerce industriel et de l'industrie (MITI).

Le SITEF fera aussi des « travaux pratiques » dans le cadre du FITT, le Forum de l'information et du transfert *de technologies*. Le FITT doit permettre à des entreprises régionales d'avoir accès au marché national *des technologies* pour acheter, mais aussi pour vendre. Mise au point avec l'ANVAR, cette bourse du transfert *de technologie* sera également ouverte à l'Espagne et au Canada. Dans le même ordre d'idées, les industriels prêts à expliquer leur stratégie de développement pourront s'adresser à la bourse de capitaux pour chercher investisseurs ou financement. Enfin, le Carrefour du commerce extérieur sera l'un des points névralgiques de ce SITEF : ordinateurs et conseillers commerciaux doivent aider les industriels à se placer sur les marchés étrangers. Sont visés : les pays de la Communauté européenne, mais aussi le Canada, les États-Unis et l'Algérie, un pays qui, selon les responsables économiques de Midi-Pyrénées, *est demandé par un industriel sur deux* de la région.

GÉRARD VALLÈS.

En Espagne

Le gouvernement va réduire de moitié le programme nucléaire d'ici à 1992

De notre correspondant

Madrid. – Le conseil des ministres du jeudi 13 octobre a décidé de réduire de près de moitié la puissance électrique nucléaire en voie d'installation en Espagne d'ici à 1992. Dans les neuf années qui viennent, 5 725 mégawatts seulement seront ainsi installés au lieu des *10 535 MW initialement prévus*.

A cette date, l'Espagne disposera donc d'une capacité de l'ordre de 7 600 MW. Pour le ministre de l'industrie, M. Carlos Solchaga, il s'agit là d'un niveau qui correspondra aux besoins maximum du pays en énergie nucléaire, compte tenu du fait que l'augmentation de la demande d'énergie électrique ne devrait pas dépasser 4 % par an d'ici à 1992. Selon le ministre, continuer la construction de centrales au-dessus de ce plafond entraînerait par conséquent un désastre financier.

M. Solchaga a bien pris soin de préciser que cette décision était motivée par des raisons « *techniques et économiques* », et non pour satisfaire une hostilité de principe au nucléaire. Elle permet en tout cas au gouvernement de remplir l'une de ses promesses électorales, puisque le *programme sur* lequel le *parti* socialiste avait remporté les élections du 28 octobre 1982 prévoyait le ralentissement de l'ambitieux programme nucléaire lancé par les centristes en 1979 dans le cadre du plan énergétique national (PEN).

Bien que le ministre ait refusé de préciser quelles centrales feraient les frais de ce brusque coup de frein au programme nucléaire, il est presque certain qu'il s'agira d'un des deux réacteurs de la centrale de Trillo (près de Madrid), des deux tranches de Valdecaballeros (sud-ouest de l'Espagne) et des deux réacteurs de la célèbre centrale de Lemoniz, près de Bilbao (Pays basque), qui a fait l'objet de nombreux *attentats* à la bombe *depuis six ans* de la part de l'organisation indépendantiste basque E.T.A.-militaire.

Dans le cas de Lemoniz, la décision du gouvernement socialiste ne fait qu'officialiser une situation de fait, la *société privée Iberduero* ayant dû renoncer à mettre en fonctionnement les installations après l'assassinat de deux de ses ingénieurs en chef en 1981 et 1982.

L'Espagne dispose, actuellement, de quatre réacteurs en fonctionnement d'une puissance installée de 2030 MW. La construction de sept ensembles comprenant un ou deux réacteurs d'environ 1 000 MW chacun était en cours ou sur le point de débuter. – *(Intérim.)*



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HÉNIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 OCTOBRE 1983

Le conseil de la COMPAGNIE LA HÉNIN, *réuni le 13 octobre 1983* sous la présidence de Monsieur Dominique Chatillon, a approuvé les comptes de la société arrêtés au 31 août 1983.

Ces comptes se traduisent par un bénéfice net des opérations de 56.663.000 F contre 91.841.000 F en 1982. Cette baisse reflète pour l'essentiel l'absence des dividendes *en provenance des filiales bancaires nationalisées en 1982 qui n'a pu être que* partiellement compensée par le produit des réemplois (investissements et remboursement des dettes) de la trésorerie dégagée par la cession des obligations indemnitaires.

Les éléments hors exploitation enregistrent :

— d'une part, des plus-values nettes sur cessions de titres s'élevant à 152.500.000 F,

— d'autre part, des provisions d'un montant total de 176.600.000 F constituées principalement pour dépréciation de titres (notamment dans le domaine immobilier) et pour risques éventuels.

Compte tenu des plus-values à long terme de 30.400.000 F devant être affectées à la réserve spéciale, le solde disponible s'établit à 2.100.000 F.

Le conseil a, en conséquence, décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice en cause et d'affecter ce résultat au report à nouveau.

MAJORETTE (JOUETS)

Situation provisoire au 30 juin

Pour les six premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires de MAJORETTE s'est élevé à 126,3 millions de francs (contre 96,7 millions de francs au 30 juin 1982), en progression de 30,6 %. Il a été réalisé pour 69,9 millions de francs à l'exportation.

Après 15 millions de francs de dotation aux amortissements, le bénéfice d'exploitation ressort à 17,7 millions de francs (14 % des ventes) contre 18,8 millions de francs pour la période correspondante.

Au cours du premier semestre 1983, la société a amorti la majorité des frais inhérents à la conception et à la production du nouveau produit MAJOKIT et a consenti un effort *publicitaire important pour son lancement. La commercialisation* n'ayant commencé qu'en mars, il y a eu, au cours du premier semestre, un préfinancement important.

Le bénéfice net de la période progresse de 12,7 millions de francs à 14,9 millions de francs. Comme pour l'année précédente, la rentabilité nette de *l'entreprise est influencée par les dispositions économiques ou fiscales telles que* :

— Aide à l'investissement,

— Déductibilité partielle des dividendes,
dont la société a su bénéficier.

Troisième trimestre 1983 :

Le chiffre d'affaires du troisième trimestre s'établit à 81,4 millions de francs contre 65,7 millions de francs, en progression de 24 %. Le ralentissement de la progression est dû à l'incendie survenu à l'atelier ZAMAK, le 8 juillet.

Les commandes enregistrées auraient permis, sur la période, une progression plus importante.

La répartition géographique de l'activité s'analyse ainsi pour les neuf premiers mois de l'exercice :

(en millions de francs)	1982	1983	
— FRANCE	75,36	90,28	+ 19,80
— EXPORTATION	87,16	117,59	+ 34,91
TOTAL	162,52	207,87	+ 27,90

BOUYGUES

Le conseil d'administration s'est réuni le 13 octobre 1983 pour arrêter le bilan provisoire au 30 juin 1983 qui fait apparaître un bénéfice net après impôt de 124 189 000 F, après dotation aux comptes d'amortissements de 64 826 000 F. Pour la période correspondante de 1982, les chiffres avaient été respectivement de 84 133 000 F et 55 465 000 F.

Le conseil d'administration a également arrêté le bilan consolidé du groupe au 30 juin 1983 qui fait ressortir un bénéfice net après impôt de 125 033 000 F, après dotation aux comptes d'amortissements 114 743 000 F. Pour la période correspondante de 1982, les chiffres avaient été respectivement de 102 233 000 F et 102 065 000 F.

Le chiffre d'affaires du groupe T.T.C. 1983 sera voisin de 18 milliards de francs, en augmentation de 30 % par rapport à 1982. Il inclut pour la première fois le chiffre d'affaires des États-Unis pour 600 millions de francs. Les *résultats de l'exercice devraient* enregistrer une nouvelle progression.

Au 1er octobre 1983, le carnet de commandes T.T.C. du groupe s'élève à 23,8 milliards de francs contre 21,4 milliards de francs un an auparavant.

Le chiffre d'affaires du groupe T.T.C. 1984 devrait être de l'ordre de 20 milliards de francs. Francis Bouygues a informé le conseil des conditions favorables dans lesquelles se développent les chantiers importants à l'étranger et, en particulier, l'université de Riyad dont la livraison finale aura lieu le 4 août 1984, comme prévu dans le contrat.

Enfin, le conseil d'administration décide la distribution, à partir du 19 décembre, d'un acompte sur le dividende 1983 de 9 F par action, maximum autorisé par la réglementation des dividendes 1982-1983. Il confirme son intention de distribuer en 1984, si la réglementation le permet, un dividende 1983 en progression sur celui de 1982.



ÉNERGIA

SICAV

La SICAV ÉNERGIA investit de préférence dans les valeurs liées à l'énergie, ainsi qu'à l'or et aux ressources naturelles.

L'actif net d'ÉNERGIA est passé de *181 703 727 F au 31 décembre 1982* à 248 983 682 F au 30 septembre 1983. Au cours de la même période, la valeur liquidative de l'action est passée de 189,80 F à 238,43 F, soit une progression de 30,4 % en tenant compte du coupon de 9 F mis en paiement le 6 avril dernier.

Au 30 septembre 1983, la répartition de l'actif par secteur était la suivante :

Énergie		39,06 %
dont pétrole, gaz naturel	28,62 %	
électricité, matériel électrique	10,44 %	
Or et métaux précieux		20,91 %
dont or	19,96 %	
platine	1,05 %	
Métaux non ferreux		10,60 %
Transports ferroviaires et ressources naturelles		3,75 %
Bois et papier		2,93 %
Autres secteurs (chimie, services publics)		2,55 %
Obligations françaises classiques, liquidités		20,20 %
TOTAL		100,00 %

Par ailleurs, l'assemblée générale ordinaire d'ÉNERGIA, convoquée à titre extraordinaire le 13 septembre 1983, a nommé deux nouveaux administrateurs :

— La Caisse des dépôts et consignations, représentée par M. Jacques Lerebouillet ;

— M. Jean Gonot, directeur général adjoint de la Compagnie générale de participation et d'assistance.

SICOTEL

Société Immobilière et de Construction Hôtelière

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 12 octobre 1983, a examiné la situation comptable au 30 juin 1983.

Au cours du premier semestre, le bénéfice de la Société s'est établi à 25,2 MF, soit une progression de plus de 18 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette augmentation satisfaisante des résultats de SICOTEL permet de penser que le dividende, distribuable au titre de l'exercice 1983, marquera une progression dont le taux sera vraisemblablement supérieur à celui de l'inflation.

Dans le même temps, les recettes locatives se sont élevées à 60,2 MF, à comparer aux 56 MF du premier semestre 1982.

Cette faible évolution s'explique par les contraintes d'encadrement du crédit et de refinancement qui continuent de limiter les possibilités d'intervention de SICOTEL. Toutefois, la Société a pu signer 20 MF d'engagements nouveaux depuis le début de l'année, ce qui lui a permis de rester présente sur le marché et de répondre aux besoins de sa clientèle traditionnelle.

L'activité hôtelière demeure toujours aussi contrastée, mais, pour leur part, les hôtels financés par SICOTEL confortent leurs résultats, avec des taux d'occupation et un chiffre d'affaires qui continuent d'évoluer favorablement.

L'intérêt des épargnants pour les titres *des SICOMI en général et de SI*COTEL en particulier ne s'est pas démenti. Le volume des transactions journalières et le cours de l'action en ont bénéficié et, après détachement du coupon, *le titre a rapidement repris sa pro*gression, pour atteindre son plus haut niveau le 27 septembre à 224 F.

COGIFI

Compagnie d'investissements français immobiliers

Au cours de sa séance du 12 octobre 1983, le conseil d'administration a pris connaissance de la *situation provisoire au 30 juin 1983*.

Les recettes nettes de loyers du premier semestre 1983 se sont élevées à 39 728 000 francs contre 35 983 000 francs pour la même période de 1982, soit une augmentation de 10,4 %.

Le taux moyen d'occupation des appartements s'est maintenu à un niveau très élevé. Tous les locaux de bureaux et tous les locaux commerciaux ont été loués en permanence pendant le premier semestre 1983.

Compte tenu des produits financiers, des recettes diverses et d'une dotation aux comptes d'amortissement et de provisions de 4 307 000 francs contre 4 186 000 francs l'année précédente, le bénéfice d'exploitation pour le premier semestre de l'exercice 1983 ressort à *32 473 000* francs contre *29 193 000* francs pour le premier semestre 1982, soit une augmentation de 11,2 %.

D'autre part, la société a réalisé, pendant le premier semestre 1983, une plus-value nette à long terme de 600 000 francs.

Ile-de-France — L'AMÉNAGEMENT EN TROIS DOSSIERS

LOISIRS

Création d'un parc de 90 hectares au Bourget

UN jardin du ciel, de l'air et de l'espace pourrait prochainement voir le jour sur le site de l'ancien aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), fermé en 1980 au trafic commercial. Elaboré par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), ce projet a été réalisé à la demande de l'agence régionale des espaces verts, maître d'*ouvrage délégué par l'Etat pour* l'aménagement de l'ancien aéroport.

Il a pour objet essentiel d'éviter que le périmètre du Bourget ne soit *qu'un terrain vague entre* deux Salons de l'aéronautique et qu'il devienne plutôt un trait d'union entre le parc paysagé de La Courneuve et le *Musée de l'air* installé dans l'aérogare. Sur les 600 hectares que compte Le Bourget, 90 seraient transformés en espaces verts, 390 resteraient consacrés à l'activité aéronautique (aires de manœuvres, piste et installations aéroportuaires nécessaires au bon déroulement des démonstrations en vol lors des Salons de l'aéronautique), 38 serviraient au Parc des expositions, 12 seraient attribués au Musée de l'air, le reste se partageant entre diverses installations techniques militaires ou civiles.

Trois projets ont été étudiés par l'IAURIF en tenant compte des contraintes imposées par l'existence du Musée de l'air et du Salon. Le premier serait un « *lieu de promenade végétal* », espace vert aussi simple que possible ayant le caractère du bois de Boulogne : grandes pelouses, bosquets, trois bassins, des mouvements de terrains soulignés par la végétation. C'est le projet qui correspond le mieux aux orientations données pour la création du parc mais il nécessiterait une réorganisation profonde du Salon de l'aéronautique tel qu'il se déroule aujourd'hui, la piste d'atterrissage nord-sud étant supprimée.

Le deuxième projet est une composition symbolique qui développe, sur l'ensemble du terrain, les thèmes du ciel, de l'air et de l'espace. Ce parti prend en compte les contraintes aéronautiques — la piste serait conservée — et privilégie les *fonctions éducatives et scientifiques* du parc. Un bassin en ellipse serait construit devant le Musée de l'air, rappelant la forme de chemins de *promenade organisés autour de la* piste. Deux zones pavillonnaires au sud et à l'ouest de la piste pourraient abriter les activités éducatives.

*Le dernier projet mettrait en va*leur une composition très classique faite de bosquets de part et d'autre d'une vaste pelouse bordant la piste centrale transformée en allée. Rectiligne, au cordeau, il rappellerait l'organisation habituelle des parcs de châteaux.

L'IAURIF a défini un certain nombre de thèmes qui pourraient animer ce nouveau parc. Ainsi, la conquête de l'air serait illustrée par des objets formant sculptures ou des éléments visitables tels que montgolfières, ballons, avions anciens ou récents... Des moulins à vent, des éoliennes, des miroirs paraboliques, des serres, pourraient venir illustrer l'utilisation des énergies douces. Une place serait faite aux jeux avec la réalisation d'aires d'évolution de modèles réduits d'avions, de lancement de modèles de fusées, d'une piste de char à voile, etc. Autant de propositions qui devront pourtant tenir compte de la création du parc de La Villette, dont le Bourget pourrait être aussi un prolongement.

CIRCULATION

270 kilomètres d'autoroutes en projet sont supprimés

AFIN de tenir plus grand compte du développement régional et des besoins nouveaux des habitants de la région parisienne, le conseil régional d'Ile-de-France devrait décider, le mardi 18 octobre, la suppression de 270 kilomètres d'autoroutes inscrits au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de 1976.

M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil, justifie cette décision par la nécessité de « *tenir compte de l'inutilité de conserver certaines emprises réservées pour des infrastructures devenues irréalisables ou inutiles, du nouveau contexte financier qui rend irréaliste de prévoir un schéma routier dont la réalisation demandait soixante-dix à quatre-vingts années d'exercices et de l'urgence de retrouver la cohérence entre les infrastructures existantes et celles que nous devrons mettre en place en tenant compte notamment des deux priorités de la région : le bouclage de l'autoroute A-86 et la réalisation d'une rocade entre les villes nouvelles* ».

Ainsi, de nombreux tronçons autoroutiers seront supprimés, dont les principaux sont l'autoroute A-5 entre Paris et Montereau-sur-le-Jard (Seine-et-Marne), l'autoroute A-10 entre Paris et l'autoroute A-86 au sud de la capitale, l'autoroute B-12 au sud de Mantes-la-Jolie, l'autoroute F-6 qui devait couper d'est en ouest le département de l'Essonne et pour laquelle un itinéraire de substitution est prévu, la rive droite de la Seine dans les Hauts-de-Seine entre la porte de Paris-Point-du-Jour et l'A-86 en Seine-Saint-Denis et la liaison A-86 - A-13 à Ville-d'Avray.

D'autres suppressions ont été demandées par les départements pour lesquelles le bureau du conseil régional estime qu'une étude préalable doit être faite. « *Elles représentent un maillage essentiel de réseau régional*, a souligné M. Giraud, *et ne pourront être supprimées qu'après qu'un itinéraire de substitution étudié par la région et l'État aura été défini.* »

Il en est ainsi pour l'ensemble B-12 A-87 F-12 dans les Yvelines. « *Ces voies sont contestées et sont contestables*, estime M. Giraud, *et il n'est pas imaginable de réaliser un jour la B-12 qui traverse les sources de la Bièvre. Mais la liaison entre Saint-Quentin-en-Yvelines et Saclay doit être mieux assurée.* »

La liaison A-6 RN-6 par la A-87 est, elle aussi, très contestée. « *Le projet doit être revu*, estime le président du conseil régional, *mais il ne peut être supprimé sans que les franchissements de la Seine demandés par le conseil général de l'Essonne soient réalisés ni que le problème de la déviation de Villeneuve-Saint-Georges ait trouvé une solution raisonnable.* »

Le tronçon de l'A-87 à Chennevières-sur-Marne prévu à deux fois quatre voies devra lui aussi être revu comme *la liaison A-13 A-10* et l'aménagement de la RN-12. En revanche, le bureau du conseil régional pense que le tracé actuel de l'A-12 destiné à éviter Saint-Quentin-en-Yvelines doit être maintenu tant qu'un substitut ne sera pas trouvé, qui ne doit pas sacrifier de manière irrémédiable la zone naturelle de Port-Royal et du Mesnil-Saint-Denis.

M. Michel Giraud a voulu également rappeler que la réalisation de l'autoroute A-86 devait être maintenue. « *Aucun des deux départements concernés, les Hauts-de-Seine et les Yvelines, n'a évoqué cette question*, a-t-il indiqué, *mais il nous est apparu impossible de ne pas poser le problème en souhaitant une étude nouvelle entre Rueil et le pont Colbert.* »

Le conseil régional, consulté par l'État pour l'établissement du schéma autoroutier national, donnera son accord pour la réalisation de deux nouvelles autoroutes à péage : l'autoroute A-5 entre Melun et Troyes et l'autoroute A-16 entre Chambly et Amiens. « *Pour ce qui concerne l'aboutissement de ces autoroutes dans la région*, propose le conseil général, *l'autoroute A-5 serait branchée sur la RN-6 à l'extrémité sud de Lieusaint, en Seine-et-Marne, et l'autoroute A-16 rejoindrait l'A-86 à La Courneuve.* » Cet accord de la région est donné avec toutefois une réserve : le conseil est opposé au péage sur les autoroutes en milieu urbain.

M. Michel Giraud s'est enfin étonné que le schéma directeur national des autoroutes ne dise mot de l'autoroute A-86 qui revêt à ses yeux « *un intérêt évident pour la liaison entre les grandes radiales nationales* », ni de l'autoroute A-14 entre Orgeval et la Défense, « *qui apparaît indispensable compte tenu de la saturation de l'autoroute de l'Ouest* ». Le conseil régional les maintiendra dans le schéma directeur d'aménagement de la région Ile-de-France.

OLIVIER SCHMITT.

TRANSPORTS

LE CONSEIL RÉGIONAL REFUSE DE FINANCER LE T.G.V. ATLANTIQUE

LE conseil régional d'Ile-de-France a son caractère. Pas question de donner un sou des caisses de la région pour le T.G.V. Atlantique. Deux raisons pour expliquer cette position. La décision d'inscrire la réalisation d'une ligne nouvelle entre la gare Montparnasse à Paris et l'ouest et le sud-ouest de la France a été prise par le président de la République et lui seul, sans consultation, et annoncée par M. Mitterrand à la télévision sans qu'aucun contact ait été établi entre l'État et l'exécutif régional. Mauvaise humeur, donc.

En second lieu, M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional, et M. Jean-Pierre Fourcade, vice-président (U.D.F.), chargé des transports, estiment que « *la région ne doit pas participer à un investissement d'intérêt national qui ne correspond pas aux priorités définies par le conseil régional, tels l'interconnexion des réseaux de transport en commun, le bouclage de l'autoroute A 86 ou l'institution de nouvelles méthodes de transport en commun pour relier les banlieues entre elles* ».

Cependant, après consultation des conseils généraux des Yvelines, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine, qui sont concernés par le futur tracé de la ligne à grande vitesse, le conseil régional « *prend acte de la décision de construire cette ligne dans le cadre du IXe Plan* » et fait part de ses préoccupations.

La « coulée verte »

Il attire « *l'attention de la S.N.C.F. sur les conditions d'insertion du T.G.V. dans le tissu urbain de l'Ile-de-France et réaffirme l'intérêt que porte la région à la possibilité de réaliser la « coulée verte » qui est le moyen d'assurer une continuité entre Paris et la grande couronne* ». En clair, il veut signifier que la nouvelle ligne, qui doit emprunter une plate-forme appartenant à la S.N.C.F. dite de « Gallardon », devra être réalisée en tranchée couverte entre le boulevard périphérique et la commune de Massy au sud de Paris.

Le conseil régional indique aussi qu'il est favorable à ce que l'on prenne « *des mesures conservatoires en vue de la réalisation éventuelle d'une gare du T.G.V. à Massy* » pour laquelle une étude d'opportunité est en cours. « *On n'y voit pas assez clair pour décider aujourd'hui de son utilité*, a indiqué M. Fourcade, *mais il faut au moins geler les espaces et poursuivre ces études.* »

Cette gare « décentralisée » du T.G.V. à Massy, dont la réalisation est vivement souhaitée par des associations d'usagers, obligerait le T.G.V. à perdre trois minutes environ sur son temps de parcours mais permettrait aux usagers du sud de la capitale d'emprunter les trains sans se rendre à Paris. D'autant mieux que le site de Massy est situé au point de rencontre des lignes B et C du R.E.R. et de la ligne S.N.C.F. Versailles-Juvisy.

Une attitude étonnante

M. Jean-Pierre Fourcade a voulu enfin rappeler que l'Ile-de-France restait très intéressée par le projet d'un T.G.V. nord-européen. Cet investissement permettrait « *de donner une dimension vraiment européenne au projet français de T.G.V.*, a-t-il souligné, *et donnerait à l'Ile-de-France et à la France un atout économique incontestable vis-à-vis de la Communauté économique européenne* ». Le sous-entendu d'une telle proposition est simple : si nous refusons de donner un sou au projet de T.G.V. Atlantique, *nous accueillerons en revanche favorablement une éventuelle demande de cofinancement d'une ligne nord-européenne.*

Certains s'étonneront de cette attitude de l'ancien ministre de l'économie et des finances, qui avait lui-même lancé l'idée d'un T.G.V. Sud-Ouest. Gageons que la région aurait été peut-être plus conciliante si un changement de majorité n'était pas intervenu en 1981.

O. S.



PUBLICATION JUDICIAIRE

CABINET DE Me THIERRY DOURDIN, AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Cour d'appel de Paris — Arrêt du 27 mai 1982

Confirmant le jugement prononcé par la 17e Chambre Correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris le 18 février 1982 déclarant M. Walid ABOU ZAHR coupable comme auteur principal du délit de diffamation publique envers M. Bachir El Aridi.

Considérant que, compte tenu de ce que M. Bachir El Aridi est de nationalité libanaise et se trouvait à l'époque conseiller auprès du Ministère du Pétrole du Koweit, il est indéniable que les imputations qui lui sont faites ont mis gravement en cause son honneur national et son comportement professionnel.

Considérant que, s'agissant d'un universitaire connu et apprécié, les insinuations le concernant sont particulièrement graves.

Considérant que M. Walid ABOU ZAHR *n'a pas eu recours à l'article 55 de la loi* du 29 juillet 1881 et ainsi n'a pas tenté de prouver la vérité des faits jugés diffamatoires par la partie civile.

Considérant que Walid ABOU ZAHR n'a *pas démontré sa bonne foi* ;

Qu'il importe de souligner la gravité des accusations portées par le journal *AL WATAN AL ARABI* à l'encontre d'un universitaire connu, ainsi que des réticences dont a fait *preuve* M. Walid ABOU ZAHR *en publiant* seulement au mois de novembre 1981 l'insertion émanant de la partie civile.

Considérant qu'il appartient à un directeur de publication de surveiller la nature et la portée des informations reproduites dans son journal, ce que n'a pas fait Walid ABOU ZAHR en publiant le texte incriminé.

Considérant que c'est donc à bon droit que Walid ABOU ZAHR a été déclaré coupable de diffamation publique envers Bachir El Aridi.

Considérant que la société Al Watan Al Arabi doit être déclarée civilement responsable.

Condamne ABOU ZAHR Walid à payer la somme de trente mille francs (30 000 F) à titre de dommages-intérêts au Docteur Bachir El Aridi, en réparation de son préjudice moral.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication.
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications : no 53 813.
ISSN : 0153-419 X

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 6-10-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	375 807
dont :	
Or	260 740
Disponibilités à vue à l'étranger	26 446
ECU	74 551
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 069
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	12 027
dont :	
Concours au Trésor public	*5 760*
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	206 631
dont :	
Effets escomptés	86 797
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 263
5) DIVERS	7 913
Total	676 643

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	186 826
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 038
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	17 739
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	68 308
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	12 504
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	73 954
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	306 114
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	10 098
Total	676 643

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	6 oct.	13 oct.
Valeurs franç. à revenu variable	1183,6	1186,4
Valeurs étrangères	3817,5	3693,3
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	170,8	171,2
Valeurs étrangères	516,5	499,7
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	147,5	147,8
Pétroles-Énergie	119,4	117
Métallurgie	83	81,4
Chimie	162,9	166,2
Bâtim., mat. constr., trav. publics	115,6	114,4
Constructions mécaniques	*107,6*	*106,5*
Matériel électrique	167,7	167,8
Automobile et accessoires	121	118,7
Industr. de consom. non alim.	223,8	223,4
Agro-alimentaire	207,6	210,5
Distribution	94,7	93,9
Transports	139,4	139,6
Services	171,6	172,7
Assurances	109,7	115,1
Banques	187,9	173,4
Immobilier et foncier	147,3	146,4
Investissement et portefeuille	164,4	163,6
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	173,3	173,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	103,7	103,6
Emprunts d'État (*)	104,3	104,5
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,5	103,3
Sociétés (*)	104,3	104,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	91	90,8
Sociétés (*)	98,2	99
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	139,8	141
Produits de base	119,3	121,2
Construction	112,2	112,1
Biens d'équipement	119,1	119,3
Biens de consom. durables	157,5	156,2
Biens de consom. non durables	199,7	203,4
Biens de consom. alimentaires	204,1	205,8
Services	119,7	119,7
Sociétés financières	156,5	159,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	114,6	116,8
Valeurs industrielles	143,6	144,8
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	116,5	117,1

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MAJORETTE. – Pour le premier semestre, la société annonce un bénéfice net de 14,9 millions de francs, contre 12,7 millions au 30 juin 1982, pour un chiffre d'affaires de 126,3 millions de francs (+ 30,60 %).

S.C.O.A. – Les comptes de l'exercice achevé le 30 septembre dernier devraient se solder par une nouvelle et sensible perte. *Les dirigeants espèrent, toutefois,* que ce déficit sera limité aux deux tiers, voire à la moitié du précédent, d'un montant consolidé de 148,6 millions de francs.

THOMSON-C.S.F. – Pour les six premiers mois de l'année, le groupe enregistre une nouvelle perte, diminuée cependant de moitié par rapport à celle du premier semestre de 1982 : 278 millions de francs, contre 554,7 millions de francs.

Ce résultat a été obtenu après dotation d'une provision de 680 millions de francs.

GEOPHYSIQUE. – Le bénéfice net consolidé au 30 juin baisse de 72,2 % à 53,3 millions de francs. C'est principalement aux États-Unis que le groupe a enregistré la plus forte dégradation de sa rentabilité, le creux traditionnel saisonnier des premiers mois s'étant prolongé jusqu'au début de l'été pour des raisons tant économiques que météorologiques.

FORD. – Le constructeur américain va diviser son action (trois nouvelles pour deux anciennes) et procéder à une augmentation de son dividende, qui passe de 30 cents à 45 cents par action.

« *Ce dividende devrait augmenter l'intérêt pour l'action Ford* », a expliqué le président de la société, M. Philip Caldwell, *soulignant* que cette majoration reflétait l'augmentation des bénéfices de Ford et illustrait ainsi « *Les perspectives favorables pour les ventes de Ford et de l'industrie automobile tout entière* ».

GÉNÉRALE DE TRANSPORT ET D'INDUSTRIE. – La Compagnie de navigation mixte (C.N.M.) lance une O.P.A. sur les actions de la société d'industrie (G.T.I.), dont elle détient déjà 54,7 % du capital de la G.T.I. La C.N.M. se propose d'échanger cinq actions Navigation mixte à émettre contre six actions G.T.I. Cette offre publique d'échange est valable jusqu'au 14 novembre.

I.B.M. – Bénéfice net des neuf premiers mois : 3,62 milliards de dollars, contre 2,91 milliards de dollars.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	13 oct.	14 oct.
Valeurs françaises	143,8	
Valeurs étrangères	155,2	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	13 oct.	14 oct.
Indice général	141	141,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 17 oct. .... 12 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14 oct.	17 oct.
1 dollar (en yens)	233,50	231,80

BOURSE DE PARIS Comptant 14 OCTOBRE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Roland Holdings	115	121
Canadian-Pacific	435	426
Cockerill-Ougre	29 50	29
Cominco	505	503
Commerzbank	700	....
Courtaulds	15	....
Dart. and Kraft	770	740
De Beers (port.)	80	....
Dow Chemical	402 50	401
Dresdner Bank	732	690
Entrep. Bell Canada	261	260
Femmes d'Auj.	76 20	....

SICAV 14/10

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Horizon	607 21	579 68
I.M.S.I.	357 08	340 89
Indo-Suez Valeurs	643 82	614 63
Ind. française	11237 46	11017 12
Interoblig.	10295 46	9828 60
Intersélect France	268 69	256 51
Intervaleurs Indust.	390 32	372 62
Invest. net	10080 64	10060 52 ◆
Invest. Obligataire	12121 23	12097 04
Invest. St-Honoré	682 79	651 83
Laffitte-crt-terme	114858 04	114856 04 ◆
Unifoncier	655 68	625 93
Unigestion	633 17	604 46
Uni-Japon	1055 70	1007 83
Unirente	1735 50	1678 43
Univar	12730 43	12730 43
Valorem	390 72	373
Valorg	10698 47	10645 24 ◆
Valeurs	117308 17	117190 98
Worms Investiss.	708 68	676 54

◆ : prix précédent.

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1983	4,5 % 1973	1968	1950	1950	1931
3028	C.N.E. 3 %	3009	3023	3030	3020
720	Euromarché	700	705	705	705
570	Europe n° 1	575	570	571	581
	B. Ottomane	935	935	935	....
	BASF (Akt)	646	640	638	650
	Bayer	644	635	635	645
	Buffelsfont.	531	535	535	540
	Charter	36 75	36	36 10	36 70
	Chase Manh.	527	513	513	506
	Cie Pétr. Imp.	328	327 20	328	325
	De Beers	86 20	86 70	86 70	86 20
73	Matsushita	80 30	76 30	76 50	77 85
980	Merck	1072	1078	1078	1065
830	Minnesota M.	942	915	919	930
330	Mobil Corp.	332 50	332 50	332 50	330 10
19510	Nestlé	20860	20800	20800	20380
750	Norsk Hydro	800	789	784	774
1120	Petrofina	1151	1100	1100	1100
460	ITT	460	471	470 90	474
2 80	Zambia Corp.	2 60	2 60	2 59	2 65

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 983	8 025	7 730	8 130
Allemagne (100 DM)	306	305 430	295	315
Belgique (100 F)	15 041	15 028	14	15 100
Pays Bas (100 fl.)	273 100	272 700	260	280
Danemark (100 krd)	84 690	84 450	79	87
Norvège (100 k)	109 050	109 210	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	11 974	11 977	11 450	12 250
Grèce (100 drachmes)	8 615	8 615	7 500	9 500
Italie (1 000 lires)	5 036	5 033	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	*377 300*	*376 700*	365	387
Suède (100 krs)	102 380	102 400	99	106
Autriche (100 sch)	43 510	43 440	42 500	44 500
Espagne (100 pes.)	5 255	5 257	4 950	5 550
Portugal (100 esc.)	*6 420*	*6 440*	5 800	7
Canada ($ can 1)	6 462	6 497	6 250	6 590
Japon (100 yens)	3 419	3 432	3 280	3 440

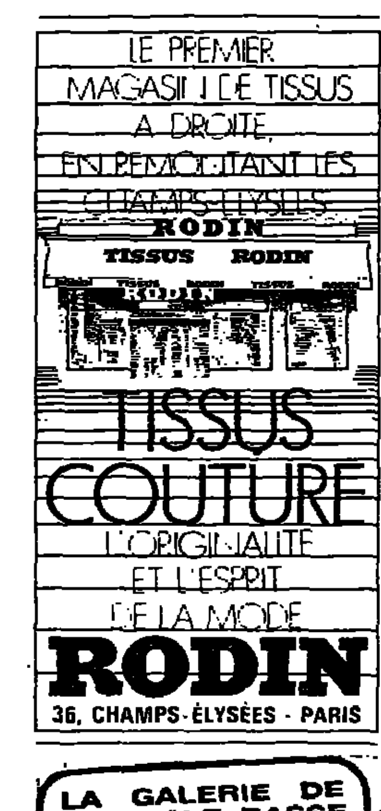
MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/10
Or fin (kilo en barre)	102300	103500
Or fin (en lingot)	102150	103050
Pièce française (20 fr)	673	673
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	668	661
Pièce latine (20 fr)	638	638
Souverain	808	802
Pièce de 20 dollars	4065	4000
Pièce de 10 dollars	1980	1980
Pièce de 5 dollars	1250	.....
Pièce de 50 pesos	4255	4256
Pièce de 10 florins	670	665

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 16-17 octobre 1983 **a été tiré à 466 060 exemplaires**



A Grenade

L'armée contrôle la situation

Le premier ministre, M. Bishop, aurait été renversé

La situation demeurait confuse, le 16 octobre, à Grenade, où le premier ministre, M. Maurice Bishop, a, selon toute apparence, été renversé. L'armée de la petite île caraïbe anglophone semble contrôler la situation ; mais la lutte pour le pouvoir est vive au sein du parti officiel, le mouvement New Jewel (1) d'inspiration fortement marxiste.

La radio officielle publie à intervales réguliers des communiqués militaires affirmant qu'aucun acte d'indiscipline ne sera toléré dans le pays, et demandant à toutes les forces de sécurité de regagner leurs cantonnements. La même station a annoncé que M. Bishop était assigné à résidence à Saint-George's, capitale de l'île. Un communiqué militaire a accusé le fondateur du New Jewel, et auteur du coup d'Etat du 13 mars 1979, d'avoir refusé de se plier à la majorité du parti, qui entendait *« renforcer le travail révolutionnaire »*.

De son côté, l'ambassadeur de Grenade à Cuba, M. Liam Cornwall, a déclaré que M. Bishop avait *« offensé ses collègues »* en refusant d'appliquer certaines décisions du comité central du mouvement.

Plus mystérieux est le sort de M. Bernard Coard, vice-premier ministre et ministre des finances du gouvernement de M. Bishop. Selon des informations parvenues à Port-of-Spain, capitale de Trinidad-et-Tobago, la voisine méridionale de Grenade, la crise aurait éclaté le mercredi 12 octobre en conseil des ministres lorsque M. Coard accusa M. Bishop de ne pas pousser assez vivement la ligne révolutionnaire. Le premier ministre aurait été soupçonné de ne pas vouloir accélérer l'étatisation de l'économie. En outre, il lui serait reproché d'avoir rencontré, en juin dernier à Washington, M. Clark, alors secrétaire du conseil national de sécurité américain.

M. Coard, connu pour ses positions marxistes très dures, aurait alors aussitôt, selon M. Selwyn Stracham, ministre de la « mobilisation », remplacé M. Bishop comme premier ministre. Mais, le 14 octobre, M. Coard annonçait sa démission de tous ses postes ministériels afin, déclarait-il, de mettre fin à des *« rumeurs malveillantes »* le présentant comme l'auteur d'un complot *visant à assassiner le premier ministre.*

Le samedi 15 octobre, M. Radix, ministre de l'industrie et de la pêche, prenait la tête d'une manifestation de trois cents partisans de M. Bishop dans les rues de Saint-Georges. Le lendemain, dimanche 16, il était arrêté par les forces de sécurité de l'île.

Coup d'Etat militaire ? Ou lutte confuse en vue d'une radicalisation du cours de la révolution sous la houlette des partisans d'un marxisme dur, derrière M. Coard ? Ou l'un et l'autre ? Il est encore trop tôt pour le dire. Toujours est-il que le New Jewel, avec trois de ses leaders historiques en état d'arrestation (le ministre de l'éducation, Mme Creft, a également été détenue), traverse une crise qui intéresse tous les voisins de Grenade. Les petites îles anglophones, inquiètes, par le passé déjà, de la contagion révolutionnaire en provenance de Saint-George, observent avec inquiétude la radicalisation, sous la poussée des éléments les plus jeunes, du processus. Déjà persuadés que le gouvernement du New Jewel entendait favoriser une présence militaire cubaine sur leur territoire, les Etats-Unis observent avec préoccupation la disparition éventuelle d'un leader avec lequel ils avaient, cependant, pu nouer, tardivement, le dialogue. – *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*.

(1) Littéralement : « le nouveau joyau ». En fait, Organisation commune pour le bien-être, l'éducation et la libération.

PRÈS DE L'AÉROPORT DE BEYROUTH

Un « marine » américain a été tué et cinq autres ont été blessés

Pour la troisième journée consécutive, les positions américaines au nord-est de l'aéroport de Beyrouth ont été, dimanche 16 octobre, la cible de tirs provenant de Hay-el-Seloum, quartier populeux chiite. Ces tirs délibérément dirigés contre le contingent américain ont fait, dimanche, un tué et cinq blessés parmi les « marines ». Six militaires américains ont été tués depuis la création de la force multinationale il y a un an.

En raison de l'intensité des tirs, les « marines » ont demandé aux soldats britanniques stationnés à proximité de leur secteur de les aider à évacuer leurs blessés. Quatre véhicules blindés britanniques ont escorté deux blessés américains vers le ministère de la défense, situé à Yarzé, d'où ils ont été évacués par hélicoptère vers un des bâtiments américains qui mouillent au large de Beyrouth. Les accrochages impliquant le contingent américain ont été accompagnés de violents affrontements dans d'autres quartiers de la banlieue sud, notamment celui de Chyah, entre l'armée libanaise et les miliciens chiites d'Amal. La veille, le gouvernement libanais et les différentes parties belligérantes étaient parvenues à un accord pour adresser une invitation officielle à l'Italie et à la Grèce, afin que ces pays envoient des observateurs *« qui se déploieront dans toutes les zones de combat »*.

Violents affrontements entre l'armée israélienne et les chiites à Nabatyeh

A Nabatyeh, au Sud-Liban, de graves incidents ont opposé, dimanche, l'armée israélienne et la population pendant la célébration par les musulmans chiites de l'Achoura, qui réunit, chaque année, des dizaines de milliers de fidèles dans cette ville. Selon les correspondants de presse présents sur place, huit soldats auraient été tués ou blessés. L'armée israélienne, qui a imposé le couvre-feu dans la ville, a cependant affirmé qu'aucun de ses hommes n'avait été victime des incidents qui auraient éclaté lorsque deux petits convois israéliens qui traversaient Nabatyeh, dimanche, furent bloqués et attaqués par la foule.

De source libanaise, on indique que les incidents ont commencé lorsqu'une patrouille israélienne a pénétré à Nabatyeh, alors que plusieurs dizaines de milliers de fidèles étaient déjà rassemblés sur la grande place de la ville, devant la mosquée. Deux explosions d'engins ont alors été entendues. Selon les correspondants de presse libanais, les soldats israéliens ont riposté, blessant dix personnes. La foule a commencé à attaquer les Israéliens, cherchant à incendier leurs véhicules. Des renforts israéliens ont alors été envoyés vers la ville, survolée par des hélicoptères, et où régnait une extrême confusion.

L'hostilité de la communauté chiite à Israël s'est récemment intensifiée à la suite de la création par les Israéliens de milices chiites libanaises au Sud-Liban. Les dirigeants politiques et religieux du Sud ont condamné cette initiative, proclamant que *« collaborer avec Israël est un péché »*. Au cours d'un discours prononcé dimanche à l'occasion de l'Achoura, le chef religieux de la communauté chiite, cheikh Mohamed Mehdi Chamseddine, vice-président du Conseil supérieur chiite, pourtant connu pour sa modération, a appelé la population à mener *« une résistance active contre l'ennemi »*, affirmant que *« toute coopération avec Israël est totalement contraire à la religion »*. – (A.F.P.)

DANS UN « MANIFESTE EUROPÉEN »

Le C.D.S. dénonce le « pacifisme à sens unique »

Le conseil politique du C.D.S., réuni samedi 15 octobre à Paris, a consacré l'essentiel de ses travaux à l'Europe. Dans un « manifeste européen », voté à l'unanimité, il précise ses positions. Le texte servira de référence au parti dans ses discussion avec les autres composantes de l'U.D.F. Le C.D.S. a décidé, d'autre part de *« ne plus laisser le parti communiste utiliser seul le thème de la paix »*. Si ce dernier devait, d'ici la fin de l'année, organiser une manifestation sur ce sujet, il a été convenu que le C.D.S. répondrait en organisant à son tour une manifestation dénonçant les dangers du pacifisme et dirigée vers l'ambassade soviétique.

Dans son manifeste, le C.D.S. dénonce les dangers qui menacent l'Europe dans ses *« intérêts vitaux : le surarmement soviétique, le pacifisme à sens unique et le neutralisme, le dynamisme des Etats-Unis, du Japon et de nouveaux pays industrialisés. » « L'Europe,* remarque-t-il, *est en train de rater la troisième révolution industrielle (...). En pratiquant le « chacun pour soi », en additionnant des intransigeances nationales, elle est restée bien en deça de ses possibilités. Elle demeure un potentiel plus qu'une puissance. »*

Le C.D.S. propose un *« programme d'action européen »* qui favorise des *« mutations indispensables »* dans trois domaines : la sécurité, l'influence, la prospérité et l'emploi.

En matière de sécurité, il précise : *« Au sein de l'alliance atlantique, les peuples européens doivent prendre plus résolument en mains leur propre défense* (...). *L'impérieuse nécessité pour la France de conserver la pleine maitrise de ses moyens de dissuasion ne lui interdit pas de favoriser une coopération destinée à dégager progressivement une identité européenne en matière de défense. »* Selon lui, *« il devrait être créé un conseil européen de sécurité – au sein du conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement – ainsi qu'une agence européenne d'armement. »* (...) *« Notre objectif,* explique-t-il, *est de bâtir progressivement le pilier européen de l'alliance atlantique. »*

Sur le plan de *« l'influence »*, le C.D.S. pense que *« l'Europe des Dix doit accepter franchement le principe d'une politique étrangère commune et ne plus se contenter d'une vague concertation intergouvernementale »*.

« Suicidaire »

Pour ce qui est de la prospérité et de l'emploi, le manifeste souligne : *« Un repli frileux sur l'Hexagone serait suicidaire. Le grand marché intérieur européen doit être étendu et défendu contre le retour du protectionnisme entre les Etats membres mais aussi contre les pénétrations abusives venant de l'extérieur ; le système monétaire européen doit être développé par la promotion de l'ECU et la constitution d'un Fonds européen de réserve. »* Le C.D.S. souhaite la création d'un *« véritable espace industriel européen »* et *« l'intensification des programmes communs de recherche et de développement dans les secteurs de pointe et pour les énergies nouvelles »*. Il plaide en faveur d'une *« consolidation de la politique agricole commune »*, avec notamment la suppression des montants compensatoires monétaires. Il défend l'idée d'une *« Europe spatiale »* et demande que soient prises des mesures concrètes, comme la création d'un passeport européen l'harmonisation des diplômes et des titres universitaires ou la mise en place d'une chaîne européenne de télévision.

Pour atteindre ces objectifs, le C.D.S. pense que, *« dans l'immédiat »*, il faut *« revenir à l'esprit du traité de Rome, en respecter les mécanismes, permettre à la Commission d'exercer pleinement ses compétences, appliquer les règles de décision prévues, y compris par le recours au vote à la majorité qualifiée.* (...) ». *« A plus long terme, le projet de traité sur l'Union européenne que vient d'adopter le Parlement européen montre,* selon le C.D.S., *la voie à suivre. » « Il ouvre,* explique-t-il, *une perspective d'avenir indispensable au développement de la construction européenne, fondée sur la conscience d'un « destin partagé » et de valeurs communes de civilisation. »*

C. F. M.

La grève dans les centres de tri P.T.T.

DERNIERS SOUBRESAUTS ?

En ce début de semaine, les centres de tri P.T.T. sont toujours à la merci de soubresauts dus aux aléas des négociations locales. Des accords sont remis en cause ou des discussions butent sur des points de détail. Si aucun centre de tri n'est totalement bloqué, des arrêts de travail d'une heure se poursuivent dans une vingtaine d'établissements, selon la C.G.T., qui signale en outre un débrayage de six heures, dans la nuit du dimanche à lundi à Valence.

Il reste que les informations sont souvent contradictoires ou incomplètes, et que le ministère des P.T.T. n'était pas en mesure, ce 17 octobre, de faire un bilan. Il semble cependant que l'on s'oriente vers une fin de grève marquée par d'ultimes mouvements. Mais, un peu partout, les centres de tri sont encombrés de stocks de courrier et il sera long et difficile d'absorber les retards d'acheminement.

Une lettre du ministère

D'autre part, nous avons reçu du ministère des P.T.T. les précisions suivantes à la suite de l'article « La grève dans les centre de tri postal », *paru dans nos éditions du 14 octobre.*

« Au plan national, la réforme de l'organisation du tri et de l'acheminement du courrier a fait depuis deux ans l'objet d'une concertation approfondie avec les organisations syndicales représentatives. C'est ainsi que, dès octobre 1981, a été mise en place une structure paritaire administration-syndicats, la « commission chargée d'étudier les conséquences pour le personnel du progrès technique et des évolutions technologiques ». Ses travaux se sont régulièrement poursuivis depuis lors. Le caractère décentralisé de certaines phases de la négociation est le résultat d'une volonté politique clairement exprimée : une fois définis au plan national les principes de la réforme, leur mise en œuvre progressive a fait l'objet de négociations déconcentrées tenant compte des spécificités locales. Pour autant, jamais la négociation globale n'a été interrompue. C'est ainsi que l'audience du 28 septembre a permis de prendre en compte certaines réalités sociales en proposant des mesures individuelles transitoires. A tous les échelons, le processus démocratique est mis en œuvre. Le dialogue reste ouvert, étant entendu que la réforme de la poste est indispensable pour le bénéfice des usagers du courrier et du personnel des P.T.T.

» Le service public doit être maintenu et amélioré. »

SELON UN SONDAGE FIGARO-SOFRES

50 % des personnes interrogées s'intéressent « peu ou pas du tout » aux élections à la Sécurité sociale

Cinquante pour cent des Français s'intéressent *« peu ou pas du tout »* aux élections du 19 octobre à la Sécurité sociale, indique un sondage de la SOFRES (réalisé du 3 au 7 octobre auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus) publié dans le *Figaro* du 17 octobre. 45 % des personnes interrogées s'intéressent *« beaucoup ou assez »* à ces élections. Selon ce même sondage, 65 %, contre 20 %, pensent que ce sont *« des élection politiques »*, cette opinion étant celle de 77 % des sympathisants R.P.R., 71 % U.D.F., 62 % P.C. et 58 % P.S. Au niveau des *« cotes de sympathie »*, M. Bergeron recueille 34 % (soit + 3 points par rapport à novembre 1982), M. Maire 20 % (– 5 %), M. Krasucki 9 % (– 1). 35 % des personnes interrogées souhaitent que F.O. *« gagne du terrain »* (20 % en perde), 27 % que la C.F.D.T. progresse (contre 24 %), 25 % que la C.G.C. *« perde du terrain »* (contre 22 %), 36 % que la C.G.T. régresse (contre 21 %), 24 % que la C.F.T.C. *« perde du terrain »* (contre 20 %).

Intervenant le 16 octobre devant le congrès de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine (UNAM), M. Bergeron a déclaré qu'il *« ne quêtait pas de voix (...) Je ne demande rien, vous voterez comme bon vous semble »*. Le secrétaire général de F.O. s'est déclaré *« opposé à la mise en cause de la couverture sociale du petit risque »*. L'UNAM suggère de *« donner aux salariés la totalité de leur salaire »*, y compris la part actuellement affectée aux cotisations sociales, à charge pour eux de s'assurer eux-mêmes auprès de l'organisme de leur choix (Sécurité sociale, mutuelle ou sociétés d'assurances), un minimum de couverture légale étant exigé.

Dans un communiqué, le parti socialiste indique que *« contrairement aux formations de droite »*, il *« ne donne pas de consignes de vote parce qu'il est respectueux de l'indépendance des organisations syndicales à laquelle nous savons d'ailleurs qu'elles sont profondément attachées »*. M. Méhaignerie, président du Centre des démocrates sociaux, a appelé les électeurs à *« sanctionner la C.G.T. »* et à donner un *« avertissement à la C.F.D.T. »* qui *« s'est comportée ces dernières années comme un parti socialiste bis »*. M. Barre a estimé qu'il fallait voter à ces élections afin que la Sécurité sociale *« ne tombe pas aux mains de la C.G.T. et du parti communiste »*.

Le conseil politique du C.D.S. a lancé un appel dans lequel il souligne : *« Notre Sécurité sociale n'a que faire d'une C.G.T. courroie de transmission du parti communiste, imprégnée d'idéologie et de langage partisan. Elle ne peut que se méfier d'une C.F.D.T. prise entre les contradictions de ses idées théoriques et son soutien du pouvoir en place. Faisons confiance à des organisations syndicales responsables, Force ouvrière, C.F.T.C., C.G.C., qui ont prouvé leur capacité de gestion, qui ont développé avec les professions de santé une politique contractuelle respectant leur liberté (...) »*.

Après les récentes déclarations de M. Chirac, M. Krasucki a estimé dans une interview à *l'Alsace* qu'elles devraient *« entraîner une réaction ferme et sans équivoque de toutes les organisations syndicales sans exception »*. M. Maire a rappelé de son côté que *« c'est le pouvoir politique d'alors qui en 1980 a transféré le lieu d'inscription des assurés sociaux de la commune où ils travaillent à leur lieu de résidence »*. Le ministère des affaires sociales a fait observer que les listes électorales ne comportent *« pas plus d'erreurs que pour n'importe quelle élection politique »*. Par ailleurs les vingt et un maires du canton de Mirebeau (Côte-d'Or) ont annoncé la fermeture de leurs mairies le 19 octobre par mesure de solidarité avec cent trente-cinq ouvriers menacés de chômage.

(On lira par ailleurs page 21 les modalités du vote.)

